

**Université de Sherbrooke  
Faculté de droit**

**LA RADIATION PROVISOIRE IMMÉDIATE  
EN DROIT DISCIPLINAIRE DES PROFESSIONS,  
AU QUÉBEC**

**par**

**Francine Fournier**

**Mémoire présenté à la faculté des études supérieures en vue de l'obtention  
du grade de Maître en droit (LL.M.)**

**Université de Sherbrooke  
Faculté des études supérieures**

**© Francine Fournier  
Avril 2000**

**Ce mémoire intitulé :**

**LA RADIATION PROVISOIRE IMMÉDIATE  
EN DROIT DISCIPLINAIRE DES PROFESSIONS,  
AU QUÉBEC**

**Présenté par :**

**Francine Fournier**

**A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :**

**Mémoire accepté le :**



## RÉSUMÉ DE L'ESSAI

Le présent essai, déposé auprès de la Faculté des études supérieures de l'Université de Sherbrooke en vue de l'obtention de la maîtrise en droit de la santé, porte sur l'évolution du droit disciplinaire des professions au Québec, en matière de radiation provisoire immédiate.

Nous partageons la prémisse à l'effet qu'il doit fondamentalement subsister dans un système professionnel et, incidemment, dans un sous-système disciplinaire efficace et efficient, un équilibre des forces, c'est-à-dire des valeurs et des intérêts en présence.

La finalité de cet essai ne remet aucunement en question la nécessité d'un tel recours en radiation au sein de notre système professionnel. Il consiste surtout à démontrer que le mécanisme de radiation provisoire prévu au *Code des professions*,\* se justifie pleinement dans notre société dans la mesure où il s'accompagne de garanties juridiques suffisantes de traitement équitable des droits des professionnels. Notre essai permettra, enfin, de jeter un regard différent sur les orientations que devrait emprunter le législateur afin de freiner la judiciarisation du système disciplinaire des professions.

---

\* L.R.Q., c. C-26.

## SUMMARY

This essay, presented to the Faculty of Graduate studies of the University of Sherbrooke in partial fulfillment for the degree of Master in Health Law, deals with the evolution of disciplinary law governing professionals in Quebec, notably in its provisions for immediate provisional radiation.

Our research focuses primarily on the evolution of the provisional radiation mechanism since 1973 as well as its impact on the rights of professionals in Quebec.

The overall conclusions reached in no way question the necessity of such radiation procedures within the legal framework which regulates the conduct of professionals. But the conclusion is reached that the mechanism of immediate provisional radiation contained in the Professions' Code\* is fully justified in our society insofar the legislator provides appropriate legal guarantees ensuring the equitable treatment of the rights of professionals.

---

\* L.R.Q., c. C-26.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>Résumé de l'essai</b> .....	i
<b>Summary</b> .....	ii
<b>Table des matières</b> .....	iii
<b>Remerciements</b> .....	vi
<b>Avant-propos</b> .....	vii
 <b>INTRODUCTION</b> .....	1
Chapitre préliminaire - Évolution législative du mécanisme de radiation provisoire immédiate au Québec (1973-2000) .....	5
 <b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
La protection du public .....	13
 <b>Chapitre 1</b>	
Les conditions d'obtention de la radiation provisoire immédiate .....	13
 <b>Section 1</b>	
La gravité de l'acte reproché .....	15
 <b>Section 2</b>	
La notion de répétition de l'acte reproché .....	25
  <b>Chapitre 2</b>	
Les conditions de mise en œuvre de la radiation provisoire immédiate...	30

**Section 1**

L'exécution de l'ordonnance de radiation provisoire immédiate .....	30
---------------------------------------------------------------------	----

**Sous-section 1**

L'obligation de procéder avec célérité.....	30
---------------------------------------------	----

**Sous-section 2**

Les conditions de forme de la radiation provisoire immédiate .....	32
-----------------------------------------------------------------------	----

**Sous-section 3**

Les conditions d'exécution de la radiation provisoire immédiate.....	35
----------------------------------------------------------------------	----

**Section 2**

La publicité .....	39
--------------------	----

**DEUXIÈME PARTIE**

Les droits professionnels .....	41
---------------------------------	----

**Chapitre 1**

Analyse de droit comparé des mécanismes de radiation provisoire immédiate, au Québec, et de suspension provisoire, en Ontario .....	41
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

**Section 1**

Lois constitutives et structures organisationnelles des systèmes disciplinaires professionnels québécois et ontarien .....	41
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

**Section 2**

Analyse des principes de justice fondamentale au sein des mécanismes de radiation et de suspension provisoires au Québec et en Ontario .....	46
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

**Sous-section 1**

La règle <i>audi alteram partem</i> .....	57
1. Le droit de recevoir un avis suffisant des infractions reprochées .....	57
2. Le droit de disposer d'un délai suffisant pour préparer une défense pleine et entière .....	60
3. Le droit de faire valoir ses moyens.....	61
4. Le droit d'être représenté par avocat .....	63
5. Le droit à la remise.....	64
6. Le droit d'accès à la preuve du plaignant .....	65
7. Le droit à une audience publique .....	67
8. Le droit à une audition équitable dans un délai raisonnable .....	68

**Sous-section 2**

La règle <i>nemo judex in sua causa</i> .....	69
-----------------------------------------------	----

**Section 3**

La présomption d'innocence .....	82
----------------------------------	----

<b>CONCLUSION</b> .....	102
-------------------------	-----

<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	107
----------------------------	-----

**ANNEXES**

## REMERCIEMENTS

L'auteure tient à remercier sa famille, soit son époux, Ray Levesque, pour son soutien indéfectible ainsi que ses deux filles Mélissa et Aïsha, pour leurs encouragements constants depuis toujours.



## AVANT-PROPOS

En introduction de cet essai, nous présentons l'évolution législative du mécanisme québécois de radiation provisoire et ce, depuis sa création en 1973 jusqu'à nos jours.

Notre essai se divise en deux parties. La première partie, intitulée «La protection du public», examine le corpus jurisprudentiel des vingt cinq dernières années en droit disciplinaire professionnel qui a contribué à circonscrire la portée des conditions d'obtention et de mise en œuvre de la radiation provisoire immédiate.

En seconde partie de notre essai qui a pour titre «Les droits professionnels», nous complétons une analyse de droit comparé de la radiation provisoire, au Québec, avec une institution juridique semblable du droit disciplinaire professionnel, en Ontario. Cette analyse nous permet, notamment, d'aborder l'étude des principes de justice naturelle en relation avec ce recours d'exception et de cerner, par la même occasion, les principes du jugement par les pairs et de la présomption d'innocence. Notre réflexion comporte l'examen des *Chartes canadienne et québécoise des droits et libertés* en relation avec les droits professionnels et la radiation provisoire immédiate.

En conclusion, nous formulons des recommandations susceptibles de contribuer à l'effort de réflexion qu'il nous faut poursuivre dans le cadre du projet de loi numéro 87.

---

*Nota bene : afin d'alléger la lecture de cet essai, le genre masculin inclut le féminin.*

## INTRODUCTION

«... protéger les membres du public contre la mauvaise conduite des personnes inscrites est, évidemment, un des buts principaux de la loi, mais la loi lui impose également l'obligation de traiter équitablement ceux dont le gagne-pain est placé entre ses mains et, à mon avis, il n'y a aucun avantage à faire prévaloir l'une de ses fonctions sur l'autre.»  
(Le Juge L'Heureux-Dubé dans l'arrêt *Brousseau*<sup>1</sup>)

La réforme du *Code des professions*<sup>2</sup> en 1994 constitue le premier exercice d'actualisation du système professionnel en vingt cinq années d'existence. Le volet ciblé traite plus particulièrement du mécanisme disciplinaire.

L'intention du législateur est louable puisqu'elle vise à «rendre le mécanisme disciplinaire plus transparent, plus accessible, plus rapide mais aussi plus sévère»<sup>3</sup> dans un contexte où le système disciplinaire des professions cherche à regagner la confiance du public.

Le *projet de loi 140*<sup>4</sup> doit, notamment, apporter des mesures concrètes capables de réprimer les situations abusives impliquant des professionnels et redonner une certaine image de crédibilité au système professionnel.

1. *Brousseau c. Alberta Securities Commission*, [1989] 1 R.C.S. 301, Madame le Juge Claire L'Heureux-Dubé citant avec approbation Monsieur le Juge Dubin dans *Re W. D. Latimer Co. and Bray*, (1974) 6 O.R. (2d) 129, 135 (C.A., Ont.).
2. *Code des professions*, L.R.Q., c. C-26. Ci-après nommé le «C. prof.».
3. *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session, vol. 32, no 142, le 10 décembre 1993, p. 9463.
4. Le *projet de loi 140* donnait suite aux recommandations de l'Office des professions. Ce projet de loi (L.Q. 1994, c.40) fut adopté le 16 juin 1994 et entra en vigueur le 15 octobre 1994.



Se peut-il qu'en adoptant des dispositions plus sévères à l'endroit des professionnels visant à prévenir et sanctionner les abus commis, le législateur n'ait pas suffisamment garanti les droits du professionnel confronté à l'appareil disciplinaire de son ordre ?

Plus particulièrement, se peut-il que le législateur n'ait pas entouré le mécanisme de radiation provisoire immédiate des garanties procédurales rigoureuses auxquelles sont en droit de s'attendre tant l'intimé que le plaignant, compte tenu du caractère exceptionnel du recours et des effets juridiques extrêmes qu'entraîne cette procédure pour le professionnel?

L'ébauche d'une deuxième étape de cette réforme vient d'être annoncée en novembre 1999 avec le dépôt du *projet de loi 87*<sup>5</sup> par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles auprès de l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi s'accompagne d'un plan d'action ministériel recherchant l'assouplissement et l'allégement du cadre réglementaire, une efficience accrue des mécanismes de protection du public ainsi qu'une plus grande ouverture des milieux professionnels à la multidisciplinarité et à l'interdisciplinarité.<sup>6</sup>

---

5. *Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives*, présentée le 11 novembre 1999 à l'Assemblée nationale (36<sup>e</sup> législature, 1<sup>ère</sup> session). Notre analyse du *projet de loi 87* se limitera au deuxième volet annoncé au plan d'action intitulé «*le rendement des mécanismes de contrôle : l'inspection et la discipline*».

6. Plan d'action ministériel intitulé «*Au tournant du siècle, les professions évoluent et l'avenir est maintenant*» et rendu public le 26 novembre 1999 par Madame Linda Goupil, Ministre de la Justice et Ministre responsable de l'application des lois professionnelles.

En vertu de ce plan d'action, un groupe de travail a été récemment constitué afin d'identifier les difficultés entourant l'organisation professionnelle des services dans le secteur de la santé et des relations humaines.

Notre essai permettra, nous l'espérons, de jeter un regard différent sur les orientations que devrait emprunter le législateur afin de freiner la judiciarisation du système disciplinaire des professions.

L'analyse du système disciplinaire sous l'angle des droits du professionnel visé par une procédure de radiation provisoire immédiate facilitera notre compréhension des forces et des faiblesses de ce système, de même que notre évaluation des garanties juridiques de traitement équitable des droits des professionnels dans ce contexte bien particulier.

En 1993, dans son mémoire déposé sur l'avant-projet de loi qui allait devenir *le projet de loi 140*,<sup>7</sup> le Protecteur du citoyen proposait un mécanisme disciplinaire inspiré de l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*<sup>8</sup> et de l'article 23 de la *Charte des droits et libertés de la personne et des droits de la jeunesse*.<sup>9</sup>

---

7. *Supra*, note 3.

8. 1982, c. 11 (R. U.), dans L.R.C. (1985), App. II, no 44, annexe B, (ci-après appelée "la Charte")

9. L.R.Q., c. C-12.

Le Protecteur du citoyen indiquait alors :

[...] L'indépendance d'un organisme qui agit comme tribunal administratif, tel un comité de discipline au sein d'une corporation professionnelle, est fondamentale. De manière générale, un tribunal administratif doit jouir d'un haut degré d'indépendance afin d'offrir les meilleures garanties d'impartialité. Dans le cas de la discipline professionnelle, il faut éviter que le citoyen croit que le comité de discipline n'est qu'un prolongement de la corporation professionnelle. Il faut éviter de donner aux citoyens et citoyennes l'impression qu'un tel organisme n'est qu'une bureaucratie comme les autres; comme tout tribunal administratif autonome, un comité de discipline doit être et apparaître indépendant et impartial; il en va de la confiance du citoyen (*le mot souligné est de nous*). [...] <sup>10</sup>

---

10. Protecteur du citoyen, «Mémoire du protecteur du citoyen sur l'avant-projet de loi», *Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles*, Sainte-Foy, le 10 février 1993, p 11.

## Chapitre préliminaire - Évolution législative du mécanisme de radiation provisoire immédiate au Québec (1973-2000)

Inscrite au *Code des professions*<sup>11</sup>, la radiation provisoire immédiate constitue une mesure préventive et un droit d'exception du processus disciplinaire. Ce recours, accessible à tous les ordres professionnels du Québec, permet d'intervenir d'urgence lorsque la protection du public est sérieusement compromise par l'inconduite grave d'un professionnel.

La radiation provisoire immédiate consiste donc à retirer provisoirement le droit d'exercice d'une profession à un membre d'un ordre professionnel, en tout début de processus disciplinaire, et avant que la culpabilité de ce membre ne soit établie.

Un mécanisme de radiation provisoire immédiate a été prévu dès la création du système professionnel québécois, en 1973, à l'article 130 du *Code des professions*.<sup>12</sup> Le libellé original de ce recours n'a subi aucune modification législative, de son adoption en 1973 et ce, jusqu'à la réforme du système professionnel en 1994. Avant 1994, l'article 130 C. prof.<sup>13</sup> s'énonçait comme suit :

130. [Radiation provisoire] La plainte peut requérir la radiation provisoire immédiate de l'intimé, lorsque les faits qui lui sont reprochés sont de nature telle que leur continuation ou leur répétition risquerait de compromettre gravement la protection du public.

11. Voir *supra*, note 2.

12. *Code des professions*, L.Q. 1973, c. 43, a. 127 : l'article 130 est rédigé à la sous-section 2 intitulée «*Introduction de la plainte*», de la section «*DISCIPLINE, APPEL ET PUBLICITÉ DES DÉCISIONS*», du chapitre IV s'intitulant «*LES ORDRES PROFESSIONNELS*».

13. *Supra*, note 2.



En 1994, le législateur modifiait substantiellement l'article 130 C. prof.<sup>14</sup> dont le libellé, à ce jour, se lit comme suit :

130. [Radiation provisoire] La plainte peut requérir la radiation provisoire immédiate de l'intimé :

1° lorsqu'il lui est reproché d'avoir posé un acte dérogatoire à l'article 59.1;

2° lorsqu'il lui est reproché de s'être approprié sans droit des sommes d'argent et autres valeurs à des fins autres que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession;

3° lorsqu'il lui est reproché d'avoir commis une infraction de nature telle que la protection du public risque d'être compromise s'il continue à exercer sa profession.

Par ces modifications, le législateur indiquait clairement son intention d'encourager le recours à la radiation provisoire immédiate dans les situations d'abus visées, notamment, aux paragraphes 1° et 2° de l'article 130 C. prof..<sup>15</sup> Toutefois, l'utilisation du verbe "peut", selon la jurisprudence étudiée, conserve son caractère discrétionnaire et ne signifie pas une obligation pour les ordres professionnels de requérir la radiation provisoire immédiate dans les matières énoncées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 130 C. prof..<sup>16</sup> Ce recours, comme droit d'exception au principe fondamental de la présomption d'innocence, doit être interprété avec restriction dans le respect des garanties procédurales reconnues au professionnel

14. *Ibid*

15. *Ibid*

16. *Ibid.*; voir la *Loi d'interprétation*, L.R.Q., c. I-16, art. 51. Voir également *Notaires c. Felix* [1992] D.D.C.P. 292 où le Tribunal des professions précise que le «[...] [c]ode ne crée aucune obligation de demander la radiation provisoire lorsque les faits qui lui sont reprochés sont de nature telle que leur continuation ou leur répétition risquerait de compromettre gravement la protection du public. Il s'agit d'une mesure d'exception dont la demande est laissée à l'entière discrétion du plaignant.[...]»

Nous aurons l'occasion d'approfondir cet article 130 C. prof., précité, note 2, en première partie de l'essai intitulée «La protection du public».

et ce, même si la notion de la protection du public doit l'emporter sur l'intérêt privé du professionnel intimé.<sup>17</sup>

La radiation provisoire immédiate, contrairement à la radiation temporaire<sup>18</sup>, n'est donc pas une sanction disciplinaire. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit là d'un droit d'exception qui déroge aux principes généraux du droit et jouit d'un régime juridique dont l'interprétation doit être stricte.

Les articles 131 et 132 C. prof., de portée plus générale, traitent de l'exercice des pouvoirs en matière de signification durant l'instance disciplinaire. Depuis son adoption en 1975, le texte de l'article 131 C. prof.<sup>19</sup> n'a subi qu'une seule modification mineure en 1994. L'article 132 C. prof.<sup>20</sup> n'a subi aucune modification législative depuis 1973.

L'article 133 C. prof.<sup>21</sup> définit la procédure en matière de radiation provisoire immédiate. Le premier alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>22</sup> fixe,

17. Voir Pierre André CÔTÉ, dans *Interprétation des lois*, Cowansville, 1982, p. 440; voir également l'arrêt *Normand c. Ordre professionnel des médecins* [1995] D.D.O.P. 264.

18. La radiation temporaire (art. 156 (b) C. prof., précité, note 2) se distingue de la radiation provisoire en ce qu'elle constitue l'une des sanctions prononcées à la fin du mécanisme disciplinaire, suite à une déclaration de culpabilité du professionnel.

19. L'article 131 C. prof., précité, note 2, se lit comme suit :

131. [Exercice de pouvoirs] Lorsqu'une disposition des sous-sections 2,3 et 4 de la présente section prévoit qu'une signification peut être faite conformément au *Code de procédure civile*, [L.R.Q. c. C-25], les pouvoirs prévus à l'article 138 dudit *Code* sont exercés par le président du comité de discipline ou le président suppléant.

20. L'article 132 C. prof., précité, note 2, se lit comme suit :

132. [Signification] Le secrétaire du comité de discipline fait signifier la plainte au professionnel contre qui elle est portée en la manière prévue au *Code de procédure civile*, précité, note 20.

21. *Code des professions*, précité, note 2.

22. *Ibid.*

notamment, le délai d'audition de cette requête dans les dix jours de la signification de la plainte avec un délai de signification de la requête même d'au moins trois jours juridiques francs précédant l'audition.

Le deuxième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>23</sup> doit se lire en conjonction avec le libellé de l'article 130 C. prof.<sup>24</sup> car il précise un critère de droit substantif conférant juridiction au comité de discipline, lors du prononcé d'une ordonnance de radiation provisoire. En effet, la question déterminante pour le comité de discipline dans tous les dossiers requérant une telle mesure, se résume comme suit : «la protection du public se trouve-t-elle menacée dans l'hypothèse où la radiation provisoire immédiate du professionnel intimé n'est pas ordonnée ?»

Ces deux premiers alinéas de l'article 133 C. prof.<sup>25</sup> n'ont subi aucune modification législative depuis leur adoption en 1975 jusqu'à ce jour, à savoir :

133. [Délai d'audition] L'audition d'une requête en radiation provisoire doit débiter dans les dix jours de la signification de la plainte, après avis signifié à l'intimé, conformément au Code de procédure civile par le secrétaire du comité de discipline au moins trois jours juridiques francs avant cette audition.

[Ordonnance de radiation provisoire] À la suite de cette audition, le comité peut rendre une ordonnance de radiation provisoire contre l'intimé s'il juge que la protection du public l'exige.

---

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*



Par contre, les troisième et quatrième alinéas de l'article 133 C. prof.<sup>26</sup> traitant de la signification et de l'exécution de l'ordonnance de radiation provisoire ont connu des modifications majeures en 1994. Le législateur a ainsi voulu répondre aux nombreuses critiques à l'effet que le système professionnel ne protégeait pas adéquatement le public lorsqu'une radiation provisoire s'avérait nécessaire.

En effet, malgré une décision de radiation provisoire immédiate rendue en présence du professionnel intimé, cette décision devait, pour devenir exécutoire avant 1994, lui être signifiée conformément aux dispositions du *Code de procédure civile*.<sup>27</sup> Dans ce contexte, il pouvait s'écouler une certaine période de temps durant laquelle le professionnel intimé poursuivait sa pratique professionnelle jusqu'à ce que la décision finale lui soit signifiée.

Par ailleurs, aucune disposition du *Code des professions*<sup>28</sup> ne prévoyait le maintien en vigueur de la radiation provisoire après la signification de la décision disposant du mérite de l'affaire par le secrétaire du comité de discipline. Au moment de la signification par le comité de discipline de cette décision finale, mais susceptible d'appel auprès du Tribunal des professions,<sup>29</sup> la radiation provisoire cessait alors de produire ses effets.

---

26. *Ibid.*

27. *Code de procédure civile*, *supra*, note 19, art. 120 et ss.

28. *Code des professions*, *supra*, note 2.

29. *Id.*, *supra*, note 2, art. 164.



Cette lacune à la loi permettait au professionnel concerné de reprendre sa pratique professionnelle durant le délai d'appel de 30 jours de la décision imposant la sanction ou, si la décision du comité de discipline était portée en appel, jusqu'à ce qu'une décision finale et exécutoire ne soit rendue par le Tribunal des professions.

Depuis 1994, le troisième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>30</sup> assure un mécanisme plus efficace de signification de l'ordonnance de radiation provisoire lorsque celle-ci est rendue en la présence du professionnel intimé.

De droit nouveau, le quatrième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>31</sup> prévoit que pour les sanctions de radiation temporaire ou permanente ainsi que de révocation du permis d'exercice, l'ordonnance de radiation provisoire immédiate demeure en vigueur jusqu'à ce que le délai d'appel soit prescrit ou, s'il y a appel de la décision du comité de discipline, jusqu'à ce qu'une décision finale du Tribunal des professions soit devenue exécutoire.

30. L'article 133, 3<sup>e</sup> al. C. prof., *supra*, note 2, se lit comme suit :

133. [Ordonnance exécutoire] L'ordonnance de radiation provisoire devient exécutoire dès qu'elle est signifiée à l'intimé par le secrétaire du comité de discipline conformément au Code de procédure civile. Toutefois, lorsque l'ordonnance est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être ainsi signifiée à cette partie, dès le moment où elle est ainsi rendue; le secrétaire indique dans le procès-verbal si les parties sont présentes lorsque le comité rend l'ordonnance.

31. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 133, 4<sup>e</sup> al. s'énonce comme suit : L'ordonnance de radiation provisoire demeure en vigueur jusqu'à la signification de la décision du comité rejetant la plainte ou imposant la sanction, selon le cas, à moins que le comité n'en décide autrement. Toutefois, si le comité impose une sanction visée aux paragraphes *b* ou *e* du premier alinéa de l'article 156, l'ordonnance de radiation provisoire demeure en vigueur jusqu'à ce que la décision imposant l'une de ces sanctions soit exécutoire conformément à l'article 158 ou, si un appel de la décision accueillant la plainte ou imposant l'une de ces sanctions est logé, jusqu'à ce que la décision finale du Tribunal des professions soit exécutoire conformément au troisième alinéa à l'article 177, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

Le cinquième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>32</sup> introduit en 1994, traite de la publicité de la décision en radiation provisoire. Il s'énonce comme suit :

133. Le comité de discipline doit, lors de la décision imposant une radiation provisoire, décider si le secrétaire fait publier ou non, dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel a son domicile professionnel, un avis de cette décision. Si le comité ordonne la publication d'un tel avis, il doit, de plus, décider du paiement des frais de sa publication, soit par le professionnel, soit par l'ordre, ou ordonner que les frais soient partagés entre eux.

Le sixième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>33</sup> complète l'alinéa précédent et définit le contenu de l'avis relatif à la décision en radiation provisoire ce, pour fins de publication.

Le septième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>34</sup> réfère à la décision statuant sur les frais de publication en précisant que celle-ci peut être homologuée par la Cour du Québec, à défaut de paiement volontaire, et devenir exécutoire comme un jugement de cette Cour.

Les trois derniers articles inscrits à la sous-section 2 intitulée «*Introduction de la plainte*», soient les articles 134, 135 et 136 C. prof.,<sup>35</sup> sont d'application générale et ne visent pas directement la radiation provisoire.

32. *Id.*, art. 133, 5<sup>e</sup> al.

33. L'article 133, 6<sup>e</sup> al., *supra*, note 2, se lit comme suit :

133. Cet avis doit comprendre le nom de l'intimé, le lieu de son domicile professionnel, le nom de l'ordre dont il est membre, sa spécialité le cas échéant, la date et la nature des faits qui lui sont reprochés ainsi que la date et un sommaire de la décision.

34. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 133, 7<sup>e</sup> al.

35. *Id.*, art. 134, 135 et 136. L'article 134 C. prof., *supra*, note 2, traite de la comparution par écrit du professionnel visé par une plainte disciplinaire et l'article 135 C. prof., [...]

À ce jour, les articles 126 à 135 C. prof.<sup>36</sup> contenus à cette sous-section 2 intitulée «*Introduction de la plainte*» n'ont subi aucune autre modification depuis 1994.

De plus, le *projet de loi 87*,<sup>37</sup> déposé à l'Assemblée nationale, ne présente pas de modifications de ces articles. Toutefois, le plan d'action ministériel découlant de ce projet de loi comporte un volet prévoyant la révision du mécanisme d'inspection professionnelle et du processus disciplinaire afin de contrer la judiciarisation.<sup>38</sup>

Les nouvelles dispositions de l'article 130 du *Code des professions*<sup>39</sup> facilitent ainsi l'accessibilité à la mesure de radiation provisoire immédiate par l'assouplissement de ses conditions d'obtention. D'autre part, elles renforcent le recours de meilleures garanties d'exécution et l'assortissent d'une possibilité de publication exhaustive, à un stade initial des procédures.

Malgré ces conditions facilitantes, retenons que la Cour suprême dans l'arrêt *Kane c. Conseil d'administration de l'Université de Colombie-Britannique* soulignait [qu]«une justice de haute qualité est exigée lorsque le droit d'une personne d'exercer sa profession ou de garder son emploi est en jeu».<sup>40</sup> Ce pouvoir rehaussé de radiation provisoire accroît l'écart déjà existant entre le principe de la présomption d'innocence et celui de la protection du public.

[...] *supra*, note 2, énonce le droit de toute partie ou de tout témoin cité devant un comité de discipline d'être assisté ou représenté par un avocat. Enfin, l'article 136 C. prof., *supra*, note 2, traitant de juridiction disciplinaire a été abrogé en 1994.

36. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 126 à 135.

37. *Ibid.*

38. *Supra*, note 4.

39. *Supra*, note 5.

40. *Kane c. Conseil d'administration de l'Université de Colombie-Britannique*, [1980] 1 R.C.S. 1105, 1113.



**PREMIÈRE PARTIE**

**LA PROTECTION DU PUBLIC**

**CHAPITRE 1**

**LES CONDITIONS D'OBTENTION  
DE LA RADIATION PROVISOIRE IMMÉDIATE**

Le législateur n'a pas jugé souhaitable, en 1973, de définir la notion de protection du public au *Code des professions*<sup>41</sup> car celle-ci doit demeurer évolutive afin de refléter les besoins présents dans un espace-temps donné. Néanmoins, le premier Président de l'Office des professions décrivait la protection du public comme suit:

[...] une notion très matérielle, peu intellectuelle, orientée surtout dans notre esprit vers la protection des personnes et de leur patrimoine contre tout dommage susceptible d'être causé par un professionnel. La notion était axée sur la qualité de l'acte, sur la formation de base et la formation continue, sur le maintien de la compétence par l'inspection professionnelle, le maintien de l'intégrité par le mécanisme disciplinaire réformé où un avocat nommé par l'Office présiderait le comité de discipline et dont l'instance d'appel serait le Tribunal des professions et non plus le Bureau de la corporation.»<sup>42</sup>

Recevant une interprétation large, la protection du public constitue la fonction première<sup>43</sup> du système professionnel québécois caractérisé, notamment, par le

41. Voir *supra*, note 2.

42. R. DUSSAULT, dans *O.P.Q., Actes*, [1986], p. 22.

43. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 23.

principe de l'autogestion et le jugement par les pairs. L'ampleur des modifications apportées aux conditions d'obtention et d'exécution de la radiation provisoire immédiate illustre bien l'importance pour cette notion de protection du public de ne pas être cristallisée dans un texte de loi.

Nous analyserons, dans ce chapitre, les conditions d'obtention de la radiation provisoire immédiate en tenant compte du libellé de l'article 130 du *Code des professions*<sup>44</sup> avant et après la réforme de 1994. En effet, la majeure partie du corpus jurisprudentiel développé sur ce recours a été établie en vertu des dispositions précédant la réforme. Cette jurisprudence est évidemment applicable *mutatis mutandis* aux dispositions actuelles de radiation provisoire immédiate.

Avant 1994, une jurisprudence constante a déterminé que, pour donner ouverture au recours de l'article 130 du *Code des professions*,<sup>45</sup> une preuve *prima facie* de la gravité des faits reprochés au professionnel intimé devait être complétée. Par ailleurs, le législateur imposait comme seconde condition, le fardeau pour le plaignant de démontrer, une fois la gravité de l'acte établie si, compte tenu de la nature même de cet acte répréhensible présumément posé par le professionnel, il n'existait pas un risque que sa continuation ou sa répétition ne compromette la protection du public (*les mots soulignés sont de nous*). Nous analyserons donc successivement les notions de "gravité" et de "répétition" de l'infraction reprochée, des anciennes et des nouvelles dispositions des articles 130 et suivants du *Code des professions*,<sup>46</sup> à lumière de la jurisprudence.

44. *Supra*, note 2.

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*

## Section 1

### La gravité de l'infraction reprochée

Bien que le libellé de l'article 130 du *Code des professions*<sup>47</sup> ait été modifié, le critère de la "gravité" de l'acte reproché demeure une condition d'obtention essentielle de la radiation provisoire immédiate. Rappelons le libellé en vigueur de l'article 130 du *Code des professions*<sup>48</sup> :

130. La plainte peut requérir la radiation provisoire immédiate de l'intimé:

1. lorsqu'il lui est reproché d'avoir posé un acte dérogatoire visé à l'article 59.1;
2. lorsqu'il lui est reproché de s'être approprié sans droit des sommes d'argent et autres valeurs qu'il détient pour le compte d'un client ou d'avoir utilisé des sommes d'argent et autres valeurs à des fins autres que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession;
3. lorsqu'il lui est reproché d'avoir commis une infraction de nature telle que la protection du public risque d'être compromise s'il continue à exercer sa profession.

Les deux premiers paragraphes de l'article 130 C. prof.<sup>49</sup> réfèrent à des situations spécifiques que le législateur souhaite particulièrement voir corrigées au sein du milieu professionnel. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 130 C. prof.<sup>50</sup> impliquent donc nécessairement qu'il s'agisse d'actes posés dans l'exercice de la profession. Par ailleurs, dans la mesure où ces énoncés visent des actes dérogatoires en vertu des articles 59.1 ou 59.2 du *Code des*

---

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

*professions*<sup>51</sup>, une preuve *prima facie* de la gravité de l'acte reproché doit être établie en rapport avec le risque que la protection du public ne soit compromise. Cette interprétation est compatible avec la raison d'être de cette mesure d'exception qui requiert nécessairement, pour affecter le droit d'exercice avant l'audition du mérite de l'affaire, que la gravité de l'infraction reprochée menace la protection du public (*les mots soulignés sont de nous*).

D'autre part, notre analyse doit tenir compte de l'ensemble des dispositions, dans la mesure où "*les articles doivent se lire les uns par les autres de manière à former un tout cohérent*".<sup>52</sup> Or, le deuxième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>53</sup> est très explicite quant à la juridiction du comité de discipline et, par conséquent quant à la preuve requise en semblable matière.

À la suite d'une audition, une ordonnance de radiation provisoire immédiate peut être rendue si le comité juge que la protection du public l'exige<sup>54</sup> (*les mots soulignés sont de nous*). À notre avis, pour les raisons que nous venons d'énumérer, il aurait été inconcevable de penser que ces deux premiers

51. *Ibid.*

52. Voir Pierre André CÔTÉ citant F. GENY, dans *Interprétation des lois*, Cowansville, 1982, p.257 et expliquant que la méthode d'interprétation systématique et logique comprend le principe de la cohérence de la loi, à savoir : «Œuvre d'un législateur rationnel et logique, la loi est censée former un système : chaque élément contribue au sens de l'ensemble et l'ensemble au sens de chacun des éléments. [En effet, tel que Geny le soulignait] : «chaque disposition légale doit être envisagée, relativement aux autres, comme la fraction d'un ensemble complet [...]». Voir Louis-Philippe PIGEON, dans son ouvrage, *Rédaction et interprétation des lois*, Collection Études Juridiques, Québec, Éditeur officiel, 1978, p.44, explique le 2<sup>e</sup> principe d'Ilbert selon lequel une loi s'interprète, non seulement en regard de son ensemble, mais aussi en regard des autres lois connexes. Voir aussi la *Loi d'interprétation*, L.R.Q., c. I-16.

53. *Supra*, note 2. Voir *Avocats c. Corriveau* [1996] D.D.O.P. 24.

54. *Id.*, art. 133, 2<sup>e</sup> al.



paragraphes puissent donner ouverture de manière automatique à la radiation provisoire. La jurisprudence, depuis 1994, a confirmé cette interprétation restrictive. En 1995, dans l'affaire *Nadeau c. Brunet*,<sup>55</sup> il a été décidé que l'article 130 C. prof.<sup>56</sup> doit être complété par l'article 133 C. prof.<sup>57</sup> afin de conférer au comité de discipline la juridiction nécessaire pour prononcer une ordonnance de radiation provisoire immédiate, lorsqu'une preuve *prima facie* des infractions reprochées a été établie. Cette preuve *prima facie* requiert, notamment :

[...] Pour réussir, la plaignante doit démontrer au Comité que sa plainte fait état de reproches graves et sérieux à l'endroit de l'intimé, que ces reproches portent atteinte à la raison d'être de la profession notariale, que la protection du public risque d'être compromise s'il continue à exercer sa profession et que la preuve *prima facie* démontre que Me Brunet a posé les gestes reprochés.<sup>58</sup>

Le libellé actuel de l'article 130 C. prof.<sup>59</sup> reflète donc l'intention du législateur d'inciter fortement le plaignant<sup>60</sup> à requérir la radiation provisoire immédiate dans les situations particulières d'abus sexuel<sup>61</sup> et d'appropriation de sommes

55. *Nadeau c. Brunet*, C.D. NOT. 26-94-00417, 11 janvier 1995; voir également, *Ordre professionnel des avocats c. Richard Corriveau* [1996] D.D.O.P., 24, 35; T.P.Q. 200-07-000008-962; *Lavallée c. Notaires* [1993] D.D.C.P. 241; *Notaires c. Charest* [1991] 308 (T.P.); *Huissiers de justice c. Lagacé* [1996] D.D.O.P. 54; *Comité c. médecins-1* [1995] D.D.O.P. 103.

56. *Supra*, note 2.

57. *Supra*, note 2.

58. *Nadeau c. Brunet*, *Supra*, note 55, 15<sup>e</sup> par.

59. *Supra*, note 2.

60. *Supra*, note 2, art. 128 : le plaignant peut être soit le syndic ou soit, toute autre personne à titre de plaignant privé.

61. *Supra*, note 2, art. 130, 1<sup>er</sup> par. référant à l'article 59.1 C. prof., *supra*, note 2 : 59.1. Constitue un acte dérogatoire à la dignité de sa profession le fait pour un professionnel, pendant la durée de la relation professionnelle qui s'établit avec la personne à qui il fournit [...]



d'argent confiées au professionnel à d'autres fins.<sup>62</sup> Par ailleurs, en ce qui a trait au troisième paragraphe de l'article 130 C. prof.,<sup>63</sup> le législateur reprend le libellé de l'ancien article 130 C. prof.,<sup>64</sup> sans toutefois contenir les critères de la continuation et de la répétition des faits reprochés. Le libellé de ce troisième paragraphe de l'article 130 C. prof.<sup>65</sup> est suffisamment large pour couvrir, à notre avis, tant les actes posés dans l'exercice d'une profession que les actes commis hors du champ d'exercice de la profession, en lien avec cette profession et dont on peut dire qu'ils portent atteinte à la raison d'être de la profession.<sup>66</sup> De plus, dans l'arrêt *Nadeau c. Brunet*<sup>67</sup>, le comité de discipline de l'Ordre professionnel des notaires souligne :

[...] Comme on peut le constater, le législateur, dans la version nouvelle de l'article 130, ne parle plus de continuation et de répétition des faits reprochés ni non plus de compromission grave de la protection du public. Les deux (2) premiers motifs pouvant soutenir une demande de radiation provisoire sont de droit entièrement nouveau en ce qu'ils n'apparaissaient pas dans le droit ancien. Toutefois et bien que le motif plus général de protection du public existait dans celui-ci, le législateur, dans la nouvelle rédaction du troisième paragraphe de l'article 130, parle de façon plus générale de cette protection du public puisqu'il ne traite plus de continuation ou de répétition des faits reprochés de même que la compromission grave. [...]

[...] des services, d'abuser de cette relation pour avoir avec elle des relations sexuelles, de poser des gestes abusifs à caractère sexuel ou de tenir des propos abusifs à caractère sexuel.

62. *Supra*, note 2, art. 130, 2<sup>e</sup> par. Voir *Avocats c. Corriveau* [1996] D.D.O.P. 24.

63. *Supra*, note 2.

64. *Ibid.*

65. *Ibid.*

66. Voir *Corp. professionnelle des infirmières et infirmiers c. Balmir* [1991] D.D.C.P. 57.

67. *Nadeau c. Brunet*, précité, note 55.

[...] Il se contente maintenant de mettre en parallèle la nature de l'infraction avec la protection du public dans le cas où l'intimé continuerait d'exercer sa profession.<sup>68</sup>

L'arrêt *Nadeau c. Brunet*<sup>69</sup> réaffirme seulement, en 1995, ce qui avait déjà été énoncé dans l'arrêt *Corporation professionnelle des notaires c. Larose*,<sup>70</sup> en 1990, à savoir :

[...] Celui [l'argument] relatif à la répétition est également rejeté, car ce que le comité doit apprécier, ce n'est pas de savoir si le professionnel va continuer ou répéter l'infraction. La question à résoudre concerne plutôt la nature de l'infraction eu égard à la profession exercée.<sup>71</sup>

Comme nous sommes à même de le constater, les modifications apportées à l'article 130 C. prof.<sup>72</sup> par le législateur, en 1994, sont le fruit d'une codification de la jurisprudence existante. Le texte qui suit définit le concept de la gravité, lequel continue de s'appliquer comme droit positif à la lumière de la jurisprudence établie en vertu du *Code des professions*<sup>73</sup> précédant la réforme de 1994.

L'article 130 du *Code des professions*,<sup>74</sup> avant 1994, énonçait:

130. La plainte peut requérir la radiation provisoire immédiate de l'intimé, lorsque les faits qui lui sont reprochés sont de nature telle que leur continuation ou leur répétition risquerait de compromettre gravement la protection du public.

68. *Nadeau c. Brunet*, précité, note 55., par. 13.

69. *Supra*, note 55.

70. [1990] D.D.C.P. 351.

71. *Ibid.*

72. *Supra*, note 2.

73. *Ibid.*

74. *Ibid.*

La notion de gravité contenue à l'article 130 du *Code des professions*<sup>75</sup> réfère à la nature des faits reprochés au professionnel en rapport avec le danger potentiel qu'ils représentent pour le public, chaque cas étant un cas d'espèce (*les mots soulignés sont de nous*).

Comme le précise l'arrêt *Corporation professionnelle des médecins c. Michaud*,<sup>76</sup> reprenant le critère établi par le Tribunal des professions dans l'arrêt *Larose c. Corporation professionnelle des notaires*,<sup>77</sup> à savoir :

[...] le comité doit considérer la nature des actes reprochés eu égard à l'intérêt public et à la protection du public. En faits, il doit considérer la gravité des reproches allégués à la lumière de la profession exercée, en tenant compte de l'obligation qu'a une corporation professionnelle de protéger le public.<sup>78</sup>

Le Tribunal des Professions précisait, à cet effet, dans l'affaire *Larose c. Corporation professionnelle des notaires*<sup>79</sup> que «[c]'est à la nature, à la raison d'être de la profession qu'elle porte atteinte et cette gravité justifie *prima facie* la radiation provisoire.»<sup>80</sup>

La décision rendue par le Tribunal des professions dans l'affaire de la *Corporation professionnelle des avocats c. Béliveau*<sup>81</sup> est de portée similaire, en ce qui a trait à la nature de l'acte reproché.

---

75. *Ibid.*

76. [1992] D.D.C.P., 123, ci-après appelé «*Michaud*».

77. [1990] D.D.C.P., 351 ci-après appelé «*Larose*».

78. *Supra*, note 76, 127.

79. *Supra*, note 77.

80. *Ibid.*, 353.

81. [1990] D.D.C.P. 282.

Après avoir rappelé que la fonction principale des corporations professionnelles est d'assurer la protection du public<sup>82</sup>, la Cour d'Appel du Québec, dans l'arrêt *Frison c. Comité de discipline de l'Ordre des chiropraticiens du Québec*<sup>83</sup>, affirmait que «[t]raitant de la requête en radiation provisoire, l'article 130 du *Code des professions*<sup>84</sup> indique dans quelles circonstances elle peut être prononcée et, partant, recherchée<sup>85</sup> [...] Or, cette interprétation de l'intention du législateur est également conforme à l'article 130 du nouveau *Code des professions*.<sup>86</sup>

En effet, le législateur nous indique de nouvelles circonstances dans lesquelles la radiation provisoire peut être prononcée et, partant, recherchée: nous avons déjà discuté de l'intention du législateur contenue à l'article 130 du *Code des professions*<sup>87</sup> en vigueur (*le mot souligné est de nous*). Il ne fait aucun doute que cette interprétation de la Cour d'Appel va de pair avec la recherche de cette mesure à chaque fois que toutes les critères se trouvent réunis.

D'autre part, référant à la gravité objective de l'acte comme portant atteinte à la nature et à la raison d'être d'une profession, la Cour d'Appel dans l'arrêt *Frison c. Comité de discipline de l'ordre des chiropraticiens du Québec*,<sup>88</sup> sous la plume du juge Chevalier soulignait :

[...]A la lecture des plaintes portées [...], elles impliquent des manquements allégués à l'éthique professionnelle susceptibles de

82. Voir *supra*, note 2, art. 23.

83. [1989] R.D.J. 495, ci-après appelé «*Frison*».

84. Voir *supra*, note 2.

85. Voir *supra*, note 83.

86. *Supra*, note 2.

87. *Ibid.*

88. Voir *supra*, note 83.



porter atteinte, non seulement au bien-être du public en général, mais aussi à la réputation de la profession dont le requérant est un membre actif.<sup>89</sup>

Plusieurs arrêts<sup>90</sup> décrivent ces actes comme étant à la base même de la pratique professionnelle. Le comité de discipline dans l'arrêt *Corporation professionnelle des Notaires c. Charest*<sup>91</sup> précise :

[...] [L'] appropriation par un notaire de fonds appartenant à ses clients est d'une gravité extrême[...];] la confiance absolue que le public doit avoir envers un notaire et qu'il a effectivement obligent à reconnaître qu'il s'agit d'une des infractions les plus sérieuses qui peut être reprochée à un notaire.<sup>92</sup>

Cet arrêt, tout comme l'arrêt *Larose c. Corporation professionnelle des notaires*,<sup>93</sup> fournit à l'égard de la profession notariale, une interprétation de la gravité de l'acte posé en vertu du deuxième paragraphe de l'article 130 du *Code des professions*.<sup>94</sup>

Tel que nous l'évoquions ci-haut, l'acte reproché n'a pas à être posé dans l'exercice de la profession pour faire l'objet d'une plainte disciplinaire et, incidemment, d'une requête en radiation provisoire immédiate. L'arrêt

89. Voir *supra*, note 83, p.500; voir également *Médecins c. Beaubien* [1995] D.D.O.P. 102.

90. *Comité - Denturologistes - 3* [1985] D.D.C.P. 288 à 292; voir également: *Larose c. Corp. professionnelle des Notaires* [1990] D.D.C.P. 351.

91. *Corp. professionnelle des notaires c. Charest* [1991] D.D.C.P. 308.

92. *Ibid.*, 310.

93. Voir *supra*, note 77.

94. Voir *supra*, note 2.

*Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers c. Balmir*<sup>95</sup> ajoute :

[...] A cet égard, peu importe que l'acte ait été commis ou non dans l'exercice de la profession, il faut se demander si la nature de l'acte va à l'encontre des principes qui régissent la profession concernée. Or, en l'espèce le geste de martyriser un enfant est à ce point contraire à l'exercice de la profession infirmière qu'il porte atteinte à la raison d'être de cette profession.<sup>96</sup>

Par ailleurs, la notion de "gravité" se rattache à la nature des faits reprochés en relation avec les conséquences que ces faits encourent pour le public. A cet égard, le comité de discipline, en s'interrogeant sur le risque que ces actes reprochés représente pour le public, portera une attention toute particulière à la clientèle du professionnel intimé. Le degré de vulnérabilité de cette clientèle sera également prise en considération dans la qualification de la gravité de l'acte. En effet, dans l'affaire *Comité - Infirmières et Infirmiers - 2*,<sup>97</sup> le comité de discipline a jugé que le comportement de l'infirmière qui s'était présentée au travail et avait exercé sa profession alors qu'elle se trouvait sous l'influence de boissons alcoolisées était :

[...] d'autant plus grave que ces bénéficiaires étaient des personnes âgées et, pour la plupart, malades. Ces bénéficiaires ont été directement affectés par le comportement de l'intimée, puisque la preuve révèle que, à certaines occasions, ils ont reçu moins ou plus que la dose requise et que, à d'autres occasions, ils n'ont pas reçu les soins ou l'attention que nécessitait leur état.<sup>98</sup>

95. [1991] D.D.C.P. 57; voir supra, note 66.

96. *Ibid.*

97. [1982] D.D.C.P. 275.

98. *Ibid.*

Dans l'arrêt *Comité - Médecins - 3*<sup>99</sup>, après avoir jugé qu'un médecin avait commis des actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession en exerçant la médecine en collaboration avec une voyante, le comité de discipline a dit :

[...] s'inquiéter de l'effet possible sur certains patients qui, fascinés par les promesses d'amélioration qu'il leur avaient été faites sont susceptibles d'avoir des conséquences pénibles pour eux<sup>100</sup> [...]

Aussi, dans l'arrêt *Comité - Denturologistes - 3*<sup>101</sup>, le comité de discipline s'est fondé sur les mêmes critères objectifs pour conclure qu'il y avait risque que la protection du public soit compromise si une radiation provisoire immédiate n'était pas prononcée. Dans cette affaire, il avait été démontré que le professionnel intimé ne pratiquait plus la denturologie selon les standards reconnus et que, par ailleurs, plusieurs personnes avaient déjà subi des dommages dues aux méthodes utilisées par le professionnel.

Enfin, dans l'affaire *Corporation professionnelle des notaires c. Felix*<sup>102</sup>, le Tribunal des Professions donne des exemples de la "gravité objective" de l'infraction reprochée, à savoir : le fait pour certaines fautes de porter atteinte à la raison d'être de la profession, la période de temps écoulée depuis la commission des actes reprochés, le fait qu'il ne s'agit pas d'actes isolés et le fait également que l'intérêt public doit l'emporter sur l'intérêt privé.

99. [1984] D.D.C.P. 236.

100. *Ibid*

101. [1985] D.D.C.P. 288 à 292.

102. [1992] D.D.C.P. 292 et 293.

Bien que le critère de la "continuation et de la répétition" n'apparaissent plus, comme tel, dans le libellé en vigueur de l'article 130 du *Code des professions*,<sup>103</sup> nous allons tout de même décrire son contenu puisqu'il ressort de notre analyse, que la "répétition" a toujours été interprétée par les tribunaux comme étant un critère accessoire de la "gravité" de l'acte. La "répétition" demeure donc un aspect important et toujours présent dans la preuve *prima facie* présentée devant les comités de discipline.

De plus, la jurisprudence n'a jamais formulé de distinction entre la "continuation et la répétition" de l'acte reproché. Les comités de discipline ainsi que le Tribunal des professions réfèrent généralement à la "répétition de l'acte reproché" pour identifier cette condition d'obtention. Nous allons donc présenter la prochaine section de ce chapitre, comme suit :

## Section 2

### Notion de "répétition" de l'infraction reprochée.

Pourquoi le législateur n'a-t-il pas jugé bon de maintenir cette condition de façon expresse ? Le Tribunal des Professions, dans l'arrêt *Larose c. Corporation professionnelle des notaires*<sup>104</sup> résume ainsi :

[...] Pour apprécier ce critère, il faut retourner au texte de loi pour réaliser que ce que le comité se doit d'apprécier, ce n'est pas de savoir si le professionnel va continuer ou répéter l'infraction; [...]

---

103. Voir *supra*, note 2.

104. Voir *supra*, note 77.



[...] il s'agit encore une fois de considérer la nature de l'infraction eu égard à la profession concernée. L'acte reproché porte-t-il atteinte à la raison d'être de la profession? Auquel cas on peut dire, que s'il était continué ou répété, il risquerait de compromettre gravement la protection du public.»<sup>105</sup>

On peut donc déduire que le législateur n'a pas cru nécessaire d'inclure cette condition de continuation et de répétition dans le nouveau libellé de l'article 130 C. prof.<sup>106</sup> puisqu'elle découlait implicitement de la première, liée à la nature des faits en cause (*les mots soulignés sont de nous*). D'après la jurisprudence étudiée, une preuve factuelle de la "répétition" de l'acte reproché n'est pas requise.

Cette interprétation a également été retenue par le comité de discipline dans l'arrêt *Michaud*,<sup>107</sup> qui s'est prononcé sur la radiation provisoire immédiate d'un médecin contre qui pesait une plainte sous quatre chefs relativement à l'administration d'un traitement chimique «secret» de rajeunissement facial.

L'essentiel de la plainte reprochait au professionnel intimé d'avoir exercé la médecine sans tenir compte des données les plus élémentaires de la science médicale et dans des circonstances susceptibles de compromettre la qualité des services et la dignité de la profession.

---

105. Voir *supra*, note 77, 353, 354.

106. Voir *supra*, note 2.

107. Voir *supra*, note 76.

Le comité de discipline, s'appuyant principalement sur les *arrêts Frison*<sup>108</sup> et *Larose*<sup>109</sup> précités, a conclu en l'espèce, que les actes reprochés portaient atteinte à la raison d'être de la profession médicale, indiquant : «En fait, c'est la nature des actes reprochés et non seulement les actes eux-mêmes qu'il faut considérer.» Puis, citant l'arrêt *Corporation professionnelle des médecins dans Comité - médecins - 1*,<sup>110</sup> le comité de discipline précisait que le plaignant n'avait pas à faire la preuve que l'intimé continuerait sa même façon d'exercer la médecine ou répéterait les actes qui lui sont reprochés, la question à résoudre étant plutôt la nature de l'infraction eu égard à la profession exercée. (*les mots soulignés sont de nous*).

Aussi, l'on observe que les tribunaux ont toujours abordé les deux conditions d'obtention de manière distincte. On peut également constater que la "répétition" des faits reprochés était établie lorsqu'elle était appréhendée soit sur la base de facteurs objectifs tels que, la nature de l'acte ou sur la base d'éléments qui lui étaient associés. Ainsi, tous les éléments périphériques aggravants en relation avec la nature de l'acte reproché étaient examinés tels que, le comportement du professionnel intimé ou les circonstances particulières de l'affaire, en l'espèce.

Dans l'arrêt *Comité - denturologistes - 3*,<sup>111</sup> de même que dans l'arrêt *Comité - médecins - 3*,<sup>112</sup> le comportement de l'intimé révélant une extrême conviction

108. Voir *supra*, note 83.

109. Voir *supra*, note 77.

110. [1987] D.D.C.P. 145.

111. [1985] D.D.C.P. 288 à 292.

112. [1984] D.D.C.P. 231 à 236.

dans ses méthodes non conventionnelles de pratiquer la profession<sup>113</sup> a été jugée suffisante pour présumer qu'il allait continuer d'exercer, ce qui comportait un risque pour la protection du public.

Bien qu'une preuve d'appréhension de la "répétition" eut été suffisante, il n'y avait évidemment pas de preuve plus percutante que d'établir des dommages déjà subis par le public afin d'établir la "répétition". Ainsi, la preuve qu'il ne s'agissait pas d'un acte isolé et qu'il y avait effectivement eu "répétition" de l'acte reproché par le passé était également suffisant pour prétendre qu'il y aurait risque de "répétition" dans le futur et, qu'étant donné la nature de l'acte reproché, la protection du public risquait d'être compromise.<sup>114</sup>

Dans l'arrêt *Corporation professionnelle des notaires c. Charest*,<sup>115</sup> le comité de discipline, après avoir jugé de la gravité des faits reprochés, a conclu, qu'en l'espèce, même si la somme détournée n'était pas objectivement très considérable, il ne s'agissait pas d'un acte isolé ou d'un seul "emprunt temporaire" qui aurait été remboursé par la suite. Les agissements du professionnel intimé s'étaient échelonnés sur une période d'environ une année. Dans les circonstances, ils représentaient un danger pour le public.

Dans l'arrêt *Comité - Avocats -12*<sup>116</sup>, le professionnel intimé était disparu de façon soudaine et imprévue avec \$ 25 000,00 dollars qu'il détenait en

113. *Ibid.*, 236.

114. Voir *Tribunal - Avocats - 2* [1985] D.D.C.P. 177.

115. Voir *supra*, note 91; voir également *Belhassen c. Avocats* [1995] D.D.O.P. 196.

116. [1985] D.D.C.P. 231; voir également *Avocats c. Corriveau* [1996] D.D.O.P. 24. D'autres facteurs sont également pris en considération, tels que : la collaboration offerte à l'enquête du syndic, le plaidoyer de culpabilité, le repentir, l'absence de dossier disciplinaire, le caractère de lucre de l'acte reproché, la notoriété du professionnel, etc. 120. Voir *Médecins c. Taillefer* [1995] D.D.O.P. 103; *Comité c. Médecins-1* [1995] D.D.O.P. 103.



fidéicommiss, ne s'assurant aucunement de la protection des intérêts de ses clients dans environ mille dossiers actifs, le comité de discipline a conclu que les agissements suggéraient fortement que l'intimé avait abandonné complètement ses obligations pour se soustraire à la justice. Dans ces circonstances, le comité a considéré qu'il était urgent et impératif de prononcer sans délai la radiation provisoire immédiate afin d'éviter qu'un préjudice irréparable ne soit causé à ses clients, à l'administration de la justice et au public en général.

Dans l'arrêt *Comité - Avocats-11*<sup>117</sup>, le comité de discipline s'est également fondé sur le comportement de l'avocat qui avait déjà été trouvé coupable d'avoir participé à des transactions malhonnêtes ou frauduleuses pour conclure à l'existence de risques très sérieux pour la protection du public, s'il devait lui permettre de continuer à exercer sa profession d'avocat.

Par ailleurs, la situation financière précaire a été retenue de façon constante dans plusieurs décisions<sup>118</sup> de comités de discipline de divers ordres professionnels pour établir le risque de "répétition" de l'infraction reprochée.

Enfin, l'arrêt *Ordre des infirmières et infirmiers du Québec c. Bédard*<sup>119</sup> illustre bien l'état actuel du droit relativement à la notion de "répétition". En effet, il a été décidé que les infractions reprochées à l'intimée étaient de nature telle, que la protection du public et particulièrement, la protection de ses patients, risquait d'être compromise si elle continuait d'exercer sa profession.

117. [1985] D.D.C.P. 227.

118. Voir *Comité-Notaires - 1* [1978] D.D.C.P. 85; *Avocats c. Béliveau* [1990] D.D.C.P. 24.

119. 20-94-00077, 1995-02-16.



## CHAPITRE 2

### LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA RADIATION PROVISOIRE IMMÉDIATE

#### Section 1

#### L'exécution de la radiation provisoire immédiate.

##### Sous-section 1

##### L'obligation de procéder avec célérité.

Le législateur impose, d'abord, au plaignant, c'est-à-dire le syndic ou toute autre personne à titre privé,<sup>120</sup> la responsabilité d'agir avec célérité entre la fin de l'enquête menée par le bureau du syndic et le dépôt de la plainte comprenant la requête en radiation provisoire immédiate. Dans l'affaire *Tribunal - avocats - 1*<sup>121</sup> ainsi que *Comité - comptables agréés - 2*,<sup>122</sup> il a été décidé qu'un long délai d'action entre l'enquête et la demande de radiation provisoire immédiate pouvait être interprété en faveur du professionnel intimé, la preuve de la compromission de la protection du public étant devenue impossible à faire. A cet effet, le Tribunal des professions, dans l'arrêt *Larose*<sup>123</sup> rappelle également, qu'un fait isolé ne peut faire l'objet d'une requête en radiation provisoire quatre ans plus tard.<sup>124</sup> Depuis la réforme de 1994, cette question de la célérité a été soulevée, notamment, dans l'arrêt *Comité de discipline de l'O.I.I.Q c. Bédard*.<sup>125</sup> En effet, les faits de la cause révèlent qu'une plainte avait été déposée par le syndic le 13 septembre 1994,

120. Voir *supra*, note 2, art. 128.

121. [1983] D.D.C.P. 157 (C.P.).

122. [1986] D.D.C.P. 18.

123. Voir *supra*, note 77.

124. *Ibid.*, 354.

125. *Ordre des Infirmières et Infirmiers c. Bédard* 20-94-00077, 1995-02-16.

conformément à l'article 128 du *Code des professions*<sup>126</sup> sans qu'elle ne contienne de requête en radiation provisoire immédiate. Le 6 décembre 1994, le syndic était informé que l'intimée avait repris l'exercice de sa profession et décidait de demander la radiation provisoire immédiate le 5 janvier 1995. L'intimée a invoqué, en défense, que le délai écoulé entre le moment où elle avait eu connaissance des faits reprochés et la radiation provisoire était suffisamment long pour justifier le rejet de cette requête par le comité de discipline.

A cet égard, le comité a jugé que, «[...] bien qu'il eut été préférable que la demande de radiation provisoire immédiate soit présentée lors du dépôt initial de la plainte[...]», il ne pouvait considérer qu'il s'agissait là d'un délai indu. Le comité a qualifié d'erreur de bonne foi, l'omission d'agir du syndic avec célérité, soulignant que cette erreur avait été corrigée avec diligence.<sup>127</sup>

Or, au moment de la requête en radiation provisoire immédiate, l'intimée détenait un nouvel emploi qu'elle remplissait selon les allégations, de façon satisfaisante. La protection du public risquait-elle toujours d'être compromise? Il faut considérer que, chaque cas étant un cas d'espèce, la gravité des faits reprochés dans cette affaire étaient telles, qu'il a été jugé que la protection du public devait l'emporter sur le fait que le syndic avait erronément attendu pour déposer une plainte amendée requérant la radiation provisoire.

Dans les circonstances de l'affaire, le délai de quelques mois qui s'était écoulé entre l'enquête et la requête en radiation provisoire immédiate n'est pas apparu comme étant déraisonnable.

---

126. Voir *supra*, note 2.

127. Voir *supra*, note 125, p. 13.

Par ailleurs, la jurisprudence est unanime à considérer qu'une telle requête en radiation provisoire immédiate, de par sa nature même, doit être instruite d'urgence et la décision, rendue dans les meilleurs délais.<sup>128</sup> La Cour d'Appel a confirmé, dans l'arrêt *Frison c. Comité de discipline de l'Ordre des chiropraticiens du Québec*<sup>129</sup>, ce caractère d'urgence en vertu de l'article 133 du *Code des professions*.<sup>130</sup> Le législateur n'a, toutefois, pas prévu de procédure accélérée afin que le mérite de l'affaire soit entendu dans les plus brefs délais, lorsqu'une ordonnance de radiation provisoire immédiate est prononcée. Cette mesure éviterait un retrait indu du droit d'exercice dans les cas où la culpabilité de l'acte reproché n'est pas établie.

## Sous- section 2

### Les conditions de forme de la radiation provisoire immédiate.

Tel que le souligne la décision du comité de discipline dans *Comité - médecins 1*,<sup>131</sup> le libellé des articles 130 et 133 du *Code des professions*<sup>132</sup> n'exige aucunement que la radiation provisoire immédiate soit obtenue par une procédure distincte de la plainte. Le comité de discipline souligne, d'autre part, que les termes «[...]requête en radiation provisoire[...]» de l'article 133 C. prof.<sup>133</sup> ne peuvent être interprétés autrement que signifiant qu'elle est

128. *Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec c. Deslauriers*, C.S., C.S. Montréal 500-05-006259-863, le 12 décembre 1986, juge Guy Arsenault; *Gauthier c. Comité de discipline de l'ordre des comptables agréés du Québec*, C.A. Montréal 500-09-001690-858; *Labelle c. Deslauriers* REJB 1998-04748, 500-09-001720-952 (C.A.).

129. [1989] R.D.J. 495 à 502. Voir *supra*, note 83.

130. Voir *supra*, note 2.

131. [1987] D.D.C.P. 145 à 148; jugement porté en appel No 500-07-000034-862.

132. Voir *supra*, note 2.

133. *Ibid.*

formulée dans la plainte. Il n'est donc pas requis de produire une requête séparée. Celle-ci peut être incorporée à la plainte, à moins d'une disposition particulière d'une loi habilitante d'un ordre professionnel exigeant une requête séparée, telle que le prévoyait auparavant l'article 98 de la *Loi sur le Barreau*<sup>134</sup> maintenant abrogé.

La plainte se doit, par ailleurs, d'être écrite et appuyée d'un serment ou d'une déclaration solennelle.<sup>135</sup>

La plainte, constituée conformément aux articles 127 et 129 C. prof.,<sup>136</sup> incluant ou non une requête en radiation provisoire, est reçue par le secrétaire du Comité de discipline en vertu de l'article 126 du *Code des professions*.<sup>137</sup> Le comité de discipline est alors saisi de la plainte et acquiert la juridiction nécessaire à la tenue de l'audience pour en disposer.<sup>138</sup>

L'article 132 C. prof.<sup>139</sup> prévoit que le secrétaire du comité de discipline a l'obligation de faire signifier la plainte au professionnel intimé conformément aux dispositions prévues à cet effet au *Code de procédure civile*.<sup>140</sup>

---

134. L.R.Q., c. B-1.

135. Voir *supra*, note 2, art. 127.

136. Voir *supra*, note 2.

137. *Ibid.*

138. *Id.*, art. 116.

139. Voir *supra*, note 2.

140. *Code de procédure civile, supra*, note 27.



À cet égard, le droit disciplinaire des professions étant du droit administratif que l'on qualifie de *sui generis*, n'est ni du droit civil, ni du droit pénal. Il emprunte à ces domaines de droit tout en demeurant autonome, par ailleurs, par son objet et sa finalité.<sup>141</sup>

Si une requête en radiation provisoire immédiate est formulée dans la plainte disciplinaire, un avis d'audition indiquant la date, l'heure et l'endroit où la requête en radiation sera présentée, doit être signifié à l'intimé au moins trois jours juridiques francs avant l'audition (*les mots soulignés sont de nous*).<sup>142</sup> De plus, l'audition de la requête en radiation provisoire immédiate doit débiter dans les dix jours de la signification de la plainte, conformément à l'article 133 C. prof.<sup>143</sup> bien que ce délai ait été interprété par le Tribunal des Professions comme étant indicatif et non impératif.<sup>144</sup>

Par ailleurs, l'article 134 C. prof.<sup>145</sup> prévoit que le professionnel visé doit comparaître par écrit au siège social de l'ordre, personnellement ou par l'intermédiaire de son procureur, à l'intérieur des dix jours de la signification de la plainte. Le deuxième alinéa de l'article 134 C. prof.<sup>146</sup> réfère au principe de la présomption d'innocence lorsqu'il stipule que «le professionnel dont la comparution n'est pas accompagnée d'une telle déclaration est présumé ne pas avoir reconnu sa faute.» L'article 134 C. prof.<sup>147</sup> *in fine* ajoute enfin qu'une contestation écrite peut suivre dans les dix jours de la comparution par écrit.

141. Voir Mario GOULET, dans *Le droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Cowansville, Ed. Yvon Blais, 1993, p.23.

142. Voir *supra*, note 2.

143. *Ibid.*

144. *Tribunal - médecins - 1*, [1984] D.D.C.P. 351 (C.P.).

145. Voir *supra*, note 2.

146. *Ibid.*

147. *Ibid.*

### Sous-section 3

#### Les conditions d'exécution de la radiation provisoire immédiate.

En vertu du troisième alinéa de l'article 133 C. prof.,<sup>148</sup> l'ordonnance de radiation provisoire immédiate devient exécutoire dès qu'elle est signifiée par le secrétaire du comité de discipline. Depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du *Code des professions*,<sup>149</sup> en 1994, l'article 133 C. prof.<sup>150</sup> contient des modifications substantielles, en matière de signification. Ces modifications permettent une exécution efficace de l'ordonnance, c'est-à-dire sans interruption jusqu'à la décision finale et sans appel disposant de la plainte disciplinaire.

En effet, si l'ordonnance de radiation provisoire est rendue en la présence du professionnel intimé, elle est réputée lui avoir été signifiée, de telle manière que l'ordonnance devient immédiatement exécutoire.<sup>151</sup> Par ailleurs, l'article 133 C. prof.<sup>152</sup> précise que l'ordonnance de radiation provisoire immédiate demeure en vigueur jusqu'à la signification de la décision rejetant la plainte ou imposant la sanction, selon le cas, à moins que le comité en décide autrement. Le comité de discipline possède donc un pouvoir discrétionnaire relativement à la durée exécutoire de l'ordonnance en radiation provisoire. Tel qu'il a été décidé dans l'arrêt *Comité - notaires - 2*,<sup>153</sup> les termes «[...] à moins que le comité en décide autrement [...]» du quatrième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>154</sup>

---

148. *Ibid.*

149. *Ibid.*

150. *Ibid.*

151. *Id.*, art. 133, al. 3.

152. Voir *supra*, note 2.

153. [1982] D.D.C.P. 138.

154. Voir *supra*, note 2, art. 133, al. 4.

permettraient au comité de discipline de lever une ordonnance de radiation provisoire immédiate antérieurement rendue s'il était d'avis que des faits nouvellement portés à sa connaissance le justifient (*les mots soulignés sont de nous*).<sup>155</sup> Bien respectueusement, notre interprétation de ce quatrième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>156</sup> s'éloigne de cette décision. À notre avis, la discrétion dont jouit le comité de discipline en vertu de l'article 133 C. prof.<sup>157</sup> doit être interprétée restrictivement. Cette discrétion se limite, selon nous, au jour de l'audition de la requête en radiation provisoire immédiate, lors du prononcé de l'ordonnance en radiation. Il s'agit d'une procédure d'exception et non d'un jugement au mérite de l'affaire qui doit être instruite d'urgence et qui devrait, selon nous, conduire d'urgence, également, à l'audition finale de l'affaire. Penser autrement équivaut à donner à cette procédure exceptionnelle un caractère durable qu'elle n'a pas. De plus, un recours utile existe dans ces circonstances, soit la demande de sursis. Par ailleurs, quel standard de preuve le comité de discipline appliquerait-il ? Devons-nous penser qu'il donnerait mainlevée de l'ordonnance de radiation provisoire immédiate sur une nouvelle preuve *prima facie* ? Nous ne le pensons pas.

Par ailleurs, si lors de l'audition du mérite de l'affaire, le comité de discipline décidait de l'une des sanctions prévues aux paragraphes b) ou e) de l'article 156 C. prof.,<sup>157</sup> à savoir une radiation temporaire, une radiation permanente ou la révocation de permis, le quatrième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>158</sup> prévoit que l'ordonnance de radiation provisoire immédiate demeurera exécutoire jusqu'à

155. [1982] DDCP 138. Cette jurisprudence est applicable aux nouvelles dispositions de l'article 133 C. prof., précité, note 2, car l'article 133, tel qu'il était rédigé avant 1994, comprenait également cette mention «à moins que le comité n'en décide autrement».

156. Voir *supra*, note 2.

157. *Ibid.*

158. *Ibid.*



ce que l'une ou l'autre de ces sanctions ne devienne exécutoire en vertu de l'article 158 C. prof.,<sup>159</sup> à la fin des délais d'appel. De plus, cet alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>160</sup> prévoit l'éventualité où les sanctions de radiation temporaire, de radiation permanente ou de révocation de permis en étaient appelées. Dans ce contexte, l'article 133 C. prof.<sup>161</sup> stipule que l'ordonnance de radiation provisoire immédiate sera exécutoire jusqu'à ce qu'une décision finale et sans appel ne soit rendue par le Tribunal des professions en vertu de l'article 177 C. prof.,<sup>162</sup> à moins que le tribunal en décide autrement. Ce libellé du quatrième alinéa de l'article 130 C. prof.<sup>163</sup> nous semble mieux refléter l'intention du législateur qui, selon une interprétation systématique et logique, doit vouloir nécessairement que le retrait du droit d'exercer une profession soit exécutoire jusqu'à ce qu'une décision finale de l'affaire soit intervenue.

Depuis la réforme du *Code des professions*,<sup>164</sup> le Tribunal des professions s'est prononcé sur l'article 133 C. prof.<sup>165</sup> dans le cadre, notamment, d'une demande de sursis d'exécution de l'ordonnance de radiation provisoire immédiate pendant l'appel interjeté de la sanction, dans l'arrêt *Normand c. Ordre professionnel des médecins*.<sup>166</sup> Le juge Biron a d'abord énoncé les critères qui doivent guider les tribunaux dans une demande de sursis d'exécution d'une telle ordonnance, à savoir : le sérieux de la question, le préjudice irréparable causé au professionnel intimé ainsi que la prépondérance des inconvénients.

---

159. *Ibid.*

160. *Ibid.*

161. *Ibid.*

162. *Ibid.*

163. *Ibid.*

164. *Ibid.*

165. *Ibid.*

166. [1995] D.D.O.P. 264.



À cet égard, le droit disciplinaire des professions s'inspire du droit civil et, plus particulièrement de l'injonction interlocutoire. Cette approche a été adoptée, telle que l'a énoncé le juge Chevalier, dans l'arrêt *Frison c. comité de discipline de l'Ordre des chiropraticiens du Québec*,<sup>167</sup> depuis que la Cour suprême du Canada a jugé :

[...] [que] la suspension d'instance et l'injonction interlocutoire sont des redressements de même nature et, en général, elles sont assujetties aux mêmes règles.<sup>168</sup>[...]

Sur la demande de sursis, le Tribunal des professions a conclu :

[...] Quant au préjudice irréparable, le législateur, en adoptant l'article 133 du *Code des professions*, qui prévoit que la radiation provisoire demeure en vigueur malgré l'appel de la décision accueillant une plainte, savait qu'une exécution provisoire risque toujours de créer un préjudice. Ce n'est que dans les cas de faiblesse apparente de la décision que le sursis doit être accordé au motif du préjudice irréparable, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Finalement, en ce qui a trait à la prépondérance des inconvénients, il ne s'agit pas ici de deux intérêts privés qui se confrontent. La notion de protection du public l'emporte sur l'intérêt particulier du requérant.<sup>169</sup>

---

167. Voir *supra*, note 83.

168. Voir *supra*, note 83, 496.

169. Voir *supra*, note 166, citation prise du résumé, p. 264.

## Section 2

### La publicité.

L'article 133 du *Code des professions*<sup>170</sup> actuellement en vigueur illustre bien les valeurs et les intérêts de cette réforme, laquelle vise plus d'accessibilité pour le public, d'efficacité des procédures, de transparence du système et de sévérité à l'endroit des professionnels.<sup>171</sup>

Le cinquième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>172</sup> prévoit, en effet, que le comité de discipline a l'obligation de prononcer, lors de la décision imposant la radiation provisoire immédiate, s'il ordonne au secrétaire de faire publier ou non, dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel a son domicile professionnel, un avis de cette décision.

En plus de l'ordonnance de publication, le législateur impose au comité l'obligation de prononcer une ordonnance relative au paiement des frais de publication, que celle-ci donne lieu à un partage des frais entre l'ordre et le professionnel intimé ou qu'elle impose à l'un ou à l'autre l'intégralité du paiement.

L'article 133 C. prof.<sup>173</sup> *in fine* ajoute qu'une décision du comité disposant du paiement des frais de publication peut, à défaut de paiement sur une base volontaire, être homologuée par la Cour du Québec pour devenir exécutoire comme un jugement de la Cour.

---

170. Voir *supra*, note 2.

171. Voir *supra*, note 3.

172. Voir *supra*, note 2.

173. *Ibid.*

Le sixième alinéa de l'article 133 C. prof.<sup>174</sup> traite du contenu de l'avis, à savoir: le nom du professionnel visé par la radiation provisoire immédiate, le lieu de son domicile professionnel, le nom de l'ordre professionnel dont il est membre, sa spécialité, le cas échéant, la date et la nature des faits qui lui sont reprochés ainsi que la date et un sommaire de la décision. Cette ordonnance de publication peut faire l'objet d'un appel *de plano* auprès du Tribunal des professions en vertu du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 164.1 C. prof.<sup>175</sup>

Dans l'arrêt *Roy c. Ordre professionnel des médecins*,<sup>176</sup> le Tribunal des professions a interprété la compétence du comité de discipline en matière de publication selon l'article 133 C. prof..<sup>177</sup> L'appelant avait interjeté appel d'une ordonnance de publication du comité de discipline rendue quelques jours après avoir prononcé l'ordonnance de radiation provisoire immédiate. Le Tribunal des professions a jugé que la décision du comité de discipline d'ordonner la publication de radiation n'était pas un jugement en rectification. Par conséquent, le fait de ne pas avoir prononcé l'ordonnance de publication lors de la décision d'imposer la radiation provisoire ne rendait pas le comité *functus officio* mais découlait d'une omission manifeste : «[...] Le comité avait l'obligation d'ordonner ou non la publication. Prononcer était obligatoire, accorder ou refuser, discrétionnaire.[...]»<sup>178</sup> Enfin, dans l'arrêt *O.I.I.Q. c. Bédard*,<sup>179</sup> le Comité de discipline a également rendu une ordonnance de publication dans cette affaire et ordonné à l'intimée le paiement intégral des frais de publication.

174. Voir *supra*, note 2.

175. *Ibid.*

176. 500-07-000035-943, 1994-12-22 (réf. 95D-17).

177. Voir *supra*, note 2.

178. Voir *supra*, note 176.

179. Voir *supra*, note 119.

## DEUXIÈME PARTIE

### LES DROITS PROFESSIONNELS

#### CHAPITRE I

##### Analyse de droit comparé des mécanismes de radiation provisoire immédiate, au Québec et de suspension provisoire, en Ontario.

#### Section 1

##### Lois constitutives et structures organisationnelles des systèmes professionnels québécois et ontarien.

Au Québec, le *Code des professions*<sup>180</sup> définit la structure et l'organisation d'un seul système professionnel applicable à tous les ordres professionnels reconnus par lui.<sup>181</sup> Le *Code des professions*<sup>182</sup> constitue, en effet, une loi-cadre d'application générale consacrant un système professionnel fondé sur les principes de l'autogestion et du jugement par les pairs. Patrice Garant résume ainsi :

«L'État confie aux professionnels les fonctions réglementaires, administratives et disciplinaires nécessaires pour régir la profession dans l'intérêt public.»<sup>183</sup>

180. Précité, note 2.

181. Le *Code des professions*, précité, note 2, art. 32 et 35 et ss., identifie les professions soumises à son autorité, établit leurs champs de compétence ainsi que leurs mécanismes de contrôle et de surveillance de la pratique professionnelle. Une liste des professions reconnues et leurs lois constitutives apparaît à l'annexe I du Code, précité, note 2. Cette liste se trouve reproduite à l'annexe 1 de notre essai.

182. Précité, note 2.

183. Patrice GARANT, dans le «*Droit administratif*», 3<sup>e</sup> éd., vol. 1 intitulé «*Structures, actes et contrôles*», p. 124.



Le *Code des professions*<sup>184</sup> crée, de plus, les corporations publiques<sup>185</sup> responsables de son application, leurs champs de compétence respectifs

184. Voir *supra*, note 2.

185. L'Office des professions, le Conseil interprofessionnel et les ordres professionnels. Le système professionnel québécois, vu dans son ensemble, se représente sous la forme d'une pyramide ayant à son sommet, le gouvernement, suivi immédiatement de l'Office des professions du Québec, organisme para gouvernemental auquel l'État délègue un grand nombre de ses pouvoirs. Le gouvernement dispose, notamment, d'un pouvoir réglementaire qu'il peut, à sa discrétion, exercer s'il a reçu les avis prescrits par le *Code des professions*, précité, note 2, de même qu'un pouvoir d'intervention par décret et tutelle (art. 183 et ss., art. 27.1, 27.2, 27.3 et art. 14.5 C. prof., *supra*, note 2).

L'Office des professions (*Code des professions* précité, note 2, art. 3 à 16.8), pour sa part, exerce plusieurs fonctions au sein du système professionnel : Il assume, en premier lieu, une fonction de «surveillance et de contrôle». En effet, le *Code des professions* précité, note 2, lui confie, à l'article 12, de «veiller à ce que chaque ordre assure la protection du public». Ainsi, l'Office des professions dispose d'un pouvoir de contrôle des règlements rédigés par les ordres, assorti d'un pouvoir de recommandation auprès du gouvernement quant aux modifications à apporter (*Code des professions* précité, note 2, art. 12, al. 3, par. 1,3,4,5 et art. 95, 95.1 et 95.2). Le législateur précise, de plus, que l'Office des professions devra, en collaboration avec les ordres, «vérifier le fonctionnement de divers mécanismes» établis au sein de ceux-ci afin d'assurer la réalisation de leur mission de protection du public. Tout en exerçant son pouvoir de «surveillance et de contrôle», l'Office des professions joue, de plus, un rôle d'assistance auprès des différents ordres (art. 12 al. 2 C. prof., précité, note 2). L'Office des professions du Québec jouit, par ailleurs, d'un pouvoir d'enquête auprès d'un ordre professionnel présentant une situation financière déficitaire ainsi que de l'obligation d'en faire rapport au gouvernement (*Code des professions* précité, note 2, art. 14 à 14.4. et art. 12, al. 3, par. 10). Depuis 1994, l'Office des professions assume également le mandat de promouvoir l'accessibilité du système professionnel en informant le public des différents mécanismes prévus au *Code des professions* précité, note 2, et en créant tout modèle de document, tel un formulaire susceptible d'alléger sa démarche (*Code des professions* précité, note 2, art. 12, al. 3, par. 8 et 9).

Le Conseil interprofessionnel (*Code des professions* précité, note 2, art. 17 à 22), par ailleurs, est un organisme purement consultatif du gouvernement. Son rôle consiste à étudier les problèmes généraux auxquels sont confrontés les ordres et à soumettre des recommandations à l'Office des professions, de même qu'au ministre désigné par le gouvernement du Québec pour assumer la responsabilité de l'application des lois professionnelles, en l'occurrence le Ministre de la Justice (*Code des professions* précité, note 2, art. 197). Le Conseil interprofessionnel se compose des présidents des 44 ordres professionnels ou d'un membre représentant désigné par le Bureau.

ainsi que leurs obligations envers la pratique professionnelle et l'intérêt général de la collectivité. Notre système professionnel réunit, à ce jour, 24 professions d'exercice exclusif et 20 professions à titre réservé, chacune de ces professions étant encadrée d'un ordre professionnel.<sup>186</sup> De ces 44 professions au Québec, 25 professions sont reliées au secteur de la santé et des services sociaux.<sup>187</sup>

L'Ontario, pour sa part, ne dispose pas d'un seul système professionnel régissant l'ensemble des professions mais évolue plutôt vers la formation de systèmes professionnels regroupant des professions d'un même secteur d'activités. Les professions du secteur de la santé ontarien, notamment, se sont regroupées en un système professionnel de la santé,<sup>188</sup> depuis 1991, en vertu d'une loi-cadre.

186. *Code des professions*, précité, note 2, art. 26 et 27. L'article 26 C. prof., *supra*, note 2 précise que le droit exclusif d'exercer une profession ne peut être conféré que par une loi reconnaissant le monopole du titre et de l'exercice de certains actes professionnels aux seuls membres d'un ordre d'exercice exclusif; à titre d'exemples : la *Loi sur les infirmières et les infirmiers*, L.R.Q., c. I-8, la *Loi médicale*, L.R.Q., c. M-9. L'article 27 C. prof. précité, note 2, énonce que le gouvernement, après consultation auprès de l'Office des professions et du Conseil interprofessionnel, peut constituer par lettres patentes du gouvernement des professions à titre réservé, dont seul le titre est protégé. Le législateur ontarien, en vertu de la *Loi sur les professions de la santé réglementées*, S.O., 1991, c. 18, a renoncé à cette catégorisation des professions qu'il avait antérieurement reconnu dans la *Loi sur la discipline des professions de la santé*, S.R.O., 1990, c. H.4.

187. La liste des professions reconnues par le *Code des professions*, précité, note 2, se retrouve à son annexe I. Cette annexe I est également reproduite à l'annexe 1 de notre essai.

188. «Ci-après appelé, le système professionnel ontarien».



En effet, la *Loi sur les professions de la santé réglementées*<sup>189</sup> comprenant un *Code des professions de la santé*,<sup>190</sup> à son annexe 2, régit 24 professions de la santé regroupées en 21 ordres professionnels.<sup>191</sup> Cette législation ontarienne<sup>192</sup> institue, tout comme le *Code des professions*<sup>193</sup> au Québec, un système professionnel fondé sur l'autogestion. La *Loi sur les professions de la santé réglementées*<sup>194</sup> définit, par ailleurs, les organismes publics composant le système professionnel ontarien de la santé, leurs champs de compétence, leurs responsabilités ainsi que leurs mécanismes de contrôle et de surveillance.<sup>195</sup> De plus, chacune des professions de la santé de l'Ontario se trouve régie, comme au Québec, par deux lois connexes : la *Loi sur les*

189. *Loi sur les professions de la santé réglementées*, loi de l'Ontario, 1991, c.18, 1<sup>ère</sup> partie, appellation française de : *Regulated Health Professions Act*, S.O., 1991, c. 18, main part, mieux connue sous l'abréviation *RHPA*, ci-après la «loi-cadre ontarienne».

190. *Loi sur les professions de la santé réglementées*, S. O. 1991, c.18, 1<sup>ère</sup> partie, *Code des professions de la santé*, annexe 2, ci-après, le «*Code des professions de la santé*»

191. Une liste des professions régies par la *Loi sur les professions de la santé réglementées*, précitée, note 190, apparaît à l'annexe 1 de la loi. Cette législation ontarienne comprenant les annexes 1 et 2 est reproduite à l'annexe 2 de notre essai. Linda S. BOHNEN, dans son ouvrage intitulé *Regulated Health Professions Act, a practical guide*, Aurora, Canada Law Book Inc., 1994, p. 10, cite quelques exceptions de professions regroupées sous la responsabilité d'un même ordre professionnel en raison de la connexité de leurs activités ou de leur faible nombre, notamment : les ostéopathes et les physiatres, les infirmières auxiliaires et les infirmières, etc.

192. Réfère à la législation ontarienne précitée, note 190.

193. Voir supra, note 2.

194. Précitée, note 190.

195. En Ontario, le système professionnel de la santé est sous l'autorité du ministre de la santé dont le devoir est d'appliquer la *Loi sur les professions de la santé réglementées* précitée, note 190, et de s'assurer du bon fonctionnement du système dans l'intérêt et le respect du public (*Loi sur les professions de la santé réglementées* précitée, note 189, art. 1, 2 et 3). Le ministre de la santé jouit, pour ce faire, de pouvoirs étendus d'intervention (*Loi sur les professions de la santé réglementées* précitée, note 189, art.5). En pratique, toutefois, ces pouvoirs ministériels n'ont été que très peu utilisés au bénéfice d'une approche plus conviviale fondée sur la communauté d'intérêts et la persuasion favorisant la collaboration entre le ministère et les ordres professionnels (voir Linda S. BOHNEN, dans son ouvrage précité, note 191, p.12). [...]

*professions de la santé réglementées*<sup>196</sup> susmentionnée ainsi que la loi constitutive de l'ordre. Malgré les différences structurelles et organisationnelles de ces deux systèmes professionnels ontarien et québécois, ceux-ci partagent un élément fondamental : leur fonction principale est d'assurer la protection du public. En effet, l'article 23 C. prof.<sup>197</sup>, au Québec, se lit comme suit :

23. Chaque ordre a pour principale fonction d'assurer la protection du public.

À cette fin, il doit notamment contrôler l'exercice de la profession par ses membres.

Par ailleurs, en Ontario, le deuxième alinéa de l'article 3 du *Code des professions de la santé*<sup>198</sup> se lit de la façon suivante:

3. (1) Les objets de l'ordre sont les suivants :

1. [...]

8. ...]

(2) Dans la poursuite de ses objets, l'ordre est tenu de servir et de protéger l'intérêt public.

[...] Le Conseil consultatif de déréglementation des professions de la santé, organisme paragouvernemental indépendant, joue un rôle purement consultatif auprès du gouvernement ontarien. Le Conseil assume, de plus, une fonction de surveillance du *programme des relations avec les patients* administré par chacun des ordres professionnels. Cette obligation de surveillance s'accompagne d'un pouvoir de recommandation auprès du ministre de la santé (Loi-cadre ontarienne précitée, note 189, art. 7 à 17). Le Conseil consultatif de déréglementation des professions de la santé a pour dénomination anglaise : «Health Professions Regulatory Advisory Council».

196. Réfère à la *Loi sur les professions de la santé réglementées* précitée, note 190. Voir également Linda S. BOHNEN, dans son ouvrage «*Regulated Health Professions Act, a practical guide*», Aurora, Canada Law Book Inc., 1994, p.10, qui souligne l'importance de lire la loi particulière constituant un ordre professionnel en conjonction avec la loi cadre, précitée, note 190. Voir aussi la *Loi sur l'interprétation*, S.R.O., 1990, c.I.11.

197. Voir *supra*, note 2, art. 23..

198. *Loi sur les professions de la santé réglementées*, annexe 2, précitée, note 190.



## Section 2

### **Analyse des principes de justice fondamentale au sein des mécanismes de radiation et de suspension provisoires, au Québec et en Ontario.**

Le mécanisme de «suspension provisoire», en vertu du *Code des professions de la santé* ontarien<sup>199</sup> permet au bureau d'un ordre professionnel de la santé de rendre une ordonnance provisoire enjoignant le régistrateur<sup>200</sup> de suspendre immédiatement le certificat d'inscription d'un membre ou de l'assortir de conditions ou de restrictions.<sup>201</sup> Cette procédure exceptionnelle d'interprétation stricte ne peut être entamée par le bureau que lorsque les quatre conditions de fond et de forme suivantes sont

199. Précité, note 190. Bien que les deux recours se fondent sur le même but, soit la protection immédiate du public et le même objet, soit le maintien de l'ordre et de l'intégrité professionnelle, l'effet juridique de la radiation provisoire immédiate, au Québec, est le retrait du droit d'exercer la profession alors que la suspension provisoire, en Ontario, ne retire pas le droit d'exercer une profession mais ne fait que le suspendre.

200. *Id.*, art. 9 et 75 et ss. Le conseil d'administration d'un ordre professionnel de la santé nomme un régistrateur parmi ses employés, en vertu de l'article 9 du *Code des professions de la santé* précité, note 190, et détermine ses fonctions par règlements, conformément à l'article 95 (1)30 du même code, précité, note 190. Contrairement au secrétaire d'un comité de discipline, au Québec (art. 120 ss. C. prof., précité, note 2), le régistrateur participe à tous les comités d'un ordre soit, en recevant la plainte soit, en exécutant l'ordonnance rendue par le bureau ou l'un des sous-comités. De plus, le régistrateur jouit d'un pouvoir de diriger des enquêtes, en vertu de l'article 75 et ss. du *Code des professions* précité, note 190, dans les circonstances suivantes :

- a) Lorsque le régistrateur a des motifs raisonnables de croire qu'un membre de l'ordre a commis une faute professionnelle ou est incompetent et que le bureau approuve la nomination projetée par lui d'un ou de plusieurs enquêteurs;
- b) Le bureau demande au régistrateur de mener une enquête auprès d'un membre après avoir reçu le rapport du comité d'assurance de la qualité à son sujet;
- c) Le comité des plaintes demande au régistrateur de mener une enquête après avoir reçu une plainte écrite au sujet d'un membre.
- d) Lorsque le régistrateur a des motifs raisonnable de croire qu'un membre est frappé d'incapacité, il mène l'enquête et transmet le rapport d'enquête au bureau.

201. *Id.*, art. 37.

satisfaites, à savoir :

- 1) Une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'encontre du professionnel fait l'objet d'un renvoi auprès du comité de discipline.<sup>202</sup>
- 2) Le bureau<sup>203</sup> est d'avis que la conduite de ce membre de l'ordre expose

202. *Id.*, art. 37 (1) a).

203. L'article 12 (1) du *Code des professions de la santé* ontarien, précité, note 190, énonce que le bureau est l'instance exerçant tous les pouvoirs du conseil d'administration (*Code des professions de la santé*, *supra*, note 190, art.4) lorsque celui-ci ne siège pas ce, à l'égard de «toute question qui, à son avis, requiert une attention immédiate, à l'exclusion du pouvoir de prendre, modifier ou abroger un règlement ou un règlement administratif» (*Code des professions de la santé* ontarien, précité, note 190, art. 94 et 95). Le conseil d'administration et le bureau, par délégation, sont donc responsables de l'administration générale des affaires d'un ordre professionnel de la santé, en Ontario. Le bureau d'un ordre professionnel de la santé, en Ontario, et le bureau au sein d'un ordre professionnel, au Québec, partagent les fonctions administratives suivantes :

- Réglementer l'exercice de la profession ce, conformément au *Code des professions* précité, note 2, et la *Loi sur les professions de la santé réglementées* précitée, notes 189 et 190, la loi constitutive de l'ordre professionnel et les règlements qui en découlent.
- Définir et assurer le maintien des normes d'admissibilité à l'exercice d'une profession, du droit d'exercice et de la délivrance du permis (*Code des professions* précité, note 2, art. 40 et ss.; *Code des professions de la santé* ontarien précité, note 190, art. 3, par.1).
- Élaborer et maintenir les normes régissant la radiation, la révocation, la limitation ou la suspension du droit d'exercice. À titre d'exemples : *Code des professions* précité note 2, art. 50.1, 130; *Code des professions de la santé* ontarien précité, note 190, art. 37, 51, al. 2 et al. 5, par. 2.
- Définir les normes et processus favorisant le maintien de la qualité de l'exercice d'une profession, tels la rédaction d'un code de déontologie, l'inspection professionnelle ainsi que la formation continue et en déterminer la procédure. (*Code des professions* précité, note 2, art. 87, art. 109 et ss. et art. 86, par. J.; *Code des professions de la santé* précité, note 190, art.94(1), par. k), art.79.1 ss.
- Constituer et maintenir un fonds d'assurance responsabilité professionnelle (*Code des professions* précité, note 2, art. 86.1; le *Code des professions de la santé* ontarien précité, note 190, art.95(1)34).
- Définir et adopter une procédure d'arbitrage des comptes (*Code des professions* précité, note 2, art. 88).
- Établir et maintenir un fonds d'indemnisation (*Code des professions* précité, note 2, art. 89; le *Code des professions de la santé* ontarien précité, note 190, art. 85.7 (1) et art. 95 (1) 31.1, 31.2 et 31.3).

ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.<sup>204</sup>

3) Le membre de l'ordre a été formellement avisé par le bureau de son intention de rendre une ordonnance de suspension provisoire.<sup>205</sup>

4) Le membre de l'ordre dispose d'un délai d'au moins quatorze jours avant le prononcé de l'ordonnance pour présenter des observations écrites auprès du bureau.<sup>206</sup>

Notons, d'abord, que ce mécanisme de suspension provisoire ne s'est appliqué à l'ensemble des ordres professionnels de la santé, en Ontario, que depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur les professions de la santé réglementées*,<sup>207</sup> en 1991.

Avant 1991, seul l'Ordre des médecins et chirurgiens détenait le pouvoir, en vertu de la *Loi sur la discipline des professions de la santé*,<sup>208</sup> de prononcer une ordonnance de suspension provisoire à l'endroit d'un de leurs membres. Ce pouvoir n'avait pas été exercé jusqu'à ce que l'Ordre des médecins et chirurgiens soit confronté à des plaintes d'abus sexuel contre certains de leurs membres.

En effet, dans l'affaire *Mohan V. College of Physicians and Surgeons of Ontario*,<sup>209</sup> la Cour de l'Ontario (Division générale) a défini la portée du

204. *Id.*, art. 37 (1) b).

205. *Id.*, art. 37 (5) a).

206. *Id.*, art. 37 (5) b).

207. Précitée, notes 46 et 47.

208. *Loi sur la discipline des professions de la santé*, S.R.O., 1990, c.H.4.

209. (1991), 81 D.L.R. (4<sup>th</sup>) 108 (Ont. Ct. (Gen. Div.)).



pouvoir d'ordonnance d'une suspension provisoire en vertu de la *Loi sur la discipline des professions de la santé*.<sup>210</sup>

Rappelant l'intention du législateur de permettre ce type d'ordonnance de manière exceptionnelle et selon une procédure sommaire, la Cour de l'Ontario considéra que les tribunaux devaient faire preuve de tolérance envers l'ordre rendant une ordonnance de suspension provisoire en autant que, durant le processus disciplinaire, le professionnel intimé avait été traité avec équité procédurale.<sup>211</sup> La *Loi sur les professions de la santé réglementées*<sup>212</sup> en 1991 a codifié cette jurisprudence. L'article 37 du *Code des professions de la santé*<sup>213</sup> ontarien se lit, notamment, comme suit:

37. (1) Le bureau peut, sous réserve du paragraphe (5), rendre une ordonnance provisoire enjoignant le registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre ou de l'assortir de conditions ou de restrictions si :

- a) d'une part, une allégation est renvoyée au comité de discipline;
- b) d'autre part, il est d'avis que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.

Procédure suivant la suspension provisoire

(2) Si le bureau rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline :

- a) d'une part, l'ordre traite la question avec célérité;
- b) d'autre part, le comité de discipline donne priorité à la question.

210. Précitée, note 208.

211. Voir les commentaires de Linda S. BOHNEN, précitée, note 191, 66.

212. Précitée, notes 189 et 190.

213. Précité, note 190.



37. [...]

#### Effet de l'ordonnance

(3) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que la question soit tranchée par un sous-comité du comité de discipline.

#### Ordonnance d'un sous-comité

(4) Dans le cas d'une question à l'égard de laquelle a été rendue l'ordonnance prévue au paragraphe (1), l'ordonnance d'un sous-comité du comité de discipline enjoignant au registrateur de révoquer ou de suspendre le certificat d'un membre, ou de l'assortir de conditions, prend effet immédiatement, même en cas d'appel.

#### Restrictions relatives aux ordonnances

(5) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un membre par le bureau sans que le membre :

- a) ait été avisé de l'intention du bureau de rendre l'ordonnance;
- b) ait bénéficié d'un délai d'au moins quatorze jours pour présenter des observations par écrit au bureau. 1991, chap.18, annexe 2, art. 37.

L'appareil disciplinaire professionnel et, incidemment, le mécanisme de suspension provisoire, en Ontario, s'articule différemment de celui du Québec, ayant opté pour un processus disciplinaire légèrement plus complexe. Le système professionnel ontarien attribue, en effet, à plus d'une autorité au sein d'un ordre professionnel de la santé le pouvoir de juger par paliers de la gravité de l'infraction en offrant à l'intimé, déjà au stade de l'enquête, la possibilité d'adresser des représentations écrites.<sup>214</sup> De plus, toute plainte peut être portée par le patient, sa famille, un membre d'un ordre, un ancien employeur ou toute autre personne.<sup>215</sup>

214. *Id.*, art. 25 et ss.

215. Voir Linda S. BOHNEN, auteure précitée, note 191, p. 51.

Le *Code des professions de la santé* ontarien, précité, note 190, art.85.1 (1) crée une obligation statutaire pour tout professionnel de la santé de dénoncer à l'ordre tout autre professionnel de la santé, s'il a des motifs raisonnables de croire que ce

Au Québec, une plainte peut être portée par toute personne mais, de façon générale, celle-ci est déposée par le syndic, fonction qui n'existe pas au sein des ordres professionnels ontariens de la santé.<sup>216</sup> Alors qu'au Québec, seul le comité de discipline procède de manière contradictoire et exerce les

[...] professionnel, qu'il peut identifier, a commis un abus sexuel à l'endroit d'un patient. Le défaut de divulguer peut représenter en soi une inconduite et une faute professionnelle et peut, par ailleurs, être punissable d'une amende n'excédant pas \$ 25 000. dollars (*Code des professions de la santé*, précité, note 190, art. 93 (4)). Au Québec, cette obligation statutaire de divulgation obligatoire des agissements professionnels répréhensibles d'un membre se retrouve, non pas au *Code des professions*, précité, note 2, mais dans quelques règlements adoptés en vertu des lois constitutives des ordres professionnels, tels que le *Code de déontologie des avocats*, R.R.Q., 1981, c. B-1, r.1., art. 4.02.01 p) et le *Code de déontologie des médecins*, L.R.Q., c. M-9, r.4, art. 2.04.13. Ce code ontarien, précité, note 190, crée également une obligation statutaire de divulgation pour l'employeur ayant eu l'intention de mettre fin ou ayant mis fin à l'emploi d'un professionnel pour cause de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité. Le défaut de divulguer peut aussi encourir une amende d'au plus \$ 25 000. (*Code des professions de la santé*, précité, note 190, art.85.5). Cette divulgation obligatoire n'existe pas, au Québec.

216. *Code des professions*, précité, note 2, art. 128. Au Québec, une plainte, avec ou sans requête en radiation provisoire, est portée par le syndic ou par toute autre personne auprès du comité de discipline afin qu'une audience disciplinaire selon une procédure contradictoire soit tenue (*Code des professions* précité, note 2, art. 116 et ss, art. 128 et ss.). En Ontario, une plainte formulée (*Code des professions de la santé* ontarien précité, note 190, art. 25 (4)) à l'endroit d'un professionnel de la santé peut être reçue par le registraire qui fera l'enquête avec l'approbation du bureau (*Code des professions* précité, note 190, art. 75 et ss.) ou renverra le dossier pour enquête auprès du comité des plaintes ce, après avoir avisé le membre du délai de 30 jours dont il dispose pour faire parvenir ses observations écrites au sous-comité des plaintes (*Code des professions* précité, note 190, art. 25 (5) et 26). Le président du comité des plaintes constituera alors un sous-comité des plaintes formé d'au moins trois membres dont l'un d'eux devra avoir été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil (*Code des professions de la santé* ontarien, précité, note 190, art. 25 (2)). Après avoir fait enquête et examiné le dossier dans son ensemble, le sous-comité des plaintes exercera les pouvoirs suivants :

- Renvoyer toute allégation précisée de faute professionnelle ou d'incompétence se rapportant à la plainte auprès du comité de discipline.
- Référer le membre de l'ordre concerné auprès du Bureau aux fins de procédures en incapacité.
- Convoquer le membre de l'ordre devant lui ou devant un autre sous-comité afin de recevoir un avertissement. [...]

pouvoirs quasi-judiciaires<sup>217</sup> d'un ordre professionnel, le *Code des professions de la santé*<sup>218</sup> prévoit que le cheminement d'une plainte disciplinaire<sup>219</sup> dépendra, d'une part, de la nature même de l'information susceptible de constituer une infraction disciplinaire et d'autre part, de l'organe interne de l'ordre qui est saisi de cette information. En effet, selon que l'allégation vise une faute professionnelle ou de l'incompétence,<sup>220</sup> de l'inaptitude,<sup>221</sup> ou un abus sexuel,<sup>222</sup> elle sera dirigée soit, vers le comité des plaintes ou le régistrateur pour enquête soit, vers le comité d'aptitude

[...]

- Prendre toute mesure jugée opportune et qui n'est pas incompatible avec les lois professionnelles et leurs règlements. (*Code des professions de la santé* précité, note 190, art. 26 (2), par. 2.)

217. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 137 et ss.; comme le souligne D. LEMIEUX, dans *le Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale*, 1981, p. 200, n°9.02, cité par les auteurs René DUSSAULT et Louis BORGEAT, dans *le Traité de droit administratif*, 1984, deuxième éd., tome I, p. 320, note 88 : ce terme [quasi-judiciaire] désigne «tout processus décisionnel où une autorité administrative exerce un pouvoir discrétionnaire en respectant certains éléments d'une procédure contradictoire, que ces garanties soient exigées par la loi ou par les principes généraux du droit.» Afin d'illustrer davantage le pouvoir discrétionnaire lié à une décision de nature quasi-judiciaire, les auteurs DUSSAULT ET BORGEAT citent à la p. 321, note 91 du même recueil, l'arrêt *Re Cloverdale Shopping Centre and Town of Etobicoke*, (1966) 57 D.L.R.(2d) 206, 217 (C. A. Ont.).
218. *Code des professions de la santé* ontarien, précité, note 190.
219. *Id.*, art. 25 (4) : un sous-comité des plaintes ne peut être constitué que si la plainte est écrite ou enregistrée sur bande, film, disque ou autre support.
220. *Id.*, art. 25.
221. *Id.*, art. 26 (2) 2. et art. 64.
222. Abus sexuel, tel que défini selon les termes «mauvais traitements d'ordre sexuel» à l'article 1 (3) *Code des professions de la santé*, note 190.



professionnelle<sup>223</sup> ou le comité d'assurance de la qualité<sup>224</sup> pour ensuite être renvoyée devant le comité de discipline.

Par ailleurs, une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence reçue par le régistrateur<sup>225</sup> fera l'objet d'un renvoi auprès du Comité des plaintes pour enquête qui décidera du renvoi auprès du comité de discipline.<sup>226</sup>

Si cette même allégation était reçue par le bureau, celui-ci procéderait directement au renvoi du dossier auprès du comité de discipline sans recourir au comité des plaintes.<sup>227</sup> Le bureau déciderait, ensuite, de la pertinence d'une ordonnance de suspension provisoire dans ce dossier.<sup>228</sup>

En effet, l'ordonnance de suspension provisoire relève, en Ontario, de la seule discrétion du bureau, en autant que celui-ci satisfasse les conditions

223. *Id.*, art. 64 et ss : Ainsi, une allégation d'inaptitude professionnelle sera référée par le bureau à un comité d'aptitude professionnelles qui procédera, par sous-comité, à une audience à huis clos et rendra une décision d'enjoindre le régistrateur de suspendre, révoquer ou assortir de conditions ou restrictions le certificat d'inscription du membre (*le mot souligné est de nous*). L'article 62 du *Code des professions de la santé*, précité, note 190, prévoit la suspension provisoire lorsqu'une allégation a fait l'objet d'un renvoi par le bureau auprès du comité d'aptitude professionnelle et que le bureau est d'avis que l'état physique ou mental du membre expose ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.

224. *Id.*, art. 79.1 et ss.: le comité d'assurance de la qualité est un organe spécialement constitué au sein d'un ordre professionnel de la santé pour évaluer les infractions à caractère sexuel à la demande du bureau, du Comité des plaintes ou de la Commission des professions de la santé. Ce comité procède, par sous-comité, à une évaluation rigoureuse du dossier et remet son rapport au bureau (*Code des professions de la santé*, précité, note 190, art. 83 (3)).

225. *Code des professions de la santé*, précité, note 190, art. 25(1).

226. *Id.*, art. 26.

227. *Id.*, art. 36 (1).

228. *Id.*, art. 36 (2).



énoncées à l'article 37 du *Code des professions de la santé*.<sup>229</sup> Il est intéressant de souligner que la suspension provisoire découle, en Ontario, d'une décision administrative alors qu'au Québec, la radiation provisoire immédiate fait l'objet d'une requête du plaignant et d'un débat contradictoire devant le comité de discipline.<sup>230</sup>

Poursuivant notre réflexion sur cet équilibre nécessaire entre les droits des professionnels confrontés à ces recours d'exception et le droit à la protection du public, nous allons comparer les mécanismes de suspension et de radiation provisoires dans leur application des principes de justice fondamentale et d'équité procédurale, que reconnaît la Cour Suprême du Canada, par ailleurs, dans le cadre d'une instance disciplinaire professionnelle.<sup>231</sup>

---

229. *Code des professions de la santé*, *supra*, note 190.

230. *Id.*, art. 37; *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 128 et ss.

231. Voir *Pearlman c. Comité Judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*, [1991] 2 R.C.S. 869. La Cour Suprême du Canada a confirmé que les principes de justice fondamentale s'appliquaient à une autorité disciplinaire professionnelle, dans la mesure où ces principes sont adaptés aux circonstances et au contexte légal particuliers. Voir l'arrêt *Syndicat des employés de production du Québec et de l'Acadie c. Commission canadienne des droits de la personne*, [1989] 2 R.C.S. 879;

Les principes de justice fondamentale<sup>232</sup> résultent d'une construction jurisprudentielle émanant de la *Common law*. Ces principes généraux renferment deux règles, nommément : la règle *audi alteram partem* et la règle *nemo judex in sua causa*, dont Patrice Garant illustre l'importance, en citant un extrait célèbre de Lord Denning :

[...] Those two rules are the essential characteristics of what is often called natural justice. They are the twin pillars supporting it. The Romans put them in the two maxims : *Nemo judex in sua causa* and *Audi alteram partem*.<sup>233</sup>

Les principes de justice fondamentale et le devoir d'agir équitablement<sup>234</sup> occupent un rôle primordial dans la surveillance et le contrôle des organismes administratifs exerçant des pouvoirs quasi-judiciaires, tels les ordres professionnels. La Cour suprême dans le *Renvoi sur le Motor*

232. Les principes de justice fondamentale comprennent les principes de justice naturelle et se composent, notamment, des droits à une défense pleine et entière, à une audition impartiale par un tribunal indépendant, du droit à l'ajournement, du droit à une audition publique de sa cause; du droit d'être jugé dans un délai raisonnable et d'être représenté par un avocat, du droit à la présomption d'innocence, du droit d'interroger et de contre-interroger les témoins; du droit d'obtenir les motifs d'une décision affectant nos droits, du droit à la peine la moins sévère, du droit de ne pas être condamné deux fois pour la même infraction, etc..

233. *Kanda c. Government of the Federation of Malaya*, [1962] A.C.322,337, cité par la Cour d'appel d'Alberta dans *R. c. Law Society of Alberta*, (1967) 64 D.L.R. (2d) 140, 151, rapporté par Patrice GARANT, dans *Droit administratif*, 3<sup>e</sup> éd., volume 2, *Le contentieux*, p.183.

234. Le devoir d'équité procédurale ou la règle du «duty to act fairly» constitue l'une des modalités d'application de la règle *audi alteram partem*. Bien que moins exigeante, cette «nouvelle justice naturelle» développée depuis une vingtaine d'années, s'applique, notamment, à tout organisme exerçant des fonctions administratives.

*Vehicle Act* (B.C.),<sup>235</sup> accorde d'ailleurs à ces principes une portée de droit substantif et non seulement de simple procédure.

La règle consacrant le respect des principes de justice naturelle par tout organisme exerçant des pouvoirs quasi judiciaires a été reconnue par la Cour suprême du Canada, en 1978, dans l'arrêt *Committee for Justice and Liberty*.<sup>236</sup> Depuis lors, cette reconnaissance des règles *audi alteram partem* et *nemo judex in sua causa* a été réitérée, au Québec, de façon constante et unanime par l'ensemble des tribunaux judiciaires et administratifs.<sup>237</sup>

Protégeant l'équilibre des droits, la règle *audi alteram partem* ou le «droit de se faire entendre»<sup>238</sup> s'applique à tout organisme détenant les pouvoirs d'affecter les droits d'un administré, notamment, le professionnel intimé appelé à se défendre devant ses pairs, lors d'un recours en radiation provisoire immédiate. Le Conseil privé, en 1906, définissait ainsi cette règle:

[...] is applicable to every tribunal or body of persons invested with authority to adjudicate upon matters involving civil consequences to individuals.»<sup>239</sup>

235. L'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* précitée, note 8, confère un statut constitutionnel aux principes de la justice fondamentale: voir *Renvoi sur le Motor Vehicle Act* (B.C.), [1985] 2 R.C.S. 487. Ces principes sont également consacrés à l'article 23 de la *Charte des droits et libertés* précitée, note 9.

236. *Committee for Justice and Liberty c. Office national de l'énergie*, [1978] 1 R.C.S. 369.

237. Relativement au principe de l'indépendance judiciaire et quasi judiciaire : voir les arrêts *Bande indienne de Matsqui c. Canadien Pacifique Ltée*, C.S., [1980] 1 R.C.S. 602; *Valente c. La Reine* [1985] 2 R.C.S. 673. Relativement au principe de l'impartialité, voir les arrêts *R. c. Lippé*, [1991] 2 R.C.S., 114, 139; *R. c. Généreux*, [1992] 1 R.C.S. 259; *Procureur général du Québec et Régie des permis d'alcool c. 13473174 Québec Inc. (Bistro Bar La Petite Maison)*, [1994] R.J.Q. 2240;

238. Voir Albert MAYRAND, dans *DICTIONNAIRE de maximes et locutions latines utilisées en droit québécois*, Montréal, Ed. Guérin, p. 20; voir Patrice GARAND, dans *Droit administratif*, 3<sup>e</sup> éd., volume 2, *Le contentieux*, chapitre XV, p.183.

239. Extrait de l'arrêt *Lapointe c. Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal*, [1906] A.C. 535, 540, cité par Patrice GARAND, auteur précité, *supra*, note 232, p.207.



## Sous-section 1

### La règle *audi alteram partem*

Le respect de la règle *audi alteram partem* suppose la reconnaissance de plusieurs droits à l'égard du professionnel intimé,<sup>240</sup> notamment :

#### 1. Le droit de recevoir un avis suffisant des infractions reprochées.

Comme le reconnaît la Cour suprême du Canada, une autorité administrative exerçant des pouvoirs disciplinaires doit informer l'intimé des infractions reprochées et lui permettre de se défendre ou de formuler des observations utiles à sa cause.<sup>241</sup> Le droit disciplinaire professionnel étant un droit autonome et *sui generis*,<sup>242</sup> les tribunaux ont établi que le libellé de la plainte disciplinaire n'a pas à atteindre le degré de précision exigé par le droit criminel. Ce libellé de la faute disciplinaire doit, toutefois, être suffisamment clair pour permettre à l'intimé de savoir ce qui lui est reproché, quoique les infractions se fondent, par exemple, sur un code de déontologie rédigé en des termes vagues et généraux.<sup>243</sup> Au Québec, comme la demande de radiation provisoire immédiate fait partie intégrante

240. Les principes de justice fondamentale comprennent, notamment, les droits à une défense pleine et entière, à une audition impartiale par un tribunal indépendant, le droit à l'ajournement, le droit à une audition publique ou au huis clos; le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et d'être représenté par un avocat, le droit à la présomption d'innocence, le droit d'interroger et de contre-interroger les témoins; le droit d'obtenir les motifs d'une décision affectant nos droits, le droit à la peine la moins sévère, le droit de ne pas être condamné deux fois pour la même infraction, etc..

241. Voir les arrêts *Nicholson c. Haldimand Norfolk*, [1979] 1 R.C.S. 311; *Martineau c. Matsqui*, [1980] 1 R.C.S. 602.

242. Voir *Gauthier c. Comptables agréés*, [1993] D.D.C.P. 205.

243. *Béliveau c. Comité de discipline du Barreau du Québec*, [1992] R.J.Q. 1822 (C.A.); requête pour autorisation de pourvoi à la Cour suprême rejetée le 21 janvier 1993; *Bécharde c. Roy*, [1975] C.A. 509; *Corporation professionnelle des avocats c. Joyal*, [1992] D.D.C.P. 228 (T.P.); *Scaff c. Comité de discipline de l'ordre des [...]*



de la plainte disciplinaire, cette question de l'imprécision affecte directement le processus de radiation provisoire immédiate. En effet, le professionnel intimé appelé à se défendre dans le cadre d'une procédure de radiation provisoire immédiate, doit être en mesure de savoir clairement ce qui lui est reproché afin de préparer une défense pleine et entière. Il faut noter que ce droit à une défense pleine et entière est reconnu à l'article 144 du *Code des professions*.<sup>244</sup>

Tel que le rappelle Jean-Claude Hébert :

[...] À l'étape de l'instruction de la plainte, il incombe au comité de discipline de garantir au professionnel la présentation d'une défense pleine et entière et la tenue d'un procès équitable.<sup>245</sup> [...]

En effet, dans l'arrêt *Avocats c. Joyal*,<sup>246</sup> le Tribunal des professions souligne :

[...] Les dispositions de l'article 144, en tenant compte de celles de l'article 129, impliquent que le reproche fait au membre d'une profession doit être circonscrit avec précision de façon à ce que la rédaction de la plainte ne nuise pas au droit à une défense pleine et entière. Un accusé a le droit de connaître l'accusation précise qu'on lui adresse. C'est sa seule possibilité

[...] *optométristes du Québec*, [1985] C.A., 615; *Comité - Dentistes - 3*, [1985] D.D.C.P. 46 (C.D.); *Comeau c. Joseph Daniele* REJB 1997-00686; *Moreau, ès qualités "Caporal" c. Viau*, REJB 1998-08823; *Durand c. Claveau*, REJB 1999-11930.

244. Voir, *supra*, note 2, art. 144. Voir la *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R.Q., c. C-12, art. 35 et 56 (1) et la *Charte canadienne des droits*, 1982, c. 11 (R. U.), dans L.R.C. (1985), App. II, no 44, annexe B, art. 7. Voir l'arrêt *Gagnier c. Infirmières et Infirmiers auxiliaires*, [1990] D.D.C.P. 333. Nous examinerons, en deuxième partie de cet essai, l'application des chartes québécoise et canadienne au droit disciplinaire professionnel et au mécanisme de radiation provisoire immédiate.

245. Voir Jean-Claude HÉBERT, dans «La plainte disciplinaire», *la Revue du Barreau*, septembre-octobre 1995 - Tome 55, No 3, 491, 500.

246. [1992] D.D.C.P. 228.

de pouvoir faire une défense appropriée et de contre-interroger efficacement les témoins : *Scaff c. Comité de discipline de l'Ordre des Optométristes du Québec*, [1985] C.A. 615.<sup>247</sup>

En Ontario, le professionnel confronté à l'appareil disciplinaire de son ordre, reçoit un avis du régistrateur l'informant du contenu de la plainte logée contre lui ainsi que du délai de 30 jours dont il dispose pour faire parvenir ses observations écrites auprès du sous-comité des plaintes responsable de son dossier.<sup>248</sup> Si l'allégation contenue à la plainte est liée à une inconduite d'ordre sexuel avec un patient, le comité d'assurance de la qualité prend contrôle du dossier afin que des évaluateurs rencontrent personnellement l'intimé pour compléter leur évaluation. Le rapport d'évaluation est ensuite transmis au bureau qui jouit de la discrétion de référer le dossier au comité de discipline et de décider s'il doit, dans les circonstances, rendre une ordonnance de suspension provisoire. S'il s'agit d'inconduite à caractère sexuel, le bureau, en prenant en considération le rapport du comité d'assurance de la qualité et du degré indiqué de probabilité «[...] que le membre qui fait l'objet du rapport inflige de mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir [...]»,<sup>249</sup> décide seul du renvoi ou non du dossier au comité de discipline afin qu'une audience soit tenue.<sup>250</sup>

247. *Ibid.*, 231.

248. *Code des professions de la santé, supra*, note 190, art. 25(5) et 26(1).

248. *Id.*, art. 36 (2).

249. *Id.*, art. 36 (2), 37 et 38 et suivants.

250. Le "droit d'être entendu" comprend le droit à une défense pleine et entière. Par analogie, voir l'arrêt *Homex Realty and Development Co. c. Corp. of the Village of Wyoming*, [1980] 2 R.C.S. 1011.

## 2. Le droit de disposer d'un délai suffisant pour préparer une défense pleine et entière.

La règle *audi alteram partem*, comprenant le droit à une défense pleine et entière, implique que le professionnel intimé puisse également bénéficier d'un délai suffisant pour préparer sa défense.<sup>251</sup> Au Québec, l'avis de la date et du lieu de la tenue d'une audience disciplinaire pour statuer sur une requête de radiation provisoire doit avoir été signifié au professionnel intimé dans les dix jours de la signification de la procédure de plainte introductive d'instance et au moins trois jours juridiques francs avant la tenue de l'audience (*les soulignés sont de nous*).<sup>252</sup>

En Ontario, aucune ordonnance de suspension provisoire ne peut être rendue avant que le bureau n'avise le professionnel intimé de son intention d'émettre cette ordonnance et ne lui accorde un délai d'au moins quatorze jours afin de présenter ses observations par écrit auprès du bureau.<sup>253</sup>

De plus, rappelons-nous que si le comité des plaintes était lors de l'enquête, saisi du dossier, le professionnel intimé aurait également bénéficié d'un premier délai de 30 jours, pour présenter ses observations écrites auprès du sous-comité des plaintes<sup>254</sup> (*les soulignés sont de nous*).

251. Précité, note 2. Au Québec, le droit à une défense pleine et entière est expressément reconnu à l'article 144 C. prof., précité, note 2.

252. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 133.

253. *Code des professions de la santé*, *supra*, note 190, art. 37(5)b).

254. *Supra*, note 249.

255. *Komo Construction Inc. c. C.R.T.C.*, [1968] R.C.S. 172, 175; voir également D.D.E. 96 D-67 (T.P.).



### 3. Le droit de faire valoir ses moyens.

La règle *audi alteram partem* signifie essentiellement de se voir accorder l'occasion de «faire valoir ses moyens».<sup>255</sup> La Cour Suprême du Canada a, toutefois, jugé nécessaire de circonscrire la portée relative des principes de justice naturelle et du devoir d'agir équitablement en précisant qu'il s'agit de «normes variables».<sup>256</sup> En effet, un organisme administratif exerçant des pouvoirs quasi-judiciaires, tel qu'un ordre professionnel, devra se conformer à un degré minimal de rigueur dans l'application des principes de justice naturelle modulé selon son contexte juridique propre alors que le Tribunal des professions devra répondre à une exigence maximale, à cet effet.<sup>257</sup> C'est donc dire que le professionnel intimé, bien qu'il ne détienne pas un droit *stricto sensu* à une audience formelle, bénéficie d'un droit absolu d'exprimer son point de vue auprès de l'ordre professionnel, quelque soit la modalité permise. En contrepartie, l'ordre professionnel, ne permettant à l'intimé que des représentations écrites, peut agir ainsi dans la mesure où il offre suffisamment de garanties procédurales pour rendre une décision conforme aux principes de justice naturelle. Dans l'affaire *Cardinal c. Directeur de l'établissement Kent*,<sup>258</sup> la Cour suprême du Canada précisait ainsi :

«... Il faut considérer le droit à une audition équitable comme un droit distinct et absolu qui trouve sa justification essentielle dans le sens de la justice en matière de procédure à laquelle toute personne touchée par une décision administrative a droit. Il n'appartient pas aux tribunaux de refuser ce droit et ce sens de la justice en fonction d'hypothèses sur ce qu'aurait pu être le résultat de l'audition.»<sup>259</sup>

256. Voir *S.E.P.Q.A. c. Canada* [1989] 2 R.C.S. 879, 895-896; *Syndicat des employés de production du Québec et de l'Acadie c. Commission canadienne des droits de la personne*, [1989] 2 R.C.S. 879.

257. *Ibid.*

258. [1985] 2 R.C.S. 661.

259. *Ibid.*



Le Code des professions du Québec prévoit une audience formelle, selon un processus contradictoire, pour disposer d'une requête de radiation provisoire immédiate.<sup>260</sup>

De plus, conformément à la règle *audi alteram partem* et du droit à une défense pleine et entière, l'article 43 du *Code des professions de la santé*,<sup>261</sup> en Ontario, pose une interdiction aux membres du sous-comité de discipline de communiquer avec l'une des parties sans que l'autre partie n'ait été avisée de l'entretien et n'ait eu la possibilité d'y assister.<sup>262</sup>

De plus, l'article 44 du *Code des professions de la santé*<sup>263</sup> impose au sous-comité de discipline l'obligation de faire connaître aux parties la nature des avis juridiques qu'il reçoit relativement à l'audience et de leur permettre, à cet égard, de présenter leurs observations.

La règle *audi alteram partem* s'étend, par ailleurs, aux tiers prétendant avoir des intérêts dans une instance.<sup>264</sup> À cet effet, le *Code des professions de la santé*<sup>265</sup> ontarien prévoit qu'en plus des parties<sup>266</sup> à l'instance, toute personne démontrant au sous-comité de discipline que son intervention directe sera utile à l'audience ou que sa bonne réputation, sa bonne conduite ou encore sa compétence sera en litige peut obtenir le droit de participer à cette

---

260. *Code des professions du Québec*, précité, note 2, art. 137 et ss.

261. Voir, *supra*, note 190, art. 43.

262. *Code des professions de la santé*, *supra*, note 190.

263. *Id.*, art. 44.

264. *Id.*, art. 41.1.

265. *Code des professions de la santé*, *supra*, note 190.

266. *Id.*, art. 41.1(1).

audience. De plus, le sous-comité de discipline doit déterminer préalablement le degré de participation du tiers requérant relativement à son droit de présenter des représentations orales ou écrites, des éléments de preuve et de contre-interroger les témoins.<sup>267</sup> Cet article permettra, par exemple, à une victime d'actes à caractère sexuel de se joindre à l'instance impliquant le professionnel présumément fautif.

*Le Code des professions du Québec*<sup>268</sup> ne contient pas de disposition expresse relative aux droits des tiers de participer à une instance disciplinaire. La consécration de ce principe de *Common law* n'est, de toute manière, aucunement le fait d'un texte législatif : il existe *per se* et toute personne ayant un intérêt n'a qu'à l'invoquer. Au Québec, la victime d'une inconduite sexuelle de la part d'un professionnel, participera généralement à titre de témoin de la partie poursuivante, le syndic.

#### **4. Le droit d'être représenté par un avocat.**

Le droit d'être représenté par un avocat fait partie intégrante du droit à une défense pleine et entière. Étant reconnu par les *Chartes des droits et libertés* canadienne<sup>269</sup> et québécoise,<sup>270</sup> les instances disciplinaires, tant au Québec qu'en Ontario, permettent au professionnel intimé de se prévaloir de ce droit et accordent un ajournement afin que ce dernier puisse se constituer

267. *Id.*, art. 41.1(2).

268. Voir *supra*, note 2.

269. Voir *supra*, note 244, art. 7.

270. *Ibid.*, art. 34.

un procureur ou changer de procureur.<sup>271</sup>

Précisons, enfin, que le droit à l'ajournement en droit disciplinaire a été reconnu, au Québec, dans l'arrêt *Gauthier c. Comité de discipline de l'Ordre des comptables agréés du Québec*.<sup>272</sup> Ce droit est également reconnu par le comité de discipline des ordres professionnels de la santé, en Ontario.<sup>273</sup>

### 5. Le droit à la remise.

En effet, au Québec, l'alinéa 2 de l'article 144 C. prof.<sup>274</sup> précise, à cet égard, que le comité de discipline pourra procéder à l'audience en l'absence du professionnel intimé, si celui-ci ne se présente pas à la date et au lieu signifiés.

Le Tribunal des professions du Québec a, notamment, reconnu la validité de cette disposition de l'article 144 du *Code des professions*<sup>275</sup> autorisant les comités de discipline des ordres professionnels à procéder à l'audience en l'absence injustifiée du professionnel intimé, dans la mesure où celui-ci avait été dûment avisé.<sup>276</sup> Dans cette affaire, une remise avait été demandée afin que le professionnel intimé puisse assigner des témoins à l'audition de la requête en radiation provisoire immédiate.

271. *Nemer c. Comité de surveillance de l'Association des intermédiaires en assurance de personnes au Québec*, [1992] J.E. 92-1463 (C.Q.).

272. J.E. 87-124 (C.A.).

273. Voir, *supra*, note 275.

274. *Code des professions du Québec*, précité, note 2, art. 144 (2).

275. *Ibid.*

276. *Rocheleau c. Ordre professionnel des avocats*, *supra*, note 271.



Toutefois, dans un autre arrêt, *Do c. Ordre professionnel des dentistes*,<sup>277</sup> le Tribunal des professions en vint à la conclusion contraire, en appel d'une décision de ne pas accorder la remise, statuant que le Comité de discipline avait mal exercé sa juridiction en n'offrant pas au professionnel intimé l'occasion de faire valoir tous ses moyens de défense.

## **6. Le droit d'accès à la preuve du plaignant.**

Au Québec, ce droit fondamental à une défense pleine et entière oblige le plaignant, soit le syndic ou le plaignant privé, de divulguer à l'intimé l'ensemble de la preuve constituée contre lui, sous réserve du droit au secret professionnel, afin qu'il n'ait pas de surprise lors de l'audience. Ce droit comprend également le droit d'interroger et de contre-interroger les témoins. Dans l'arrêt *Corporation professionnelle des notaires c. Delorme*,<sup>278</sup> le Tribunal des professions a précisé que tous les éléments de preuve de la partie plaignante visant à démontrer les infractions reprochées doivent être transmis au professionnel intimé, y compris la preuve qui lui était favorable et qui n'allait pas être produite à l'audition.

À l'inverse, le professionnel intimé n'a à dévoiler à la partie adverse que la preuve qu'il entend produire, lors de l'audience devant le comité de discipline et ce, en vertu de la règle que le droit à une défense pleine

277. *Do c. Ordre professionnel des dentistes*, D.D.E. 96D-105 (T.P.); D.D.E. 96D-67 (T.P.). Ce principe à l'effet qu'une remise ou un ajournement doit être accordé à toutes les fois que son refus entraînerait un préjudice certain et irrémédiable pour le requérant fut établi, au Québec, dans l'arrêt *Pruneau c. Chartier*, [1973] C.S., 736-738 et en Ontario, dans l'arrêt *Gasparetto et al. c. City of Sault Ste-Marie*, [1973] 2 O.R. 847.

278. [1994] D.D.C.P. 287 (T.P.).



et entière de l'intimé ne peut être compromis par le droit du plaignant à l'équité procédurale.<sup>279</sup>

Le *Code des professions de la santé*<sup>280</sup> ontarien énonce aux articles 42 et 42.1 que toute preuve accumulée contre un membre n'est recevable, lors de l'audition des allégations déposées contre lui, que s'il a été donné à ce membre, au moins dix jours avant l'audience, la possibilité d'examiner les éléments de preuve écrite ou documentaire, de connaître l'identité des experts au dossier et d'obtenir copie de leurs rapports d'expertise ou, à défaut de tels rapports, des sommaires écrits des preuves et, enfin, de connaître l'identité des témoins.

De plus, le législateur ajoute que le sous-comité de discipline a la discrétion d'accepter exceptionnellement des preuves qui, autrement, seraient irrecevables et de donner les directives qu'il estime nécessaires afin d'empêcher que le professionnel intimé ne soit lésé.<sup>281</sup>

En Ontario, le sous-comité de discipline d'un ordre professionnel de la santé doit veiller à ce que les témoignages oraux soient consignés et qu'une copie de la transcription de l'audience, y compris celle faisant l'objet d'une ordonnance de non-publication, soit accessible aux parties qui en font la demande, à leurs frais.<sup>282</sup>

---

279. Voir *Larocque c. Charrette*, DDE 96-D88 (C.D.).

280. Précité, note 190, art. 42 et 42.1.

281. *Id.*, art. 42 (2).

282. *Id.*, art. 48.

## 7. Le droit à une audience publique.

En vertu du *Code des professions*,<sup>283</sup> au Québec, toute audience est publique. Toutefois, sur demande ou d'office, le comité de discipline peut ordonner le huis clos ou interdire l'accessibilité, la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique s'il le considère utile dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, du respect du secret professionnel ou de la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.<sup>284</sup>

Le *Code des professions de la santé*,<sup>285</sup> pour sa part, prévoit également que toute audience est publique,<sup>286</sup> mais assortit ce principe d'une exception de huis clos accessible à toute personne intéressée, dans le but d'éviter que soient « [...] divulguées durant l'audience des questions financières, personnelles ou autres [...] »<sup>287</sup> Des mesures strictes entourant le huis clos s'appliquent, notamment, à l'égard de témoins et de victimes d'inconduite sexuelle de la part d'un professionnel intimé.<sup>288</sup> De plus, il est intéressant de souligner que cette loi,<sup>289</sup> par respect du professionnel visé par une procédure en incapacité d'exercer sa profession, prévoit le huis clos comme règle d'exception ainsi qu'une disposition conférant au bureau la compétence d'enjoindre le registrateur de procéder à la suspension provisoire du professionnel intimé dans l'attente de l'audience disposant de l'affaire.<sup>290</sup>

283. *Code des professions du Québec*, *supra*, note 2, art. 142.

284. *Id.*, art. 142, al. 2.

285. Précitée, note 190.

286. Précitée, note 190, art. 45(1).

287. Précitée, note 190, art. 45(2).

288. Précitée, note 190, art. 47.

289. Réfère au *Code des professions*, *supra*, note 190.

290. *Id.*, art. 57 et suivants; l'art. 62 traite de la suspension provisoire.

## 8. Le droit à une audition équitable dans un délai raisonnable.

Les instances disciplinaires, tant au Québec qu'en Ontario, sont liées par les décisions de la Cour suprême du Canada confirmant le droit du professionnel intimé à une audition équitable dans un délai raisonnable.<sup>291</sup>

Dans un arrêt de la Cour d'appel d'Ontario portant sur la notion d'équité procédurale, en droit disciplinaire, il est dit que ce concept comprend notamment le droit d'une partie de connaître la teneur de la preuve du plaignant.<sup>292</sup> De plus, l'article 37(2) de la *Loi sur les professions de la santé réglementées* (précitée à la note 190 de cet essai), prévoit une procédure expéditive de l'affaire au mérite, lorsqu'une ordonnance de suspension a été prononcée dans un dossier.

En Ontario comme au Québec, le comité de discipline est maître de sa preuve et de sa procédure, en raison du caractère *sui generis* du droit disciplinaire. Rappelons que cette particularité du droit disciplinaire professionnel lui permet d'emprunter tant au droit civil qu'au droit pénal tout en demeurant distinct de ces domaines de droit.

La décision du *Comité - médecins - 4*, au Québec, explique comment l'appareil disciplinaire peut établir les règles de procédure dans le respect des principes de justice naturelle et de l'équité procédurale.<sup>293</sup>

291. Voir l'arrêt *Cardinal c. Directeur de l'établissement Kent*, *supra*, notes 258 et 259.

292. Voir *Khan c. College of Physicians and Surgeons*, (1982) 76 (3d) 10,40.

293. Voir *Comité - médecins - 4* [1985] D.D.C.P. 110.

## Sous-section 2

### La règle *nemo judex in sua causa*.

«...La justice naturelle exige qu'un organisme exerçant des fonctions quasi judiciaires agisse avec impartialité, indépendance et désintéressement et cela, non seulement en réalité, mais même en apparence.»<sup>294</sup>

L'application du «droit à une audition impartiale par un tribunal indépendant» en droit disciplinaire professionnel, nous invite à scruter plus à fond le principe du jugement par les pairs, à la base même du système professionnel québécois. Mais avant d'aborder l'analyse de ce principe, faut-il d'abord circonscrire les notions d'impartialité et d'indépendance d'un organisme quasi judiciaire, tels qu'elles sont reconnues par la jurisprudence dans le contexte du droit disciplinaire professionnel.

L'obligation pour tout organisme exerçant des pouvoirs quasi judiciaires de respecter les principes de justice naturelle comportant la règle *nemo judex in sua causa*, a été reconnue en 1978 par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Committee for Justice and Liberty c. Office national de l'énergie*.<sup>295</sup>

Puis, dans l'arrêt *Valente*<sup>296</sup>, le juge Le Dain confirmait, en 1985, cette reconnaissance de la Cour suprême voulant que le respect du «droit à une

294. G. PÉPIN et Y. OUELLETTE, *Principes de contentieux administratif*, Montréal, Éd. Yvon Blais Inc., 2<sup>e</sup> éd. 1982, p.252, cité dans Patrice GARANT, dans *Droit administratif*, 3<sup>e</sup> éd., volume 2, *Le contentieux*, Montréal, Ed. Yvon Blais Inc., 1991, p.286.

295. *Committee for Justice and Liberty c. Office national de l'énergie*, [1978] 1 R.C.S. 369.

296. *Valente c. La Reine*, [1985] 2 R.C.S. 673.



audition impartiale par un tribunal indépendant» soit fondamental, non seulement pour que justice soit rendue, mais également pour préserver la confiance du justiciable dans l'administration de la justice.<sup>297</sup>

Le «droit à une audition impartiale par un tribunal indépendant» a également été réitéré dans une affaire disciplinaire professionnelle, l'arrêt *Pearlman c. Comité Judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba* (ci-après appelé l'arrêt *Pearlman*),<sup>298</sup> sous la plume du juge Iacobucci :

[...] Comme notre Cour l'a affirmé à maintes reprises, les principes de justice fondamentale correspondent aux préceptes fondamentaux sur lesquels repose notre système juridique. Ces préceptes comprennent, notamment, les règles de justice naturelle et l'obligation d'agir équitablement qui ont été élaborées au fil des ans dans le domaine du droit administratif. Voir J.M. Evans, "The principles of Fundamental Justice : The Constitution and the Common Law" (1991), 29 *Osgoode Hall L.J.* 51, 55.

[...] Plus particulièrement, il est bien établi que ces principes fondamentaux englobent le concept d'une audience équitable quant à la procédure devant un décideur impartial (*les mots soulignés sont du juge Iacobucci*).<sup>299</sup>

Issu de la *Common law*, celui-ci<sup>300</sup> se trouve, de plus, consacré aux *Chartes canadienne et québécoise des droits et libertés*.<sup>301</sup>

297. *Id.*, 685.

298. [1991] 2 R.C.S. 869.

299. *Id.*, 882.

300. Réfère au «droit à une audition impartiale par un tribunal indépendant» ou la règle *nemo judex in sua causa*.

301. Voir *supra*, note 8, art.7 et note 9, art.23.

La notion d'impartialité incluse à la règle *nemo judex in sua causa* repose sur la perception qu'a une personne raisonnablement bien informée d'un ensemble de faits qui l'amène à craindre de façon raisonnable que le tribunal puisse être partial envers l'intimé.<sup>302</sup> En effet, ce principe s'étend au delà de la manifestation objective de préjugés de la part d'un "tribunal" à l'endroit de la personne jugée : il englobe l'apparence de préjugés.

Tel que le définissait le juge Le Dain dans l'arrêt *Valente c. La Reine*<sup>303</sup> et que reprenait en partie le juge Iacobucci dans l'arrêt *Pearlman*<sup>304</sup> : le terme "impartial" réfère à «un état d'esprit ou une attitude du tribunal vis-à-vis des points en litige et des parties dans une instance donnée. Le terme impartial [...] connote une absence de préjugé, réel ou apparent.»<sup>305</sup>

La jurisprudence a, par ailleurs, reconnu plusieurs situations où la notion «d'appréhension ou de crainte raisonnable de partialité» pouvait s'appliquer, à savoir : les conflits d'intérêt à caractère financier, professionnel, moral ou psychologique, le fait de siéger en appel de sa propre décision, le fait d'agir à la fois comme juge et partie ainsi que les comportements antérieurs ou actuels des membres du tribunal.<sup>306</sup>

302. *Law Society of Upper Canada c. French*, [1975] 2 R.C.S. 767, 774.

303. [1985] 2 R.C.S. 673, précité, note 296.

304. Voir *supra*, note 298.

305. *Id.*, 883; voir aussi l'arrêt *Valente c. La Reine*, précité, note 296, 689.

306. Voir Patrice GARANT, précité, note 294, 301-341; voir aussi Isabelle MARTIN, dans "La notion d'impartialité en droit canadien", (1996), *Revue d'études juridiques*, 71-117.

De plus, le juge Gonthier, dans un arrêt unanime, *Ruffo c. Conseil de la magistrature*<sup>307</sup> souligne un passage du juge en chef Lamer dans l'arrêt *R. c. Lippé*<sup>308</sup> :

«[...] Nonobstant l'indépendance judiciaire, il peut exister une crainte raisonnable de partialité sur le plan institutionnel ou structurel. Bien que le concept de l'impartialité institutionnelle n'ait jamais été reconnu par notre Cour, la garantie constitutionnelle d'un tribunal indépendant et impartial doit être suffisamment étendue pour le renfermer. Tout comme l'exigence d'indépendance judiciaire comporte un aspect individuel aussi bien qu'institutionnel, il en va de même pour l'exigence d'impartialité judiciaire. Je ne saurais interpréter la *Charte* canadienne comme garantissant l'une sur le plan institutionnel, et l'autre simplement au cas par cas.»<sup>309</sup>

La notion d'indépendance du "tribunal", pour sa part, repose sur la présence de critères objectifs référant au statut, à l'inamovibilité, l'indépendance judiciaire et l'autonomie administrative.<sup>310</sup>

Citant, enfin, le juge La Forest dans l'arrêt *R. c. Lyon*,<sup>311</sup> le juge Iacobucci

307. Dans l'arrêt *Ruffo c. Conseil de la magistrature*, [1995] 4 R.C.S. 267, par. 44, le juge Gonthier rappelle que l'arrêt *R. c. Lippé*, [1991] 2 R.C.S., 140, 141, a reconnu le concept d'impartialité institutionnelle comme bénéficiant de la garantie constitutionnelle d'un tribunal indépendant et impartial. Patrice GARANT, dans son ouvrage précité, note 294, 283-285, explique que : «[...] lorsque la question d'impartialité est reliée à l'ensemble d'un organisme, lorsqu'elle a une dimension institutionnelle, collective ou systémique», celle-ci est qualifiée d'institutionnelle. L'impartialité dite "structurelle" «[...] découlerait de l'exigence d'impartialité consacrée par les chartes, qu'il s'agisse» des articles 7 ou 11 de la *Charte canadienne*, précité, note 8, ou de l'article 23 de la *Charte québécoise*, précitée, note 9.

308. *R. Lippé* [1991] 2 R.C.S. 114.

309. *Ibid.*, 140-141.

310. *Valente c. La Reine*, précité, note 296.

311. [1987] 2 R.C.S. 309.



dans l'arrêt *Pearlman*<sup>312</sup> rappelle «[qu'] il est [...] clair que les exigences de la justice fondamentale ne sont pas immuables; elle varient selon le contexte dans lequel on les invoque. De même, madame le juge l'Heureux-Dubé a souligné dans l'arrêt *Knight c. Indian Head School Division No. 19*»<sup>313</sup>

Suivant le *stare decisis* de la Cour suprême du Canada, les principes de justice fondamentale doivent donc être adaptés au contexte particulier du droit disciplinaire professionnel pour y être applicables.<sup>314</sup>

Dans une instance disciplinaire professionnelle et, plus particulièrement, lors d'une requête en radiation provisoire immédiate, le professionnel intimé a-t-il des raisons d'éprouver une crainte raisonnable de partialité de la part des pairs qui le jugent ? Qu'en est-il, par ailleurs, de l'indépendance du comité de discipline ? Ces questions réfèrent, nous en convenons, à des cas d'espèce mais également au test objectif de la «*personne raisonnable*», de même qu'à l'étude du statut et du mode de nomination du "tribunal administratif" en cause; Ces questions interpellent, de plus, ne serait-ce qu'au plan théorique, la pertinence du principe du jugement par les pairs dans un système professionnel moderne.

312. Précité, note 298, 884.

313. *Ibid.*; voir aussi, *Knight c. Indian Head School Division No. 19*, [1990] 1 R.C.S.653.

314. *R. c. Lyon*, précité note 311; *Pearlman c. Comité Judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*, précité, note 298; *Knight c Indian Head School Division No. 19*, précité, note 313.

À cet effet, Yves Ouellette écrivait, en 1969 :

«Mais cette justice privée qui dégage un fort relent de féodalité pourrait sembler quelque peu anachronique et il y a lieu de se demander si elle accorde aux accusés une protection suffisante en étudiant la nature du droit disciplinaire, l'organe disciplinaire, la procédure disciplinaire, les sanctions disciplinaires et les voies de recours en matière disciplinaire.»<sup>315</sup>

Le principe du jugement par les pairs reflète, en effet, l'idée traditionnellement acceptée que les membres d'une même profession sont les mieux habilités à juger des actes posés par l'un des leurs en déconsidération de leur profession.

Bien avant le Québec, différents organismes professionnels de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie Britannique avaient déjà, vers 1925, adopté ce principe du jugement par les pairs.<sup>316</sup>

315. Yves OUELLETTE, «Les corporations professionnelles», dans Raoul P. BARBE, directeur, *Droit administratif canadien et québécois*, Ottawa, Édition Université d'Ottawa, 1969, p. 206. L'auteur retrace, notamment, la première formulation faite par un tribunal canadien de ce principe de la justice par les pairs, à la fin du siècle dernier. Voir l'arrêt *Allison c. General Council of Medical Education and Registration* (1894) 1 Q.B.750, 761, sous la plume de Lord Lopes : «If it is shown that a medical man, in the pursuit of his profession, has done something with regard to it which would be reasonably regarded as disgraceful or dishonourable by his professional brethren of good repute and competency» then it is open to the General Medical Council to say that he has been guilty of «infamous conduct in a professional respect».

316. *Ibid.*, 209, : Re Davidson and Royal College of Dental Surgeons of Ontario, (1925) 3 D.L.R. 543 (Ont. S.C.A.D.); Alberta Dental Association c. Sharp, (1930) 3 D.L.R. 652 (Alta S.C.A.D.); Re Hett, (1937) 3 D.L.R. 680, 687 (Ont. C.A.); Re Patmore and B.C. Council of Association of Professional Engineers, (1963) 39 D.L.R. (2<sup>e</sup>).

La Cour Suprême, dans l'arrêt *Pearlman c. Comité Judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*<sup>317</sup> ne fait que réaffirmer de plus belle, l'importance du principe de l'examen par les pairs, le juge Iacobucci citant avec approbation *l'obiter dictum* du juge en chef Monnin de la Cour d'appel manitobaine, dans l'arrêt *Law Society of Manitoba and Savino*<sup>318</sup> :

[TRADUCTION] «Nul n'est mieux qualifié pour déterminer ce qui constitue une faute professionnelle qu'un groupe d'avocats praticiens qui sont eux-mêmes assujettis aux règles établies par leur corps administratif.»<sup>319</sup> (*Cette phrase est soulignée par le juge Iacobucci.*)

Le principe du jugement par les pairs, explique le juge Iacobucci, est intrinsèquement lié à l'autonomie professionnelle voulue par le législateur. Le juge Iacobucci précise :

[...] c'est dans l'intérêt public que l'on a décidé d'accorder l'autonomie administrative aux diverses professions [...] L'efficacité de l'autonomie administrative repose en grande partie sur le concept de l'examen effectué par les pairs. Si une société du barreau autonome veut faire respecter un code de déontologie par ses membres, il est essentiel qu'elle ait le pouvoir d'infliger des sanctions à ses membres.[...]<sup>320</sup>

317. Précité, note 298.

318. (1983), 1 D.L.R. (4<sup>th</sup>) 285.

319. *Ibid.*, 292 et 293, cité dans l'arrêt *Pearlman*, précité, note 298, 890.

320. Précité, note 298, 887, 890.



En 1993, le *Protecteur du citoyen* proposait, dans son mémoire<sup>321</sup> sur l'avant-projet de réforme du système professionnel québécois, un mécanisme disciplinaire indépendant des ordres, lequel soulignait-il, serait inspiré des *Chartes* canadienne et québécoise des droits et libertés.<sup>322</sup> Le *Protecteur du citoyen* expliquait en ces termes les motifs pour lesquels il écartait le principe du jugement par les pairs :

[...] «Afin d'éviter tout conflit d'intérêt réel ou apparent, entre la corporation professionnelle et l'intérêt public, l'autorité disciplinaire doit être complètement indépendante de la corporation dont fait partie le professionnel en cause; il est essentiel que le client du professionnel ainsi que le professionnel lui-même soient assurés de la non-ingérence de quiconque dans le processus d'enquête et de décision de l'autorité disciplinaire.<sup>323</sup>[...] La crédibilité du système disciplinaire en droit professionnel est aujourd'hui diminuée parce que le régime actuel demeure fondé sur le principe de jugement par les pairs et que son fonctionnement demeure, lors des étapes initiales du processus, entièrement contrôlé de l'intérieur des corporations professionnelles...»<sup>324</sup>

Comme nous le savons, la première étape de la réforme du processus disciplinaire professionnel, en 1994, n'a pas retenu cette recommandation du Protecteur du citoyen. Par ailleurs, en l'an 2000, le plan ministériel formulé au soutien du projet de loi 87<sup>325</sup>, relance la révision du

321. Le Protecteur du citoyen, «Mémoire sur l'avant-projet de loi», *Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles*, Sainte-Foy, le 10 février 1993.

322. *Ibid.*, 8.

323. *Ibid.*, 9.

324. *Ibid.*

325. Précité, note 6.

«fonctionnement des mécanismes d'inspection professionnelle et du processus disciplinaire.»<sup>326</sup> S'inscrivant «[...]dans la foulée de la réforme du *Code des professions* effectuée en 1994[...], ce plan ministériel souligne l'importance «[...]d'assurer une meilleure complémentarité entre l'inspection et la discipline de façon à augmenter l'efficacité des deux mécanismes et de freiner la tendance à la judiciarisation, sans pour autant compromettre les droits et les recours des citoyens et des professionnels.[...]»<sup>327</sup> Le gouvernement ne démontre pas, à prime abord dans ce plan d'action ministériel, une volonté de remettre en question l'un des fondements du système disciplinaire des professions : le jugement par les pairs.

Le principe du jugement par les pairs *per se* va-t-il à l'encontre de la règle *nemo iudex in sua causa* ? En d'autres mots, le principe du jugement par les pairs, tel qu'il est appliqué au Québec, créerait-il chez un observateur raisonnable et bien renseigné, une crainte que le comité de discipline ne rende pas une décision juste à l'égard du professionnel intimé ?

Nous pourrions, à l'égard du premier volet de la règle relative à «une audition impartiale», émettre l'opinion [libre] que le jugement par les pairs n'est pas en soi une garantie d'impartialité. Il est vrai que les membres d'un même ordre professionnel peuvent, mieux que quiconque, connaître et juger des standards professionnels et du code éthique exigés dans une situation donnée. Il paraît également vraisemblable, toutefois, que ces membres

---

326. Précité, note 6, deuxième projet, p. 6.

327. *Ibid.*

siégeant au comité de discipline de leur ordre, puissent entretenir et même partager des préjugés défavorables à l'endroit des professionnels "délinquants" de leur confrérie, particulièrement dans le contexte d'une requête de radiation provisoire immédiate. Il n'est certainement pas déraisonnable, à notre avis, de croire que certains membres d'un ordre professionnel puissent réagir avec plus de sévérité, par sentiment d'exemplarité, que ne le feraient des personnes neutres et impartiales placées dans les mêmes circonstances.

Tel que l'indiquait Jean-Claude Hébert :

[...] Dans l'univers des ordres professionnels, la justice administrative doit être administrée en toute indépendance et impartialité. Le fait pour un professionnel d'être jugé par ses pairs comportent de manifestes avantages. Voilà pour la pure théorie. En pratique, la dure réalité de l'exercice d'une profession nous fait voir que les pairs d'un intimé sont parfois des compétiteurs ou des gens critiques de la façon de penser ou de faire de certains collègues. La flexibilité - voire même l'élasticité de la faute déontologique - confère aux membres d'un comité de discipline un énorme pouvoir discrétionnaire permettant de censurer l'agir d'autrui au nom de l'orthodoxie de la profession.[...] Aussi, est-il fréquent de constater, lors de mesures préliminaires (ex.: une demande de radiation provisoire), la présence inopinée de journalistes généralement bien renseignés sur les enjeux du dossier. Ceux-ci - protection du public oblige - font ressortir dans les médias du jour ou du lendemain la célérité et l'intransigeance de l'ordre professionnel concerné face au membre accusé d'inconduite déontologique.»<sup>328</sup>

[Les opinions susmentionnées ne lient que leurs auteurs et n'ont, malheureusement pour s'appuyer, que leur crédibilité respective !] Il Suffit de rappeler que le principe du jugement par les pairs a été reconnu et

328. Jean-Claude HÉBERT, «Les informations du syndic» dans *La Revue du Barreau*, Tome 56, N° 3, Sept.-Oct. 1996, 499, 513.



consacré par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Pearlman c. Comité Judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*.<sup>329</sup> La reconnaissance de ce principe a, depuis lors, été réaffirmée par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Ruffo c. Conseil de la magistrature*<sup>330</sup> qui, dans un jugement unanime rendu sous la plume du juge Gonthier, souligne :

«[...] D'entrée de jeu, je note que pareille proposition remet en question le fonctionnement de toute juridiction disciplinaire fondée sur le principe de l'examen de la conduite professionnelle par les pairs. Or notre Cour, sous la plume du juge Iacobucci, a unanimement reconnu le caractère approprié de cette méthode dans l'affaire *Pearlman c. Comité judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*, précitée.»<sup>331</sup>

Néanmoins, si nous devons assumer la défense d'un professionnel intimé confronté à un comité de discipline partial<sup>332</sup>, selon les apparences, nous respecterions les étapes et les critères énoncés par la Cour suprême du Canada, à savoir :

Nous appliquerions le critère relatif à l'impartialité adopté dans l'arrêt

329. Précité, note 118.

330. *Ruffo c. Conseil de la magistrature* [1995] 4 R.C.S. 267.

331. *Ibid.*, par. 49.

332. Parmi les différents recours possibles, nous privilégierions un recours en évocation devant la Cour supérieure (art. 834, 846 et ss. du *Code de procédure civile*, L.R.Q., c. C-25.). La Cour supérieure détient un pouvoir de contrôle et de surveillance des tribunaux administratifs et cette voie nous apparaîtrait la plus appropriée, dans les circonstances. Il nous faudrait démontrer qu'il a eu excès de juridiction par non respect des principes de justice fondamentale et qu'il y a lieu de croire que justice n'a pas été, ou ne pourra être rendue. Le recours en appel devant le Tribunal des professions s'avérerait plus risqué, en raison, notamment, de sa tradition non-interventionniste, à moins d'une erreur manifestement déraisonnable du comité de discipline. (Voir à ce sujet, l'arrêt *Béliveau c. Avocats*, [1990] D.D.C.P. 247, 266-267.)

*Committee for justice and Liberty*<sup>333</sup> et rechercherions, par conséquent, ce qu'une "personne raisonnable et bien informée" requiert pour juger de l'apparence de partialité, c'est-à-dire, de renseignements sur les personnes qui s'attachent à la "catégorie de personnes", soient les membres du comité de discipline ainsi que des renseignements instructifs sur les "individus" que sont ces membres. Nous examinerions donc les différents types de conflits possibles : les conflits d'intérêt à caractère financier, professionnel, moral ou psychologique, une décision non motivée, le fait d'agir à la fois comme juge et partie ainsi que les comportements antérieurs ou actuels des membres du tribunal administratif.<sup>334</sup>

Nous devons, de plus, soulever auprès du comité de discipline notre appréhension raisonnable de préjugé, car sinon le professionnel intimé sera présumé avoir renoncer à invoquer la partialité ou l'apparence de partialité du tribunal administratif.<sup>335</sup>

Si nous déterminons qu'il s'agit de partialité institutionnelle, nous devons alors examiner les composantes de l'indépendance du tribunal administratif que représente le comité de discipline, soient : la structure de ce comité, du mécanisme disciplinaire incluant les fonctions du syndic ainsi que le mode de nomination des membres de l'ordre professionnel assumant ces différents rôles au sein d'un comité de discipline, etc.

---

333. *Committee for Justice and Liberty c. Office national de l'énergie*, [1978] 1 R.C.S. 369.

334. *Ibid.*

335. Voir *Ghirardosi c. Minister of Highways for British Columbia*, [1966] R.C.S. 367, 372.

Au Québec, le Bureau a l'obligation statutaire de nommer les membres du comité de discipline, à l'exception du président qui est un avocat nommé par le gouvernement, après consultation du Barreau.<sup>335</sup> De plus, il nomme le secrétaire du comité de discipline.<sup>336</sup> Enfin, il assume également la responsabilité de nommer le syndic. Or, les fonctions du comité de discipline ainsi que du syndic requièrent l'indépendance des autres constituantes de l'ordre professionnel et ce, afin de préserver l'objectivité et l'absence de tout conflit d'intérêt susceptible d'entacher le processus disciplinaire.<sup>337</sup> Nous croyons que l'obligation statutaire pour le Bureau de prendre les mesures requises afin d'assurer en tout temps l'indépendance du syndic, est inefficace *de facto*. En effet, les garanties d'impartialité en regard de cette nomination par le Bureau, ne sont pas suffisamment importantes pour permettre qu'il n'y ait pas, même en apparence, une crainte raisonnable de partialité de la part du professionnel intimé.

En Ontario, le conseil d'administration assume, en vertu de la *Loi sur les professions de la santé réglementées*,<sup>338</sup> la responsabilité de nommer le régulateur ainsi que les membres des différents comités, dont le bureau. Il est intéressant de souligner que le système disciplinaire ontarien a comme le Québec, atténué le principe du jugement par les pairs dans la composition de ses comités. En effet, les sous-comités de discipline,<sup>339</sup> notamment, se composent d'au moins trois personnes et d'au plus cinq personnes, dont au moins deux sont des personnes du public nommées par le

335. *Code des professions, supra*, note 2, art. 117.

336. *Code des professions, supra*, note 2, art. 120.

337. Voir l'indépendance du syndic : *Code des professions, supra*, note 2, art. 121.

338. Voir *supra*, note 190.

339. Voir *supra*, note 190, art. 10(2) et 38.



gouvernement. Au moins un membre de l'ordre doit faire partie de ces sous-comités de discipline et au moins un des membres formant le quorum établi à trois membres, doit être une personne du public.<sup>340</sup>

Par ailleurs, l'article 38(4) du *Code des professions de la santé*<sup>341</sup> exclut d'un sous-comité de discipline formé pour entendre une affaire, toute personne ayant siégé à l'enquête de celle-ci.

### Section 3

#### La présomption d'innocence

Dans notre société fondée sur le principe de la primauté du droit, la présomption d'innocence constitue, un précepte fondamental sur lequel repose notre système juridique de tradition accusatoire, où l'accusé est présumé innocent jusqu'à ce qu'une preuve de sa culpabilité ne soit établie en conformité de la loi. Principe de droit et liberté fondamentale prenant sa source de la *Common law*, il est consacré à l'article 2f) de la *Déclaration canadienne des droits*<sup>342</sup> et bénéficie

340. Voir *supra*, note 190, art. 38. Signalons que le législateur québécois, a affaibli la portée du principe du jugement par les pairs en prévoyant la nomination d'un avocat à titre de président du comité de discipline des ordres professionnels.

341. *Ibid.*

342. L'article 2f) de la *Déclaration canadienne des droits*, 8-9 Éliz. II, ch.44 dans L.R.C. (1985), Appendice III, 787, se lit comme suit : «2. [Interprétation de la législation] Toute loi du Canada, à moins qu'une loi du Parlement du Canada ne déclare expressément qu'elle s'appliquera nonobstant la *Déclaration canadienne des droits*, doit s'interpréter et s'appliquer de manière à ne pas supprimer, restreindre ou enfreindre l'un quelconque des droits ou des libertés reconnus et déclarés aux présentes, ni à en autoriser la suppression, la diminution ou la transgression, et en particulier, nulle loi du Canada ne doit s'interpréter ni s'appliquer comme [...]»

f) privant une personne accusée d'un acte criminel du droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été établie en conformité de la loi, après une audition impartiale et publique de sa cause par un tribunal indépendant et non préjugé, ou le privant sans juste cause du droit à un cautionnement raisonnable; [...]

d'une garantie constitutionnelle aux articles 7 et 11d) de la *Charte canadienne des droits et libertés*<sup>343</sup> ainsi que d'une garantie quasi-constitutionnelle à l'article 33 de la *Charte des droits et libertés de la personne et des droits de la jeunesse*,<sup>344</sup> au Québec.

La Chambre des Lords, en 1935, qualifiait le principe de la présomption d'innocence de «fil d'or [...] dans toute la toile du droit criminel, reconnaissance qu'endossait à son tour la Cour Suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. Oakes*,<sup>345</sup> sous la plume du juge en chef Dickson :

«La présomption d'innocence est un principe consacré qui se trouve au cœur du droit criminel. [...] La présomption d'innocence a pour effet de sauvegarder la liberté fondamentale et la dignité humaine de toute personne que l'Etat accuse d'une conduite criminelle. Un individu accusé d'avoir commis une infraction criminelle s'expose à de lourdes conséquences sociales et personnelles y compris la possibilité de privation de sa liberté physique, l'opprobre et l'ostracisme de la collectivité, ainsi que d'autre préjudices sociaux, psychologiques et économiques. Vu la gravité de ces conséquences, la présomption revêt une importance capitale. Elle garantit qu'un accusé est innocent tant que l'Etat n'a pas prouvé sa culpabilité hors de tout doute raisonnable. Voilà [...]

343. L'article 11d) de la *Charte canadienne des droits*, 1982, c. 11 (R. U.), dans L.R.C. (1985), App. II, no 44, annexe B, (ci-après appelée "la *Charte*") se lit comme suit :

11. [Affaires criminelles et pénales] Tout inculpé a droit :

d) d'être présumé innocent tant qu'il n'est pas déclaré coupable, conformément à la loi, par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès public et équitable; [...]

344. L'article 33 de la *Charte des droits et libertés de la personne et des droits de la jeunesse*, L.R.Q., c. C-12, se lit comme suit :

33. [Présomption d'innocence] Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été établie suivant la loi.

345. *R. c. Oakes*, [1986] 1 R.C.S. 103.

[...]qui est essentiel dans une société qui prône l'équité et la justice sociale. La présomption d'innocence confirme notre foi en l'humanité; elle est l'expression de notre croyance que, jusqu'à preuve du contraire, les gens sont honnêtes et respectueux des lois.[...] <sup>346</sup>

Quelle est son application en droit disciplinaire professionnel et, plus particulièrement, en ce qui concerne le mécanisme de radiation provisoire immédiate ?

Avant d'aborder l'étude de ce principe en fonction des *Chartes* canadienne et québécoise, <sup>347</sup> nous devons d'abord mentionner que celles-ci <sup>348</sup> s'appliquent en droit administratif à titre interprétatif. <sup>349</sup>

L'arrêt *Wigglesworth c. La Reine*, <sup>350</sup> l'un des premiers arrêts significatifs de la Cour suprême du Canada en la matière, adopte une interprétation restrictive de l'article 11 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. <sup>351</sup>

346. *Ibid.*, 120.

347. Voir *supra*, notes 8 et 9.

348. Réfère à la *Charte canadienne*, précitée, note 8 ainsi qu'à la *Charte québécoise*, précitée, note 9. La *Charte canadienne* s'applique, notamment, aux tribunaux administratifs (comprenant les comités de discipline), en vertu de son article 32; voir *Black c. Law Society of Alberta*, [1989] 1 R.C.S. 591.

349. *Slaight Communications Inc. c. Davidson*, [1989] 1 R.C.S. 1038.

350. *Wigglesworth c. La Reine*, [1987] 2 R.C.S. 541, ci-après appelé «l'arrêt *Wigglesworth*».

351. Précitée, note 8, ci-après appelée, «la *Charte*».



Jugement majoritaire à six juges contre un, le juge Wilson écrit en *obiter* :

[...] À mon avis, l'interprétation restrictive de l'article 11 est en fait la bonne façon d'interpréter cet article. Les droits garantis par l'article 11 de la *Charte* peuvent être invoqués par les personnes que l'état poursuit pour des infractions publiques comportant des sanctions punitives, c.-à-d. des infractions criminelles, quasi criminelles et de nature réglementaire, qu'elles ait été édictées par le gouvernement fédéral ou par les provinces.[...] <sup>352</sup>

La ratio decidendi de l'arrêt *Wigglesworth*, <sup>353</sup> établit donc que l'article 11 de la *Charte* <sup>354</sup> peut être invoqué à l'égard d'infractions criminelles, quasi criminelles et de nature réglementaire, de même qu'en «matière de procédure dans des affaires qui peuvent entraîner des conséquences pénales, même s'il ne s'agit pas d'affaires criminelles au sens strict.» <sup>355</sup>

La Cour suprême, lors de cette décision majoritaire, <sup>356</sup> prend également soin de distinguer les affaires publiques auxquelles s'applique l'article 11 de la

352. *Supra*, note 350, 554.

En 1987, la Cour suprême a statué à quatre reprises sur la portée de l'article 11 de la *Charte canadienne*, en matière disciplinaire; voir *Trimm c. Police régionale de Durham*, [1987] 2 R.C.S. 582; *Trumbley et Pugh c. Police de la communauté urbaine de Toronto*, [1987] 2 R.C.S. 577; *Burnham c. Police de la communauté urbaine de Toronto*, [1987] 2 R.C.S. 572.

353. *Ibid.*, 541 à 571.

354. *Supra*, note 343.

355. *Supra*, note 350, 560, 561.

356. *Ibid.*, 541 à 571.

*Charte*<sup>357</sup> des «affaires privées, internes ou disciplinaires qui sont de nature réglementaire [...] principalement destinées à maintenir l'ordre, l'intégrité professionnelle ainsi que certaines normes professionnelles<sup>358</sup> [...]».

En conséquence de ce jugement faisant loi,<sup>359</sup> un professionnel impliqué directement dans une instance disciplinaire professionnelle ne pourra invoquer la présomption d'innocence, en vertu de l'article 11d) de la *Charte*,<sup>360</sup> à moins que l'affaire ne comporte l'imposition de véritables conséquences pénales. (*Les mots soulignés sont de nous.*)

L'arrêt *Wigglesworth*,<sup>361</sup> nous rappelle également l'importance d'interpréter la *Charte*<sup>362</sup> en recherchant "l'objet" ou les "intérêts" protégés par la garantie constitutionnelle que l'on invoque, «située dans ses contextes linguistiques, philosophiques et historiques appropriés». <sup>363</sup> Cet arrêt<sup>364</sup> nous enseigne, de plus, qu'il faut analyser le caractère de la "nature même" de la procédure contestée et se demander quel est le but recherché par cette procédure. S'il ne s'agit pas d'une affaire publique ayant une procédure criminelle, quasi criminelle ou réglementaire, le critère de la "nature même" n'est pas satisfait

357. *Supra*, note 343.

358. *Supra*, note 350, 543.

359. *Stare decisis* : principe de *Common law* suivant lequel les tribunaux inférieurs sont liés par les décisions d'un tribunal supérieur. La Cour suprême, étant la plus haute instance judiciaire au Canada, lie tous les tribunaux.

360. *Supra*, note 343.

361. Précité, note 350.

362. Précitée, note 343.

363. Précité, note 350, 552; Voir l'arrêt *Law Society of Upper Canada c. Skapinker*, [1984] 1 R.C.S. 357.

364. *Supra*, note 350.

et, à ce stade, la garantie de l'article 11 ne peut s'appliquer. Il faut alors recourir à un second test, celui du critère de la "véritable conséquence légale."<sup>365</sup>

Transposons cet enseignement à l'interprétation de l'article 130 et suivants du *Code des professions*<sup>366</sup> traitant de la radiation provisoire immédiate. Quel but vise cette procédure ? Ce recours cherche à retirer, de façon préventive, provisoire et immédiate, le droit d'exercer une profession lorsque le titulaire de ce droit compromet, par l'exercice de celle-ci, la protection du public. La procédure de radiation provisoire immédiate n'a pas pour but de punir «mais d'exercer le pouvoir disciplinaire sur les membres d'une profession de manière à assurer que leur conduite soit conforme aux normes de la profession».<sup>367</sup> Elle<sup>368</sup> vise la "disqualification" provisoire et immédiate du professionnel en cause. Il s'agit, comme l'indique le juge Wilson dans l'arrêt *Wigglesworth*,<sup>369</sup> d'une procédure «de nature [...] protectrice [...] et [...] principalement destinée[s] à maintenir la discipline, l'intégrité professionnelle ainsi que certaines normes professionnelles, ou à réglementer la conduite dans une sphère d'activité privée et limitée.»<sup>370</sup> Or, «lorsque les disqualifications sont imposées dans le cadre d'un régime de

365. Réfère à l'arrêt *Wigglesworth c. La Reine*, précité, note 350.

366. Précité, note 2.

367. Précité, note 350, 566.

368. Réfère à la procédure de radiation provisoire immédiate, *Code des professions* précité, note 2, article 130 et ss.

369. Précité, note 350.

370. *Id.*, 559; *Re Law Society of Manitoba and Savino*, (1983), 1 D.L.R. (4<sup>th</sup>) 285, 292; *Re Malartic Hygrade Gold Mines (Canada) Ltd. and Ontario Securities Commission*, (1986), 54 O.R. (2d) 544, 549; et *Re Barry and Alberta Securities Commission*, (1986), 25 D.L.R. (4<sup>th</sup>) 730, 736.



réglementation d'une activité visant à protéger le public, les procédures de disqualification ne sont pas le genre de procédures relative à une "infraction" auxquelles s'applique l'article 11.»<sup>371</sup>

La procédure de radiation provisoire immédiate faillit donc au premier test de l'arrêt *Wigglesworth*,<sup>372</sup> soit le critère de la "nature même". Qu'en est-il du critère de la "véritable conséquence pénale". En *obiter dictum*, le juge Wilson définit ce critères dans ces termes : «À mon avis, une véritable conséquence pénale qui entraînerait l'application de l'article 11 est l'emprisonnement ou une amende qui par son importance semblerait imposée dans le but de réparer le tort causé à la société en général plutôt que de maintenir la discipline à l'intérieur d'une sphère d'activité limitée.»<sup>373</sup>

L'effet juridique recherché par l'article 130 du *Code des professions*<sup>374</sup> est la radiation provisoire et immédiate ou si l'on veut, la "disqualification" provisoire et immédiate d'un membre de l'ordre. En vertu de cet article,<sup>375</sup> le professionnel intimé n'est pas passible de l'emprisonnement ou d'une amende. De plus, nous ne pouvons soutenir que le but de cette radiation provisoire soit «de réparer le tort causé à la société en général plutôt que de maintenir la discipline à l'intérieur d'une sphère d'activité limitée.» Il ressort de l'interprétation de l'objet poursuivi par le *Code des professions*<sup>376</sup> et de l'article 130, que la protection du public dont il s'agit, est la protection

371. Précité, note 350, 560.

372. *Ibid.*

373. *Id.*, 561.

374. Précité, note 2.

375. Réfère au *Code des professions*, précité, note 2, art.130.

376. *Ibid.*

du public qui a ou est susceptible de consulter le professionnel intime (*les mots soulignés sont de nous*). De plus, la procédure de radiation provisoire immédiate étant une procédure d'exception, elle doit recevoir une interprétation restrictive. En matière d'interprétation des lois, comme le précise le professeur Driedger :

[...]Aujourd'hui, il n'y a qu'un principe ou qu'une approche : les termes de la loi doivent être lus dans leur contexte global, selon leur sens grammatical et ordinaire en harmonie avec l'économie générale de la loi, avec son objet et avec l'intention du législateur.[...] <sup>377</sup>

Considérant que l'article 130 du *Code des professions*<sup>378</sup> ne satisfait pas au critère de la "véritable conséquence pénale", par conséquent, l'article 11 de la *Charte*<sup>379</sup> canadienne ne s'applique pas et le professionnel intime ne pourrait l'invoquer aux fins de faire invalider l'article 130.

L'arrêt *Wigglesworth*<sup>380</sup> confirme implicitement, du moins, l'application de la présomption d'innocence aux affaires disciplinaires ce, comme principe de justice fondamentale en vertu de l'article 7 de la *Charte canadienne*. Cette décision mentionne, notamment, que «[d]es garanties constitutionnelles en matière de procédure peuvent être invoquée dans un cas particulier aux termes de l'article 7 de la Charte, même si on ne peut se

377. Voir E. A. DRIEDGER, cité par Pierre-André CÔTÉ dans, *Interprétation des lois*, Centre de recherche en droit public, Faculté de droit de l'Université de Montréal, Cowansville, Ed. Yvon Blais, 1982, 333.

32. Voir également *Re James and Law Society of British Columbia* (1982), 143 D.L.R. (3d) 379 (C.S.C.-B.).

378. Voir *supra*, note 2.

379. Voir *supra*, note 8.

380. Précité, note 350.

fonder sur l'art.11.»<sup>381</sup> De plus, la définition large du terme "infraction" que donne d'abord le juge Wilson comprend l'infraction disciplinaire.<sup>382</sup> À cette définition, le juge Wilson ajoute un peu plus loin, réfléchissant aux droits contenus à l'article 11 de la *Charte*<sup>383</sup> :

[...] il s'agit de droits fondamentaux très importants dont le sens doit être clair comme de l'eau de roche pour ceux qui engagent des poursuites relatives aux infractions qui relèvent de cet article. J'estime, pour ce motif, qu'il est préférable de restreindre l'article 11 aux plus graves infractions que nous connaissons dans notre droit, c.-à-d. les affaires criminelles et pénales, et de laisser les autres "infractions" relever du critère plus souple de la "justice fondamentale" énoncé à l'art. 7.<sup>384</sup>

Appliquons donc le test de l'article 7 de la *Charte canadienne*<sup>385</sup> afin de d'analyser si l'article 130 du *Code des professions*<sup>386</sup> lui contrevient. Tel que l'indiquait le juge La Forest dans l'arrêt *R. c. Beare*<sup>387</sup> :

L'analyse de l'art. 7 de la *Charte* se fait en deux temps. Pour que l'article puisse entrer en jeu, il faut constater d'abord qu'il a été porté atteinte au droit "à la vie, à la liberté et à la sécurité [d'une] personne" et, en second lieu, que cette atteinte est contraire aux principes de justice fondamentale.»<sup>388</sup>

381. *Id.*, 553.

382. Précité, note 350, 543.

383. Précitée, note 2.

384. Précité, note 350, 558.

385. Voir *supra*, note 8.

386. Précité, note 2, art. 130.

387. [1988] 2 R.C.S. 387.

388. *Ibid.*, 401.



En d'autres mots, si le droit du professionnel intimé à la vie, à la liberté ou à la sécurité de sa personne n'est pas en cause, il n'y a pas lieu de passer à la deuxième partie du test et de vérifier si les principes de justice fondamentale ont été ou non respectés. Dans ce contexte, l'article 7 de la *Charte*<sup>389</sup> ne s'applique pas.

Comme l'effet juridique recherché d'une procédure de radiation provisoire immédiate équivaut au retrait du droit d'exercer une profession, nous devons donc préalablement établir que l'article 130 du *Code des professions*<sup>390</sup> viole l'article 7 de la *Charte*<sup>391</sup> en ce qu'il porte atteinte au droit à la liberté d'exercer une profession ou au droit à la sécurité physique, matérielle et psychologique que procure au professionnel intimé l'exercice de sa profession.

Le droit d'exercer une profession est-il protégé ou garanti constitutionnellement par la *Charte canadienne*,<sup>392</sup> à l'article 7 de celle-ci ?

Les premières décisions jurisprudentielles à se prononcer sur le droit d'exercer une profession, au Québec, ont statué que ce droit était assimilable à un droit de propriété ou à un droit économique et que, par conséquent, la violation de ce droit ne portait pas atteinte au droit à la sécurité de la

---

389. Précitée, note 8.

390. Précité, note 2.

391. Précité, note 8.

392. Précitée, note 8.

personne, tel que protégé par l'article 7 de la *Charte canadienne*.<sup>393</sup> L'article 7 de la *Charte*<sup>394</sup> ne s'appliquait donc pas au droit d'exercer une profession.

Thomas Singleton, dans son mémoire portant sur *l'article 7 de la Charte et les droits professionnels*,<sup>395</sup> souligne le débat jurisprudentiel controversé qu'a donné lieu cette question, dans les différentes provinces du Canada, depuis la fin des années '80.<sup>396</sup> Il constate, par ailleurs, que les tribunaux inférieurs ont davantage eu tendance à reconnaître le droit d'exercer une profession, lorsque celui-ci était formulé comme un droit à la liberté protégé par l'article 7 de la *Charte*,<sup>397</sup> plutôt qu'un droit à la sécurité (*les mots soulignés sont de nous*).<sup>398</sup> L'une des raisons avancées, à cet effet, est que le droit de gagner sa subsistance est un droit reconnu par la *Common law*. En effet, Blackstone écrivait dans son ouvrage intitulé «*Commentaries on the Laws of England*»<sup>399</sup> :

The absolute rights of man, considered as a free agent, endowed with discernment to know good from evil, and with power of choosing those measures which appear to him the most desirable, are usually summed up in one general appellation, and denominated the natural liberty of mankind. This natural liberty consists properly in a power of acting as one thinks [...]

393. *Ibid.*

394. *Ibid.*

395. Thomas J. SINGLETON, *L'article 7 de la Charte et les droits professionnels*, Mémoire de maîtrise en vue de l'obtention du grade de Maître en droit (LL.M.), Faculté des études supérieures, Université de Montréal, octobre 1993, 287 p.

396. *Ibid.*, 13, 61, 77, 97, 107, 130, 255.

397. Précité, note 2.

398. Précité, note 45, 126, 132.

399. William BLACKSTONE, *Commentaries on the Laws of England*, vol. 1 (London : Apollo Press, 1813).

[...]fit, without any restraint or control, unless by the law of nature; being a right inherent in us by birth, and one of the gifts of God to man at his creation, when he indued him with the faculty of free will. But every man, when he enters into society, give up a part of his natural liberty, as the price of so valuable a purchase; and, in consideration of receiving the advantages of mutual commerce, obliges him to conform to those laws, which the community has thought proper to establish.<sup>400</sup>

Une autre constatation intéressante de ce mémoire est à l'effet que les tribunaux inférieurs de certaines provinces telles que, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau Brunswick, Terre-Neuve ainsi que le Yukon ont déjà depuis quelques années, reconnu le droit d'exercer une profession comme étant un droit à la liberté protégé par l'article 7 de la *Charte*,<sup>401</sup> sous réserve des pouvoirs régulateurs et disciplinaires des professions exercés dans le but de protéger le public, conformément aux principes de justice fondamentale (*notre traduction*).<sup>402</sup>

Selon l'auteur Singleton, la jurisprudence québécoise sur la reconnaissance du droit d'exercer une profession comme droit protégé par la *Charte*,<sup>403</sup> s'est avérée plutôt contradictoire. Nous croyons, pour notre part, après une analyse des décisions sur le sujet jusqu'à l'an 2000, que les tribunaux du Québec, malgré quelques hésitations, ont adopté une interprétation conservatrice selon laquelle le droit d'exercer une profession est un droit de

400. Ibid., 140; citation reproduite du mémoire de Thomas J. SINGLETON, précité, note 395, 16.

401. Précité, note 8.

402. Précité, note 395, 108.

403. Précité, note 8.



propriété non protégé par l'article 7 de la Charte. En effet, dans l'arrêt *Belhumeur c. Savard*,<sup>403</sup> le juge Rothman s'exprimant pour la majorité fut d'avis d'étendre la portée du terme "sécurité" de l'article 7 de la Charte au delà de l'intégrité physique. Prenant position sur le droit d'exercer une profession, elle souligna :

[...] however broadly one may interpret the right to liberty or security of the person under s. 7, I do not believe it includes an absolute or unconditional right to practise a profession, unfettered by the professional rules and standards that are applicable to it. For one thing, the right to work in a profession constitutes a property right and most authorities appear to agree that s. 7 was not intended to apply to property rights [...] For another, even if the right to practise law were one of the rights covered by s.7, it is by no means an absolute or unfettered right. Appellant's right to practise law would, in any event be limited by public's right to proper professional service and the Bar's duty, under the Br act and the regulations, to safeguard that service [...]<sup>404</sup>

L'arrêt *Belhumeur* fut, sans contredit au Québec, la décision la plus favorable au droit d'exercer une profession. Le juge Jacques trancha en faveur du droit à la liberté d'exercer une profession comme droit garanti par l'article 7 de la *Charte*,<sup>405</sup> ce droit devant être encadré par des règles disciplinaires, se fondant sur les écrits de Blackstone. De même, l'arrêt

403. [1988] R.J.Q. 1526 (C.A.), ci-après appelé «l'arrêt *Belhumeur*»

404. *Id.*, 1533.

405. Précité, note 8.

*Ptack c. Comité de l'Ordre des dentistes du Québec*,<sup>406</sup> dans un jugement unanime de la Cour d'appel du Québec, a affirmé l'application de l'article 7 de la *Charte* au droit d'exercer une profession sans, toutefois, indiquer s'il s'agissait d'un droit à la liberté ou à la sécurité de la personne. Toutefois, dans l'arrêt *Jaeger c. Procureur général du Québec*,<sup>408</sup> le juge Lévesque a statué que le droit d'exercer une profession était un droit purement économique. Dans l'arrêt *Archambault c. Comité de discipline du Barreau du Québec*<sup>409</sup>, l'argument selon lequel l'article 107 de la *Loi sur le Barreau*<sup>410</sup> violait le droit à la vie et à la liberté garanti par l'article 7 de la *Charte* canadienne<sup>411</sup> et par l'article 24 de la *Charte* québécoise<sup>412</sup>, a été rejeté. Le juge Brassard décida, dans cette affaire, que le droit d'exercer une profession était : «un droit de propriété non protégé par l'article 7, droit devant de toute façon être limité par des règles de discipline». <sup>413</sup> Il<sup>414</sup> souligna, enfin, qu'il en était de même pour l'article 24,<sup>415</sup> en ce qui concerne le droit à la liberté.»<sup>416</sup> La Cour d'Appel du Québec, en 1992, *Béliveau c. Comité de discipline du Barreau*,<sup>417</sup> réitéra, sans autre explications, que le droit d'exercer une profession ne faisait pas partie des droits protégés par l'article 7 de la *Charte*.<sup>418</sup>

406. [1993] R.L. 305 (C.A.).

407. (1992), J.E. 92-1195 (C.A.), décision du Comité de discipline de l'Ordre des dentistes, 4 janvier 1985.

408. [1992] R.J.Q. 1822.

409. [1989] R.J.Q. 688.; [1995] R.J.Q. 2588 (C.A.), ci-après, «l'affaire *Archambault*».

410. L.R.Q., c. B-1.

411. Précitée, note 8.

412. Précitée, note 9.

413. Voir *supra*, note 409.

414. Réfère au juge Brassard, dans l'affaire *Archambault* précitée, note 409.

415. *Charte des droits et libertés*, précitée, note 9, art. 24.

416. Précité, note 409, 696.

417. [1992] R.J.Q. 1822.

418. Précitée, note 8.

Plus récemment, toutefois, dans l'arrêt *Windish-Laroche c. Lair*,<sup>419</sup> le Tribunal des professions conclua que l'article 7 de la Charte canadienne s'appliquait au droit disciplinaire. Par ailleurs, la Cour d'appel, dans cette affaire, rejeta les prétentions de l'appelante- requérante selon lesquelles le droit d'exercer une profession était un droit fondamental [...], sans toutefois motiver davantage sa décision.

La Cour Suprême ne s'est, à ce jour, pas encore prononcé favorablement sur la protection constitutionnelle du droit d'exercer une profession par la *Charte*<sup>420</sup>. Néanmoins, une opinion dissidente de la Cour d'appel du Manitoba a été citée par la Cour suprême du Canada, dans l'arrêt *Pearlman c. Comité Judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*,<sup>421</sup> sous la plume du juge Iacobucci :

[...]Pour ce qui est de la question constitutionnelle dont notre Cour est saisie, le juge O'Sullivan était d'avis que le par. 52(4) de la *Loi sur la Société du Barreau* violait l'article 7 de la *Charte*. Selon lui, il est désormais établi que "la privation du droit d'exercer la profession d'avocat constitue une atteinte à la liberté" et qu'une telle atteinte ne peut être justifiée en vertu de la *Charte* qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale, quant au fond mais aussi quant à la procédure.

1...] <sup>422</sup>

421. [1991] 2 R.C.S. 869.

422. *Id.*, 878.



Nous devons donc conclure, compte tenu du droit positif, que le droit d'exercer une profession n'est pas reconnu au Québec comme un droit protégé par l'article 7 de la *Charte canadienne*<sup>423</sup> ou par l'article 24 de la *Charte québécoise*<sup>424</sup>.

Par conséquent, bien que le droit à la présomption d'innocence soit reconnu comme un principe fondamental protégé en vertu de la portée résiduaire de l'article 7 de la *Charte*,<sup>425</sup> la méthode adoptée par la Cour suprême<sup>426</sup> oblige celui qui l'invoque :

- à démontrer, en premier lieu, que la disposition législative qu'il conteste porte atteinte au droit à la vie, à la liberté ou à la sécurité protégé par l'article 7 de la *Charte*<sup>427</sup>;
- puis, s'il satisfait à la première question, pouvoir soutenir et démontrer que cette disposition porte également atteinte aux principes de justice fondamentale protégés, en vertu de l'article 7 de la *Charte*,<sup>428</sup> dont la présomption d'innocence.

Selon ce raisonnement et, compte tenu de la jurisprudence, nous devons considérer comme potentiellement "irrecevable" la prétention à l'effet que l'article 130 du *Code des professions*<sup>429</sup> soit inconstitutionnel en ce qu'il porte atteinte au droit à la liberté d'exercer une profession. De plus, il faut

423. Voir *supra*, note 8.

424. Voir *supra*, note 9.

425. Voir *supra*, note 8.

426. Voir *supra*, notes 345, 387.

427. Voir *supra*, note 8.

428. *Ibid.*

429. Voir *supra*, note 2.

se rappeler que le droit à la liberté d'exercer une profession protégé par l'article 7 de la *Charte*,<sup>430</sup> même s'il était un jour reconnu par la Cour suprême du Canada, n'est pas absolu et serait vraisemblablement assujetti aux pouvoirs disciplinaires et régulateurs des professions.

Le droit à la présomption d'innocence, en matière de discipline professionnelle ne peut actuellement franchir le seuil de la première étape du test et être établi comme étant un droit garanti constitutionnellement en vertu de l'article 7 de la *Charte* canadienne.<sup>431</sup>

Dans l'hypothèse qu'un jour, le droit d'exercer une profession soit reconnu par la Cour suprême comme une liberté protégée par l'article 7 de la *Charte*,<sup>432</sup> et qu'il soit établi, par ailleurs, que l'article 130 du *Code des professions*<sup>433</sup> porte également atteinte aux principes de justice naturelle, il est à se demander si la Cour suprême ne parviendra pas à la conclusion que cette restriction des principes de justice fondamentale est justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique, en vertu de l'article 1 de la *Charte*,<sup>434</sup> en raison du droit à la protection du public dans les matières relevant de la discipline des professions?

Bref, la présomption d'innocence peut toujours être invoquée comme principe de justice fondamentale issu de la *Common law* et applicable au droit administratif. Il pourra également être invoqué comme garantie

---

430. Voir *supra*, note 8.

431. *Ibid.*

432. *Ibid.*

433. Voir *supra*, note 2.

434. Voir *supra*, note 8.

constitutionnelle protégée à l'article 7 de la Charte, dans la mesure où le droit à la vie, la liberté et la sécurité de la personne est compromis.

Peut-on prétendre pouvoir invoquer le principe de la présomption d'innocence en regard de l'article 130 du *Code des professions*<sup>435</sup> ?

La présomption d'innocence comme liberté et principe de justice fondamentale n'est pas totalement évacuée de la procédure de radiation provisoire immédiate. En effet, une preuve *prima facie* doit toujours être complétée pour obtenir cette radiation; ce qui implique que le professionnel intimé est présumé innocent tant qu'une preuve *prima facie* n'a pas été établie devant le comité de discipline.

Or, la Cour suprême a énoncé, à maintes reprises<sup>436</sup>, que «[...] la portée des principes de justice fondamentale varie selon le contexte et la nature des intérêts en jeu.[...]»<sup>437</sup> Ainsi le juge Sopinka, dans l'arrêt *Ministre de l'Emploi et de l'Immigration c. Chiarelli*<sup>438</sup> ajoutait :

[...] De même, les règles de justice naturelle et le concept d'équité procédurale, qui peuvent dans un contexte donné faire partie des principes de justice fondamentale, ne constituent pas des normes figées. Pour vérifier la conformité d'une procédure avec la justice fondamentale, il peut être nécessaire de soupeser les intérêts de l'État et du particulier.[...]<sup>439</sup>

435. Voir *supra*, note 2.

436. Précité, notes 312, 313.

437. [1992] 1 R.C.S. 711, 716.

438. *Ibid.*

439. *Ibid.*, 716.



En matière de radiation provisoire immédiate, le principe de la protection du public, comptant comme l'intérêt privilégié de l'État et du législateur dans le *Code des professions*,<sup>440</sup> prévaut nettement sur le principe de la présomption d'innocence. Le principe de la présomption d'innocence, en droit disciplinaire professionnel, fait l'objet d'une atténuation volontaire du législateur. L'objet de cet essai, est de démontrer que cette atténuation défavorable aux droits du professionnel intimé doit être compensée par suffisamment de garanties d'équité procédurale afin de rétablir l'équilibre des forces et des droits en présence.

L'application moins rigoureuse de la règle de la légalité en droit disciplinaire professionnel et l'atténuation du principe de la présomption d'innocence se reflètent, à notre avis, dans les dispositions législatives et les décisions jurisprudentielles portant, par exemple, sur les éléments suivants :

- l'imprécision de la faute disciplinaire et, incidemment de l'acte reproché faisant l'objet de la requête en radiation provisoire immédiate;
- la compétence résiduaire des comités de discipline sur les infractions innomées, en vertu de l'article 152 (2) du *Code des professions*;<sup>441</sup>
- le délai très court de signification de la requête de radiation provisoire immédiate, soit de trois jours francs, qui brime le droit du professionnel intimé à une défense pleine et entière.

---

440. Voir *supra*, note 2.

441. Voir *supra*, note 2, art. 152 (2).

- La non reconnaissance des droits accessoires au principe de la présomption d'innocence, à savoir le droit au silence et le droit de ne pas s'auto-incriminer, etc.

Le caractère *sui generis* du droit disciplinaire permet plus de souplesse dans une procédure qui présente, en effet, les caractéristiques d'une procédure administrative, à savoir : le caractère public, le caractère contradictoire, l'impartialité et la souplesse.<sup>442</sup>

Cet attribut de "droit autonome" doit servir son but premier sans que ne soient affectés les droits du professionnel intimé à une défense pleine et entière et à une audition impartiale par un tribunal indépendant. À notre avis, la judiciarisation accrue du droit disciplinaire n'est qu'un "symptôme" ou si l'on veut, un effet pervers du système occasionné par un déséquilibre des forces en présence. Nous croyons que le législateur doit revoir les règles de procédure en fonction de la protection du public dans le respect de l'équité procédurale des parties.

---

442. Voir Mario GOULET, dans le *Droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Cowansville, Éd. Yvon Blais, 1993, p. 25.

## CONCLUSION

Notre analyse des droits professionnels en contexte disciplinaire et, plus particulièrement, lors d'une requête de radiation provisoire immédiate, nous a permis de constater que le professionnel intimé ne bénéficie pas, au regard de la jurisprudence de la Cour suprême du Canada, de toutes les garanties d'équité procédurale dans le respect des principes de justice fondamentale.

La nouvelle disposition de l'article 130 du *Code des professions*,<sup>443</sup> n'opère pas, selon nous, un changement radical des conditions d'obtention ou d'exécution de la radiation provisoire immédiate. En effet, les conditions d'obtention ne font que refléter la jurisprudence en la matière, et les conditions d'exécution de la radiation provisoire immédiate représentent, à notre avis, une recherche de l'intention du législateur et une amélioration de l'efficacité du recours.

Seules les nouvelles dispositions en matière de publication,<sup>444</sup> nous apparaissent nettement manquer de garanties au plan de l'équité procédurale. En effet, la radiation provisoire immédiate intervient à un moment où les infractions disciplinaires contenues à la plainte n'ont pas encore été démontrées dans le cadre d'une audience disposant de l'affaire. Or, la publication d'une telle ordonnance cause un tort irréparable au professionnel intimé puisqu'il est prévisible que le public ne fera aucune distinction entre la radiation provisoire immédiate et une décision de radiation finale sanctionnant la faute disciplinaire. Dès lors, les conséquences se révèlent dévastatrices

443. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 130 et suivants.

444. *Id.*, article 133, al. 5, 6, et 7.



pour l'intimé et équivalent *de facto* à une condamnation : le professionnel perdra sans aucun doute sa clientèle ainsi que la crédibilité qu'il avait peut-être auprès de ses pairs, étant donné qu'un doute aura été soulevé quoiqu'il advienne par la suite. Une règle d'interprétation législative dit pourtant que «*nul ne peut faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement*».

Par ailleurs, si le professionnel est salarié, quels seront les risques pour lui de perdre son emploi ? Quels sont les risques également que cette publication dans un journal ait l'effet d'une "trainée de poudre" dans le milieu professionnel de l'intimé et ruine à jamais sa carrière ? De plus, le professionnel intimé pourra difficilement poursuivre l'ordre professionnel en dommages-intérêts, l'article 193 du *Code des professions*<sup>445</sup> énonçant que le syndic et le comité de discipline ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. Le code éthique du professionnel impose avec justesse des standards élevés de compétence et d'intégrité envers le public. Toutefois, le mécanisme de radiation provisoire immédiate doit protéger les droits du professionnel à la présomption d'innocence, à une défense pleine et entière ainsi qu'à une audition impartiale par un tribunal indépendant.

Pour ce faire, le législateur doit, tout en maintenant le caractère public des audiences, assurer la discrétion nécessaire à la préservation des libertés et des droits fondamentaux du professionnel.

---

445. *Code des professions*, *supra*, note 2, art. 193.

La *Loi sur les professions de la santé réglementées*,<sup>446</sup> en Ontario, ne prévoit pas de mesure de publication, au stade d'une procédure de suspension provisoire. De plus, cette législation prévoit qu'un ordre professionnel de la santé publiera les décisions motivées au mérite dans son rapport annuel et ce, sans indiquer le nom du professionnel intimé, sauf exceptions.<sup>447</sup>

Étant donné l'arrêt *Pearlman c. Comité judiciaire de la Société du Barreau du Manitoba*,<sup>448</sup> nous n'argumenterons pas que la question de la discrétion relative aux frais de publication fait l'objet d'une crainte raisonnable de partialité.

Nonobstant cette question de la publication, les faiblesses du mécanisme disciplinaire que nous percevons sont antérieures à la réforme de 1994.

Ces faiblesses ont trait, selon nous, au caractère *sui generis* du droit disciplinaire ainsi qu'au principe de justice par les pairs.

D'une part, cette volonté du législateur de laisser beaucoup de discrétion aux ordres professionnels en matière de détermination de la faute disciplinaire affecte les droits fondamentaux du professionnel intimé à une défense pleine et entière.

---

446. Voir *supra*, note 190.

447. *Ibid.*, art. 56.

448. [1991] 2 R.C.S. 869.

D'autre part, le contrôle de la preuve et de la procédure par le président du comité de discipline, de même que les apparences de partialité institutionnelle découlant du jugement par les pairs accentuent cette apparence "d'arbitraire" au sein du mécanisme disciplinaire professionnel et partant, de crainte raisonnable de partialité pour ces motifs. Nous croyons, que le législateur ne peut subordonner les droits fondamentaux de l'intimé à une défense pleine et entière, de même qu'à une audition impartiale devant un tribunal indépendant aux besoins de souplesse, d'accessibilité, et d'apparence de transparence du système disciplinaire auprès du public.

Par conséquent, nos recommandations auprès de la Ministre responsable de l'application des lois professionnelles se formulent ainsi :

Afin de résoudre le problème de judiciarisation du système disciplinaire des professions, il incombe à la Ministre de réviser en profondeur les assises du système et plus particulièrement, le principe du jugement par les pairs. Le Protecteur du citoyen avait soulevé le problème, en 1993, et avait proposé une solution. Nous partageons son avis d'isoler le mécanisme disciplinaire de l'ordre professionnel. Le professionnel bénéficierait de meilleures garanties d'équité procédurale s'il se présentait devant un tribunal administratif, composé d'un juge et d'assesseurs professionnels, par exemple.

Nous lui conseillons, de plus, de revoir la notion de faute disciplinaire afin que le professionnel intimé sache de quoi exactement on l'accuse. Nous lui



proposons d'abroger la disposition de l'article 152 (2) du *Code des professions*<sup>449</sup> concernant les infractions innomées parce qu'elle nuit aux droits du professionnel de faire valoir tous ses moyens. Aussi, nous lui demandons d'accroître les délais de signification d'une requête de radiation provisoire immédiate de dix jours afin de permettre au professionnel intimé de préparer une défense pleine et entière. De plus, nous pressons la Ministre d'instaurer un mécanisme d'audition accélérée et ce, jusqu'à la fin de l'instance disciplinaire pour les dossiers comportant une ordonnance de radiation provisoire immédiate.

Par ailleurs, compte tenu des conséquences majeures d'une publication sans réserve de la décision de radiation provisoire immédiate dans un journal du lieu où exerce le professionnel et ce, à un stade des procédures où celui-ci est encore présumé innocent, nous conseillons à la Ministre de proposer l'abrogation de cette disposition de l'article 133 du *Code des professions*.<sup>450</sup>

Nous lui suggérons fortement de préalablement examiner les différentes approches en matière disciplinaire, au Canada et ailleurs.

L'analyse de la *Loi sur les professions de la santé réglementées*<sup>451</sup> et de son *Code des professions de la santé* de l'Ontario,<sup>452</sup> nous a permis de constater, en effet, que la codification des principes de justice fondamentale et d'équité procédurale dans le *Code des professions*<sup>453</sup> procurerait au professionnel les garanties minimales d'équité procédurale dont il est en droit de s'attendre dans une société libre et démocratique.

---

449. Voir *supra*, note 2, art. 152 (2).

450. *Ibid.*, art. 133.

451. Voir *supra*, notes 189 et 190.

452. *Ibid.*, note 190.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1- Monographies et recueils

BARIBEAU, M., LESSARD, J., *Code des professions et lois professionnelles, Texte annoté*, Office des professions du Québec, Québec, Ed. Société québécoise d'information juridique, 1988, 384 p.

BÉLIVEAU, P., *Les garanties juridiques dans les Chartes des droits*, vol. 2, Montréal, Ed. Thémis, 1992, 334 p.

BOHNEN, Linda S., *Regulated Health Professions Act, a practical guide*, Aurora, Canada Law Book Inc., 1994, 322 p.

DUSSAULT, R. et L. BORGEAT, Québec, Les Presses de l'Université Laval, deuxième édition, tome 1, 1984, 955 p.

BRUN, Henri et BRUN, Pierre, *Charte des droits de la personne, législation, jurisprudence et doctrine*, Montréal, Éd. Wilson et Lafleur, 1998, 11<sup>e</sup> édition, 1126 p.

CÔTÉ, Pierre André, *Interprétation des lois*, Cowansville, Éd. Yvon Blais, 1982, 695p.

GARANT, P., *Droit administratif, Structures, Actes et Contrôles*, volumes 1, 2 et 3, Cowansville, Editions Yvon Blais, 3<sup>e</sup> éd., 1991.

GOULET, M., *Le droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Cowansville, Ed. Yvon Blais, 1993, 238 p.

PÉPIN G. et OUELLETTE Y., *Principes de contentieux administratifs*, Montréal, Ed. Yvon Blais Inc., 2<sup>e</sup> éd., 1982, p.252.

POIRIER, Sylvie, *La discipline professionnelle au Québec, principes législatifs, jurisprudentiels et aspects pratiques*, Cowansville, Ed. Yvon Blais, 1998, 278 p.

POUPART, André, «Les Journées Maximilien-Caron», Montréal, 1994, *Le défi du droit nouveau pour les professionnels : le Code civil du Québec et la réforme du Code des professions*, Colloque organisé par la faculté de droit de l'Université de Montréal, Éditions Thémis, 223 p.

SINGLETON, Thomas J., *L'article 7 de la Charte et les droits professionnels*, Mémoire de maîtrise en vue de l'obtention du grade de Maître en droit (LL.M.), Faculté des études supérieures, Université de Montréal, octobre 1993, 287 p.

## **2- Mémoires d'organismes publics**

LE PROTECTEUR DU CITOYEN, *"Observations et propositions sur le mécanisme disciplinaire prévu au code des professions et l'exercice par l'Office des professions, de sa mission de surveillance des Corporations professionnelles en cette matière"*, rapport, Sainte-Foy, le 23 janvier 1992.

LE PROTECTEUR DU CITOYEN, *Mémoire sur l'avant-projet de loi, Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles*, Sainte-Foy, le 10 février 1993.



OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, *Le système professionnel québécois de l'an 2000, l'adaptation des domaines d'exercice et du système à la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle*, juin 1997.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, *Le discours de l'Office des professions du Québec, de 1973 à 1987*, juin 1987, 65 p.

### **3- Ouvrages spécialisés**

*Développements récents en droit professionnel et disciplinaire*, Service de la formation permanente, Barreau du Québec, Cowansville, Éd. Yvon Blais, tome 122, 1999, 177 p.

*Développements récents en déontologie et responsabilité professionnelle*, Service de la formation permanente, Barreau du Québec, Cowansville, Éd. Yvon Blais, tome 104, 1998, 181 p.

### **4- Articles de revue**

COUTURE, D., "La réforme du droit professionnel au Québec: le cas de la Corporation professionnelle des médecins", dans Sociologie et Société, vol. XVIII, no 1, avril 1986.

EVANS, J.M., "The principles of Fundamental Justice : The Constitution and the Common Law" (1991), 29 *Osgoode Hall L.J.* 51.

HÉBERT, Jean-Claude, «Les informations du syndic», (1996) *R. du B.*, Tome 56, No 3, p. 499.

GLENN, Patrick H., «Indépendance et déontologie judiciaire», (1995) *R. du B.*, Tome 55, No 2, p. 295.

HÉBERT, Jean-Claude, «Le détournement de justice», (1996) *R. du B.*, Tome 56, No 2, p. 259.

HÉBERT, Jean-Claude, «Preuve disciplinaire : norme et contraignabilité», (1996) *R. du B.*, Tome 56, No 1, p. 97.

HÉBERT, Jean-Claude, «La divulgation de preuve en droit disciplinaire», (1993) *R. du B.*, Tome 53, No 2, p. 379.

HÉBERT, Jean-Claude, «L'article 7 de la *Charte* canadienne et le droit disciplinaire», (1992) *R. du B.*, Tome 52, No 3, p. 683.

PARÉ, Marie, «Droit disciplinaire : l'enquête du syndic», (1999) *R. du B.*, Tome 59, p. 307.

PÉPIN, Gilles, «La nullité des lois et des règlements pour cause d'imprécision: une norme unique ou deux normes distinctes de contrôle ?», (1996) *R. du B.*, Tome 56, No 4, p. 643.

PÉPIN, Gilles, «L'obligation de motiver une décision», (1991) *R. du B.*, Tome 51, No 3, p. 445.

SAUVÉ, Marc, «*L'indépendance et l'impartialité des tribunaux*», Le journal du Barreau, rubrique du droit administratif, 15 avril 1995, p.17.

## ANNEXE 1



Ce rapport est déposé dans les 15 jours suivants devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.

1994, c. 40, a. 180.

**199.** [Cette disposition a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987.]

1982, c. 21, a. 1; R.-U., 1982, c. 11, ann. B, ptie I, a. 33.

## ANNEXE I

(Articles 1, 24, 31, 35)

1.	L'Ordre professionnel des avocats du Québec;
2.	L'Ordre professionnel des notaires du Québec;
3.	L'Ordre professionnel des médecins du Québec;
4.	L'Ordre professionnel des dentistes du Québec;
5.	L'Ordre professionnel des pharmaciens du Québec;
6.	L'Ordre professionnel des optométristes du Québec;
7.	L'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec;
8.	L'Ordre professionnel des agronomes du Québec;
9.	L'Ordre professionnel des architectes du Québec;
10.	L'Ordre professionnel des ingénieurs du Québec;
11.	L'Ordre professionnel des arpenteurs-géomètres du Québec;
12.	L'Ordre professionnel des ingénieurs forestiers du Québec;
13.	L'Ordre professionnel des chimistes du Québec;
14.	L'Ordre professionnel des comptables agréés du Québec;
15.	L'Ordre professionnel des technologues en radiologie du Québec;
16.	L'Ordre professionnel des denturologistes du Québec;
17.	L'Ordre professionnel des opticiens d'ordonnance du Québec;
18.	L'Ordre professionnel des chiropraticiens du Québec;
19.	L'Ordre professionnel des audioprothésistes du Québec;
20.	L'Ordre professionnel des podiatres du Québec;
21.	L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec;
21.1	L'Ordre professionnel des acupuncteurs du Québec;
21.2	L'Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec;

21.3	L'Ordre professionnel des sages-femmes du Québec;
22.	L'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec;
23.	L'Ordre professionnel des comptables généraux licenciés du Québec;
24.	L'Ordre professionnel des diététistes du Québec;
25.	L'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec;
26.	L'Ordre professionnel des psychologues du Québec;
27.	L'Ordre professionnel des conseillers en relations industrielles du Québec;
28.	L'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;
29.	L'Ordre professionnel des urbanistes du Québec;
30.	L'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec;
31.	L'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec;
32.	L'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec;
33.	L'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;
34.	L'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec;
35.	L'Ordre professionnel des physiothérapeutes du Québec;
36.	L'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec;
37.	L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
38.	L'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
39.	L'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec;
40.	L'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec;
41.	L'Ordre professionnel des traducteurs et des interprètes agréés du Québec.

1973, c. 43, annexe I; 1974, c. 65, a. 40; 1987, c. 17, a. 3; 1988, c. 29, a. 60; 1993, c. 38, a. 5; 1994, c. 37, a. 18; 1994, c. 40, a. 181; 1995, c. 41, a. 22; 1999, c. 24, a. 18.

## ANNEXE II

(Articles 11, 14.1, 111, 124)

*Serment ou affirmation de discrétion*

Je, A.B., jure (ou affirme solennellement) que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: "Ainsi Dieu me soit en aide."*)

1973, c. 43, annexe II; 1994, c. 40, a. 182.

## NOTE DE L'ÉDITEUR

## ANNEXE 2





OFFICE CONSOLIDATION

# Regulated Health Professions Act, 1991

Statutes of Ontario, 1991  
Chapter 18

as amended by:  
1993, Chapter 37; 1996, Chapter 1,  
Sched. G, s. 27; 1998, Chapter 18,  
Sched. G, ss. 1-23

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

# Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

Lois de l'Ontario de 1991  
Chapitre 18

tel qu'il est modifié par :  
le chap. 37 de 1993; l'art. 27 de l'annexe G du  
chap. 1 de 1996; les art. 1 à 23 de l'annexe G du  
chap. 18 de 1998

and the following Regulations (as amended):

et les règlements suivants (tels qu'ils sont modifiés) :

Controlled Acts (O. Reg. 107/96)

Funding for Therapy or Counselling for Patients  
Sexually Abused by Members (O. Reg. 59/94)

June 30, 1999

30 juin 1999

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





## NOTICE

This is an office consolidation of the *Regulated Health Professions Act, 1991* and the regulations. It is printed by the Queen's Printer for Ontario. Section 24.1 (1) of the *Evidence Act* provides as follows:

A document that purports to be printed by the Queen's Printer for Ontario as an office consolidation of a statute or regulation shall be received in evidence, in the absence of evidence to the contrary, as an accurate consolidation of the statute or regulation as it read on the date indicated on the document.

The Regulations in this consolidation were made in English only. No French version is available.

You may purchase copies of this and other Government of Ontario publications in person or by telephone, fax, or mail order through **Publications Ontario** at:

880 Bay Street  
TORONTO, ONTARIO M7A 1N8  
(416) 326-5300  
Toll-free 1-800-668-9938  
Teletypewriter (TTY) toll-free 1-800-268-7095  
Fax (416) 326-5317

In the Ottawa area contact **Access Ontario** at:

161 Elgin Street, Level 2  
OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1  
(613) 238-3630  
Toll-free 1-800-268-8758  
Teletypewriter (TTY) (613) 787-4043  
Fax (613) 566-2234

You may also purchase government publications through POOL (Publications Ontario On-line) on the **Internet** at:

[www.publications.gov.on.ca](http://www.publications.gov.on.ca)

## AVIS

La présente codification administrative comprend la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* et ses règlements. Elle est imprimée par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario. Le paragraphe 24.1 (1) de la *Loi sur la preuve* prévoit ce qui suit :

Le document qui se présente comme ayant été imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario à titre de codification administrative d'une loi ou d'un règlement est, en l'absence de preuve contraire, reçu en preuve à titre de codification exacte de la loi ou du règlement, tels qu'ils existaient à la date figurant sur le document.

Les règlements contenus dans la présente codification n'ont été pris qu'en anglais. Il n'en existe pas de version française.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario en personne ou par téléphone, télécopie ou commande postale auprès de **Publications Ontario** à l'adresse et aux numéros suivants :

880, rue Bay  
TORONTO, ONTARIO M7A 1N8  
(416) 326-5300  
Numéro sans frais : 1-800-668-9938  
Numéro de téléimprimeur (ATS) sans frais : 1-800-268-7095  
Numéro de télécopieur : (416) 326-5317

Dans la région d'Ottawa, communiquer avec **Accès Ontario** à l'adresse et aux numéros suivants :

161, rue Elgin, 2<sup>e</sup> étage  
OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1  
(613) 238-3630  
Numéro sans frais : 1-800-268-8758  
Numéro de téléimprimeur (ATS) : (613) 787-4043  
Numéro de télécopieur : (613) 566-2234

On peut également se procurer les publications du gouvernement sur **Internet** par le biais de POD (Publications Ontario en direct) à l'adresse suivante :

[www.publications.gov.on.ca](http://www.publications.gov.on.ca)

## CONTENTS / SOMMAIRE

	Page
Regulated Health Professions Act, 1991/Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées .....	1
Regulations/Règlements	
Controlled Acts (O. Reg. 107/96) .....	R1.1
Funding for Therapy or Counselling for Patients Sexually Abused by Members (O. Reg. 59/94) ...	R2.2

## CHAPTER 18

### Regulated Health Professions Act, 1991

#### CONTENTS

1. Definitions
2. Administration of Act
3. Duty of Minister
4. Code
5. Powers of Minister
6. Annual report

#### ADVISORY COUNCIL

7. Advisory Council
8. Qualification of members
9. Terms of members
10. Remuneration and expenses
11. Duties of Advisory Council
12. Referrals to the Advisory Council
13. Notice of amendments to Councils
14. Function is advisory only
15. Procedure
16. Employees
17. Secretary

#### HEALTH PROFESSIONS BOARD

24. Employees . . . . .
26. Extension of time limits . . . . .

#### PROHIBITIONS

27. Controlled acts restricted
28. Delegation of controlled act
29. Exceptions
30. Treatment, etc., where risk of harm
31. Dispensing hearing aids
32. Dental devices, etc.
33. Restriction of title "doctor"
34. Holding out as a College

#### MISCELLANEOUS

35. Exemption, aboriginal healers and midwives
36. Confidentiality
37. Onus of proof to show registration

## CHAPITRE 18

### Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

#### SOMMAIRE

1. Définitions
2. Application de la Loi
3. Fonction du ministre
4. Code
5. Pouvoirs du ministre
6. Rapport annuel

#### CONSEIL CONSULTATIF

7. Conseil consultatif
8. Restrictions s'appliquant aux membres
9. Mandat des membres
10. Rémunération et indemnités
11. Fonctions du Conseil consultatif
12. Présentation de questions au Conseil consultatif
13. Avis de modification adressé aux conseils
14. Rôle purement consultatif
15. Procédure
16. Employés
17. Secrétaire

#### COMMISSION DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ

24. Employés . . . . .
26. Prorogation des délais . . . . .

#### INTERDICTIONS

27. Restrictions relatives aux actes autorisés
28. Délégation de l'exécution d'actes autorisés
29. Exceptions
30. Traitement et autre s'il y a risque de lésion
31. Délivrance d'appareils de correction auditive
32. Prothèses dentaires
33. Restriction d'emploi du titre de «docteur»
34. Interdiction de se présenter comme un ordre

#### DISPOSITIONS DIVERSES

35. Non-application aux guérisseurs et sages-femmes autochtones
36. Secret professionnel
37. Fardeau de la preuve quant à l'inscription



38.	Immunity
39.	Service by mail
40.	Offence
41.	Responsibility of employment agencies
42.	Responsibility of employers
43.	Regulations
43.1	Regulations
44.	References to health professionals
45.	Spent
46. (1)	Spent
46. (2)	Revocations
47.-50.	Spent
Table	

Schedule 1—Self Governing Health Professions

Schedule 2—Health Professions Procedural Code

38.	Immunité
39.	Signification par la poste
40.	Infraction
41.	Responsabilité des bureaux de placement
42.	Responsabilité des employeurs
43.	Règlements
43.1	Règlements
44.	Mention de professionnels de la santé
45.	Périmé
46. (1)	Périmé
46. (2)	Abrogation de règlements
47. à 50.	Périmés

Tableau

Annexe 1 — Professions de la santé autonomes

Annexe 2 — Code des professions de la santé

## Definitions

## 1. (1) In this Act,

“Advisory Council” means the Health Professions Regulatory Advisory Council; (“Conseil consultatif”)

“Board” means the Health Professions Appeal and Review Board under the *Ministry of Health Appeal and Review Boards Act*, 1998; (“Commission”)

“Code” means the Health Professions Procedural Code in Schedule 2; (“Code”)

“College” means the College of a health profession or group of health professions established or continued under a health profession Act; (“ordre”)

“Council” means the Council of a College; (“conseil”)

“health profession” means a health profession set out in Schedule 1; (“profession de la santé”)

“health profession Act” means an Act named in Schedule 1; (“loi sur une profession de la santé”)

“member” means a member of a College; (“membre”)

“Minister” means the Minister of Health. (“ministre”) 1991, c. 18, s. 1 (1); 1998, c. 18, Sched. G, s. 1.

Hearing not required unless referred to

(2) Nothing in this Act shall be construed to require a hearing to be held within the meaning of the *Statutory Powers Procedure Act* unless the holding of a hearing is specifically referred to. 1991, c. 18, s. 1 (2).

Administration of Act

2. The Minister is responsible for the administration of this Act. 1991, c. 18, s. 2.

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«Code» Le Code des professions de la santé, qui constitue l'annexe 2. («Code»)

«Commission» La Commission d'appel et de révision des professions de la santé créée par la *Loi de 1998 sur les commissions d'appel et de révision du ministère de la Santé*. («Board»)

«conseil» Le conseil d'un ordre. («Council»)

«Conseil consultatif» Le Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé. («Advisory Council»)

«loi sur une profession de la santé» Loi mentionnée à l'annexe 1. («health profession Act»)

«membre» Membre d'un ordre. («member»)

«ministre» Le ministre de la Santé. («Minister»)

«ordre» Ordre d'une profession de la santé ou d'un groupe de professions de la santé, créé ou maintenu en vertu d'une loi sur une profession de la santé. («College»)

«profession de la santé» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1. («health profession») 1991, chap. 18, par. 1 (1); 1998, chap. 18, annexe G, art. 1.

(2) Aucune des dispositions de la présente loi ne doit s'interpréter comme exigeant la tenue d'une audience au sens de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, à moins qu'il ne soit fait explicitement mention de la tenue d'une audience. 1991, chap. 18, par. 1 (2). Audience non requise sauf mention contraire

2. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi. 1991, chap. 18, art. 2. Application de la Loi



Duty of Minister	3. It is the duty of the Minister to ensure that the health professions are regulated and co-ordinated in the public interest, that appropriate standards of practice are developed and maintained and that individuals have access to services provided by the health professions of their choice and that they are treated with sensitivity and respect in their dealings with health professionals, the Colleges and the Board. 1991, c. 18, s. 3.	3. Il incombe au ministre de garantir la réglementation et la coordination des professions de la santé dans l'intérêt public, l'établissement et le respect de normes d'exercice appropriées ainsi que la possibilité pour les particuliers d'avoir accès aux services des professions de la santé de leur choix et d'être traités avec sensibilité et respect dans leurs rapports avec les professionnels de la santé, les ordres et la Commission. 1991, chap. 18, art. 3.	Fonction du ministre
Code	4. The Code shall be deemed to be part of each health profession Act. 1991, c. 18, s. 4.	4. Le Code est réputé faire partie de chaque loi sur une profession de la santé. 1991, chap. 18, art. 4.	Code
Powers of Minister	5. (1) The Minister may, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) inquire into or require a Council to inquire into the state of practice of a health profession in a locality or institution;</li> <li>(b) review a Council's activities and require the Council to provide reports and information;</li> <li>(c) require a Council to make, amend or revoke a regulation under a health profession Act or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i>;</li> <li>(d) require a Council to do anything that, in the opinion of the Minister, is necessary or advisable to carry out the intent of this Act, the health profession Acts or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i>.</li> </ul>	5. (1) Le ministre peut : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) faire enquête ou exiger d'un conseil qu'il fasse enquête sur l'exercice d'une profession de la santé dans une localité ou un établissement;</li> <li>b) exercer un contrôle sur les activités d'un conseil et exiger de celui-ci qu'il fournisse des rapports et des renseignements;</li> <li>c) exiger d'un conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement pris en application d'une loi sur une profession de la santé ou de la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i>;</li> <li>d) exiger d'un conseil qu'il fasse tout ce qui est nécessaire ou souhaitable, de l'avis du ministre, pour réaliser l'intention de la présente loi, des lois sur les professions de la santé ou de la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i>.</li> </ul>	Pouvoirs du ministre
Council to comply with Minister's request	(2) If the Minister requires a Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report.	(2) Si le ministre exige d'un conseil qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport.	Obligation du conseil de satisfaire à l'exigence du ministre
Regulations	(3) If the Minister requires a Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within sixty days, the Lieutenant Governor in Council may make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige d'un conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'alinéa (1) c) et que le conseil n'obtempère pas dans les soixante jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Idem	(4) Subsection (3) does not give the Lieutenant Governor in Council authority to do anything that the Council does not have authority to do.	(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire quoi que ce soit que le conseil n'est pas habilité à faire.	Idem
Expenses of Colleges	(5) The Minister may pay a College for expenses incurred in complying with a requirement under subsection (1). 1991, c. 18, s. 5.	(5) Le ministre peut rembourser un ordre des frais engagés pour satisfaire à une exigence prévue au paragraphe (1). 1991, chap. 18, art. 5.	Frais des ordres
Annual report	6. (1) Each College and the Advisory Council shall report annually to the Minister	6. (1) Chacun des ordres et le Conseil consultatif présentent chaque année au ministre	Rapport annuel

on its activities and financial affairs. 1998, c. 18, Sched. G, s. 2 (1).

un rapport sur leurs activités et leur situation financière respectives. 1998, chap. 18, annexe G, par. 2 (1).

Five year report

(2) The Advisory Council shall report to the Minister, within five years after this section comes into force, on the effectiveness of,

(2) Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, le Conseil consultatif présente au ministre un rapport sur l'efficacité :

Rapport quinquennal

(a) each College's patient relations and quality assurance programs; and

a) d'une part, des programmes de relations avec les patients et d'assurance de la qualité de chaque ordre;

(b) each College's complaints and discipline procedures with respect to professional misconduct of a sexual nature. 1991, c. 18, s. 6 (2).

b) d'autre part, des procédures relatives aux plaintes et à la discipline en ce qui concerne les fautes professionnelles d'ordre sexuel. 1991, chap. 18, par. 6 (2).

Audited financial statement

(3) Each College's annual report shall include an audited financial statement. 1998, c. 18, Sched. G, s. 2 (2).

(3) Le rapport annuel de chacun des ordres doit comprendre un état financier vérifié. 1998, chap. 18, annexe G, par. 2 (2).

État financier vérifié

#### ADVISORY COUNCIL

#### CONSEIL CONSULTATIF

Advisory Council

7. (1) The Advisory Council is established under the name Health Professions Regulatory Advisory Council in English and Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé in French.

7. (1) Le Conseil consultatif est créé et porte le nom de Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé en français et de Health Professions Regulatory Advisory Council en anglais.

Conseil consultatif

Composition

(2) The Advisory Council shall be composed of at least five and no more than seven persons who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council on the Minister's recommendation.

(2) Le Conseil consultatif se compose d'au moins cinq et d'au plus sept personnes que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre.

Composition

Chair and vice-chair

(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one member of the Advisory Council to be the chair and one to be the vice-chair. 1991, c. 18, s. 7.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des membres du Conseil consultatif à la présidence et un autre à la vice-présidence. 1991, chap. 18, art. 7.

Président et vice-président

Qualification of members

8. A person may not be appointed as a member of the Advisory Council if the person,

8. Ne peut être nommée membre du Conseil consultatif la personne qui :

Restrictions s'appliquant aux membres

(a) is employed in the public service of Ontario or by a Crown agency as defined in the *Crown Agency Act*; or

a) est un employé de la fonction publique de l'Ontario ou d'un organisme de la Couronne tel que le définit la *Loi sur les organismes de la Couronne*;

(b) is or has been a member of a Council or College. 1991, c. 18, s. 8.

b) est ou a été membre d'un conseil ou d'un ordre. 1991, chap. 18, art. 8.

Terms of members

9. (1) Members of the Advisory Council shall be appointed for terms of two years.

9. (1) Les membres du Conseil consultatif sont nommés pour deux ans.

Mandat des membres

Replacement members

(2) A person appointed to replace a member of the Advisory Council before the member's term expires shall hold office for the remainder of the term.

(2) Quiconque est nommé pour remplacer un membre du Conseil consultatif avant l'expiration du mandat de ce dernier reste en fonction jusqu'à la fin du mandat.

Membres suppléants

Reappointments

(3) Members of the Advisory Council are eligible for reappointment.

(3) Le mandat des membres du Conseil consultatif peut être reconduit.

Reconduction de mandat

Initial members

(4) The initial members of the Advisory Council may be appointed for terms of one, two or three years. 1991, c. 18, s. 9.

(4) Les premiers membres du Conseil consultatif peuvent être nommés pour un, deux ou trois ans. 1991, chap. 18, art. 9.

Premiers membres

Remuneration and expenses

10. The members of the Advisory Council shall be paid the remuneration and expenses

10. Les membres du Conseil consultatif reçoivent la rémunération et les indemnités que

Rémunération et indemnités



the Lieutenant Governor in Council determines. 1991, c. 18, s. 10.

Duties of  
Advisory  
Council

11. (1) The Advisory Council's duties are to advise the Minister on,

- (a) whether unregulated professions should be regulated;
- (b) whether regulated professions should no longer be regulated;
- (c) suggested amendments to this Act, a health profession Act or a regulation under any of those Acts and suggested regulations under any of those Acts;
- (d) matters concerning the quality assurance programs undertaken by Colleges; and
- (e) any matter the Minister refers to the Advisory Council relating to the regulation of the health professions, including any matter described in clauses (a) to (d).

Additional  
duty

(2) It is the Advisory Council's duty to monitor each College's patient relations program and to advise the Minister about its effectiveness. 1991, c. 18, s. 11.

Referrals to  
the Advisory  
Council

12. The Minister shall refer to the Advisory Council any issue within the matters described in clauses 11 (1) (a) to (d) that a Council or person requests the Minister to refer to the Advisory Council unless, in the Minister's opinion, the request is not made in good faith or is frivolous or vexatious. 1991, c. 18, s. 12.

Notice of  
amendments  
to Councils

13. (1) If the Minister refers a suggested amendment to this Act, a health profession Act or a regulation under any of those Acts or a suggested regulation under any of those Acts to the Advisory Council, the Minister shall give notice of the suggestion to the Council of every College within ten days after referring it.

Submissions  
to Advisory  
Council

(2) A Council may make written submissions to the Advisory Council with respect to a suggestion within forty-five days after receiving the Minister's notice of the suggestion or within any longer period the Advisory Council may specify. 1991, c. 18, s. 13.

Function is  
advisory  
only

14. The function of the Advisory Council is advisory only and no failure to refer a matter or to comply with any other requirement relating to a referral renders anything invalid. 1991, c. 18, s. 14.

fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. 1991, chap. 18, art. 10.

11. (1) Le Conseil consultatif a pour fonctions de conseiller le ministre sur les questions suivantes :

Fonctions du  
Conseil  
consultatif

- a) la nécessité de réglementer les professions non réglementées;
- b) la nécessité de cesser de réglementer les professions déjà réglementées;
- c) les propositions de modification de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois, et les propositions de règlements pris en application de ces lois;
- d) les questions concernant les programmes d'assurance de la qualité mis sur pied par les ordres;
- e) toute question relative à la réglementation des professions de la santé que le ministre soumet au Conseil consultatif, y compris toute question visée aux alinéas a) à d).

(2) Le Conseil consultatif est également chargé de surveiller le programme de relations avec les patients de chacun des ordres et de donner au ministre des avis sur l'efficacité de chacun de ces programmes. 1991, chap. 18, art. 11.

Fonction  
supplémentaire

12. À la demande d'un conseil ou d'une personne, le ministre soumet au Conseil consultatif toute question en litige faisant partie des questions visées aux alinéas 11 (1) a) à d), à moins qu'à son avis, la demande ne soit pas faite de bonne foi ou soit frivole ou vexatoire. 1991, chap. 18, art. 12.

Présentation  
de questions  
au Conseil  
consultatif

13. (1) Le ministre qui soumet au Conseil consultatif une proposition de modification de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois, ou qui soumet une proposition de règlement pris en application de ces lois, en avise le conseil de chaque ordre dans les dix jours qui suivent.

Avis de  
modification  
adressé aux  
conseils

(2) Les conseils peuvent présenter au Conseil consultatif des observations par écrit à l'égard d'une proposition, dans les quarante-cinq jours suivant la réception de l'avis de proposition du ministre ou dans tout autre délai plus long que peut fixer le Conseil consultatif. 1991, chap. 18, art. 13.

Présentation  
d'observa-  
tions au  
Conseil  
consultatif

14. Le rôle du Conseil consultatif est purement consultatif et le défaut de soumettre une question ou de se conformer à toute autre exigence relative à la soumission de questions n'a pas d'effet invalidant. 1991, chap. 18, art. 14.

Rôle  
purement  
consultatif

Procedure	15. (1) The Advisory Council shall sit in Ontario where and when the chair designates.	15. (1) Le Conseil consultatif siège en Ontario aux dates, heures et lieux que fixe le président.	Procédure
Idem	(2) The Advisory Council shall conduct its proceedings in the manner it considers appropriate. 1991, c. 18, s. 15.	(2) Le Conseil consultatif mène ses travaux de la manière qu'il juge appropriée. 1991, chap. 18, art. 15.	Idem
Employees	16. (1) The Advisory Council may employ, under the <i>Public Service Act</i> , persons it considers necessary to carry out its duties.	16. (1) Le Conseil consultatif peut employer, aux termes de la <i>Loi sur la fonction publique</i> , le personnel qu'il juge nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions.	Employés
Experts	(2) The Advisory Council may engage experts or professional advisors to assist it. 1991, c. 18, s. 16.	(2) Le Conseil consultatif peut engager des experts ou des conseillers professionnels pour l'aider. 1991, chap. 18, art. 16.	Experts
Secretary	17. (1) The Advisory Council shall appoint one of its employees as the Secretary.	17. (1) Le Conseil consultatif nomme secrétaire un de ses employés.	Secrétaire
Duties	(2) The Secretary's duties are,  (a) to keep a record of matters that the Minister has referred to the Advisory Council;  (b) to have the custody and care of the records and documents of the Advisory Council;  (c) to give written notice of suggested amendments to this Act, a health profession Act or a regulation under any of those Acts and suggested regulations under any of those Acts that have been referred to the Advisory Council to persons who have filed, with the Secretary, a request to be notified; and  (d) to carry out the functions and duties assigned by the Minister or the Advisory Council. 1991, c. 18, s. 17.	(2) Les fonctions du secrétaire sont les suivantes :  a) conserver un dossier des questions que le ministre a soumises au Conseil consultatif;  b) veiller à la conservation des dossiers et documents du Conseil consultatif;  c) aviser par écrit des propositions de modification de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou d'un règlement pris en application de ces lois, ainsi que des propositions de règlements pris en application de ces lois, qui ont été soumises au Conseil consultatif, les personnes ayant déposé auprès du secrétaire une demande à cet effet;  d) remplir les fonctions et les obligations assignées par le ministre ou le Conseil consultatif. 1991, chap. 18, art. 17.	Fonctions

## HEALTH PROFESSIONS BOARD

18.-23. REPEALED: 1998, c. 18, Sched. G, s. 3.

24. (1) REPEALED: 1998, c. 18, Sched. G, s. 4.

Investigators	(2) The Board may engage persons who are not employed in the public service of Ontario to carry out investigations under subsection 28 (3) of the Code.	(2) La Commission peut employer des personnes qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario pour mener des enquêtes aux termes du paragraphe 28 (3) du Code.	Enquêteurs
Experts	(3) The Board may engage persons who are not employed in the public service of Ontario to provide expert or professional advice in connection with a registration hearing, complaint review or registration review.	(3) La Commission peut engager des personnes qui ne sont pas des employés de la fonction publique de l'Ontario pour fournir des avis d'experts ou de professionnels dans le cadre d'audiences relatives à des inscriptions, d'examen de plaintes ou d'examen d'inscriptions.	Experts
Independence of experts	(4) A person engaged under subsection (3) shall be independent of the parties and, in the	(4) Toute personne engagée en vertu du paragraphe (3) est indépendante des parties et,	Indépendance des experts

## COMMISSION DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ

18. à 23. ABROGÉS : 1998, chap. 18, annexe G, art. 3.

24. (1) ABROGÉ : 1998, chap. 18, annexe G, art. 4.



case of a complaint review, of the Complaints Committee.

Advice disclosed

(5) The nature of any advice, including legal advice, given by a person engaged under subsection (3) shall be made known to the parties and they may make submissions with respect to the advice. 1991, c. 18, s. 24 (2-5).

25. REPEALED: 1998, c. 18, Sched. G, s. 5.

Extension of time limits

26. (1) If the Board is satisfied that no person will be unduly prejudiced, it may, on reasonable grounds, extend any time limit with respect to,

- (a) the obligation, under subsection 28 (1) of the Code, of a panel of a Complaints Committee to dispose of a complaint against a member;
- (b) a Registrar's obligation to give to the Board, under subsection 32 (1) of the Code, a record of an investigation of a complaint against a member and the documents and things upon which a decision was made with respect to the complaint;
- (c) a requirement, under subsection 21 (1) of the Code, for a review or hearing by the Board; or
- (d) a request, under subsection 29 (2) of the Code, for a review by the Board.

Limitation

(2) The Board shall not extend the time limit set out in subsection 29 (3) of the Code for more than sixty days. 1991, c. 18, s. 26.

#### PROHIBITIONS

Controlled acts restricted

27. (1) No person shall perform a controlled act set out in subsection (2) in the course of providing health care services to an individual unless,

- (a) the person is a member authorized by a health profession Act to perform the controlled act; or
- (b) the performance of the controlled act has been delegated to the person by a member described in clause (a). 1991, c. 18, s. 27 (1); 1998, c. 18, Sched. G, s. 6.

Controlled acts

(2) A "controlled act" is any one of the following done with respect to an individual:

- 1. Communicating to the individual or his or her personal representative a diagnosis identifying a disease or disorder as the cause of symptoms of the indi-

dans le cas de l'examen d'une plainte, du comité des plaintes.

(5) La teneur de tout avis, notamment d'un avis juridique, que donne une personne engagée en vertu du paragraphe (3) est communiquée aux parties, qui peuvent présenter des observations sur cet avis. 1991, chap. 18, par. 24 (2) à (5).

25. ABROGÉ : 1998, chap. 18, annexe G, art. 5.

26. (1) Si la Commission est convaincue que nul ne sera indûment lésé, elle peut, en se fondant sur des motifs raisonnables, proroger les délais relatifs :

- a) à l'obligation d'un sous-comité d'un comité des plaintes, prévue au paragraphe 28 (1) du Code, de statuer sur une plainte déposée contre un membre;
- b) à l'obligation du registrateur, prévue au paragraphe 32 (1) du Code, de remettre à la Commission un compte rendu d'enquête sur toute plainte déposée contre un membre, ainsi que les documents et choses sur lesquels a été fondée une décision relative à la plainte;
- c) à l'exigence, prévue au paragraphe 21 (1) du Code, quant au réexamen d'une demande ou à la tenue d'une audience par la Commission;
- d) à une demande de réexamen par la Commission, prévue au paragraphe 29 (2) du Code.

(2) La Commission ne proroge pas le délai fixé au paragraphe 29 (3) du Code pour plus de soixante jours. 1991, chap. 18, art. 26.

#### INTERDICTIONS

27. (1) Lorsqu'il donne des soins médicaux à un particulier, nul ne doit accomplir un des actes autorisés visés au paragraphe (2) sauf dans les cas suivants :

- a) il est membre autorisé à accomplir cet acte par une loi sur une profession de la santé;
- b) l'exécution de l'acte autorisé lui a été déléguée par un membre visé à l'alinéa a). 1991, chap. 18, par. 27 (1); 1998, chap. 18, annexe G, art. 6.

(2) Par «acte autorisé», on entend l'un ou l'autre des actes suivants accomplis à l'égard d'un particulier :

- 1. La communication à un particulier, ou à son représentant, d'un diagnostic attribuant ses symptômes à tels maladies ou troubles, lorsque les circonstances lais-

Divulgarion des avis

Prorogation des délais

Restriction

Restrictions relatives aux actes autorisés

Actes autorisés

vidual in circumstances in which it is reasonably foreseeable that the individual or his or her personal representative will rely on the diagnosis.

2. Performing a procedure on tissue below the dermis, below the surface of a mucous membrane, in or below the surface of the cornea, or in or below the surfaces of the teeth, including the scaling of teeth.
3. Setting or casting a fracture of a bone or a dislocation of a joint.
4. Moving the joints of the spine beyond the individual's usual physiological range of motion using a fast, low amplitude thrust.
5. Administering a substance by injection or inhalation.
6. Putting an instrument, hand or finger,
  - i. beyond the external ear canal,
  - ii. beyond the point in the nasal passages where they normally narrow,
  - iii. beyond the larynx,
  - iv. beyond the opening of the urethra,
  - v. beyond the labia majora,
  - vi. beyond the anal verge, or
  - vii. into an artificial opening into the body.
7. Applying or ordering the application of a form of energy prescribed by the regulations under this Act.
8. Prescribing, dispensing, selling or compounding a drug as defined in subsection 117 (1) of the *Drug and Pharmacies Regulation Act*, or supervising the part of a pharmacy where such drugs are kept.
9. Prescribing or dispensing, for vision or eye problems, subnormal vision devices, contact lenses or eye glasses other than simple magnifiers.
10. Prescribing a hearing aid for a hearing impaired person.
11. Fitting or dispensing a dental prosthesis, orthodontic or periodontal appli-

sent raisonnablement prévoir que le particulier ou son représentant s'appuiera sur ce diagnostic.

2. La pratique d'interventions sur le tissu situé sous le derme, sous la surface des muqueuses, à la surface de la cornée ou des dents, ou au-delà, y compris le détartrage des dents.
3. L'immobilisation plâtrée des fractures ou des luxations articulaires, ou leur consolidation ou réduction.
4. La manipulation des articulations de la colonne vertébrale au-delà de l'arc de mouvement physiologique habituel d'un particulier au moyen d'impulsions rapides de faible amplitude.
5. L'administration de substances par voie d'injection ou d'inhalation.
6. L'introduction d'un instrument, d'une main ou d'un doigt :
  - i. au-delà du conduit auditif externe,
  - ii. au-delà du point de rétrécissement normal des fosses nasales,
  - iii. au-delà du larynx,
  - iv. au-delà du méat urinaire,
  - v. au-delà des grandes lèvres,
  - vi. au-delà de la marge de l'anus,
  - vii. dans une ouverture artificielle dans le corps.
7. L'application des formes d'énergie prescrites par les règlements pris en application de la présente loi ou le fait d'en ordonner l'application.
8. La prescription, la délivrance, la vente ou la composition de médicaments au sens de la définition qu'en donne le paragraphe 117 (1) de la *Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*, ou la surveillance de la section d'une pharmacie où sont conservés ces médicaments.
9. La prescription ou la délivrance d'appareils de correction visuelle pour les malvoyants, de verres de contact ou de lunettes, autres que de simples lentilles grossissantes, dans le cas de troubles visuels ou oculaires.
10. La prescription d'appareils de correction auditive aux personnes malentendantes.
11. L'appareillage ou la délivrance de prothèses dentaires, d'appareils d'ortho-



ance or a device used inside the mouth to protect teeth from abnormal functioning.

12. Managing labour or conducting the delivery of a baby.
13. Allergy challenge testing of a kind in which a positive result of the test is a significant allergic response.

## Exemptions

(3) An act by a person is not a contravention of subsection (1) if the person is exempted by the regulations under this Act or if the act is done in the course of an activity exempted by the regulations under this Act. 1991, c. 18, s. 27 (2, 3).

## Delegation of controlled act

28. (1) The delegation of a controlled act by a member must be in accordance with any applicable regulations under the health profession Act governing the member's profession.

## Idem

(2) The delegation of a controlled act to a member must be in accordance with any applicable regulations under the health profession Act governing the member's profession. 1991, c. 18, s. 28.

## Exceptions

29. (1) An act by a person is not a contravention of subsection 27 (1) if it is done in the course of,

- (a) rendering first aid or temporary assistance in an emergency;
- (b) fulfilling the requirements to become a member of a health profession and the act is within the scope of practice of the profession and is done under the supervision or direction of a member of the profession;
- (c) treating a person by prayer or spiritual means in accordance with the tenets of the religion of the person giving the treatment;
- (d) treating a member of the person's household and the act is a controlled act set out in paragraph 1, 5 or 6 of subsection 27 (2); or
- (e) assisting a person with his or her routine activities of living and the act is a controlled act set out in paragraph 5 or 6 of subsection 27 (2).

## Counselling

(2) Subsection 27 (1) does not apply with respect to a communication made in the

dontie ou de périodontie, ou de dispositifs qui se portent dans la bouche en vue de prévenir tout fonctionnement anormal de la denture.

12. La direction du travail des parturientes ou la pratique d'accouchements.
13. L'administration de tests de provocation d'allergie d'un type particulier selon lesquels un résultat positif constitue une réaction allergique significative.

## Exemptions

(3) Ne constitue pas une contravention au paragraphe (1) l'acte qu'accomplit une personne exemptée par les règlements pris en application de la présente loi ou l'acte accompli dans le cadre d'une activité soustraite à l'application des règlements pris en application de la présente loi. 1991, chap. 18, par. 27 (2) et (3).

## Délégation de l'exécution d'actes autorisés

28. (1) La délégation de l'exécution d'un acte autorisé par un membre doit être faite conformément à tout règlement applicable pris en application de la loi sur une profession de la santé qui régit la profession du membre.

## Idem

(2) La délégation de l'exécution d'un acte autorisé à un membre doit être faite conformément à tout règlement applicable pris en application de la loi sur une profession de la santé qui régit la profession du membre. 1991, chap. 18, art. 28.

## Exceptions

29. (1) Ne constitue pas une contravention au paragraphe 27 (1) l'acte accompli par une personne dans le cadre de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- a) l'administration des premiers soins ou l'octroi d'une aide temporaire en cas d'urgence;
- b) la satisfaction des exigences prévues pour devenir membre d'une profession de la santé, si l'acte entre dans l'exercice de la profession et est accompli sous la surveillance ou la direction d'un membre de la profession;
- c) le traitement d'une personne par la prière ou par d'autres moyens spirituels, conformément à la doctrine religieuse de la personne qui donne le traitement;
- d) le traitement d'un membre du ménage de la personne, si l'acte est un acte autorisé visé à la disposition 1, 5 ou 6 du paragraphe 27 (2);
- e) l'aide prêtée à une personne dans l'accomplissement de ses activités de la vie quotidienne, si l'acte est un acte autorisé visé à la disposition 5 ou 6 du paragraphe 27 (2).

(2) Le paragraphe 27 (1) ne s'applique pas aux communications faites au cours de consul-

## Consultations

course of counselling about emotional, social, educational or spiritual matters as long as it is not a communication that a health profession Act authorizes members to make. 1991, c. 18, s. 29.

Treatment,  
etc., where  
risk of harm

30. (1) No person, other than a member treating or advising within the scope of practice of his or her profession, shall treat or advise a person with respect to his or her health in circumstances in which it is reasonably foreseeable that serious physical harm may result from the treatment or advice or from an omission from them.

Supervision  
by member

(2) Subsection (1) does not apply with respect to treatment by a person who is acting under the direction of or in collaboration with a member if the treatment is within the scope of practice of the member's profession.

Delegation

(3) Subsection (1) does not apply with respect to an act by a person if the act is a controlled act that was delegated under section 28 to the person by a member authorized by a health profession Act to do the controlled act.

Counselling

(4) Subsection (1) does not apply with respect to counselling about emotional, social, educational or spiritual matters.

Exceptions

(5) Subsection (1) does not apply with respect to anything done by a person in the course of,

- (a) rendering first aid or temporary assistance in an emergency;
- (b) fulfilling the requirements to become a member of a health profession if the person is acting within the scope of practice of the profession under the supervision or direction of a member of the profession;
- (c) treating a person by prayer or spiritual means in accordance with the tenets of the religion of the person giving the treatment;
- (d) treating a member of the person's household; or
- (e) assisting a person with his or her routine activities of living.

Exemption

(6) Subsection (1) does not apply with respect to an activity or person that is exempted by the regulations. 1991, c. 18, s. 30.

Dispensing  
hearing aids

31. No person shall dispense a hearing aid for a hearing impaired person except under a

tations portant sur des questions affectives, sociales, éducatives ou spirituelles, tant qu'il ne s'agit pas de communications que les membres sont autorisés à faire en vertu d'une loi sur une profession de la santé. 1991, chap. 18, art. 29.

30. (1) Aucune personne, autre qu'un membre qui donne un traitement ou des conseils entrant dans l'exercice de sa profession, ne doit donner de traitement ou de conseils à une personne en ce qui concerne sa santé dans des circonstances où il est raisonnable de prévoir que des lésions corporelles graves pourraient découler du traitement ou des conseils ou d'une omission dans le traitement ou les conseils.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au traitement donné par une personne qui agit sous la direction d'un membre ou en collaboration avec lui si le traitement entre dans l'exercice de la profession du membre.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un acte accompli par une personne si l'acte est un acte autorisé dont l'exécution a été déléguée à la personne en vertu de l'article 28 par un membre autorisé à accomplir cet acte par une loi sur une profession de la santé.

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux consultations qui portent sur des questions affectives, sociales, éducatives ou spirituelles.

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un acte accompli par une personne dans le cadre de l'une ou l'autre des activités suivantes :

- a) l'administration des premiers soins ou l'octroi d'une aide temporaire en cas d'urgence;
- b) la satisfaction des exigences prévues pour devenir membre d'une profession de la santé si la personne agit dans le cadre de l'exercice de la profession sous la surveillance ou la direction d'un membre de la profession;
- c) le traitement d'une personne par la prière ou par d'autres moyens spirituels, conformément à la doctrine religieuse de la personne qui donne le traitement;
- d) le traitement d'un membre du ménage de la personne;
- e) la prestation d'une aide à une personne dans ses activités de la vie quotidienne.

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux activités ni aux personnes que les règlements soustraient à son application. 1991, chap. 18, art. 30.

31. Nul ne doit délivrer un appareil de correction auditive à une personne malentendante

Traitement et  
autre s'il y a  
risque de  
lésion

Surveillance  
par un  
membre

Délégation

Consulta-  
tions

Exceptions

Exemption

Délivrance  
d'appareils  
de correction  
auditive



prescription by a member authorized by a health profession Act to prescribe a hearing aid for a hearing impaired person. 1991, c. 18, s. 31.

Dental devices, etc.

32. (1) No person shall design, construct, repair or alter a dental prosthetic, restorative or orthodontic device unless,

(a) the technical aspects of the design, construction, repair or alteration are supervised by a member of the College of Dental Technologists of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario; or

(b) the person is a member of a College mentioned in clause (a).

Employers

(2) A person who employs a person to design, construct, repair or alter a dental prosthetic, restorative or orthodontic device shall ensure that subsection (1) is complied with.

Supervisors

(3) No person shall supervise the technical aspects of the design, construction, repair or alteration of a dental prosthetic, restorative or orthodontic device unless he or she is a member of the College of Dental Technologists of Ontario or the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.

Denturists

(4) This section does not apply with respect to the design, construction, repair or alteration of removable dentures for the patients of a member of the College of Denturists of Ontario if the member does the designing, construction, repair or alteration or supervises their technical aspects.

Exceptions

(5) This section does not apply with respect to anything done in a hospital as defined in the *Public Hospitals Act* or in a clinic associated with a university's faculty of dentistry or the denturism program of a college of applied arts and technology. 1991, c. 18, s. 32.

Restriction of title "doctor"

33. (1) Except as allowed in the regulations under this Act, no person shall use the title "doctor", a variation or abbreviation or an equivalent in another language in the course of providing or offering to provide, in Ontario, health care to individuals.

Idem

(2) Subsection (1) does not apply to a person who is a member of,

(a) the College of Chiropractors of Ontario;

(b) the College of Optometrists of Ontario;

sauf en vertu d'une ordonnance d'un membre autorisé, par une loi sur une profession de la santé, à prescrire de tels appareils aux personnes malentendantes. 1991, chap. 18, art. 31.

32. (1) Nul ne doit concevoir, confectionner, réparer ou modifier des prothèses dentaires de reconstitution ou d'orthodontie sauf dans les cas suivants :

Prothèses dentaires

a) les aspects techniques de la conception, de la confection, de la réparation ou de la modification sont supervisés par un membre de l'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario ou de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario;

b) la personne est membre d'un ordre mentionné à l'alinéa a).

(2) Une personne qui emploie une autre personne pour que celle-ci conçoive, confectionne, répare ou modifie une prothèse dentaire de reconstitution ou d'orthodontie veille à ce que le paragraphe (1) soit observé.

Employeurs

(3) Nul ne doit superviser les aspects techniques de la conception, de la confection, de la réparation ou de la modification de prothèses dentaires de reconstitution ou d'orthodontie à moins d'être membre de l'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario ou de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.

Superviseurs

(4) Le présent article ne s'applique pas à la conception, à la confection, à la réparation ou à la modification de prothèses amovibles pour les patients d'un membre de l'Ordre des denturologistes de l'Ontario si c'est le membre qui l'effectue ou qui en supervise les aspects techniques.

Denturologistes

(5) Le présent article ne s'applique à aucune activité ayant lieu dans un hôpital tel que le définit la *Loi sur les hôpitaux publics* ou dans une clinique reliée à une faculté de dentisterie d'une université, ou faisant partie d'un programme de denturologie d'un collège d'arts appliqués et de technologie. 1991, chap. 18, art. 32.

Exceptions

33. (1) Sauf dans la mesure permise par les règlements pris en application de la présente loi, nul ne doit employer le titre de «docteur», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue, lorsqu'il donne ou propose de donner, en Ontario, des soins médicaux à des particuliers.

Restriction d'emploi du titre de «docteur»

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne qui est membre d'un des ordres suivants :

Idem

a) l'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario;

b) l'Ordre des optométristes de l'Ontario;



	<p>(c) the College of Physicians and Surgeons of Ontario;</p> <p>(d) the College of Psychologists of Ontario; or</p> <p>(e) the Royal College of Dental Surgeons of Ontario.</p>	<p>c) l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario;</p> <p>d) l'Ordre des psychologues de l'Ontario;</p> <p>e) l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario.</p>	
Definition	<p>(3) In this section,</p> <p>“abbreviation” includes an abbreviation of a variation. 1991, c. 18, s. 33.</p>	<p>(3) La définition qui suit s'applique au présent article.</p> <p>«abréviation» S'entend en outre de l'abréviation d'une variante. 1991, chap. 18, art. 33.</p>	Définition
Holding out as a College	<p>34. (1) No corporation shall falsely hold itself out as a body that regulates, under statutory authority, individuals who provide health care.</p>	<p>34. (1) Aucune personne morale ne doit se présenter faussement comme un organisme régissant, en vertu d'une autorisation législative, des particuliers qui dispensent des soins médicaux.</p>	Interdiction de se présenter comme un ordre
Idem	<p>(2) No individual shall hold himself or herself out as a member, employee or agent of a body that the individual falsely represents as or knows is falsely represented as regulating, under statutory authority, individuals who provide health care. 1991, c. 18, s. 34.</p>	<p>(2) Aucun particulier ne doit se présenter comme un membre, un employé ou un mandataire d'un organisme qu'il présente faussement comme un organisme régissant, en vertu d'une autorisation législative, des particuliers qui dispensent des soins médicaux, ou qu'il sait être présenté faussement comme tel. 1991, chap. 18, art. 34.</p>	Idem
<p>MISCELLANEOUS</p>			
Exemption, aboriginal healers and midwives	<p>35. (1) This Act does not apply to,</p> <p>(a) aboriginal healers providing traditional healing services to aboriginal persons or members of an aboriginal community; or</p> <p>(b) aboriginal midwives providing traditional midwifery services to aboriginal persons or members of an aboriginal community.</p>	<p>35. (1) La présente loi ne s'applique pas aux personnes suivantes :</p> <p>a) les guérisseurs autochtones qui offrent des services traditionnels de guérisseur aux autochtones ou aux membres d'une communauté autochtone;</p> <p>b) les sages-femmes autochtones qui offrent des services traditionnels de sage-femme aux autochtones ou aux membres d'une communauté autochtone.</p>	Non-application aux guérisseurs et sages-femmes autochtones
Jurisdictions of Colleges	<p>(2) Despite subsection (1), an aboriginal healer or aboriginal midwife who is a member of a College is subject to the jurisdiction of the College.</p>	<p>(2) Malgré le paragraphe (1), un guérisseur autochtone ou une sage-femme autochtone qui est membre d'un ordre est soumis à la compétence de l'ordre.</p>	Soumission à la compétence de l'ordre
Definitions	<p>(3) In this section,</p> <p>“aboriginal healer” means an aboriginal person who provides traditional healing services; (“guérisseur autochtone”)</p> <p>“aboriginal midwife” means an aboriginal person who provides traditional midwifery services. (“sage-femme autochtone”) 1991, c. 18, s. 35.</p>	<p>(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p> <p>«guérisseur autochtone» Autochtone qui offre des services traditionnels de guérisseur. («aboriginal healer»)</p> <p>«sage-femme autochtone» Autochtone qui offre des services traditionnels de sage-femme. («aboriginal midwife») 1991, chap. 18, art. 35.</p>	Définitions
Confidentiality	<p>36. (1) Every person employed, retained or appointed for the purpose of the administration of this Act, a health profession Act or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i> and every member of a Council or committee of a College shall preserve secrecy with respect to all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and</p>	<p>36. (1) Quiconque est employé, engagé ou nommé aux fins de l'application de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i>, ainsi que les membres d'un conseil ou d'un des comités d'un ordre, sont tenus au secret à l'égard de tout renseignement venant à leur connaissance</p>	Secret professionnel

shall not communicate any information to any other person except,

- (a) to the extent that the information is available to the public under this Act, a health profession Act or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*;
- (b) in connection with the administration of this Act, a health profession Act or the *Drug and Pharmacies Regulation Act*, including, without limiting the generality of this, in connection with anything relating to the registration of members, complaints about members, allegations of members' incapacity, incompetence or acts of professional misconduct or the governing of the profession;
- (c) to a body that governs a health profession in a jurisdiction other than Ontario;
- (d) as may be required for the administration of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*, the *Healing Arts Radiation Protection Act*, the *Health Insurance Act*, the *Independent Health Facilities Act*, the *Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act*, the *Ontario Drug Benefit Act*, the *Narcotic Control Act* (Canada) and the *Food and Drugs Act* (Canada);
- (d.1) to a police officer to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result;
- (e) to the counsel of the person who is required to preserve secrecy; or
- (f) with the written consent of the person to whom the information relates. 1991, c. 18, s. 36 (1); 1996, c. 1, Sched. G, s. 27 (1); 1998, c. 18, Sched. G, s. 7 (1).

Reports  
required  
under Code

(1.1) Clauses (1) (c) and (d) do not apply with respect to reports required under section 85.1 or 85.2 of the Code. 1993, c. 37, s. 1.

Definition

(1.2) In clause (1) (d.1),

"law enforcement proceeding" means a proceeding in a court or tribunal that could result in a penalty or sanction being imposed.

dans l'exercice de leurs fonctions et n'en divulguent rien à qui que ce soit, sauf :

- a) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la *Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*;
- b) à l'égard de l'application de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la *Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*, de même qu'à l'égard, notamment, de tout ce qui se rapporte à l'inscription des membres, aux plaintes concernant les membres, aux allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle des membres ou à l'égard de la direction de la profession;
- c) à un organisme qui régit une profession de la santé dans un ressort autre que l'Ontario;
- d) de la façon que peut exiger l'application de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, de la *Loi sur la protection contre les rayons X*, de la *Loi sur l'assurance-santé*, de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, de la *Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement*, de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*, de la *Loi sur les stupéfiants* (Canada) et de la *Loi sur les aliments et drogues* (Canada);
- d.1) à un agent de police afin de faciliter une enquête menée en vue d'une instance en exécution de la loi ou qui aboutira vraisemblablement à une telle instance;
- e) à l'avocat de la personne qui est tenue au secret;
- f) avec le consentement écrit de la personne à laquelle se rapportent les renseignements. 1991, chap. 18, par. 36 (1); 1996, chap. 1, annexe G, par. 27 (1); 1998, chap. 18, annexe G, par. 7 (1).

(1.1) Les alinéas (1) c) et d) ne s'appliquent pas aux rapports exigés aux termes de l'article 85.1 ou 85.2 du Code. 1993, chap. 37, art. 1.

(1.2) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) d.1).

«instance en exécution de la loi» Instance devant un tribunal judiciaire ou administratif à l'issue de laquelle une peine ou une sanction pourrait être infligée.

Rapports  
exigés aux  
termes du  
Code

Définition



Limitation	(1.3) No person or member described in subsection (1) shall disclose, under clause (1) (d.1), any information with respect to a person other than a member.	(1.3) Aucune personne ni aucun membre visés au paragraphe (1) ne doivent divulguer, aux termes de l'alinéa (1) d.1), des renseignements concernant une personne autre qu'un membre.	Restriction
No requirement	(1.4) Nothing in clause (1) (d.1) shall require a person described in subsection (1) to disclose information to a police officer unless the information is required to be produced under a warrant. 1998, c. 18, Sched. G, s. 7 (2).	(1.4) L'alinéa (1) d.1) n'a pas pour effet d'exiger qu'une personne visée au paragraphe (1) divulgue des renseignements à un agent de police à moins que la production de ces renseignements ne soit requise aux termes d'un mandat. 1998, chap. 18, annexe G, par. 7 (2).	Divulgateion non requise
Not compellable	(2) No person or member described in subsection (1) shall be compelled to give testimony in a civil proceeding with regard to matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties. 1991, c. 18, s. 36 (2).	(2) Aucune personne ni aucun membre visés au paragraphe (1) ne doivent être contraints à témoigner dans une instance civile en ce qui concerne les questions qui viennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. 1991, chap. 18, par. 36 (2).	Interdiction de contraindre
Evidence in civil proceedings	(3) No record of a proceeding under this Act, a health profession Act or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i> , no report, document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in a civil proceeding other than a proceeding under this Act, a health profession Act or the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i> or a proceeding relating to an order under section 11.1 or 11.2 of the <i>Ontario Drug Benefit Act</i> . 1991, c. 18, s. 36 (3); 1996, c. 1, Sched. G, s. 27 (2).	(3) Les dossiers des instances introduites aux termes de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i> , les rapports, documents ou choses préparés aux fins de ces instances, les déclarations faites au cours de ces instances, ainsi que les ordonnances ou décisions rendues au cours de ces instances ne sont pas recevables en preuve dans le cadre d'instances civiles qui ne sont pas introduites aux termes de la présente loi, d'une loi sur une profession de la santé ou de la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i> ni dans le cadre d'instances relatives à un arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2 de la <i>Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario</i> . 1991, chap. 18, par. 36 (3); 1996, chap. 1, annexe G, par. 27 (2).	Preuves dans les instances civiles
Onus of proof to show registration	37. A person who is charged with an offence to which registration under a health profession Act would be a defence shall be deemed, in the absence of evidence to the contrary, to have not been registered. 1991, c. 18, s. 37.	37. Quiconque est inculpé d'une infraction à l'égard de laquelle l'inscription en vertu d'une loi sur une profession de la santé constituerait une défense est réputé, en l'absence de preuve contraire, n'avoir pas été inscrit. 1991, chap. 18, art. 37.	Fardeau de la preuve quant à l'inscription
Immunity	38. No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Advisory Council, a College, a Council, or a member, officer, employee, agent or appointee of the Advisory Council, a College, a Council, a committee of a Council or a panel of a committee of a Council for an act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a health profession Act, the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i> or a regulation or a by-law under those Acts or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of the duty or power. 1991, c. 18, s. 38; 1998, c. 18, Sched. G, s. 8.	38. Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts engagées contre le Conseil consultatif, un ordre, un conseil, ou un membre, un dirigeant, un employé, un mandataire ou un délégué du Conseil consultatif, d'un ordre, d'un conseil, d'un comité d'un conseil ou d'un sous-comité d'un tel comité, à l'égard d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice ou en vue de l'exercice d'une fonction ou d'un pouvoir que leur confèrent la présente loi, une loi sur une profession de la santé, la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i> ou un règlement ou règlement administratif pris en application de ces lois, ou à l'égard de toute négligence ou omission commise dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir. 1991, chap. 18, art. 38; 1998, chap. 18, annexe G, art. 8.	Immunité



Service by  
mail

**39. (1)** A notice to be given under this Act to a person may be given by mail.

**39. (1)** L'avis devant être donné à quiconque aux termes de la présente loi peut être signifié par la poste.

Signification  
par la poste

Idem

**(2)** If a notice under this Act is sent by prepaid first class mail addressed to the person at the person's last known address there is a rebuttable presumption that the notice was received by the person on the fifth day after the notice was mailed. 1991, c. 18, s. 39.

**(2)** Si un avis prévu par la présente loi est envoyé par courrier affranchi de première classe à la dernière adresse connue du destinataire, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis a été reçu par le destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste. 1991, chap. 18, art. 39.

Idem

Offence

**40. (1)** Every person who contravenes subsection 27 (1) or 30 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

**40. (1)** Quiconque contrevient au paragraphe 27 (1) ou 30 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.

Infraction

Idem

**(2)** Every person who contravenes section 31, 32 or 33 or subsection 34 (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

**(2)** Quiconque contrevient à l'article 31, 32 ou 33, ou au paragraphe 34 (2), est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente.

Idem

Idem

**(3)** Every person who contravenes subsection 34 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 for a first offence and not more than \$20,000 for a subsequent offence. 1991, c. 18, s. 40.

**(3)** Quiconque contrevient au paragraphe 34 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 20 000 \$ pour une infraction subséquente. 1991, chap. 18, art. 40.

Idem

Same

**(4)** Every person who contravenes subsection 36 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000. 1993, c. 37, s. 2.

**(4)** Quiconque contrevient au paragraphe 36(1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$. 1993, chap. 37, art. 2.

Idem

Responsi-  
bility of  
employment  
agencies

**41.** Every person who procures employment for an individual and who knows that the individual cannot perform the duties of the position without contravening subsection 27 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000. 1991, c. 18, s. 41.

**41.** Toute personne qui trouve de l'emploi pour un particulier et qui sait que ce dernier ne peut pas s'acquitter des fonctions du poste sans contrevenir au paragraphe 27 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$. 1991, chap. 18, art. 41.

Responsabi-  
lité des  
bureaux de  
placementResponsi-  
bility of  
employers

**42. (1)** The employer of a person who contravenes subsection 27 (1) while acting within the scope of his or her employment is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

**42. (1)** L'employeur d'une personne qui contrevient au paragraphe 27 (1) dans le cadre de son emploi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Responsabi-  
lité des em-  
ployeursResponsi-  
bility of  
directors of  
corporate  
employers

**(2)** In addition, if the employer described in subsection (1) is a corporation, every director of the corporation who approved of, permitted or acquiesced in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

**(2)** De plus, si l'employeur visé au paragraphe (1) est une personne morale, tout administrateur de la personne morale qui approuve ou permet la contravention, ou y acquiesce, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Responsabi-  
lité des ad-  
ministrateurs

Exception

**(3)** Subsection (2) does not apply with respect to a corporation that operates a public hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act* or to a corporation to which Part III

**(3)** Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la personne morale qui exploite un hôpital public au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics* ni à la personne morale à laquelle s'applique la

Exception



	of the <i>Corporations Act</i> applies. 1991, c. 18, s. 42.	partie III de la <i>Loi sur les personnes morales</i> . 1991, chap. 18, art. 42.	
Regulations	<p><b>43.</b> (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) prescribing forms of energy for the purposes of paragraph 7 of subsection 27 (2);</li> <li>(b) exempting a person or activity from subsection 27 (1) or 30 (1);</li> <li>(c) attaching conditions to an exemption in a regulation made under clause (b);</li> <li>(d) allowing the use of the title "doctor", a variation or abbreviation or an equivalent in another language.</li> </ul>	<p><b>43.</b> (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) prescrire des formes d'énergie pour l'application de la disposition 7 du paragraphe 27 (2);</li> <li>b) soustraire des personnes ou des activités à l'application du paragraphe 27 (1) ou 30 (1);</li> <li>c) assortir de conditions les exemptions prévues par tout règlement pris en application de l'alinéa b);</li> <li>d) autoriser l'emploi du titre de «docteur», une variante ou une abréviation, ou un équivalent dans une autre langue.</li> </ul>	Règlements
Scope of regulations	(2) A regulation may be general or particular in its application.	(2) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée des règlements
Definition	(3) In clause (1) (d),	(3) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) d).	Définition
	"abbreviation" includes an abbreviation of a variation. 1991, c. 18, s. 43.	«abréviation» S'entend en outre de l'abréviation d'une variante. 1991, chap. 18, art. 43.	
Regulations	<p><b>43.1</b> Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations governing funding under programs required under section 85.7 of the Code, including regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) prescribing the maximum amount or a means of establishing the maximum amount of funding that may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse;</li> <li>(b) prescribing the period of time during which funding may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse. 1993, c. 37, s. 3.</li> </ul>	<p><b>43.1</b> Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement, régir les fonds prévus par les programmes exigés aux termes de l'article 85.7 du Code, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) prescrire le montant maximum des fonds qui peuvent être alloués à une personne dans chaque cas de mauvais traitements d'ordre sexuel, ou la façon de l'établir;</li> <li>b) prescrire la période durant laquelle des fonds peuvent être alloués à une personne dans chaque cas de mauvais traitements d'ordre sexuel. 1993, chap. 37, art. 3.</li> </ul>	Règlements
References to health professionals	<p><b>44.</b> A reference in an Act or regulation to a person described in Column 1 of the Table shall be deemed to be a reference to a person described opposite in Column 2. 1991, c. 18, s. 44.</p> <p><b>45.</b> Spent.</p> <p><b>46.</b> (1) Spent.</p> <p>(2) Regulations 276 (Chiropractors), 277 (Classifications), 279 (Masseurs), 280 (Osteopaths) and 281 (Physiotherapists) of the Revised Regulations of Ontario, 1990 are revoked.</p> <p>Note: Subsection 46 (2) has not been proclaimed into force. However, all of the regulations named in the subsection except Regulation 280 (Osteopaths) have now been revoked by regulation.</p>	<p><b>44.</b> La mention, dans une loi ou un règlement, d'une des personnes énumérées dans la colonne 1 du tableau est réputée la mention de la personne figurant en regard à la colonne 2. 1991, chap. 18, art. 44.</p> <p><b>45.</b> Périmé.</p> <p><b>46.</b> (1) Périmé.</p> <p>(2) Les Règlements 276 (Chiropracteurs), 277 (Classifications), 279 (Masseurs), 280 (Osteopaths) et 281 (Physiothérapeutes) des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 sont abrogés.</p> <p>Remarque : Le paragraphe 46 (2) n'a pas encore été proclamé en vigueur. Toutefois, tous les règlements mentionnés dans le paragraphe, à l'exception du Règlement 280 (Osteopaths), ont été abrogés par voie de règlement.</p>	Mention de professionnels de la santé



## 47.-50. Spent.

Note: Item 6 of the Table has not been proclaimed in force.

TABLE

Column 1	Column 2
1. person registered as a chiropodist under the <i>Chiropody Act</i>	member of the College of Chiropodists of Ontario
2. person registered as a dental technician under the <i>Dental Technicians Act</i>	member of the College of Dental Technologists of Ontario
3. person licensed as a denture therapist under the <i>Denture Therapists Act</i>	member of the College of Denturists of Ontario
4. person registered as a chiropractor under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Chiropractors of Ontario
5. person registered as a masseur under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Massage Therapists of Ontario
6. person registered as an osteopath under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario classed as an osteopath
7. person registered as a physiotherapist under the <i>Drugless Practitioners Act</i>	member of the College of Physiotherapists of Ontario
8. person registered as a dental hygienist under Part II of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Dental Hygienists of Ontario
9. person licensed under Part II of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario

## 47. à 50. Périmés.

Remarque : Le point 6 du tableau n'a pas encore été proclamé en vigueur.

TABLEAU

Colonne 1	Colonne 2
1. personne inscrite à titre de podologue aux termes de la <i>Loi sur les podologues</i>	membre de l'Ordre des podologues de l'Ontario
2. personne inscrite à titre de technicien dentaire aux termes de la <i>Loi sur les techniciens dentaires</i>	membre de l'Ordre des technologues dentaires de l'Ontario
3. personne titulaire d'un permis l'autorisant à exercer la profession de denturologue aux termes de la <i>Loi sur les denturologues</i>	membre de l'Ordre des denturologistes de l'Ontario
4. personne inscrite à titre de chiropraticien aux termes de la <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i>	membre de l'Ordre des chiropraticiens de l'Ontario
5. personne inscrite à titre de masseur aux termes de la <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i>	membre de l'Ordre des massothérapeutes de l'Ontario
6. personne inscrite à titre d'ostéopraticien aux termes de la <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i>	membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, appartenant à la catégorie des ostéopraticiens
7. personne inscrite à titre de physiothérapeute aux termes de la <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i>	membre de l'Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario
8. personne inscrite à titre d'hygiéniste dentaire aux termes de la partie II de la <i>Loi sur les sciences de la santé</i>	membre de l'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario
9. personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie II de la <i>Loi sur les sciences de la santé</i>	membre de l'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario

10.	person licensed under Part III of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario	10.	personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les sciences de la santé</i>	membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario
11.	person who is the holder of a certificate issued under Part IV of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Nurses of Ontario	11.	personne titulaire d'un certificat délivré en vertu de la partie IV de la <i>Loi sur les sciences de la santé</i>	membre de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario
12.	person licensed under Part V of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the College of Optometrists of Ontario	12.	personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie V de la <i>Loi sur les sciences de la santé</i>	membre de l'Ordre des optométristes de l'Ontario
13.	person licensed under Part VI of the <i>Health Disciplines Act</i>	member of the Ontario College of Pharmacists	13.	personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la partie VI de la <i>Loi sur les sciences de la santé</i>	membre de l'Ordre des pharmaciens de l'Ontario
14.	person registered under the <i>Ophthalmic Dispensers Act</i>	member of the College of Opticians of Ontario	14.	personne inscrite aux termes de la <i>Loi sur les opticiens d'ordonnances</i>	membre de l'Ordre des opticiens de l'Ontario
15.	person registered under the <i>Psychologists Registration Act</i>	member of the College of Psychologists of Ontario	15.	personne inscrite aux termes de la <i>Loi sur l'inscription des psychologues</i>	membre de l'Ordre des psychologues de l'Ontario
16.	person registered under the <i>Radiological Technicians Act</i>	member of the College of Medical Radiation Technologists of Ontario	16.	personne inscrite aux termes de la <i>Loi sur les techniciens en radiologie</i>	membre de l'Ordre des technologues en radiation médicale de l'Ontario

1991, c. 18, Table.

1991, chap. 18, tableau.

## SCHEDULE 1

## SELF GOVERNING HEALTH PROFESSIONS

<i>Health Profession Acts</i>	<i>Health Profession</i>
Audiology and Speech-Language Pathology Act, 1991	Audiology and Speech-Language Pathology
Chiropractic Act, 1991	Chiropractic
Chiropractic Act, 1991	Chiropractic
Dental Hygiene Act, 1991	Dental Hygiene
Dental Technology Act, 1991	Dental Technology
Dentistry Act, 1991	Dentistry
Denturism Act, 1991	Denturism
Dietetics Act, 1991	Dietetics

## ANNEXE 1

## PROFESSIONS DE LA SANTÉ AUTONOMES

<i>Lois sur les professions de la santé</i>	<i>Profession de la santé</i>
Loi de 1991 sur les audiologistes et les orthophonistes	Audiologie et orthophonie
Loi de 1991 sur les chiropraticiens	Chiropratique
Loi de 1991 sur les dentistes	Dentisterie
Loi de 1991 sur les denturologistes	Denturologie
Loi de 1991 sur les diététistes	Diététique
Loi de 1991 sur les ergothérapeutes	Ergothérapie
Loi de 1991 sur les hygiénistes dentaires	Hygiène dentaire
Loi de 1991 sur les infirmières et infirmiers	Soins infirmiers

Massage Therapy Act, 1991	Massage Therapy	Loi de 1991 sur les massothérapeutes	Massothérapie
Medical Laboratory Technology Act, 1991	Medical Laboratory Technology	Loi de 1991 sur les médecins	Médecine
Medical Radiation Technology Act, 1991	Medical Radiation Technology	Loi de 1991 sur les opticiens	Profession d'opticien
Medicine Act, 1991	Medicine	Loi de 1991 sur les optométristes	Optométrie
Midwifery Act, 1991	Midwifery	Loi de 1991 sur les pharmaciens	Pharmacie
Nursing Act, 1991	Nursing	Loi de 1991 sur les physiothérapeutes	Physiothérapie
Occupational Therapy Act, 1991	Occupational Therapy	Loi de 1991 sur les podologues	Podologie
Opticianry Act, 1991	Opticianry	Loi de 1991 sur les psychologues	Psychologie
Optometry Act, 1991	Optometry	Loi de 1991 sur les sages-femmes	Profession de sage-femme
Pharmacy Act, 1991	Pharmacy	Loi de 1991 sur les technologistes de laboratoire médical	Technologie de laboratoire médical
Physiotherapy Act, 1991	Physiotherapy	Loi de 1991 sur les technologues dentaires	Technologie dentaire
Psychology Act, 1991	Psychology	Loi de 1991 sur les technologues en radiation médicale	Technologie de radiation médicale
Respiratory Therapy Act, 1991	Respiratory Therapy	Loi de 1991 sur les thérapeutes respiratoires	Thérapie respiratoire
1991, c. 18, Sched. 1; 1998, c. 18, Sched. G, s. 9.		1991, chap. 18, annexe 1; 1998, chap. 18, annexe G, art. 9.	

## SCHEDULE 2

## HEALTH PROFESSIONS PROCEDURAL CODE

Note: This Code is deemed by section 4 of the *Regulated Health Professions Act, 1991* to be part of each health profession Act

## CONTENTS

1. Definitions
  - 1.1 Statement of purpose, sexual abuse provisions

## COLLEGE

2. College is body corporate
3. Objects of College
4. Council
5. Terms
6. Quorum
7. Meetings
8. Remuneration and expenses
9. Employees
10. Committees
11. Annual reports
12. Executive Committee's exercise of Council's powers
13. Members
14. Continuing jurisdiction

## ANNEXE 2

## CODE DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ

Note : Le présent code est réputé, en vertu de l'article 4 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, faire partie de chaque loi sur une profession de la santé

## SOMMAIRE

1. Définitions
  - 1.1 Objet des dispositions relatives aux mauvais traitements d'ordre sexuel

## ORDRE

2. Personne morale
3. Objets de l'ordre
4. Conseil
5. Mandat
6. Quorum
7. Réunions
8. Rémunération et indemnités
9. Personnel
10. Comités
11. Rapports annuels
12. Exercice des pouvoirs du conseil par le bureau
13. Membres
14. Autorité continue



## APPEALS TO COURT

- 70. Appeals from decisions
- 71. No stay of certain orders pending appeal
- 71.1 No stay of certain orders pending appeal

## REINSTATEMENT

- 72. Applications for reinstatement
- 73. Referral to Committee
- 74. Orders without hearing

## REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

- 75. Investigators
- 76. Powers of investigators
- 77. Entries and searches
- 78. Copying of documents and objects
- 79. Report of investigation

## QUALITY ASSURANCE COMMITTEE

- 79.1 Reference to Quality Assurance Committee
- 80. Quality assurance program required
- 81. Assessors
- 82. Co-operation with Committee and assessors
- 83. Confidentiality of information

## PATIENT RELATIONS PROGRAM

- 84. Patient relations program
- 85. Advice to Council

## REPORTING OF HEALTH PROFESSIONALS

- 85.1 Reporting by members
- 85.2 Reporting by facilities
- 85.3 Requirements of required reports
- 85.4 Additional reports, psychotherapy
- 85.5 Reporting by employers, etc.
- 85.6 Immunity for reports

## FUNDING FOR THERAPY AND COUNSELLING

- 85.7 Funding provided by College

## MISCELLANEOUS

- 86. Right to use French
- 87. Injunctions
- 88. Evidence of Registrar
- 89. Limitation period
- 91. Service by mail
- 92. Obtaining certificates by false pretences
- 92.1 Protection for reporters from reprisals
- 93. Offence
- 93.1 Forms
- 94. By-laws
- 95. Regulations

## APPELS PORTÉS DEVANT LA COUR

- 70. Appel des décisions
- 71. Entrée en vigueur de certaines ordonnances
- 71.1 Entrée en vigueur de certaines ordonnances

## REMISE EN VIGUEUR

- 72. Demandes de remise en vigueur
- 73. Renvoi au comité compétent
- 74. Ordonnances sans audience

## POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

- 75. Enquêteurs
- 76. Pouvoirs des enquêteurs
- 77. Perquisitions
- 78. Reproduction de documents et d'objets
- 79. Rapport d'enquête

## COMITÉ D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- 79.1 Renvoi au comité d'assurance de la qualité
- 80. Programme d'assurance de la qualité requis
- 81. Évaluateurs
- 82. Collaboration entre le comité et les évaluateurs
- 83. Caractère confidentiel des renseignements

## PROGRAMME DE RELATIONS AVEC LES PATIENTS

- 84. Programme de relations avec les patients
- 85. Rôle consultatif du conseil

## DÉPÔT DE RAPPORTS AU SUJET DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

- 85.1 Dépôt de rapports par des membres
- 85.2 Dépôt de rapports par des établissements
- 85.3 Exigences relatives aux rapports exigés
- 85.4 Rapports supplémentaires, psychothérapie
- 85.5 Dépôt de rapports par des employeurs, etc.
- 85.6 Immunité touchant les rapports

## FINANCEMENT DE LA THÉRAPIE ET DES CONSULTATIONS

- 85.7 Fonds alloués par l'ordre

## DISPOSITIONS DIVERSES

- 86. Droit d'utilisation du français
- 87. Injonctions
- 88. Preuves émanant du registrateur
- 89. Délai de prescription
- 91. Signification par la poste
- 92. Obtention de certificats par fraude
- 92.1 Protection des auteurs des rapports contre les représailles
- 93. Infraction
- 93.1 Formules
- 94. Règlements administratifs
- 95. Règlements

Definitions	<p>1. (1) In this Code,</p> <p>“Board” means the Health Professions Appeal and Review Board under the <i>Ministry of Health Appeal and Review Boards Act, 1998</i>; (“Commission”)</p> <p>“by-laws” means by-laws made by the Council; (“règlements administratifs”)</p> <p>“certificate of registration” means a certificate of registration issued by the Registrar; (“certificat d’inscription”)</p> <p>“Council” means the Council of the College; (“conseil”)</p> <p>“drug” means drug as defined in subsection 117 (1) of the <i>Drug and Pharmacies Regulation Act</i>; (“médicament”)</p> <p>“incapacitated” means, in relation to a member, that the member is suffering from a physical or mental condition or disorder that makes it desirable in the interest of the public that the member no longer be permitted to practise or that the member’s practice be restricted; (“frappé d’incapacité”)</p> <p>“member” means a member of the College; (“membre”)</p> <p>“Minister” means the Minister of Health; (“ministre”)</p> <p>“patient relations program” means a program to enhance relations between members and patients; (“programme de relations avec les patients”)</p> <p>“prescribed” means prescribed in the regulations; (“prescrit”)</p> <p>“quality assurance program” means a program to assure the quality of the practice of the profession and to promote continuing competence among the members; (“programme d’assurance de la qualité”)</p> <p>“Registrar” means the Registrar of the College; (“registrateur”)</p> <p>“registration” means the issuance of a certificate of registration. (“inscription”) 1991, c. 18, Sched. 2, s. 1 (1); 1998, c. 18, Sched. G, s. 10.</p>	<p>1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent code.</p> <p>«certificat d’inscription» Certificat d’inscription délivré par le registrateur. («certificate of registration»)</p> <p>«Commission» La Commission d’appel et de révision des professions de la santé créée par la <i>Loi de 1998 sur les commissions d’appel et de révision du ministère de la Santé</i>. («Board»)</p> <p>«conseil» Le conseil de l’ordre. («Council»)</p> <p>«frappé d’incapacité» Se dit d’un membre atteint d’une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels qu’il convient, dans l’intérêt public, de ne plus l’autoriser à exercer sa profession ou de restreindre ses activités professionnelles. («incapacitated»)</p> <p>«inscription» La délivrance d’un certificat d’inscription. («registration»)</p> <p>«médicament» Médicament, tel que le définit le paragraphe 117 (1) de la <i>Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies</i>. («drug»)</p> <p>«membre» Membre de l’ordre. («member»)</p> <p>«ministre» Le ministre de la Santé. («Minister»)</p> <p>«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)</p> <p>«programme d’assurance de la qualité» Programme visant à assurer la qualité de l’exercice de la profession et à promouvoir le maintien de la compétence parmi les membres. («quality assurance program»)</p> <p>«programme de relations avec les patients» Programme visant à améliorer les relations entre les membres et les patients. («patient relations program»)</p> <p>«registrateur» Le registrateur de l’ordre. («Registrar»)</p> <p>«règlements administratifs» Règlements administratifs adoptés par le conseil. («by-laws») 1991, chap. 18, annexe 2, par. 1 (1); 1998, chap. 18, annexe G, art. 10.</p>	Définitions
Hearing not required unless referred to	(2) Nothing in the health profession Act or this Code shall be construed to require a hearing to be held within the meaning of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> unless the holding of a hearing is specifically referred to. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 1 (2).	(2) Aucune des dispositions de la loi sur une profession de la santé ou du présent code ne doit s’interpréter comme exigeant la tenue d’une audience au sens de la <i>Loi sur l’exercice des compétences légales</i> , à moins qu’il ne soit fait explicitement mention de la tenue d’une audience. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 1 (2).	Audience non requise sauf mention contraire
Sexual abuse of a patient	<p>(3) In this Code,</p> <p>“sexual abuse” of a patient by a member means,</p> <p>(a) sexual intercourse or other forms of physical sexual relations between the member and the patient,</p> <p>(b) touching, of a sexual nature, of the patient by the member, or</p> <p>(c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the patient.</p>	<p>(3) La définition qui suit s’applique au présent code.</p> <p>«mauvais traitements d’ordre sexuel» infligés à un patient par un membre s’entend de ce qui suit, selon le cas :</p> <p>a) les rapports sexuels ou autres formes de rapports physiques d’ordre sexuel entre le membre et le patient;</p> <p>b) les attouchements d’ordre sexuel du patient par le membre;</p> <p>c) les comportements ou les remarques d’ordre sexuel du membre à l’endroit du patient.</p>	Mauvais traitements d’ordre sexuel infligés à des patients
Exception	<p>(4) For the purposes of subsection (3),</p> <p>“sexual nature” does not include touching, behaviour or remarks of a clinical nature appropriate to the service provided. 1993, c. 37, s. 4.</p>	<p>(4) La définition qui suit s’applique au paragraphe (3).</p> <p>«d’ordre sexuel» Ne s’entend pas de palpations, de comportements ou de remarques de nature clinique qui sont appropriés au service fourni. 1993, chap. 37, art. 4.</p>	Exception



Statement of  
purpose,  
sexual abuse  
provisions

1.1 The purpose of the provisions of this Code with respect to sexual abuse of patients by members is to encourage the reporting of such abuse, to provide funding for therapy and counselling for patients who have been sexually abused by members and, ultimately, to eradicate the sexual abuse of patients by members. 1993, c. 37, s. 5.

#### COLLEGE

College is  
body  
corporate

2. (1) The College is a body corporate without share capital with all the powers of a natural person.

Corporations  
Act

(2) The *Corporations Act* does not apply in respect to the College. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 2.

Objects of  
College

3. (1) The College has the following objects:

1. To regulate the practice of the profession and to govern the members in accordance with the health profession Act, this Code and the *Regulated Health Professions Act, 1991* and the regulations and by-laws.
2. To develop, establish and maintain standards of qualification for persons to be issued certificates of registration.
3. To develop, establish and maintain programs and standards of practice to assure the quality of the practice of the profession.
4. To develop, establish and maintain standards of knowledge and skill and programs to promote continuing competence among the members.
5. To develop, establish and maintain standards of professional ethics for the members.
6. To develop, establish and maintain programs to assist individuals to exercise their rights under this Code and the *Regulated Health Professions Act, 1991*.
7. To administer the health profession Act, this Code and the *Regulated Health Professions Act, 1991* as it relates to the profession and to perform the other duties and exercise the other powers that are imposed or conferred on the College.
8. Any other objects relating to human health care that the Council considers desirable.

Duty

(2) In carrying out its objects, the College has a duty to serve and protect the public interest. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 3.

Council

4. The College shall have a Council that shall be its board of directors and that shall manage and administer its affairs. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 4.

Terms

5. (1) No term of a Council member who is elected shall exceed three years.

Multiple  
terms

(2) A person may be a Council member for more than one term but no person who is elected may be a Council member for more than nine consecutive years. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 5.

Quorum

6. A majority of the members of the Council constitute a quorum. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 6.

1.1 Les dispositions que contient le présent code relativement aux mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux patients par des membres ont pour objet d'encourager le signalement de ces mauvais traitements, d'allouer des fonds pour la thérapie et les consultations destinées aux patients qui en ont été les victimes et, finalement, de mettre fin à ces mauvais traitements. 1993, chap. 37, art. 5.

Objet des  
dispositions  
relatives aux  
mauvais trai-  
tements  
d'ordre  
sexuel

#### ORDRE

2. (1) L'ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d'une personne physique.

Personne  
morale

(2) La *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas en ce qui concerne l'ordre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 2.

*Loi sur les  
personnes  
morales*

3. (1) Les objets de l'ordre sont les suivants :

Objets de  
l'ordre

1. Réglementer l'exercice de la profession et régir l'activité des membres conformément à la loi sur une profession de la santé, au présent code et à la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, ainsi qu'aux règlements et règlements administratifs.
2. Élaborer et maintenir des normes d'admissibilité applicables aux personnes auxquelles un certificat d'inscription est délivré.
3. Élaborer et maintenir des programmes et des normes d'exercice pour assurer la qualité de l'exercice de la profession.
4. Élaborer et maintenir des normes de connaissance et de compétence, ainsi que des programmes, pour promouvoir le maintien de la compétence parmi les membres.
5. Élaborer et maintenir des normes de déontologie applicables aux membres.
6. Élaborer et maintenir des programmes visant à aider les particuliers à exercer leurs droits aux termes du présent code et de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.
7. Appliquer la loi sur une profession de la santé, le présent code et la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* dans la mesure où elle se rapporte à la profession, et exercer les autres fonctions qui lui sont imposées et les autres pouvoirs qui lui sont conférés.
8. Poursuivre tout autre objet ayant trait aux soins des êtres humains que le conseil juge souhaitable.

(2) Dans la poursuite de ses objets, l'ordre est tenu de servir et de protéger l'intérêt public. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 3.

Obligation

4. L'ordre comprend un conseil qui est son conseil d'administration et qui gère ses affaires. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 4.

Conseil

5. (1) Le mandat des membres d'un conseil qui sont élus ne peut dépasser trois ans.

Mandat

(2) Les membres d'un conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Cependant, les personnes qui sont élues ne peuvent pas être membres d'un conseil pendant plus de neuf années consécutives. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 5.

Cumul de  
mandats

6. La majorité des membres du conseil constitue le quorum. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 6.

Quorum



Meetings	7. (1) The meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	7. (1) Les réunions du conseil sont publiques et un préavis suffisant en est donné aux membres de l'ordre ainsi qu'au public.	Réunions
Exclusion of public	(2) Despite subsection (1), the Council may exclude the public from any meeting or part of a meeting if it is satisfied that, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) matters involving public security may be disclosed;</li> <li>(b) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that meetings be open to the public;</li> <li>(c) a person involved in a criminal proceeding or civil suit or proceeding may be prejudiced;</li> <li>(d) personnel matters or property acquisitions will be discussed;</li> <li>(e) instructions will be given to or opinions received from the solicitors for the College; or</li> <li>(f) the Council will deliberate whether to exclude the public from a meeting or whether to make an order under subsection (3).</li> </ul>	(2) Malgré le paragraphe (1), le conseil peut tenir à huis clos toute réunion ou toute partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;</li> <li>b) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;</li> <li>c) une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile pourrait être lésée;</li> <li>d) des questions de personnel ou l'acquisition de biens feront l'objet de discussions;</li> <li>e) des instructions seront données aux procureurs représentant l'ordre ou ces derniers donneront des avis;</li> <li>f) le conseil délibérera sur la question de savoir s'il doit tenir une réunion à huis clos ou s'il doit rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (3).</li> </ul>	Réunion à huis clos
Orders preventing public disclosure	(3) In situations in which the Council may exclude the public from meetings, it may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed in the meeting, including banning publication or broadcasting of those matters.	(3) Dans les cas où le conseil peut tenir des réunions à huis clos, il peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation dans le public des questions dont il a été fait état lors de la réunion, et notamment proscrire la publication ou la radiodiffusion de ces questions.	Ordonnances interdisant la divulgation
Reasons noted in minutes	(4) If the Council excludes the public from a meeting or makes an order under subsection (3), it shall have its reasons for doing so noted in the minutes of the meeting. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 7.	(4) Si le conseil tient une réunion à huis clos ou rend une ordonnance en vertu du paragraphe (3), il fait en sorte que les motifs à l'appui de sa décision soient consignés dans le procès-verbal de la réunion. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 7.	Motifs consignés dans le procès-verbal
Remuneration and expenses	8. Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council shall be paid, by the Minister of Health, the expenses and remuneration the Lieutenant Governor in Council determines. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 8.	8. Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent, du ministre de la Santé, la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 8.	Rémunération et indemnités
Employees	9. (1) The Council may employ persons it considers advisable.	9. (1) Le conseil peut engager le personnel qu'il juge souhaitable.	Personnel
Registrar	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 9.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registra- teur. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 9.	Registra- teur
Committees	10. (1) The College shall have the following committees: <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Executive Committee.</li> <li>2. Registration Committee.</li> <li>3. Complaints Committee.</li> <li>4. Discipline Committee.</li> <li>5. Fitness to Practise Committee.</li> <li>6. Quality Assurance Committee.</li> <li>7. Patient Relations Committee.</li> </ul>	10. (1) L'ordre a les comités suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Le bureau.</li> <li>2. Le comité d'inscription.</li> <li>3. Le comité des plaintes.</li> <li>4. Le comité de discipline.</li> <li>5. Le comité d'aptitude professionnelle.</li> <li>6. Le comité d'assurance de la qualité.</li> <li>7. Le comité des relations avec les patients.</li> </ul>	Comités
Appointment	(2) The Council shall appoint the members of the committees. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 10 (1, 2).	(2) Le conseil nomme les membres des comités. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 10 (1) et (2).	Nomination
Composition	(3) The composition of the committees shall be in accordance with the by-laws. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 10 (3); 1998, c. 18, Sched. G, s. 11.	(3) La composition des comités est conforme aux règlements administratifs. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 10 (3); 1998, chap. 18, annexe G, art. 11.	Composition



Annual reports	11. (1) Each committee named in subsection 10 (1) shall annually submit a report of its activities to the Council.	11. (1) Chacun des comités mentionnés au paragraphe 10 (1) présente tous les ans un rapport sur ses activités au conseil.	Rapports annuels
Exclusions from reports	(2) The Executive Committee shall not submit a report that contains information, other than information of a general statistical nature, relating to, <ul style="list-style-type: none"><li>(a) a referral by the Executive Committee to the Discipline or Fitness to Practise Committee until a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee disposes of the matter;</li><li>(b) an approval for the Registrar to appoint an investigator until the investigation is completed and reported by the Registrar and the Executive Committee decides not to make a referral with respect to the matter to the Discipline Committee or, if the Executive Committee makes a referral with respect to the matter to the Discipline Committee, until a panel of the Discipline Committee disposes of the matter; or</li><li>(c) an interim order made by the Executive Committee in respect of a member until a panel of the Discipline Committee disposes of the matter. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 11.</li></ul>	(2) Le rapport que présente le bureau ne contient pas de renseignements concernant l'une des questions suivantes, sauf s'il s'agit de renseignements d'une nature statistique générale : <ul style="list-style-type: none"><li>a) le renvoi d'une question par le bureau au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle jusqu'à ce qu'un sous-comité d'un de ces comités tranche la question;</li><li>b) l'autorisation donnée au registrateur de nommer un enquêteur jusqu'à ce que l'enquête soit terminée, qu'un compte rendu en ait été donné par le registrateur et que le bureau décide de ne pas renvoyer la question au comité de discipline ou, s'il la lui renvoie, jusqu'à ce qu'un sous-comité du comité de discipline tranche la question;</li><li>c) une ordonnance provisoire rendue par le bureau à l'égard d'un membre jusqu'à ce qu'un sous-comité du comité de discipline tranche la question. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 11.</li></ul>	Renseignements exclus des rapports
Executive Committee's exercise of Council's powers	12. (1) Between the meetings of the Council, the Executive Committee has all the powers of the Council with respect to any matter that, in the Committee's opinion, requires immediate attention, other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.	12. (1) Entre les réunions du conseil, le bureau a tous les pouvoirs du conseil à l'égard de toute question qui, à son avis, requiert une attention immédiate, à l'exclusion du pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif.	Exercice des pouvoirs du conseil par le bureau
Report to Council	(2) If the Executive Committee exercises a power of the Council under subsection (1), it shall report on its actions to the Council at the Council's next meeting. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 12.	(2) Si le bureau exerce un des pouvoirs du conseil en vertu du paragraphe (1), il présente au conseil, à sa réunion suivante, un rapport sur les mesures qu'il a prises en vertu de ce pouvoir. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 12.	Rapport adressé au conseil
Members	13. (1) A person registered by the College is a member.	13. (1) Quiconque est inscrit par l'ordre en est membre.	Membres
Suspended members	(2) A person whose certificate of registration is suspended is not a member. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 13.	(2) La personne dont le certificat d'inscription est suspendu n'est pas membre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 13.	Personne suspendue
Continuing jurisdiction	14. (1) A person whose certificate of registration is revoked or who resigns as a member continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct referable to the time when the person was a member.	14. (1) La personne dont le certificat d'inscription est révoqué ou qui se démet de ses fonctions de membre continue de relever de l'autorité de l'ordre pour ce qui est d'une faute professionnelle se rapportant à l'époque où elle était membre.	Autorité continue
Idem	(2) A person whose certificate of registration is suspended continues to be subject to the jurisdiction of the College for incapacity and for professional misconduct or incompetence referable to the time when the person was a member or to the period of the suspension. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 14.	(2) La personne dont le certificat d'inscription est suspendu continue de relever de l'autorité de l'ordre pour ce qui est d'une incapacité et pour ce qui est d'une faute professionnelle ou d'incompétence se rapportant à l'époque où elle était membre ou à la période de la suspension. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 14.	Idem
REGISTRATION			
Registration	15. (1) If a person applies to the Registrar for registration, the Registrar shall, <ul style="list-style-type: none"><li>(a) register the applicant; or</li><li>(b) refer the application to the Registration Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 15 (1).</li></ul>	15. (1) Si une personne présente une demande d'inscription au registrateur, ce dernier : <ul style="list-style-type: none"><li>a) soit inscrit l'auteur de la demande;</li><li>b) soit renvoie la demande au comité d'inscription. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 15 (1).</li></ul>	Inscription
Referrals to Registration Committee	(2) The Registrar shall refer an application for registration to the Registration Committee if the Registrar, <ul style="list-style-type: none"><li>(a) has doubts, on reasonable grounds, about whether the applicant fulfils the registration requirements;</li></ul>		
INSCRIPTION			
	(2) Le registrateur renvoie une demande d'inscription au comité d'inscription si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"><li>a) il a des doutes, en se fondant sur des motifs raisonnables, sur la mesure dans laquelle l'auteur de la demande satisfait aux exigences d'inscription;</li></ul>	(2) Le registrateur renvoie une demande d'inscription au comité d'inscription si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"><li>a) il a des doutes, en se fondant sur des motifs raisonnables, sur la mesure dans laquelle l'auteur de la demande satisfait aux exigences d'inscription;</li></ul>	Renvoi de demandes au comité d'inscription



	<p>(b) is of the opinion that terms, conditions or limitations should be imposed on a certificate of registration of the applicant and the applicant does not consent to the imposition; or</p> <p>(c) proposes to refuse the application. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 15 (2); 1993, c. 37, s. 6.</p>	<p>b) il est d'avis que le certificat d'inscription de l'auteur de la demande devrait être assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier s'y oppose;</p> <p>c) il se propose de refuser la demande. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 15 (2); 1993, chap. 37, art. 6.</p>	
Notice to applicant	(3) If the Registrar refers an application to the Registration Committee, he or she shall give the applicant notice of the statutory grounds for the referral and of the applicant's right to make written submissions under subsection 18 (1).	(3) Si le registrateur renvoie une demande au comité d'inscription, il avise l'auteur de la demande des motifs légaux du renvoi et du droit qu'a ce dernier de présenter des observations par écrit en vertu du paragraphe 18 (1).	Avis adressé à l'auteur de la demande
Terms, etc., attached on consent	(4) If the Registrar is of the opinion that a certificate of registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations imposed and the applicant consents to the imposition, the Registrar may do so with the approval of a panel of the Registration Committee selected by the chair for the purpose.	(4) Si le registrateur est d'avis que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions et que ce dernier y consent, le registrateur peut le délivrer sous réserve de l'approbation d'un sous-comité du comité d'inscription dont les membres sont choisis par le président à cette fin.	Acceptation des conditions ou restrictions imposées
Panels for consent	(5) Subsections 17 (2) and (3) apply with respect to the panel mentioned in subsection (4). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 15 (3-5).	(5) Les paragraphes 17 (2) et (3) s'appliquent au sous-comité visé au paragraphe (4). 1991, chap. 18, annexe 2, par. 15 (3) à (5).	Approbation du sous-comité
Disclosure of application file	16. (1) The Registrar shall give an applicant for registration, at his or her request, all the information and a copy of each document the College has that is relevant to the application.	16. (1) Le registrateur communique à l'auteur d'une demande d'inscription qui en fait la demande tous les renseignements, ainsi qu'une copie de chaque document que possède l'ordre, qui se rapportent à la demande.	Communication des renseignements relatifs à la demande
Exception	(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 16.	(2) Le registrateur peut refuser de communiquer à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, mettre en danger la sécurité de quiconque. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 16.	Exception
Panels	17. (1) An application for registration referred to the Registration Committee or an application referred back to the Registration Committee by the Board shall be reviewed by a panel selected by the chair from among the members of the Committee.	17. (1) La demande d'inscription renvoyée au comité d'inscription ou la demande renvoyée au comité d'inscription par la Commission est examinée par un sous-comité dont les membres sont choisis par le président parmi les membres du comité.	Sous-comités
Idem	(2) A panel shall be composed of at least three persons, one of whom shall be a person appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.	(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois personnes, dont l'une est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Idem
Quorum	(3) Three members of a panel constitute a quorum. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 17.	(3) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 17.	Quorum
Consideration by panel	18. (1) An applicant may make written submissions to the panel within thirty days after receiving notice under subsection 15 (3) or within any longer period the Registrar may specify in the notice.	18. (1) L'auteur d'une demande peut présenter des observations par écrit au sous-comité dans les trente jours suivant la réception de l'avis prévu au paragraphe 15 (3) ou dans tout autre délai plus long que peut fixer le registrateur dans l'avis.	Examen par le sous-comité
Orders by panel	<p>(2) After considering the application and the submissions, the panel may make an order doing any one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration.</li> <li>2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant successfully completes examinations set or approved by the panel.</li> <li>3. Directing the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant successfully completes additional training specified by the panel.</li> <li>4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on a certificate of registration of the applicant and specifying a limitation on the applicant's right to apply under subsection 19 (1).</li> </ol>	<p>(2) Après examen de la demande et des observations, le sous-comité peut, par ordonnance :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription.</li> <li>2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande réussit aux examens établis ou approuvés par le sous-comité.</li> <li>3. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande réussit aux cours de formation supplémentaires indiqués par le sous-comité.</li> <li>4. Enjoindre au registrateur d'assortir le certificat d'inscription de l'auteur de la demande des conditions et des restrictions précisées et d'indiquer les restrictions s'appliquant au droit qu'a l'auteur de la demande de présenter une demande en vertu du paragraphe 19 (1).</li> </ol>	Ordonnances du sous-comité



	5. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of registration.	5. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription.	
Idem	(3) A panel, in making an order under subsection (2), may direct the Registrar to issue a certificate of registration to an applicant who does not meet a registration requirement unless the requirement is prescribed as a non-exemptible requirement.	(3) Le sous-comité qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) peut enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur d'une demande qui ne satisfait pas à une exigence d'inscription, à moins qu'il ne s'agisse d'une exigence prescrite comme étant une exigence à laquelle on ne peut se soustraire.	Idem
Order on consent	(4) The panel may, with the consent of the applicant, direct the Registrar to issue a certificate of registration with the terms, conditions and limitations specified by the panel imposed. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 18.	(4) Le sous-comité peut enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription assorti des conditions et des restrictions précisées par le sous-comité, si l'auteur de la demande y consent. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 18.	Ordonnance sur consentement
Application for variation	19. (1) A member may apply to the Registration Committee for an order directing the Registrar to remove or modify any term, condition or limitation imposed on the member's certificate of registration as a result of a registration proceeding.	19. (1) Un membre peut demander au comité d'inscription que soit rendue une ordonnance enjoignant au registrateur de supprimer ou de modifier toute condition ou restriction dont est assorti son certificat d'inscription par suite d'une procédure relative à une inscription.	Demande de modification d'ordonnance
Limitations	(2) The right to apply under subsection (1) is subject to any limitation in the order imposing the term, condition or limitation or to which the member consented and to any limitation made under subsection (7) in the disposition of a previous application under this section.	(2) Le droit de présenter une demande en vertu du paragraphe (1) est assujéti à toute restriction prévue par l'ordonnance qui impose la condition ou la restriction ou à laquelle le membre a acquiescé et à toute restriction imposée en vertu du paragraphe (7) lorsqu'il est statué sur une demande antérieure faite en vertu du présent article.	Restrictions
Panels	(3) An application to the Registration Committee under subsection (1) or an application referred back to the Registration Committee by the Board shall be reviewed by a panel selected by the chair from among the members of the Committee.	(3) La demande présentée au comité d'inscription en vertu du paragraphe (1) ou celle renvoyée au comité d'inscription par la Commission est examinée par un sous-comité dont les membres sont choisis par le président parmi les membres du comité.	Sous-comités
Idem	(4) Subsections 17 (2) and (3) apply with respect to the panel mentioned in subsection (3).	(4) Les paragraphes 17 (2) et (3) s'appliquent au sous-comité visé au paragraphe (3).	Idem
Submissions	(5) An applicant may make written submissions to the panel.	(5) L'auteur d'une demande peut présenter des observations par écrit au sous-comité.	Observations
Orders	(6) After considering the application and the submissions, the panel may make an order doing any one or more of the following: 1. Refusing the application. 2. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation imposed on the certificate of registration. 3. Directing the Registrar to impose terms, conditions or limitations on the certificate of registration.	(6) Après examen de la demande et des observations, le sous-comité peut, par ordonnance : 1. Refuser la demande. 2. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription. 3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions le certificat d'inscription.	Ordonnances
Limitations on applications	(7) The panel, in disposing of an application under this section, may fix a period of time not longer than six months during which the applicant may not apply under subsection (1). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 19.	(7) Le sous-comité, lorsqu'il statue sur une demande aux termes du présent article, peut fixer un délai maximal de six mois dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du paragraphe (1). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 19.	Restrictions relatives aux demandes
Notice of orders	20. (1) A panel shall give the applicant notice of an order it makes under subsection 18 (2) or 19 (6) and written reasons for it if the order, (a) directs the Registrar to refuse to issue a certificate of registration; (b) directs the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant successfully completes examinations or additional training; (c) directs the Registrar to impose terms, conditions and limitations on a certificate of registration of the applicant; or	20. (1) Le sous-comité avise l'auteur de la demande de l'ordonnance qu'il rend en vertu du paragraphe 18 (2) ou 19 (6) et des motifs écrits à l'appui de celle-ci si l'ordonnance, selon le cas : a) enjoint au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription; b) enjoint au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande réussit aux examens ou aux cours de formation supplémentaires; c) enjoint au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions le certificat d'inscription de l'auteur de la demande;	Avis d'ordonnance



	(d) refuses an application for an order removing or modifying any term, condition or limitation imposed on a certificate of registration.	d) refuse une demande d'ordonnance visant à supprimer ou à modifier toute condition ou restriction dont est assorti un certificat d'inscription.	
Contents of notice	(2) A notice under subsection (1) shall inform the applicant of the order and of the provisions of subsections 21 (1) and (2). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 20.	(2) L'avis prévu au paragraphe (1) informe l'auteur de la demande de l'ordonnance et des dispositions des paragraphes 21 (1) et (2). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 20.	Contenu de l'avis
Appeal to Board	21. (1) An applicant who has been given a notice under subsection 20 (1) of an order may require the Board to hold a review of the application and the documentary evidence in support of it, or a hearing of the application, by giving the Board and the Registration Committee notice in accordance with subsection (2).	21. (1) L'auteur d'une demande qui a reçu un avis d'ordonnance aux termes du paragraphe 20 (1) peut exiger de la Commission qu'elle réexamine sa demande et les éléments de preuve documentaire à l'appui de celle-ci, ou qu'elle tienne une audience relativement à sa demande, en remettant à la Commission et au comité d'inscription un avis à cet effet, conformément au paragraphe (2).	Appel porté devant la Commission
Requirements of notice	(2) A notice under subsection (1) shall be a written notice, given within thirty days after the notice under subsection 20 (1) was given, specifying whether a review or a hearing is required.	(2) L'avis prévu au paragraphe (1) est donné par écrit dans les trente jours suivant la date à laquelle l'avis prévu au paragraphe 20 (1) a été donné, et précise si l'auteur de la demande exige un réexamen ou une audience.	Exigences de remise de l'avis, et contenu
Order, etc., to Board	(3) If the Registration Committee receives a notice that an applicant requires a hearing or review, it shall, within fifteen days after receiving the notice, give the Board a copy of the order made with respect to the application, the reasons for it and the documents and things upon which the decision to make the order was based.	(3) Le comité d'inscription qui reçoit un avis de l'auteur d'une demande selon lequel ce dernier exige une audience ou un réexamen remet à la Commission, dans les quinze jours suivant la réception de l'avis, une copie de l'ordonnance rendue au sujet de la demande, les motifs à l'appui de celle-ci, ainsi que les documents et choses sur lesquels la décision de rendre l'ordonnance était fondée.	Copie de l'ordonnance, etc., à la Commission
When order may be carried out	(4) An order of a panel, notice of which is required under subsection 20 (1), may be carried out only when, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the applicant has given the Registrar notice that the applicant will not be requiring a review or hearing;</li> <li>(b) thirty-five days have passed since the notice of the order was given under subsection 20 (1) without the applicant requiring a review or hearing; or</li> <li>(c) the Board has confirmed the order. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 21.</li> </ul>	(4) L'ordonnance d'un sous-comité, qui doit faire l'objet d'un avis aux termes du paragraphe 20 (1), ne peut être exécutée que lorsque se réalise l'une ou l'autre des éventualités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'auteur de la demande a informé le registraire, au moyen d'un avis, qu'il n'exigera pas de réexamen ni d'audience;</li> <li>b) trente-cinq jours se sont écoulés depuis que l'avis d'ordonnance a été donné aux termes du paragraphe 20 (1) sans que l'auteur de la demande ait exigé de réexamen ou d'audience;</li> <li>c) la Commission a confirmé l'ordonnance. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 21.</li> </ul>	Moment où l'ordonnance peut être exécutée
Registration hearings or reviews	22. (1) This section applies to a hearing or review by the Board required by an applicant under subsection 21 (1).	22. (1) Le présent article s'applique à l'audience tenue ou au réexamen effectué par la Commission, et qu'exige l'auteur d'une demande en vertu du paragraphe 21 (1).	Audiences ou réexamens relatifs à l'inscription
Procedural provisions	(2) The following provisions apply with necessary modifications to a hearing or review: <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Subsection 38 (4) (exclusion from panel).</li> <li>2. Section 42 (disclosure of evidence).</li> <li>3. Section 43 (no communication by panel members).</li> <li>4. Section 50 (members of panel who participate).</li> <li>5. Section 55 (release of evidence).</li> </ul>	(2) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une audience ou à un réexamen : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Le paragraphe 38 (4) (exclusion).</li> <li>2. L'article 42 (divulgence des preuves).</li> <li>3. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).</li> <li>4. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).</li> <li>5. L'article 55 (communication des preuves).</li> </ul>	Dispositions relatives à la procédure
Idem	(3) The following provisions also apply with necessary modifications to a hearing: <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Section 45 (hearings open).</li> <li>2. Section 47 (sexual misconduct witnesses).</li> <li>3. Section 48 (transcript of hearings). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 22 (1-3).</li> </ul>	(3) Les dispositions suivantes s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à une audience : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. L'article 45 (audiences publiques).</li> <li>2. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).</li> <li>3. L'article 48 (transcription des audiences). 1991, chap. 18, annexe 2, par. 22 (1) à (3).</li> </ul>	Idem



Same

(3.1) The following provisions of the *Statutory Powers Procedure Act* also apply with necessary modifications to a review by the Board:

1. Section 21.1 (correction of errors).
2. Section 25.1 (rules). 1998, c. 18, Sched. G, s. 12.

Findings of fact

(4) The findings of fact in a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Idem

(5) The findings of fact in a review shall be based exclusively on the application and documentary evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Disposal by Board

(6) The Board shall, after the hearing or review, make an order doing any one or more of the following:

1. Confirming the order made by the panel.
2. Requiring the Registration Committee to make an order directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant if the applicant successfully completes any examinations or training the Registration Committee may specify.
3. Requiring the Registration Committee to make an order directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant and to impose any terms, conditions and limitations the Board considers appropriate.
4. Referring the matter back to the Registration Committee for further consideration by a panel, together with any recommendations the Board considers appropriate.

Idem

(7) The Board may make an order under paragraph 3 of subsection (6) only if the Board finds that the applicant substantially qualifies for registration and that the panel has exercised its powers improperly.

Limitation on order

(8) The Board, in making an order under subsection (6), shall not require the Registration Committee to direct the Registrar to issue a certificate of registration to an applicant who does not meet a registration requirement that is prescribed as a non-exemptible requirement.

Parties

(9) The College and the applicant are parties to a hearing or review. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 22 (4-9).

Register

23. (1) The Registrar shall maintain a register. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 23 (1).

Contents of register

- (2) The register shall contain,
  - (a) each member's name, business address and business telephone number;
  - (b) each member's class of registration and specialist status;
  - (c) the terms, conditions and limitations imposed on each certificate of registration;
  - (d) a notation of every revocation and suspension of a certificate of registration;

(3.1) Les dispositions suivantes de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à un réexamen effectué par la Commission :

1. Article 21.1 (correction d'erreurs).
2. Article 25.1 (règles). 1998, chap. 18, annexe G, art. 12.

(4) Lors d'une audience, les conclusions de fait se fondent uniquement sur les preuves admissibles ou les questions dont il peut être pris connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Conclusions de fait

(5) Lors d'un réexamen, les conclusions de fait se fondent uniquement sur la demande et les éléments de preuve documentaire admissibles ou sur les questions dont il peut être pris connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Idem

(6) À la suite de l'audience ou du réexamen, la Commission rend une ordonnance dans l'un ou l'autre, ou plusieurs, des buts suivants :

Décision de la Commission

1. Confirmer l'ordonnance rendue par le sous-comité.
2. Exiger du comité d'inscription qu'il rende une ordonnance enjoignant au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande si ce dernier réussit aux examens ou aux cours de formation que le comité d'inscription peut préciser.
3. Exiger du comité d'inscription qu'il rende une ordonnance enjoignant au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande et de l'assortir des conditions et des restrictions qu'elle estime opportunes.
4. Renvoyer la question au comité d'inscription pour qu'un sous-comité l'examine de nouveau, en y joignant les recommandations qu'elle estime opportunes.

(7) La Commission ne peut rendre d'ordonnance visée à la disposition 3 du paragraphe (6) que si elle constate que l'auteur de la demande satisfait pour l'essentiel aux exigences d'inscription et que le sous-comité a exercé ses pouvoirs de façon irrégulière.

Idem

(8) Lorsqu'elle rend une ordonnance aux termes du paragraphe (6), la Commission n'exige pas du comité d'inscription qu'il enjoigne au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur d'une demande qui ne satisfait pas à une exigence d'inscription prescrite comme étant une exigence à laquelle on ne peut se soustraire.

Restriction applicable à l'ordonnance

(9) Sont parties à une audience ou à un réexamen l'ordre et l'auteur de la demande. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 22 (4) à (9).

Parties

23. (1) Le registrateur dresse un tableau. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 23 (1).

Tableau

- (2) Le tableau contient les renseignements suivants :
  - a) le nom, l'adresse professionnelle et le numéro de téléphone professionnel de chaque membre;
  - b) la catégorie d'inscription et la qualité de spécialiste de chaque membre;
  - c) les conditions et les restrictions dont est assorti chaque certificat d'inscription;
  - d) l'indication de chaque révocation et de chaque suspension de certificat d'inscription;

Contenu du tableau



	<p>(e) the result of every disciplinary and incapacity proceeding;</p> <p>(e.1) where findings of the Discipline Committee are appealed, a notation that they are under appeal;</p> <p>(f) information that a panel of the Registration, Discipline or Fitness to Practise Committee specifies shall be included; and</p> <p>(g) information that is required to be kept in the register in accordance with the by-laws. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 23 (2); 1993, c. 37, s. 7 (1); 1998, c. 18, Sched. G, s. 13 (1).</p>	<p>e) l'issue de chaque procédure disciplinaire et de chaque procédure pour incapacité;</p> <p>e.1) s'il est interjeté appel des conclusions du comité de discipline, une indication à ce sujet;</p> <p>f) les renseignements que précise un sous-comité du comité d'inscription, du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle;</p> <p>g) les renseignements qui doivent être conservés au tableau conformément aux règlements administratifs. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 23 (2); 1993, chap. 37, par. 7 (1); 1998, chap. 18, annexe G, par. 13 (1).</p>
Same	(2.1) When an appeal of findings of the Discipline Committee is finally disposed of, the notation added to the register under clause (2) (e.1) shall be removed. 1993, c. 37, s. 7 (2).	(2.1) Lorsqu'il est statué de façon définitive sur un appel des conclusions du comité de discipline, l'indication ajoutée au tableau aux termes de l'alinéa (2) e.1) est retranchée. 1993, chap. 37, par. 7 (2). Idem
Access to information	<p>(3) A person may obtain, during normal business hours, the following information contained in the register:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Information described in clauses (2) (a) to (c).</li> <li>2. Information described in clause (2) (d) relating to a suspension that is in effect.</li> <li>3. The results of every disciplinary and incapacity proceeding completed within six years before the time the register was prepared or last updated,               <ol style="list-style-type: none"> <li>i. in which a member's certificate of registration was revoked or suspended or had terms, conditions or limitations imposed on it, or</li> <li>ii. in which a member was required to pay a fine or attend to be reprimanded or in which an order was suspended if the results of the proceeding were directed to be included in the register by a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee.</li> </ol> </li> </ol> <p>3.1 For every disciplinary proceeding, completed at any time before the time the register was prepared or last updated, in which a member was found to have committed sexual abuse, as defined in clause 1 (3) (a) or (b), the results of the proceeding.</p> <p>3.2 Information described in clause (2) (e.1) related to appeals of findings of the Discipline Committee.</p> <p>4. Information designated as public in the by-laws. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 23 (3); 1993, c. 37, s. 7 (3, 4); 1998, c. 18, Sched. G, s. 13 (2).</p>	<p>(3) Quiconque peut obtenir, pendant les heures de bureau normales, les renseignements suivants figurant au tableau :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les renseignements visés aux alinéas (2) a) à c).</li> <li>2. Les renseignements visés à l'alinéa (2) d) en ce qui concerne une suspension qui est en vigueur.</li> <li>3. L'issue de chaque procédure disciplinaire et de chaque procédure pour incapacité qui a pris fin dans les six ans ayant précédé la date à laquelle le tableau a été dressé ou mis à jour la dernière fois :               <ol style="list-style-type: none"> <li>i. soit au cours de laquelle le certificat d'inscription d'un membre a été révoqué ou suspendu ou a été assorti de conditions ou de restrictions,</li> <li>ii. soit au cours de laquelle un membre a été tenu de verser une amende ou de comparaître pour être réprimandé, ou au cours de laquelle une ordonnance a été suspendue si un sous-comité du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle a ordonné de consigner au tableau l'issue de la procédure.</li> </ol> </li> </ol> <p>3.1 L'issue de la procédure disciplinaire, dans le cas de chaque procédure disciplinaire qui a pris fin à n'importe quel moment avant la date à laquelle le tableau a été dressé ou mis à jour la dernière fois, au cours de laquelle il a été conclu qu'un membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) a) ou b).</p> <p>3.2 Les renseignements visés à l'alinéa (2) e.1) qui ont trait aux appels des conclusions du comité de discipline.</p> <p>4. Les renseignements désignés comme étant de nature publique dans les règlements administratifs. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 23 (3); 1993, chap. 37, par. 7 (3) et (4); 1998, chap. 18, annexe G, par. 13 (2).</p>
When information can be withheld	(3.1) The Registrar may refuse to allow a person to obtain a member's business address and business telephone number if the Registrar has reasonable grounds to believe that disclosure of the information may jeopardize the member's safety. 1998, c. 18, Sched. G, s. 13 (3).	(3.1) Le registrateur peut refuser de fournir à une personne l'adresse professionnelle et le numéro de téléphone professionnel d'un membre s'il a des motifs raisonnables de croire que la divulgation de ces renseignements risque de mettre en danger la sécurité du membre. 1998, chap. 18, annexe G, par. 13 (3). Cas où la divulgation de renseignements peut être refusée
Panels specifying information in register	(4) In disposing of a matter, a panel of the Registration, Discipline or Fitness to Practise Committee may,	(4) Lorsqu'il tranche une question, un sous-comité du comité d'inscription, du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle peut, pour l'applica- Renseignements pré-cisés par les sous-comités



	for the purposes of clause (2) (f), specify information to be included in the register.	tion de l'alinéa (2) f), préciser les renseignements devant figurer au tableau.	
Panels directing results to be public	(5) In disposing of a matter, a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee may, for the purposes of subparagraph ii of paragraph 3 of subsection (3), direct that the results of the proceeding be included in the register.	(5) Lorsqu'il tranche une question, un sous-comité du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle peut, pour l'application de la sous-disposition ii de la disposition 3 du paragraphe (3), ordonner que l'issue de la procédure soit précisée au tableau.	Publication de l'issue sur ordre des sous-comités
Information from register	(6) The Registrar shall provide to a person, upon the payment of a reasonable charge, a copy of any information in the register the person may obtain. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 23 (4-6).	(6) Le registrateur fournit à une personne, moyennant le versement de frais raisonnables, une copie de tous les renseignements figurant au tableau qu'elle est autorisée à obtenir. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 23 (4) à (6).	Renseignements figurant au tableau
Meaning of "results of proceeding"	(7) For the purpose of this section and section 56, "result", when used in reference to a disciplinary or incapacity proceeding, means the panel's finding, particulars of the grounds for the finding, and the penalty imposed, including any reprimand. 1993, c. 37, s. 7 (5).	(7) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 56. «issue», lorsqu'il est employé relativement à une procédure disciplinaire ou à une procédure pour incapacité, s'entend de la conclusion du sous-comité, de l'exposé des motifs à l'appui de celle-ci et de la peine infligée, y compris toute réprimande. 1993, chap. 37, par. 7 (5).	Signification du terme «issue de la procédure»
Suspension for non-payment of fees	24. If a member fails to pay a fee that he or she is required to pay in accordance with the by-laws, the Registrar shall give the member notice of default and of intention to suspend the member and may suspend the member's certificate of registration for failure to pay the fee two months after notice is given. 1998, c. 18, Sched. G, s. 14.	24. Si un membre n'acquiesce pas les droits ou les cotisations qu'il est tenu de payer conformément aux règlements administratifs, le registrateur l'avise du défaut de paiement et de son intention de le suspendre et peut, deux mois après avoir remis l'avis, suspendre le certificat d'inscription du membre pour cause de non-acquittement des droits ou des cotisations. 1998, chap. 18, annexe G, art. 14.	Suspension en cas de non-acquittement des droits ou des cotisations

## COMPLAINTS

Panel for investigation of complaints	25. (1) A complaint filed with the Registrar regarding the conduct or actions of a member shall be investigated by a panel selected by the chair of the Complaints Committee from among the members of the Committee.	25. (1) Toute plainte relative à la conduite ou aux actes d'un membre qui est déposée auprès du registrateur fait l'objet d'une enquête par un sous-comité dont les membres sont choisis par le président du comité des plaintes parmi les membres du comité.	Sous-comité chargé de faire enquête sur les plaintes
Composition	(2) A panel shall be composed of at least three persons, at least one of whom shall be a person appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.	(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois personnes, dont au moins une est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Composition
Quorum	(3) Three members of a panel constitute a quorum.	(3) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité.	Quorum
Complaint must be recorded	(4) A panel shall not be selected unless the complaint is in writing or is recorded on a tape, film, disk or other medium.	(4) Un sous-comité ne peut être constitué que si la plainte est présentée par écrit ou enregistrée sur une bande, un film, un disque ou un autre support.	Rédaction ou enregistrement obligatoire de la plainte
Notice to member	(5) The Registrar shall give the member who is the subject of a complaint notice of the complaint and of the provisions of subsection 26 (1). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 25.	(5) Le registrateur avise de la plainte et des dispositions du paragraphe 26 (1) le membre qui fait l'objet de la plainte. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 25.	Avis adressé au membre
Consideration by panel	26. (1) A member who is the subject of a complaint may make written submissions to the panel within thirty days after receiving notice under subsection 25 (5).	26. (1) Le membre qui fait l'objet d'une plainte peut présenter des observations par écrit au sous-comité dans les trente jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe 25 (5).	Examen par le sous-comité
Powers of panel	(2) A panel, after investigating a complaint regarding the conduct or actions of a member, considering the submissions of the member and considering or making reasonable efforts to consider all records and documents it considers relevant to the complaint, may do any one or more of the following:  1. Refer a specified allegation of the member's professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee if the allegation is related to the complaint.  2. Refer the member to the Executive Committee for incapacity proceedings.	(2) Après avoir fait enquête sur une plainte relative à la conduite ou aux actes d'un membre, avoir étudié les observations du membre et avoir examiné ou avoir fait des efforts raisonnables pour examiner tous les documents et éléments d'information qui, selon lui, se rapportent à la plainte, le sous-comité peut prendre l'une ou l'autre, ou plusieurs, des mesures suivantes :  1. Renvoyer toute allégation précisée de faute professionnelle ou d'incompétence du membre au comité de discipline, si elle se rapporte à la plainte.  2. Adresser le membre au bureau aux fins de procédures pour incapacité.	Pouvoirs du sous-comité



	<p>3. Require the member to appear before the panel or another panel of the Complaints Committee to be cautioned.</p> <p>4. Take action it considers appropriate that is not inconsistent with the health profession Act, this Code, the regulations or by-laws. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 26.</p>	<p>3. Exiger du membre qu'il se présente devant le sous-comité ou un autre sous-comité du comité des plaintes pour recevoir un avertissement.</p> <p>4. Prendre toute mesure qu'il estime opportune et qui n'est pas incompatible avec la loi sur une profession de la santé, le présent code, les règlements ou les règlements administratifs. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 26.</p>	
Complaint about sexual abuse	(3) In exercising its powers under paragraph 4 of subsection (2), the panel may not refer the matter to the Quality Assurance Committee if the complaint is about sexual abuse as defined in clause 1 (3) (a) or (b).	(3) Lorsqu'il exerce ses pouvoirs en vertu de la disposition 4 du paragraphe (2), le sous-comité ne peut renvoyer l'affaire au comité d'assurance de la qualité si la plainte porte sur des mauvais traitements d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) a) ou b).	Plainte relative à des mauvais traitements d'ordre sexuel
Complaint in bad faith, etc.	(4) If the panel considers a complaint to be frivolous, vexatious, made in bad faith or otherwise an abuse of process, it shall give the complainant and the member notice that it intends to take no action with respect to the complaint and that the complainant and the member have a right to make written submissions within 30 days after receiving the notice.	(4) Si le sous-comité estime qu'une plainte est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle constitue par ailleurs un usage abusif de la procédure, il avise le plaignant et le membre de son intention de ne prendre aucune mesure à l'égard de la plainte, et du droit qu'ont ces derniers de présenter des observations par écrit dans les 30 jours suivant la réception de l'avis.	Plainte faite de mauvaise foi
Same	(5) If the panel is satisfied, after considering the written submissions of the complainant and the member, that a complaint was frivolous, vexatious, made in bad faith or otherwise an abuse of process, the panel shall not take action with respect to the complaint. 1998, c. 18, Sched. G, s. 15.	(5) Si le sous-comité est convaincu, après examen des observations écrites du plaignant et du membre, qu'une plainte est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle constitue par ailleurs un usage abusif de la procédure, il ne prend aucune mesure à l'égard de la plainte. 1998, chap. 18, annexe G, art. 15.	Idem
Notice of decision	<p>27. A panel shall give the complainant and the member who is the subject of the complaint,</p> <p>(a) a copy of its decision;</p> <p>(b) a copy of its reasons, if the panel decided to take no action with respect to a complaint or to do anything under paragraph 3 or 4 of subsection 26 (2); and</p> <p>(c) a notice advising the member and the complainant of any right to request a review they may have under subsection 29 (2). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 27.</p>	<p>27. Le sous-comité donne au plaignant et au membre qui fait l'objet de la plainte les documents suivants :</p> <p>a) une copie de sa décision;</p> <p>b) une copie du texte des motifs, si le sous-comité a décidé de ne prendre aucune mesure à l'égard de la plainte ou de prendre la mesure prévue à la disposition 3 ou 4 du paragraphe 26 (2);</p> <p>c) un avis informant le membre et le plaignant de tout droit de demander un réexamen qui peut leur être conféré en vertu du paragraphe 29 (2). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 27.</p>	Avis de décision
Timely disposal	28. (1) A panel shall dispose of a complaint within 120 days after the filing of the complaint.	28. (1) Le sous-comité statue sur la plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt.	Délai
If complaint not disposed of	(2) If a complaint regarding the conduct or actions of a member has not been disposed of by a panel within 120 days after the filing of the complaint, the Board, on application of the member or the complainant, may require the Complaints Committee to ensure the complaint is disposed of.	(2) Si le sous-comité n'a pas statué sur la plainte relative à la conduite ou aux actes d'un membre dans les 120 jours qui suivent son dépôt, la Commission peut, à la demande du membre ou du plaignant, exiger du comité des plaintes qu'il fasse en sorte qu'il soit statué sur la plainte.	Cas où il n'est pas statué sur la plainte
If further delay	(3) If the complaint is not disposed of within sixty days after the Board's requirement, the Board shall investigate the complaint and make an order under subsection (5) within 120 days after the Board's requirement.	(3) S'il n'est toujours pas statué sur la plainte dans les soixante jours après que la Commission l'a exigé, cette dernière fait enquête sur la plainte et rend une ordonnance en vertu du paragraphe (5) dans les 120 jours après que la Commission a exigé qu'il soit statué sur la plainte.	Non-respect du délai prorogé
Board's investigatory powers	(4) In investigating a complaint, the Board has all the powers of a panel of the Complaints Committee and of the Registrar with respect to the investigation of the matter and, in particular, the Board may appoint an investigator under clause 75 (c).	(4) Lorsqu'elle fait enquête sur une plainte, la Commission est dotée des pouvoirs d'un sous-comité du comité des plaintes et de ceux du registraire à l'égard de l'enquête sur la question et peut, notamment, nommer un enquêteur en vertu de l'alinéa 75 c).	Pouvoirs d'enquête de la Commission
Powers of Board	<p>(5) After an investigation, the Board may do any one or more of the following:</p> <p>1. Refer the matter to the Complaints Committee.</p> <p>2. Make recommendations the Board considers appropriate to the Complaints Committee.</p> <p>3. Require the Complaints Committee or a panel to do anything the Committee or a panel may</p>	<p>(5) Après son enquête, la Commission peut prendre l'une ou l'autre, ou plusieurs, des mesures suivantes :</p> <p>1. Renvoyer la question au comité des plaintes.</p> <p>2. Faire les recommandations qu'elle estime opportunes à l'intention du comité des plaintes.</p> <p>3. Exiger du comité des plaintes ou d'un sous-comité qu'il prenne toute mesure que le comité</p>	Pouvoirs de la Commission



do under the health profession Act and this Code except to request the Registrar to conduct an investigation. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 28.

ou un sous-comité est habilité à prendre en vertu de la loi sur une profession de la santé et du présent code, sauf s'il s'agit de demander au registrateur de mener une enquête. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 28.

Review by Board	29. (1) Subject to section 30, the Board shall review a decision of a panel of the Complaints Committee if the Board receives a request under subsection (2).	29. (1) Sous réserve de l'article 30, la Commission réexamine la décision d'un sous-comité du comité des plaintes si elle reçoit une demande aux termes du paragraphe (2).	Réexamen par la Commission
Request for review	(2) The complainant or the member who is the subject of the complaint may request the Board to review a decision of a panel of the Complaints Committee unless the decision was, (a) to refer an allegation of professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee; or (b) to refer the member to the Executive Committee for incapacity proceedings.	(2) Le plaignant ou le membre qui fait l'objet de la plainte peut demander à la Commission de réexaminer la décision d'un sous-comité du comité des plaintes, sauf si la décision : a) soit renvoyait une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence au comité de discipline; b) soit adressait le membre au bureau aux fins de procédures pour incapacité.	Demande de réexamen
Time limit	(3) A request for a review may be made only within thirty days after the receipt of the notice of the right to request a review given under clause 27 (c).	(3) La demande de réexamen ne peut être présentée que dans les trente jours suivant la réception de l'avis relatif au droit de demander un réexamen donné aux termes de l'alinéa 27 c).	Délai
Parties	(4) The complainant and the member who is the subject of the complaint are parties to a review. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 29.	(4) Sont parties à un réexamen le plaignant et le membre qui fait l'objet de la plainte. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 29.	Parties
When no review	30. (1) The Board shall not review a decision if the party who requested the review withdraws the request and the other party consents.	30. (1) La Commission ne réexamine pas la décision si la partie qui demande le réexamen retire sa demande et que l'autre partie y consent.	Aucun réexamen
Request in bad faith, etc.	(2) If the Board considers a request to review a decision to have been frivolous, vexatious, made in bad faith or otherwise an abuse of process, it shall give the parties notice that it intends not to proceed with the review and that the parties have a right to make written submissions within thirty days after receiving the notice.	(2) Si la Commission estime qu'une demande de réexamen de décision est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle constitue par ailleurs un usage abusif de la procédure, elle avise les parties de son intention de ne pas donner suite au réexamen et du droit qu'ont ces dernières de présenter des observations par écrit dans les trente jours suivant la réception de l'avis.	Demande faite de mauvaise foi
Idem	(3) If the Board is satisfied, after considering the written submissions of the parties, that a request was frivolous, vexatious, made in bad faith or otherwise an abuse of process, the Board shall not review the decision. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 30.	(3) Si la Commission est convaincue, après étude des observations écrites des parties, qu'une demande est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle constitue par ailleurs un usage abusif de la procédure, elle ne réexamine pas la décision. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 30.	Idem
Personal representative as complainant	31. A complainant's personal representative may act as the complainant for the purposes of a review of the decision by the Board if the complainant dies or becomes incapacitated. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 31.	31. Le représentant d'un plaignant peut agir à titre de plaignant aux fins du réexamen de la décision par la Commission si le plaignant décède ou est frappé d'incapacité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 31.	Représentant à titre de plaignant
Record of decision to be reviewed	32. (1) If the Board is requested to review a decision, the Registrar shall give the Board, within fifteen days after the Board's request, a record of the investigation and the documents and things upon which the decision was based.	32. (1) Si demande est faite à la Commission de réexaminer une décision, le registrateur lui remet dans les quinze jours suivant sa demande un compte rendu de l'enquête, ainsi que les documents et choses sur lesquels la décision était fondée.	Examen du compte rendu de la décision
Disclosure	(2) Before reviewing a decision, the Board shall disclose to the parties everything given to it by the Registrar under subsection (1).	(2) Avant de procéder au réexamen de la décision, la Commission divulgue auprès des parties tout ce que lui a remis le registrateur aux termes du paragraphe (1).	Divuligation
Exceptions	(3) The Board may refuse to disclose anything that may, in its opinion, (a) disclose matters involving public security; (b) undermine the integrity of the complaint investigation and review process; (c) disclose financial or personal or other matters of such a nature that the desirability of avoiding their disclosure in the interest of any person affected or in the public interest outweighs	(3) La Commission peut refuser de divulguer tout ce qui, à son avis, risque, selon le cas : a) d'entraîner la divulgation de questions touchant à la sécurité publique; b) d'ébranler l'intégrité du processus d'enquête sur la plainte et de réexamen; c) de divulguer des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée ou dans l'intérêt public	Exceptions

	the desirability of adhering to the principle that disclosure be made;	qu'adhérer au principe selon lequel la divulgation doit avoir lieu;	
	(d) prejudice a person involved in a criminal proceeding or in a civil suit or proceeding; or	d) de léser une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile;	
	(e) jeopardize the safety of any person. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 32.	e) de mettre en danger la sécurité de quiconque. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 32.	
Conduct of review	33. (1) In a review, the Board shall consider either or both of,	33. (1) Lors d'un réexamen, la Commission prend en considération l'un et l'autre, ou un seul, des éléments suivants :	Procédure de réexamen
	(a) the adequacy of the investigation conducted; or	a) le caractère adéquat de l'enquête menée;	
	(b) the reasonableness of the decision.	b) le caractère raisonnable de la décision.	
Procedure	(2) In conducting a review, the Board,	(2) Lorsqu'elle procède à un réexamen, la Commission :	Procédure
	(a) shall give the party requesting the review an opportunity to comment on the matters set out in clauses (1) (a) and (b) and the other party an opportunity to respond to those comments;	a) donne à la partie qui demande le réexamen la possibilité de faire des commentaires sur les questions énoncées aux alinéas (1) a) et b), et à l'autre partie la possibilité d'y répondre;	
	(b) may require the College to send a representative;	b) peut exiger de l'ordre qu'il envoie un représentant;	
	(c) may question the parties and the representative of the College;	c) peut interroger les parties et le représentant de l'ordre;	
	(d) may permit the parties to make representations with respect to issues raised by any questions asked under clause (c); and	d) peut permettre aux parties de présenter des observations sur les questions soulevées par toute question posée en vertu de l'alinéa c);	
	(e) shall not allow the parties or the representative of the College to question each other. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 33.	e) ne permet pas aux parties et au représentant de l'ordre de s'interroger mutuellement. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 33.	
Procedural provisions	34. (1) The following provisions apply with necessary modifications to a review by the Board:	34. (1) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réexamens effectués par la Commission :	Dispositions relatives à la procédure
	1. Section 43 (no communication by panel members).	1. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).	
	2. Section 45 (hearings open).	2. L'article 45 (audiences publiques).	
	3. Section 47 (sexual misconduct witnesses).	3. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).	
	4. Section 50 (members of panel who participate).	4. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).	
	5. Section 55 (release of evidence). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 34.	5. L'article 55 (communication des preuves). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 34.	
Same	(2) The following provisions of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> also apply with necessary modifications to a review by the Board:	(2) Les dispositions suivantes de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à un réexamen effectué par la Commission :	Idem
	1. Section 4 (waiver of procedural requirement).	1. Article 4 (renonciation aux exigences en matière de procédure).	
	2. Section 4.1 (disposition of proceeding without hearing).	2. Article 4.1 (absence d'audience).	
	3. Section 5.1 (written hearings).	3. Article 5.1 (audiences écrites).	
	4. Section 5.2 (electronic hearings).	4. Article 5.2 (audiences électroniques).	
	5. Section 5.3 (pre-hearing conferences).	5. Article 5.3 (conférences préparatoires à l'audience).	
	6. Section 21 (adjournments).	6. Article 21 (ajournement).	
	7. Section 21.1 (correction of errors).	7. Article 21.1 (correction d'erreurs).	
	8. Section 25.1 (rules). 1998, c. 18, Sched. G, s. 16.	8. Article 25.1 (règles). 1998, chap. 18, annexe G, art. 16.	
Powers of Board	35. (1) After conducting a review of a decision, the Board may do any one or more of the following:	35. (1) Après avoir effectué le réexamen d'une décision, la Commission peut prendre l'une ou l'autre, ou plusieurs, des mesures suivantes :	Pouvoirs de la Commission
	1. Confirm all or part of the decision.	1. Confirmer la décision, en totalité ou en partie.	



2. Make recommendations the Board considers appropriate to the Complaints Committee.
3. Require the Complaints Committee to do anything the Committee or a panel may do under the health profession Act and this Code except to request the Registrar to conduct an investigation.

Decision in writing

(2) The Board shall give its decision and reasons in writing to the parties and the Complaints Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 35.

## DISCIPLINE

Executive Committee referral

36. (1) The Executive Committee may refer a specified allegation of a member's professional misconduct or incompetence to the Discipline Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 36.

Allegations of sexual abuse

(2) In deciding whether or not to refer an allegation of the sexual abuse of a patient to the Discipline Committee, the Executive Committee shall take into account any opinion, required under subsection 85.3 (5), as to whether or not the member who is the subject of the report is likely to sexually abuse patients in the future. 1993, c. 37, s. 9.

Interim suspension

37. (1) The Executive Committee may, subject to subsection (5), make an interim order directing the Registrar to suspend or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if,

- (a) an allegation is referred to the Discipline Committee; and
- (b) it is of the opinion that the conduct of the member exposes or is likely to expose his or her patients to harm or injury.

Procedure following interim suspension

(2) If an order is made under subsection (1) by the Executive Committee in relation to a matter referred to the Discipline Committee,

- (a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and
- (b) the Discipline Committee shall give precedence to the matter.

Duration of order

(3) An order under subsection (1) continues in force until the matter is disposed of by a panel of the Discipline Committee.

Panel's order

(4) In a matter in which an order under subsection (1) was made, an order of a panel of the Discipline Committee directing the Registrar to revoke, suspend or impose conditions on a member's certificate takes effect immediately despite any appeal.

Restrictions on orders

(5) No order shall be made under subsection (1) with respect to a member by the Executive Committee unless the member has been given,

- (a) notice of the Committee's intention to make the order; and
- (b) at least fourteen days to make written submissions to the Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 37.

Panel for discipline hearing

38. (1) The chair of the Discipline Committee shall select a panel from among the members of the Committee to hold a hearing of allegations of a member's professional misconduct or incompetence referred to

2. Faire les recommandations qu'elle estime opportunes à l'intention du comité des plaintes.
3. Exiger du comité des plaintes qu'il prenne toute mesure qu'il est habilité à prendre en vertu de la loi sur une profession de la santé et du présent code, sauf s'il s'agit de demander au registrateur de mener une enquête.

(2) La Commission communique sa décision motivée par écrit aux parties et au comité des plaintes. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 35.

Décision par écrit

## DISCIPLINE

36. (1) Le bureau peut renvoyer au comité de discipline toute allégation précisée de faute professionnelle ou d'incompétence d'un membre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 36.

Renvoi des allégations par le bureau

(2) Pour décider s'il y a lieu de renvoyer au comité de discipline une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, le bureau tient compte de toute opinion, exigée aux termes du paragraphe 85.3 (5), quant à la probabilité que le membre qui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir. 1993, chap. 37, art. 9.

Allégations de mauvais traitements d'ordre sexuel

37. (1) Le bureau peut, sous réserve du paragraphe (5), rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre ou de l'assortir de conditions ou de restrictions si :

Suspension provisoire

- a) d'une part, une allégation est renvoyée au comité de discipline;
- b) d'autre part, il est d'avis que la conduite du membre expose ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.

(2) Si le bureau rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline :

Procédure suivant la suspension provisoire

- a) d'une part, l'ordre traite la question avec célérité;
- b) d'autre part, le comité de discipline donne priorité à la question.

(3) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que la question soit tranchée par un sous-comité du comité de discipline.

Effet de l'ordonnance

(4) Dans le cas d'une question à l'égard de laquelle a été rendue l'ordonnance prévue au paragraphe (1), l'ordonnance d'un sous-comité du comité de discipline enjoignant au registrateur de révoquer ou de suspendre le certificat d'un membre, ou de l'assortir de conditions, prend effet immédiatement, même en cas d'appel.

Ordonnance d'un sous-comité

(5) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un membre par le bureau sans que le membre :

Restrictions relatives aux ordonnances

- a) ait été avisé de l'intention du bureau de rendre l'ordonnance;
- b) ait bénéficié d'un délai d'au moins quatorze jours pour présenter des observations par écrit au bureau. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 37.

38. (1) Le président du comité de discipline constitue un sous-comité dont les membres sont choisis parmi les membres du comité pour tenir une audience sur les allégations de faute professionnelle ou d'incompé-

Sous-comité constitué pour les questions disciplinaires



	the Committee by the Executive or Complaints Committee.	tence d'un membre, renvoyées au comité par le bureau ou par le comité des plaintes.	
Composition	(2) A panel shall be composed of at least three and no more than five persons, at least two of whom shall be persons appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.	(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois et d'au plus cinq personnes, dont au moins deux sont des personnes nommées au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.	Composition
Idem	(3) At least one of the members of a panel shall be both a member of the College and a member of the Council.	(3) Au moins un des membres du sous-comité est à la fois membre de l'ordre et membre du conseil.	Idem
Exclusion from panel	(4) No person shall be selected for a panel who has taken part in the investigation of what is to be the subject-matter of the panel's hearing.	(4) Ne peut être choisi pour faire partie du sous-comité quiconque a participé à l'enquête sur ce qui doit constituer l'objet de l'audience du sous-comité.	Exclusion
Quorum	(5) Three members of a panel, at least one of whom must be a member who was appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council, constitute a quorum. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 38.	(5) Trois membres, dont au moins un doit avoir été nommé au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil, constituent le quorum d'un sous-comité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 38.	Quorum
Panel members deemed to continue	39. A member of a panel who ceases to be a member of the Discipline Committee after a hearing of a matter has commenced before the panel shall be deemed, for the purposes of dealing with that matter, to remain a member of the panel until the final disposition of the matter. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 39.	39. Le membre d'un sous-comité qui cesse d'être membre du comité de discipline après qu'a commencé l'audition d'une question devant le sous-comité est réputé, aux fins du règlement de la question, être toujours membre du sous-comité jusqu'à ce que la question soit tranchée de façon définitive. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 39.	Les membres du sous-comité sont réputés maintenus
Amendment of notice of hearing	40. A panel may at any time permit a notice of hearing of allegations against a member to be amended to correct errors or omissions of a minor or clerical nature if it is of the opinion that it is just and equitable to do so and the panel may make any order it considers necessary to prevent prejudice to the member. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 40.	40. Le sous-comité peut en tout temps permettre que l'avis d'audience relative aux allégations faites contre un membre soit modifié pour corriger les erreurs ou omissions mineures ou les coquilles qui s'y trouvent, s'il est d'avis qu'il est juste et équitable de ce faire. Le sous-comité peut rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire pour éviter tout préjudice au membre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 40.	Modification des avis d'audience
Parties	41. The College and the member against whom allegations have been made are parties to a hearing. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 41.	41. Sont parties à l'audience l'ordre et le membre contre lequel des allégations ont été faites. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 41.	Parties
Non-party participation in hearings	41.1 (1) A panel may allow a person who is not a party to participate in a hearing if, (a) the good character, propriety of conduct or competence of the person is an issue at the hearing; or (b) the participation of the person, would, in the opinion of the panel, be of assistance to the panel.	41.1 (1) Le sous-comité peut permettre à toute personne qui n'est pas partie de participer à une audience dans les cas suivants : a) la bonne réputation, la bonne conduite ou la compétence de la personne est une question en litige à l'audience; b) il est d'avis que la participation de la personne lui serait utile.	Participation de tiers aux audiences
Extent of participation	(2) The panel shall determine the extent to which a person who is allowed to participate may do so and, without limiting the generality of this, the panel may allow the person to make oral or written submissions, to lead evidence and to cross examine witnesses. 1993, c. 37, s. 10.	(2) Le sous-comité détermine dans quelle mesure la personne dont il permet la participation peut le faire et, notamment, peut permettre à la personne de présenter des observations orales ou écrites, de présenter des preuves et de contre-interroger des témoins. 1993, chap. 37, art. 10.	Mesure de la participation
Disclosure of evidence	42. (1) Evidence against a member is not admissible at a hearing of allegations against the member unless the member is given, at least ten days before the hearing, (a) in the case of written or documentary evidence, an opportunity to examine the evidence; (b) in the case of evidence of an expert, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence; or (c) in the case of evidence of a witness, the identity of the witness. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 42 (1); 1993, c. 37, s. 11.	42. (1) Les preuves contre un membre ne sont recevables lors de l'audition des allégations faites contre lui que si, au moins dix jours avant l'audience, il a été donné au membre, selon le cas : a) dans le cas d'éléments de preuve écrite ou documentaire, la possibilité de les examiner; b) dans le cas de preuves d'un expert, l'identité de l'expert et une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves; c) dans le cas de preuves testimoniales, l'identité des témoins. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 42 (1); 1993, chap. 37, art. 11.	Divulgence des preuves
Exception	(2) A panel may, in its discretion, allow the introduction of evidence that is inadmissible under subsection (1) and may make directions it considers neces-	(2) Le sous-comité peut, à sa discrétion, permettre la présentation de preuves qui ne sont pas recevables aux termes du paragraphe (1) et peut donner les directives	Exception



	sary to ensure that the member is not prejudiced. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 42 (2).	qu'il estime nécessaires pour empêcher que le membre soit lésé. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 42 (2).	
Disclosure of evidence	42.1 (1) Evidence of an expert led by a person other than the College is not admissible unless the person gives the College, at least ten days before the hearing, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence. 1993, c. 37, s. 12.	42.1 (1) Les preuves d'un expert présentées par une personne autre que l'ordre ne sont recevables que si, au moins dix jours avant l'audience, la personne divulgue à l'ordre l'identité de l'expert et lui donne une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves. 1993, chap. 37, art. 12.	Divulgence des preuves
Exception	(2) A panel may, in its discretion, allow the introduction of evidence that is inadmissible under this section and may make directions it considers necessary to ensure that the College is not prejudiced. 1998, c. 18, Sched. G, s. 17.	(2) Le sous-comité peut, à sa discrétion, permettre la présentation de preuves qui ne sont pas recevables aux termes du présent article et peut donner les directives qu'il estime nécessaires pour empêcher que l'ordre ne soit lésé. 1998, chap. 18, annexe G, art. 17.	Exception
No communication by panel members	43. No member of a panel holding a hearing shall communicate outside the hearing, in relation to the subject-matter of the hearing, with a party or the party's representative unless the other party has been given notice of the subject-matter of the communication and an opportunity to be present during the communication. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 43.	43. Aucun membre d'un sous-comité qui tient une audience ne peut s'entretenir, en dehors de l'audience, avec une partie ou son représentant à propos de l'objet de l'audience, sans que l'autre partie ait été avisée de l'objet de l'entretien et qu'il lui soit donné la possibilité d'y assister. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 43.	Interdiction aux membres des sous-comités de communiquer
Legal advice	44. If a panel obtains legal advice with respect to a hearing, it shall make the nature of the advice known to the parties and they may make submissions with respect to the advice. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 44.	44. Si un sous-comité obtient des avis juridiques relativement à une audience, il en fait connaître la nature aux parties et ces dernières peuvent présenter des observations à cet égard. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 44.	Avis juridiques
Hearings public	45. (1) A hearing shall, subject to subsection (2), be open to the public.	45. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les audiences sont publiques.	Audiences publiques
Exclusion of public	(2) The panel may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of it if the panel is satisfied that, (a) matters involving public security may be disclosed; (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public; (c) a person involved in a criminal proceeding or in a civil suit or proceeding may be prejudiced; or (d) the safety of a person may be jeopardized.	(2) Le sous-comité peut rendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie de celle-ci doit se tenir à huis clos s'il est convaincu que, selon le cas : (a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées; (b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques; (c) une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile pourrait être lésée; (d) la sécurité de quiconque risque d'être mise en danger.	Huis clos
Orders preventing public disclosure	(3) In situations in which the panel may make an order that the public be excluded from a hearing, it may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed at the hearing, including orders banning the publication or broadcasting of those matters.	(3) Dans les cas où le sous-comité peut rendre une ordonnance portant que l'audience doit se tenir à huis clos, il peut rendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation dans le public des questions dont il a été fait état lors de l'audience, et notamment proscrire la publication ou la radiodiffusion de ces questions.	Ordonnances interdisant la divulgation
Public information may be disclosed	(4) No order shall be made under subsection (3) that prevents the publication of anything that is contained in the register and available to the public.	(4) Nulle ordonnance empêchant la publication des renseignements qui figurent au tableau et qui sont accessibles au public ne peut être rendue en vertu du paragraphe (3).	Possibilité de divulguer les renseignements publics
Exclusion of public	(5) The panel may make an order that the public be excluded from the part of a hearing dealing with a motion for an order under subsection (2).	(5) Le sous-comité peut rendre une ordonnance portant que la partie de l'audience qui traite d'une motion visant à obtenir une ordonnance en vertu du paragraphe (2) doit se tenir à huis clos.	Huis clos
Orders with respect to matters in submissions	(6) The panel may make any order necessary to prevent the public disclosure of matters disclosed in the submissions relating to any motion described in subsection (5), including prohibiting the publication or broadcasting of those matters.	(6) Le sous-comité peut rendre toute ordonnance nécessaire pour empêcher la divulgation dans le public des questions dont il est fait état dans les observations relatives à une motion visée au paragraphe (5), et notamment proscrire la publication ou la radiodiffusion de ces questions.	Ordonnances à l'égard des questions énoncées dans les observations



Reasons for order, etc.	(7) The panel shall ensure that any order it makes under this section and its reasons are available to the public in writing.	(7) Le sous-comité fait en sorte que toute ordonnance qu'il rend en vertu du présent article soit accessible au public sous forme écrite et accompagnée des motifs.	Motifs à l'appui de l'ordonnance
Reconsidering of order	(8) The panel may reconsider an order made under subsection (2) or (3) at the request of any person or on its own motion. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 45.	(8) Le sous-comité peut réexaminer toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) ou (3), à la demande de quiconque ou de sa propre initiative. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 45.	Réexamen de l'ordonnance
Exception to closed hearings	46. If a panel makes an order under subsection 45 (2) wholly or partly because of the desirability of avoiding disclosure of matters in the interest of a person affected, the panel may allow the person and his or her personal representative to attend the hearing. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 46.	46. Si un sous-comité rend l'ordonnance prévue au paragraphe 45 (2) en totalité ou en partie parce qu'il s'avère souhaitable d'éviter la divulgation de questions dans l'intérêt d'une personne intéressée, le sous-comité peut permettre à cette personne ou à son représentant d'assister à l'audience. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 46.	Exception aux audiences à huis clos
Sexual misconduct witnesses	47. (1) A panel shall, on the request of a witness whose testimony is in relation to allegations of a member's misconduct of a sexual nature involving the witness, make an order that no person shall publish the identity of the witness or any information that could disclose the identity of the witness. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 47.	47. (1) Le sous-comité, à la demande d'un témoin dont le témoignage se rapporte aux allégations d'inconduite d'ordre sexuel de la part d'un membre et qui concerne le témoin, rend une ordonnance portant que nul ne doit rendre publics l'identité du témoin ni aucun renseignement susceptible de révéler l'identité du témoin. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 47.	Témoins d'inconduite sexuelle
Interpretation	(2) In subsection (1),  "allegations of a member's misconduct of a sexual nature" include, but are not limited to, allegations that the member sexually abused the witness when the witness was a patient of the member. 1993, c. 37, s. 13.	(2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).  «allégations d'inconduite d'ordre sexuel de la part d'un membre» S'entend notamment des allégations voulant que le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel au témoin lorsque celui-ci était un patient du membre. 1993, chap. 37, art. 13.	Interprétation
Transcript of hearings	48. (1) The panel holding a hearing shall ensure that, (a) the oral evidence is recorded; (b) copies of the transcript of the hearing are available to a party on the party's request at the party's expense; and (c) copies of the transcript of any part of the hearing that is not the subject of an order prohibiting publication are available to any person at that person's expense.	48. (1) Le sous-comité qui tient une audience veille à ce que : (a) les témoignages oraux soient consignés; (b) la copie de la transcription de l'audience soit accessible aux parties qui en font la demande, à leurs frais; (c) la copie de la transcription de toute partie de l'audience dont la publication n'est pas interdite par ordonnance soit accessible à quiconque, à ses frais.	Transcription des audiences
Transcripts filed with court	(2) If a transcript of a part of a hearing that is the subject of an order prohibiting publication is filed with a court in respect of proceedings, only the court and the parties to the proceedings may examine it unless the court orders otherwise. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 48.	(2) Si la transcription d'une partie de l'audience qui fait l'objet d'une ordonnance en interdisant la publication est déposée auprès d'un tribunal relativement à une instance, seuls le tribunal et les parties à l'instance peuvent l'examiner, sauf ordonnance contraire du tribunal. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 48.	Transcription déposée auprès du tribunal
Admissibility of evidence	49. Despite the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> , nothing is admissible at a hearing that would be inadmissible in a court in a civil action and the findings of a panel shall be based exclusively on evidence admitted before it. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 49.	49. Malgré la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> , sont irrecevables lors d'une audience les preuves qui ne seraient pas recevables devant un tribunal dans le cadre d'une action civile, et les conclusions d'un sous-comité se fondent uniquement sur les preuves qu'il reçoit. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 49.	Recevabilité des preuves
Members of panel who participate	50. Only the members of a panel who were present throughout a hearing shall participate in the panel's decision. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 50.	50. Seuls les membres d'un sous-comité qui étaient présents du début d'une audience à la fin participent à la décision du sous-comité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 50.	Membres du sous-comité qui participent
Professional misconduct	51. (1) A panel shall find that a member has committed an act of professional misconduct if, (a) the member has been found guilty of an offence that is relevant to the member's suitability to practise; (b) the governing body of a health profession in a jurisdiction other than Ontario has found that the member committed an act of professional misconduct that would, in the opinion of the panel, be an act of professional misconduct as defined in the regulations;	51. (1) Le sous-comité conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle si, selon le cas : (a) le membre a été déclaré coupable d'une infraction qui se rapporte à son aptitude à exercer sa profession; (b) le corps dirigeant d'une profession de la santé dans un ressort autre que l'Ontario a conclu que le membre avait commis une faute professionnelle qui, de l'avis du sous-comité, constitue une faute professionnelle telle que la définissent les règlements;	Faute professionnelle



	(b.1) the member has sexually abused a patient; or	b.1) le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient;	
	(c) the member has committed an act of professional misconduct as defined in the regulations. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 51 (1); 1993, c. 37, s. 14 (1).	c) le membre a commis une faute professionnelle telle que la définissent les règlements. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 51 (1); 1993, chap. 37, par. 14 (1).	
Orders	(2) If a panel finds a member has committed an act of professional misconduct, it may make an order doing any one or more of the following: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.</li> <li>2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration for a specified period of time.</li> <li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the member's certificate of registration for a specified or indefinite period of time.</li> <li>4. Requiring the member to appear before the panel to be reprimanded.</li> <li>5. Requiring the member to pay a fine of not more than \$35,000 to the Minister of Finance.</li> </ol> <p>5.1 If the act of professional misconduct was the sexual abuse of a patient, requiring the member to reimburse the College for funding provided for that patient under the program required under section 85.7.</p> <p>5.2 If the panel makes an order under paragraph 5.1, requiring the member to post security acceptable to the College to guarantee the payment of any amounts the member may be required to reimburse under the order under paragraph 5.1. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 51 (2); 1993, c. 37, s. 14 (2).</p>	(2) Si un sous-comité conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, il peut, par ordonnance : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.</li> <li>2. Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée.</li> <li>3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée ou indéfinie.</li> <li>4. Exiger du membre qu'il se présente devant le sous-comité pour être réprimandé.</li> <li>5. Exiger du membre qu'il verse une amende d'au plus 35 000 \$ au ministre des Finances.</li> </ol> <p>5.1 Si la faute professionnelle a consisté dans le fait d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, exiger du membre qu'il rembourse à l'ordre les fonds alloués à ce patient dans le cadre du programme exigé aux termes de l'article 85.7.</p> <p>5.2 Si le sous-comité rend une ordonnance en vertu de la disposition 5.1, exiger du membre qu'il dépose un cautionnement jugé acceptable par l'ordre pour garantir le paiement des sommes d'argent qu'il peut être tenu de rembourser aux termes de l'ordonnance prévue à la disposition 5.1. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 51 (2); 1993, chap. 37, par. 14 (2).</p>	Ordonnances
Idem	(3) In making an order under paragraph 2 or 3 of subsection (2), a panel may specify criteria to be satisfied for the removal of a suspension or the removal of terms, conditions and limitations imposed on a member's certificate of registration.	(3) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu de la disposition 2 ou 3 du paragraphe (2), le sous-comité peut préciser les conditions auxquelles le membre doit satisfaire pour obtenir l'annulation d'une suspension ou la suppression des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription.	Idem
Suspension of order	(4) A panel may suspend the effect of an order made under subsection (2) for a specified period and on specified conditions. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 51 (3, 4).	(4) Le sous-comité peut suspendre l'effet d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) pour une durée déterminée et dans des conditions précisées. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 51 (3) et (4).	Suspension d'ordonnance
Orders relating to sexual abuse	(5) If a panel finds a member has committed an act of professional misconduct by sexually abusing a patient, the panel shall do the following in addition to anything else the panel may do under subsection (2): <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Reprimand the member.</li> <li>2. Revoke the member's certificate of registration if the sexual abuse consisted of, or included, any of the following, <ol style="list-style-type: none"> <li>i. sexual intercourse,</li> <li>ii. genital to genital, genital to anal, oral to genital, or oral to anal contact,</li> <li>iii. masturbation of the member by, or in the presence of, the patient,</li> <li>iv. masturbation of the patient by the member,</li> </ol> </li> </ol>	(5) Si le sous-comité conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle en infligeant des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, outre ce que lui permet de faire le paragraphe (2), le sous-comité : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réprimande le membre.</li> <li>2. Révoque le certificat d'inscription du membre si les mauvais traitements d'ordre sexuel consistaient en l'un ou l'autre des actes suivants, ou le comprenaient : <ol style="list-style-type: none"> <li>i. des rapports sexuels,</li> <li>ii. un contact génito-génital, génito-anal, bucco-génital ou bucco-anal,</li> <li>iii. la masturbation du membre par le patient ou en présence de ce dernier,</li> <li>iv. la masturbation du patient par le membre,</li> </ol> </li> </ol>	Ordonnances relatives à de mauvais traitements d'ordre sexuel



	v. encouragement of the patient by the member to masturbate in the presence of the member.	v. l'incitation, par le membre, du patient à se masturber en présence du membre.	
Statement re impact of sexual abuse	(6) Before making an order under subsection (5), the panel shall consider any written statement that has been filed, and any oral statement that has been made to the panel, describing the impact of the sexual abuse on the patient.	(6) Avant de rendre une ordonnance aux termes du paragraphe (5), le sous-comité tient compte de toute déclaration écrite décrivant les effets des mauvais traitements d'ordre sexuel sur le patient qui a été déposée ainsi que de toute déclaration orale qui a été faite au sous-comité à ce sujet.	Déclaration sur les effets des mauvais traitements d'ordre sexuel
Same	(7) The statement may be made by the patient or by his or her representative.	(7) La déclaration peut être faite par le patient ou par son représentant.	Idem
Same	(8) The panel shall not consider the statement unless a finding of professional misconduct has been made.	(8) Le sous-comité ne doit pas tenir compte de la déclaration à moins qu'il n'ait été conclu qu'une faute professionnelle a été commise.	Idem
Notice to member	(9) When a written statement is filed, the panel shall, as soon as possible, have copies of it provided to the member, to his or her counsel and to the College. 1993, c. 37, s. 14 (3).	(9) Lorsqu'une déclaration écrite est déposée, le sous-comité veille à ce qu'une copie de celle-ci soit remise, aussitôt que possible, au membre, à son avocat et à l'ordre. 1993, chap. 37, par. 14 (3).	Avis donné au membre
Incompetence	52. (1) A panel shall find a member to be incompetent if the member's professional care of a patient displayed a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of the patient of a nature or to an extent that demonstrates that the member is unfit to continue to practise or that the member's practice should be restricted.	52. (1) Le sous-comité conclut à l'incompétence d'un membre si les soins professionnels donnés à un patient manifestent un manque de connaissance, de compétence ou de jugement, ou de l'indifférence pour le bien-être du patient, d'un ordre ou dans une mesure qui démontre que le membre est inapte à exercer sa profession ou que ses activités professionnelles doivent être restreintes.	Incompétence
Order	(2) If a panel finds a member is incompetent, it may make an order doing any one or more of the following: 1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration. 2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration. 3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the member's certificate of registration for a specified or indefinite period of time.	(2) Si le sous-comité conclut à l'incompétence d'un membre, il peut, par ordonnance : 1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre. 2. Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre. 3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions précisées le certificat d'inscription du membre pour une durée déterminée ou indéfinie.	Ordonnance
Idem	(3) In making an order under subsection (2), a panel may specify criteria to be satisfied for the removal of a suspension or the removal of terms, conditions and limitations imposed on a member's certificate of registration. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 52.	(3) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2), le sous-comité peut préciser les conditions auxquelles le membre doit satisfaire pour obtenir l'annulation d'une suspension ou la suppression des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 52.	Idem
Costs if proceedings unwarranted	53. If a panel is of the opinion that the commencement of proceedings was unwarranted, it may make an order requiring the College to pay all or part of the member's legal costs. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 53.	53. Le sous-comité qui est d'avis que l'introduction d'une instance était injustifiée peut rendre une ordonnance exigeant de l'ordre qu'il paie tout ou partie des frais judiciaires du membre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 53.	Frais en cas d'instances injustifiées
College's costs	53.1 In an appropriate case, a panel may make an order requiring a member who the panel finds has committed an act of professional misconduct or finds to be incompetent to pay all or part of the following costs and expenses: 1. The College's legal costs and expenses. 2. The College's costs and expenses incurred in investigating the matter. 3. The College's costs and expenses incurred in conducting the hearing. 1993, c. 37, s. 15.	53.1 Dans les cas appropriés, le sous-comité qui conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent peut rendre une ordonnance exigeant du membre qu'il paie tout ou partie des frais suivants : 1. Les frais judiciaires de l'ordre. 2. Les frais de l'ordre engagés pour faire enquête sur la question. 3. Les frais de l'ordre engagés relativement à la tenue de l'audience. 1993, chap. 37, art. 15.	Frais de l'ordre
Decision to complainant	54. A panel shall give its decision and reasons in writing to the parties and, if the matter had been referred to the Discipline Committee by the Complaints Committee, to the complainant in the matter. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 54.	54. Le sous-comité communique sa décision motivée par écrit aux parties et, si la question a été renvoyée au comité de discipline par le comité des plaintes, au plaignant. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 54.	Communication de la décision au plaignant
Release of evidence	55. The Discipline Committee shall release documents and things put into evidence at a hearing to the person who produced them, on request, within a rea-	55. Le comité de discipline communique, sur demande, les documents et choses présentés en preuve lors d'une audience à la personne qui les a produits,	Communication des preuves



sonable time after the matter in issue has been finally determined. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 55.

Publication  
of decisions

56. (1) The College shall publish a panel's decision and its reasons, or a summary of its reasons, in its annual report and may publish the decision and reasons or summary in any other publication of the College.

Publication  
of member's  
name

(2) In publishing a decision and reasons or summary under subsection (1), the College shall publish the name of the member who was the subject of the proceeding if,

- (a) the results of the proceeding may be obtained by a person from the register; or
- (b) the member requests the publication of his or her name.

Withholding  
of member's  
name

(3) The College shall not publish the member's name unless it is required to do so under subsection (2). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 56.

#### INCAPACITY

Registrar's  
inquiry

57. If the Registrar believes that a member may be incapacitated, the Registrar shall make inquiries he or she considers appropriate and shall report the results of the inquiries to the Executive Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 57.

Appointment  
of board of  
inquiry

58. (1) The Executive Committee may appoint a board of inquiry to inquire into whether a member is incapacitated if it receives,

- (a) a report from the Registrar under section 57; or
- (b) a referral from a panel of the Complaints Committee under paragraph 2 of subsection 26 (2).

Notice to  
member

(2) The Executive Committee shall give a member notice that it intends to appoint a board of inquiry to inquire into whether the member is incapacitated before it appoints a board.

Composition  
of board

(3) A board of inquiry shall be composed of one member of the Council who was appointed by the Lieutenant Governor in Council and two or more members of the College. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 58.

Inquiries by  
board

59. (1) A board of inquiry shall make inquiries it considers appropriate.

Physical or  
mental  
examinations

(2) If, after making inquiries, a board of inquiry has reasonable and probable grounds to believe that the member who is the subject of the inquiry is incapacitated, the board may require the member to submit to physical or mental examinations conducted or ordered by a health professional specified by the board and may, subject to section 63, make an order directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration until he or she submits to the examinations. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 59.

Board's  
report

60. A board of inquiry shall report to the Executive Committee and shall give a copy of its report and a copy of any report on an examination required under subsection 59 (2) to the member who was the subject of the inquiry. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 60.

Referral to  
Fitness to  
Practise  
Committee

61. After receiving the report of a board of inquiry, the Executive Committee may refer the matter to the Fitness to Practise Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 61.

dans un délai raisonnable après que la question en litige a été tranchée de façon définitive. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 55.

56. (1) L'ordre doit publier la décision motivée du sous-comité, ou la décision et un résumé des motifs à l'appui de celle-ci, dans son rapport annuel. Il peut publier la décision motivée ou la décision et le résumé des motifs dans n'importe quelle autre de ses publications.

Publication  
des décisions

(2) Lorsqu'il publie une décision motivée ou une décision et un résumé des motifs aux termes du paragraphe (1), l'ordre publie le nom du membre qui fait l'objet de l'instance si, selon le cas :

Publication  
du nom du  
membre

- a) quiconque peut connaître l'issue de l'instance en consultant le tableau;
- b) le membre demande que son nom soit publié.

(3) L'ordre ne publie pas le nom du membre à moins d'y être tenu aux termes du paragraphe (2). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 56.

Non-publica-  
tion du nom  
du membre

#### INCAPACITÉ

57. Le registrateur qui croit qu'un membre est peut-être frappé d'incapacité mène les enquêtes qu'il estime appropriées et présente au bureau un rapport sur le résultat de ces enquêtes. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 57.

Enquête du  
registrateur

58. (1) Une commission d'enquête chargée de mener une enquête afin d'établir si un membre est frappé d'incapacité peut être constituée par le bureau si celui-ci reçoit, selon le cas :

Constitution  
d'une com-  
mission  
d'enquête

- a) un rapport du registrateur visé à l'article 57;
- b) un renvoi effectué par un sous-comité du comité des plaintes en vertu de la disposition 2 du paragraphe 26 (2).

(2) Le bureau avise au préalable le membre de son intention de constituer une commission d'enquête pour mener une enquête afin d'établir si le membre est frappé d'incapacité.

Avis adressé  
au membre

(3) La commission d'enquête se compose d'un membre du conseil qui a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et d'au moins deux membres de l'ordre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 58.

Composition  
de la com-  
mission

59. (1) La commission d'enquête mène les enquêtes qu'elle estime appropriées.

Enquêtes de  
la commis-  
sion

(2) Si, au terme de ses enquêtes, la commission d'enquête a des motifs raisonnables et probables de croire que le membre qui fait l'objet de l'enquête est frappé d'incapacité, elle peut exiger de lui qu'il subisse des examens physiques ou mentaux pratiqués ou ordonnés par un professionnel de la santé qu'elle désigne et peut, sous réserve de l'article 63, rendre une ordonnance enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre jusqu'à ce qu'il ait subi ces examens. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 59.

Examens  
physiques ou  
mentaux

60. La commission d'enquête présente un rapport au bureau et en remet une copie, ainsi qu'une copie de tout rapport relatif aux examens exigés aux termes du paragraphe 59 (2), au membre qui a fait l'objet de l'enquête. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 60.

Rapport de la  
commission

61. Après avoir reçu le rapport d'une commission d'enquête, le bureau peut renvoyer la question au comité d'aptitude professionnelle. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 61.

Renvoi au  
comité  
d'aptitude  
profession-  
nelle



Interim suspension	<p>62. (1) The Executive Committee may, subject to section 63, make an interim order directing the Registrar to suspend or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if,</p> <p>(a) it has referred a matter involving the member to the Fitness to Practise Committee; and</p> <p>(b) it is of the opinion that the physical or mental state of the member exposes or is likely to expose his or her patients to harm or injury.</p>	<p>62. (1) Le bureau peut, sous réserve de l'article 63, rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registraire de suspendre le certificat d'inscription d'un membre ou de l'assortir de conditions ou de restrictions si :</p> <p>a) d'une part, il a renvoyé au comité d'aptitude professionnelle une question mettant en cause le membre;</p> <p>b) d'autre part, il est d'avis que l'état physique ou mental du membre expose ou exposera vraisemblablement ses patients à un préjudice ou à des blessures.</p>	Suspension provisoire
Procedure following interim suspension	<p>(2) If an order is made under subsection (1) by the Executive Committee in relation to a matter referred to the Fitness to Practise Committee,</p> <p>(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and</p> <p>(b) the Fitness to Practise Committee shall give precedence to the matter.</p>	<p>(2) Si le bureau rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une question renvoyée au comité d'aptitude professionnelle :</p> <p>a) d'une part, l'ordre traite la question avec célérité;</p> <p>b) d'autre part, le comité d'aptitude professionnelle donne priorité à la question.</p>	Procédure suivant la suspension provisoire
Duration of order	<p>(3) An order under subsection (1) continues in force until the matter is disposed of by a panel of the Fitness to Practise Committee. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 62.</p>	<p>(3) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que la question soit tranchée par un sous-comité du comité d'aptitude professionnelle. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 62.</p>	Effet de l'ordonnance
Restrictions on orders	<p>63. No order shall be made with respect to a member by a board of inquiry under subsection 59 (2) or by the Executive Committee under subsection 62 (1) unless the member has been given,</p> <p>(a) notice of the intention of the board or Committee to make the order;</p> <p>(b) at least fourteen days to make written submissions to the board or Committee; and</p> <p>(c) in the case of an order by the Executive Committee under subsection 62 (1), a copy of the provisions of section 62. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 63.</p>	<p>63. Aucune ordonnance ne peut être rendue à l'égard d'un membre par une commission d'enquête en vertu du paragraphe 59 (2) ou par le bureau en vertu du paragraphe 62 (1) sans que le membre :</p> <p>a) ait été avisé de l'intention de la commission ou du bureau de rendre l'ordonnance;</p> <p>b) ait bénéficié d'un délai d'au moins quatorze jours pour présenter des observations par écrit à la commission ou au bureau;</p> <p>c) ait reçu copie des dispositions de l'article 62, dans le cas d'une ordonnance émanant du bureau, prévue au paragraphe 62 (1). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 63.</p>	Restrictions relatives aux ordonnances
Panels for Fitness to Practise hearings	<p>64. (1) The chair of the Fitness to Practise Committee shall select a panel from among the members of the Committee to hold a hearing of any matter referred to the Committee by the Executive Committee.</p>	<p>64. (1) Le président du comité d'aptitude professionnelle constitue un sous-comité dont les membres sont choisis parmi les membres du comité pour tenir une audience sur toute question renvoyée au comité par le bureau.</p>	Sous-comité constitué pour les questions d'aptitude professionnelle
Composition	<p>(2) A panel shall be composed of at least three persons, one of whom shall be a person appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.</p>	<p>(2) Le sous-comité se compose d'au moins trois personnes, dont l'une est une personne nommée au conseil par le lieutenant-gouverneur en conseil.</p>	Composition
Quorum	<p>(3) Three members of a panel constitute a quorum. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 64.</p>	<p>(3) Trois membres constituent le quorum d'un sous-comité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 64.</p>	Quorum
Parties	<p>65. The College, the member who is alleged to be incapacitated and any other person specified by the panel are parties to a hearing. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 65.</p>	<p>65. Sont parties à une audience l'ordre, le membre dont il est allégué qu'il est frappé d'incapacité et toute autre personne que précise le sous-comité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 65.</p>	Parties
Reports of health professionals	<p>66. (1) A report prepared and signed by a health professional containing his or her findings and the facts upon which they are based is admissible as evidence at a hearing without proof of its making or of the health professional's signature if the party introducing the report gives the other parties a copy of the report at least ten days before the hearing.</p>	<p>66. (1) Tout rapport dressé et signé par un professionnel de la santé et qui comprend ses conclusions et les faits sur lesquels celles-ci sont fondées est recevable en preuve lors d'une audience sans qu'il soit nécessaire de prouver son authenticité ou celle de la signature du professionnel de la santé, si la partie qui le présente en remet une copie aux autres parties au moins dix jours avant l'audience.</p>	Rapports de professionnels de la santé
Testimony of health professionals	<p>(2) A health professional may not give evidence in his or her professional capacity at a hearing unless a report, prepared and signed by the health professional containing his or her findings and the facts upon which they are based, is introduced as evidence.</p>	<p>(2) Un professionnel de la santé ne peut témoigner en sa qualité de professionnel à une audience que s'il est présenté en preuve un rapport dressé et signé par lui et qui comprend ses conclusions et les faits sur lesquels celles-ci sont fondées.</p>	Témoignage des professionnels de la santé



Cross-examination (3) If a report described in subsection (1) is introduced by a party, the other parties may summon and cross-examine the person who prepared the report. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 66.

Exception (4) A panel may, in its discretion, allow a party to introduce evidence that is inadmissible under this section and may make directions it considers necessary to ensure that the other parties are not prejudiced. 1998, c. 18, Sched. G, s. 18.

Procedural provisions 67. The following provisions apply with necessary modifications to a hearing by a panel:

1. Subsection 22 (4) (findings of fact).
2. Subsection 38 (4) (exclusion from panel).
3. Section 39 (panel members deemed to continue).
4. Section 42 (disclosure of evidence).
- 4.1 Section 42.1 (disclosure of evidence by member).
5. Section 43 (no communication by panel members).
6. Section 44 (legal advice).
7. Section 47 (sexual misconduct witnesses).
8. Section 50 (members of panel who participate).
9. Section 55 (release of evidence). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 67; 1993, c. 37, s. 16.

Hearings closed

68. (1) A hearing shall, subject to subsection (2), be closed to the public.

Open on request of member in some cases

(2) A hearing shall be open to the public if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the panel is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal matters or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature, having regard to the circumstances, that the desirability of avoiding disclosure thereof in the interest of any person affected other than the person whose capacity is being investigated or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a criminal proceeding or civil suit may be prejudiced; or
- (d) the safety of any person may be jeopardized. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 68.

Orders

69. (1) If a panel finds that a member is incapacitated, it shall make an order doing any one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.
2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the

(3) Si le rapport visé au paragraphe (1) est présenté par une partie, les autres parties peuvent assigner et contre-interroger la personne qui a dressé le rapport. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 66.

Contre-interrogatoire

(4) Le sous-comité peut, à sa discrétion, permettre à une partie de présenter des preuves qui ne sont pas recevables aux termes du présent article et peut donner les directives qu'il estime nécessaires pour empêcher que les autres parties ne soient lésées. 1998, chap. 18, annexe G, art. 18.

Exception

67. Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux audiences tenues par les sous-comités :

Dispositions relatives à la procédure

1. Le paragraphe 22 (4) (conclusions de fait).
2. Le paragraphe 38 (4) (exclusion).
3. L'article 39 (les membres du sous-comité sont réputés maintenus).
4. L'article 42 (divulgaration des preuves).
- 4.1 L'article 42.1 (divulgaration de preuves par un membre).
5. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).
6. L'article 44 (avis juridiques).
7. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).
8. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).
9. L'article 55 (communication des preuves). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 67; 1993, chap. 37, art. 16.

68. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les audiences sont tenues à huis clos.

Audiences à huis clos

(2) Une audience est publique si la personne dont il est allégué qu'elle est frappée d'incapacité en fait la demande par un avis écrit que le registraire reçoit avant la date à laquelle commence l'audience, sauf si le sous-comité est convaincu que, selon le cas :

Audience publique sur demande du membre dans certains cas

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux, compte tenu des circonstances, éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne intéressée, à l'exception de la personne dont la capacité fait l'objet d'une enquête, ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance criminelle ou dans une poursuite ou instance civile pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être mise en danger. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 68.

69. (1) Si un sous-comité conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il doit, par ordonnance :

Ordonnances

1. Enjoindre au registraire de révoquer le certificat d'inscription du membre.
2. Enjoindre au registraire de suspendre le certificat d'inscription du membre.
3. Enjoindre au registraire d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat



member's certificate of registration for a specified or indefinite period of time.

Idem

(2) In making an order under subsection (1), a panel may specify criteria to be satisfied for the removal of a suspension or the removal of terms, conditions and limitations imposed on a member's certificate of registration. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 69.

d'inscription du membre pour une durée déterminée ou indéfinie.

Idem

(2) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1), le sous-comité peut préciser les conditions auxquelles le membre doit satisfaire pour obtenir l'annulation d'une suspension ou la suppression des conditions et restrictions dont est assorti son certificat d'inscription. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 69.

## APPEALS TO COURT

Appeals from decisions

70. (1) A party to proceedings before the Board concerning a registration hearing or review or to proceedings before a panel of the Discipline or Fitness to Practise Committee, other than a hearing of an application under subsection 72 (1), may appeal from the decision of the Board or panel to the Divisional Court.

Basis of appeal

(2) An appeal under subsection (1) may be made on questions of law or fact or both.

Court's powers

(3) In an appeal under subsection (1), the Court has all the powers of the panel that dealt with the matter and, in an appeal from the Board, the Court also has all the powers of the Board. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 70.

No stay of certain orders pending appeal

71. An order made by a panel of the Discipline Committee on the grounds of incompetence or by a panel of the Fitness to Practise Committee on the grounds of incapacity, directing the Registrar to revoke, suspend or impose terms, limitations or conditions on a member's certificate, takes effect immediately despite any appeal. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 71.

No stay of certain orders pending appeal

71.1 Section 71 also applies to an order made by a panel of the Discipline Committee because of a finding that a member has committed sexual abuse of the kind described in subparagraph i, ii, iii or iv of paragraph 2 of subsection 51 (5). 1993, c. 37, s. 17.

## REINSTATEMENT

Applications for reinstatement

72. (1) A person whose certificate of registration has been revoked or suspended as a result of disciplinary or incapacity proceedings may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Time of application

(2) An application under subsection (1) shall not be made earlier than,

- (a) one year after the revocation or suspension; or
- (b) six months after a previous application under subsection (1). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 72.

Time of application, sexual abuse cases

(3) An application under subsection (1), in relation to a revocation for sexual abuse of a patient, shall not be made earlier than,

- (a) five years after the revocation; or
- (b) six months after a previous application under subsection (1). 1993, c. 37, s. 18.

Referral to Committee

73. (1) The Registrar shall refer the application, if the revocation or suspension was on the grounds of,

## APPELS PORTÉS DEVANT LA COUR

70. (1) Toute partie à une instance devant la Commission concernant une audience ou un réexamen relatifs à une inscription ou toute partie à une instance devant un sous-comité du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle, à l'exclusion de l'audition d'une demande visée au paragraphe 72 (1), peut interjeter appel de la décision de la Commission ou du sous-comité devant la Cour divisionnaire.

Appel des décisions

(2) L'appel interjeté en vertu du paragraphe (1) est recevable à l'égard de questions de droit ou de questions de fait, ou des deux.

Fondement de l'appel

(3) Dans le cadre d'un appel interjeté en vertu du paragraphe (1), la Cour est investie de tous les pouvoirs du sous-comité qui a traité de la question et, dans le cadre de l'appel d'une décision de la Commission, est en outre investie de tous les pouvoirs de la Commission. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 70.

Pouvoirs de la Cour

71. L'ordonnance rendue par un sous-comité du comité de discipline pour cause d'incompétence, ou par un sous-comité du comité d'aptitude professionnelle pour cause d'incapacité, et qui enjoit au registrateur de révoquer ou de suspendre le certificat d'un membre, ou de l'assortir de restrictions ou de conditions, entre en vigueur immédiatement même s'il y a appel. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 71.

Entrée en vigueur de certaines ordonnances

71.1 L'article 71 s'applique également à l'ordonnance rendue par un sous-comité du comité de discipline découlant d'une conclusion selon laquelle un membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel consistant en l'un des actes mentionnés à la sous-disposition i, ii, iii ou iv de la disposition 2 du paragraphe 51 (5). 1993, chap. 37, art. 17.

Entrée en vigueur de certaines ordonnances

## REMISE EN VIGUEUR

72. (1) La personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu par suite de procédures disciplinaires ou de procédures pour incapacité peut demander par écrit au registrateur qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

Demandes de remise en vigueur

(2) La demande prévue au paragraphe (1) ne peut être présentée avant l'écoulement de l'un des délais suivants :

Délai de présentation de la demande

- a) un an après la révocation ou la suspension;
- b) six mois après la présentation de la dernière demande présentée en vertu du paragraphe (1). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 72.

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ne peut, en cas de révocation pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, être présentée avant l'écoulement de l'un des délais suivants :

Délai de présentation de la demande en cas de mauvais traitements d'ordre sexuel

- a) cinq ans après la révocation;
- b) six mois après la présentation de la dernière demande présentée en vertu du paragraphe (1). 1993, chap. 37, art. 18.

73. (1) Le registrateur renvoie la demande :

Renvoi au comité compétent



	<p>(a) professional misconduct or incompetence, to the Discipline Committee; or</p> <p>(b) incapacity, to the Fitness to Practise Committee.</p>	<p>a) au comité de discipline, si la révocation ou la suspension a pour motif une faute professionnelle ou l'incompétence;</p> <p>b) au comité d'aptitude professionnelle, si la révocation ou la suspension a pour motif l'incapacité.</p>	
Hearings	(2) The chair of a committee to which an application is referred shall select a panel from among the members of the committee to hold a hearing of the application.	(2) Le président du comité auquel une demande est renvoyée choisit, parmi les membres du comité, les membres du sous-comité chargé de procéder à l'audience relative à la demande.	Audiences
Procedural provisions	<p>(3) The following provisions apply with necessary modifications to a hearing of an application by a panel of the Discipline Committee:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Subsection 22 (4) (findings of fact).</li> <li>2. Subsection 38 (2) (composition).</li> <li>3. Subsection 38 (3) (composition).</li> <li>4. Subsection 38 (5) (quorum).</li> <li>5. Section 43 (no communication by panel members).</li> <li>6. Section 44 (legal advice).</li> <li>7. Section 45 (hearings open).</li> <li>8. Section 47 (sexual misconduct witnesses).</li> <li>9. Section 48 (transcript of hearings).</li> <li>10. Section 50 (members of panel who participate).</li> <li>11. Section 55 (release of evidence).</li> </ol>	<p>(3) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'audience relative à une demande par un sous-comité du comité de discipline :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le paragraphe 22 (4) (conclusions de fait).</li> <li>2. Le paragraphe 38 (2) (composition).</li> <li>3. Le paragraphe 38 (3) (composition).</li> <li>4. Le paragraphe 38 (5) (quorum).</li> <li>5. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).</li> <li>6. L'article 44 (avis juridiques).</li> <li>7. L'article 45 (audiences publiques).</li> <li>8. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).</li> <li>9. L'article 48 (transcription des audiences).</li> <li>10. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).</li> <li>11. L'article 55 (communication des preuves).</li> </ol>	Dispositions relatives à la procédure
Idem	<p>(4) The following provisions apply with necessary modifications to a hearing of an application by a panel of the Fitness to Practise Committee:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Subsection 22 (4) (findings of fact).</li> <li>2. Section 43 (no communication by panel members).</li> <li>3. Section 44 (legal advice).</li> <li>4. Section 47 (sexual misconduct witnesses).</li> <li>5. Section 48 (transcript of hearings).</li> <li>6. Section 50 (members of panel who participate).</li> <li>7. Section 55 (release of evidence).</li> <li>8. Subsection 64 (2) (composition).</li> <li>9. Subsection 64 (3) (quorum).</li> <li>10. Section 68 (hearings closed).</li> </ol>	<p>(4) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'audience relative à une demande par un sous-comité du comité d'aptitude professionnelle :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le paragraphe 22 (4) (conclusions de fait).</li> <li>2. L'article 43 (interdiction aux membres des sous-comités de communiquer).</li> <li>3. L'article 44 (avis juridiques).</li> <li>4. L'article 47 (témoins d'inconduite sexuelle).</li> <li>5. L'article 48 (transcription des audiences).</li> <li>6. L'article 50 (membres du sous-comité qui participent).</li> <li>7. L'article 55 (communication des preuves).</li> <li>8. Le paragraphe 64 (2) (composition).</li> <li>9. Le paragraphe 64 (3) (quorum).</li> <li>10. L'article 68 (audiences à huis clos).</li> </ol>	Idem
Order	<p>(5) A panel may, after a hearing, make an order doing any one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant.</li> <li>2. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.</li> <li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 73 (1-5).</li> </ol>	<p>(5) À la suite d'une audience, le sous-comité peut, par ordonnance :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande.</li> <li>2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.</li> <li>3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 73 (1) à (5).</li> </ol>	Ordonnance
Limitation for sexual abuse cases	(5.1) A panel may not make an order directing that the Registrar issue a new certificate of registration to an applicant whose certificate had been revoked for sexual abuse of a patient unless the prescribed conditions are met. 1993, c. 37, s. 19.	(5.1) Le sous-comité ne peut rendre une ordonnance enjoignant au registrateur de délivrer un nouveau certificat d'inscription à l'auteur de la demande dont le certificat a été révoqué pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, à moins	Restriction en cas de mauvais traitements d'ordre sexuel



		que ne soient satisfaites les conditions prescrites. 1993, chap. 37, art. 19.	
Decision	(6) A panel that held a hearing of an application shall give its decision and reasons in writing to the applicant and the Registrar. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 73 (6).	(6) Le sous-comité qui tient une audience relative à une demande communique sa décision motivée par écrit à l'auteur de la demande et au registrateur. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 73 (6).	Décision
Orders without hearing	74. (1) The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a person whose certificate of registration has been revoked or suspended as a result of disciplinary or incapacity proceedings, make an order doing any one or more of the following: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Directing the Registrar to issue a new certificate of registration to the applicant.</li> <li>2. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.</li> <li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration if an order is made under paragraph 1 or 2. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 74.</li> </ol>	74. (1) Dans le cas d'une personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu par suite de procédures disciplinaires ou de procédures pour incapacité, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans qu'une audience soit tenue : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjoindre au registrateur de délivrer un nouveau certificat d'inscription à l'auteur de la demande.</li> <li>2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.</li> <li>3. Enjoindre au registrateur d'assortir des conditions et des restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande si une ordonnance est rendue en vertu de la disposition 1 ou 2. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 74.</li> </ol>	Ordonnances sans audience
Limitation	(2) This section does not apply with respect to a revocation for sexual abuse of a patient. 1993, c. 37, s. 20.	(2) Le présent article ne s'applique pas aux révocations pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient. 1993, chap. 37, art. 20.	Restriction
	REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION	POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR	
Investigators	75. The Registrar may appoint one or more investigators to determine whether a member has committed an act of professional misconduct or is incompetent if, <ol style="list-style-type: none"> <li>(a) the Registrar believes on reasonable and probable grounds that the member has committed an act of professional misconduct or is incompetent and the Executive Committee approves of the appointment;</li> <li>(b) the Executive Committee has received a report from the Quality Assurance Committee with respect to the member and has requested the Registrar to conduct an investigation; or</li> <li>(c) the Complaints Committee has received a written complaint about the member and has requested the Registrar to conduct an investigation. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 75.</li> </ol>	75. Le registrateur peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir si un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, dans les cas suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) le registrateur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que le membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, et le bureau approuve la nomination;</li> <li>b) le bureau a reçu un rapport du comité d'assurance de la qualité concernant le membre et a demandé au registrateur de mener une enquête;</li> <li>c) le comité des plaintes a reçu une plainte par écrit au sujet du membre et a demandé au registrateur de mener une enquête. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 75.</li> </ol>	Enquêteurs
Powers of investigators	76. (1) An investigator may inquire into and examine the practice of the member to be investigated and has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the <i>Public Inquiries Act</i> .	76. (1) L'enquêteur peut enquêter sur les activités professionnelles du membre qui fait l'objet d'une enquête et, pour les besoins de l'enquête, est investi de tous les pouvoirs d'une commission en vertu de la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> .	Pouvoirs des enquêteurs
Idem	(2) An investigator may, on the production of his or her appointment, enter at any reasonable time the business premises of the member and may examine anything found there that is relevant to the investigation.	(2) L'enquêteur peut, sur production d'une attestation de sa nomination, pénétrer, à toute heure raisonnable, dans le lieu de travail du membre et examiner tout ce qui s'avère pertinent à l'enquête.	Idem
Obstruction prohibited	(3) No person shall obstruct an investigator or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.	(3) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui s'avère pertinent.	Interdiction d'entraver
Conflicts	(4) This section applies despite any provision in any Act relating to the confidentiality of health records. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 76.	(4) Le présent article s'applique malgré les dispositions d'autres lois relatives à la confidentialité des dossiers médicaux. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 76.	Conflits
Entries and searches	77. (1) A justice of the peace may, on the application of the investigator, issue a warrant authorizing an investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,	77. (1) Un juge de paix peut délivrer à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui s'avère pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :	Perquisitions



	<p>(a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent; and</p> <p>(b) there is something relevant to the investigation at the place.</p>	<p>a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompetent;</p> <p>b) d'autre part, il se trouve des choses pertinentes dans ce lieu.</p>	
Searches by day unless stated	(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset and before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.	(2) Le mandat délivré aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une perquisition avant le lever du soleil et après le coucher du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.	Perquisition de jour sauf indication contraire
Assistance and entry by force	(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.	(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat délivré aux termes du paragraphe (1) peut être aidé d'autres personnes et avoir recours à la force pour y pénétrer.	Aide et recours à la force
Investigator to show identification	(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 77.	(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat délivré aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 77.	Obligation de l'enquêteur de présenter une pièce d'identité
Copying of documents and objects	78. (1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under subsection 76 (2) or under the authority of a warrant issued under subsection 77 (1).	78. (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'ordre, faire une copie des documents ou des objets qu'il peut examiner en vertu du paragraphe 76 (2) ou d'un mandat délivré aux termes du paragraphe 77 (1).	Reproduction de documents et d'objets
Removal for documents and objects	<p>(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,</p> <p>(a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or</p> <p>(b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.</p>	<p>(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :</p> <p>a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;</p> <p>b) une copie de ceux-ci ne suffit pas aux fins de l'enquête.</p>	Enlèvement de documents et d'objets
Return of documents and objects or copies	<p>(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,</p> <p>(a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or</p> <p>(b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.</p>	<p>(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu du paragraphe (2), l'enquêteur :</p> <p>a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;</p> <p>b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou des objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.</p>	Restitution des documents et objets ou des copies
Copy as evidence	(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.	(4) Les copies des documents ou des objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont recevables en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.	Copies à titre de preuve
Definition	<p>(5) In this section,</p> <p>"document" means a record of information in any form and includes any part of it. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 78.</p>	<p>(5) La définition qui suit s'applique au présent article.</p> <p>«document» S'entend de tout élément d'information sous quelque forme que ce soit et, notamment, d'une partie de celui-ci. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 78.</p>	Définition cle.
Report of investigation	<p>79. The Registrar shall report the results of an investigation to,</p> <p>(a) the Executive Committee if the investigator was appointed under clause 75 (a) or (b);</p> <p>(b) the Complaints Committee if the investigator was appointed under clause 75 (c), at the request of the Complaints Committee; or</p> <p>(c) the Board if the investigator was appointed under clause 75 (c) by the Board exercising the Registrar's powers under subsection 28 (4). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 79.</p>	<p>79. Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête à l'un ou l'autre des organes suivants, selon le cas :</p> <p>a) le bureau, si l'enquêteur a été nommé aux termes de l'alinéa 75 a) ou b);</p> <p>b) le comité des plaintes, si l'enquêteur a été nommé aux termes de l'alinéa 75 c), à la demande du comité des plaintes;</p> <p>c) la Commission, si l'enquêteur a été nommé aux termes de l'alinéa 75 c) par la Commission qui exerçait les pouvoirs du registrateur aux termes du paragraphe 28 (4). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 79.</p>	Rapport d'enquête



## QUALITY ASSURANCE COMMITTEE

Reference to Quality Assurance Committee	<b>79.1</b> When the Executive Committee, Complaints Committee or Board receives a report under section 79 of the results of an investigation conducted into a possible act of sexual abuse as defined in clause 1 (3) (c), it may refer the matter to the Quality Assurance Committee. 1993, c. 37, s. 21.
Quality assurance program required	<b>80.</b> The Council shall make regulations under paragraph 25 of subsection 95 (1) prescribing a quality assurance program. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 80.
Assessors	<b>81.</b> The Quality Assurance Committee may appoint assessors for the purposes of a quality assurance program. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 81.
Co-operation with Committee and assessors	<b>82.</b> (1) Every member shall co-operate with the Quality Assurance Committee and with any assessor it appoints and in particular every member shall, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) permit the assessor to enter and inspect the premises where the member practises;</li> <li>(b) permit the assessor to inspect the member's records of the care of patients;</li> <li>(c) give the Committee or the assessor the information in respect of the care of patients or in respect of the member's records of the care of patients the Committee or assessor requests in the form the Committee or assessor specifies;</li> <li>(d) confer with the Committee or the assessor if requested to do so by either of them; and</li> <li>(e) participate in a program designed to evaluate the knowledge, skill and judgment of the member, if requested to do so by the Committee.</li> </ul>
Inspection of premises	(2) Every person who controls premises where a member practises, other than a private dwelling, shall allow an assessor to enter and inspect the premises.
Inspection of records	(3) Every person who controls records relating to a member's care of patients shall allow an assessor to inspect the records.
Exception	(4) Subsection (3) does not require a patient or his or her representative to allow an assessor to inspect records relating to the patient's care.
Conflict	(5) This section applies despite any provision in any Act relating to the confidentiality of health records. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 82.
Confidentiality of information	<b>83.</b> (1) Except as provided in this section, the Quality Assurance Committee and any assessor appointed by it shall not disclose, to any other committee, information that, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) was given by the member; or</li> <li>(b) relates to the member and was obtained under section 82.</li> </ul>
Exception if member gave false information	(2) Information described in subsection (1) may be disclosed for the purpose of showing that the member knowingly gave false information to the Quality Assurance Committee or an assessor.
Referrals to Executive Committee	(3) If the Quality Assurance Committee is of the opinion, based on an assessment, that a member may have committed an act of professional misconduct or may be incompetent or incapacitated, the Committee may disclose the name of the member and allegations against the member to the Executive Committee.

## COMITÉ D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

	<b>79.1</b> Lorsque le bureau, le comité des plaintes ou la Commission reçoit un rapport, présenté aux termes de l'article 79, qui fait état du résultat d'une enquête au sujet d'un mauvais traitement d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) c) qui aurait été infligé, il peut renvoyer l'affaire au comité d'assurance de la qualité. 1993, chap. 37, art. 21.	Renvoi au comité d'assurance de la qualité
	<b>80.</b> Le conseil prend des règlements en application de la disposition 25 du paragraphe 95 (1) prescrivant un programme d'assurance de la qualité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 80.	Programme d'assurance de la qualité requis
	<b>81.</b> Le comité d'assurance de la qualité peut nommer des évaluateurs aux fins du programme d'assurance de la qualité. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 81.	Évaluateurs
	<b>82.</b> (1) Chaque membre doit collaborer avec le comité d'assurance de la qualité, ainsi qu'avec tout évaluateur nommé par le comité, et, entre autres : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) permettre à l'évaluateur de pénétrer dans les locaux où il exerce sa profession et de les inspecter;</li> <li>b) permettre à l'évaluateur d'examiner ses dossiers relativement aux soins qu'il donne à ses patients;</li> <li>c) fournir au comité ou à l'évaluateur les renseignements que l'un ou l'autre demande et sous la forme que l'un ou l'autre précise, relativement aux soins qu'il donne à ses patients ou aux dossiers qu'il tient à cet égard;</li> <li>d) s'entretenir avec le comité ou l'évaluateur si l'un ou l'autre le lui demande;</li> <li>e) participer à un programme visant à évaluer ses connaissances, sa compétence et son jugement, si le comité le lui demande.</li> </ul>	Collaboration entre le comité et les évaluateurs
	(2) Toute personne ayant le contrôle des locaux dans lesquels exerce un membre, à l'exception d'un logement privé, permet à l'évaluateur d'y pénétrer et de les inspecter.	Inspection des locaux
	(3) Toute personne ayant le contrôle des dossiers relatifs aux soins donnés par le membre à des patients permet à l'évaluateur de les examiner.	Examen des dossiers
	(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'exiger que le patient ou son représentant permette à l'évaluateur d'examiner les dossiers relatifs aux soins du patient.	Exception
	(5) Le présent article s'applique malgré les dispositions d'autres lois relatives à la confidentialité des dossiers médicaux. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 82.	Conflit
	<b>83.</b> (1) Sauf disposition contraire du présent article, le comité d'assurance de la qualité et tout évaluateur nommé par ce dernier ne communiquent à aucun autre comité : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les renseignements qu'a fournis le membre;</li> <li>b) les renseignements qui concernent le membre et qui ont été obtenus aux termes de l'article 82.</li> </ul>	Caractère confidentiel des renseignements
	(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent être communiqués en vue de montrer que le membre a fourni sciemment de faux renseignements au comité d'assurance de la qualité ou à un évaluateur.	Exception en cas de faux renseignements
	(3) Si le comité d'assurance de la qualité est d'avis, en se fondant sur une évaluation, qu'un membre a pu commettre une faute professionnelle ou qu'il peut être incompetent ou frappé d'incapacité, il peut communiquer au bureau son nom, ainsi que les allégations faites contre lui.	Renvoi au bureau



Use in other Committees	(4) Information that was disclosed contrary to subsection (1) shall not be used against the member to whom it relates in a proceeding before the Discipline or Fitness to Practise Committees. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 83.	(4) Les renseignements qui ont été communiqués contrairement au paragraphe (1) ne doivent pas être utilisés contre le membre auquel ils se rapportent dans une instance devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 83.	Utilisation des renseignements confidentiels
Evidence in proceedings	(5) Without limiting the generality of section 36 of the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , information described in subsection (1) or information held by a member for the purpose of complying with the requirements of a prescribed quality assurance program mentioned in section 80 is not admissible in evidence in a civil proceeding except in a proceeding under a health profession Act and to the extent permitted by that Act or a regulation made under that Act. 1998, c. 18, Sched. G, s. 19.	(5) Sans préjudice de la portée générale de l'article 36 de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , les renseignements visés au paragraphe (1) ou les renseignements que détient un membre afin de se conformer aux exigences d'un programme d'assurance de la qualité prescrit qui est visé à l'article 80 ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, sauf dans une instance introduite en vertu d'une loi sur une profession de la santé et dans la mesure permise par cette loi ou un règlement pris en application de cette loi. 1998, chap. 18, annexe G, art. 19.	Témoignage dans une instance

## PATIENT RELATIONS PROGRAM

## PROGRAMME DE RELATIONS AVEC LES PATIENTS

Patient relations program	84. (1) The College shall have a patient relations program. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 84 (1).	84. (1) L'ordre offre un programme de relations avec les patients. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 84 (1).	Programme de relations avec les patients
Measures for sexual abuse of patients	(2) The patient relations program must include measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients. 1993, c. 37, s. 22 (1).	(2) Le programme de relations avec les patients doit comprendre des mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients, ou à traiter de ceux-ci. 1993, chap. 37, par. 22 (1).	Mesures relatives aux mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients
Same	(3) The measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients must include, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) educational requirements for members;</li> <li>(b) guidelines for the conduct of members with their patients;</li> <li>(c) training for the College's staff; and</li> <li>(d) the provision of information to the public. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 84 (3); 1993, c. 37, s. 22 (2).</li> </ul>	(3) Les mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients ou à traiter de ceux-ci doivent porter sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les exigences en matière d'éducation auxquelles doivent satisfaire les membres;</li> <li>b) les principes directeurs régissant la conduite des membres avec leurs patients;</li> <li>c) la formation à donner au personnel de l'ordre;</li> <li>d) la communication de renseignements au public. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 84 (3); 1993, chap. 37, par. 22 (2).</li> </ul>	Idem
Report on program	(4) The Council shall give the Health Professions Regulatory Advisory Council a written report describing the patient relation program and, when changes are made to the program, a written report describing the changes. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 84 (4).	(4) Le conseil remet au Conseil consultatif de réglementation des professions de la santé un rapport écrit décrivant le programme de relations avec les patients et, chaque fois que des modifications y sont apportées, un rapport écrit décrivant celles-ci. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 84 (4).	Rapports touchant le programme
Advice to Council	85. The Patient Relations Committee shall advise the Council with respect to the patient relations program. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 85.	85. Le comité des relations avec les patients donne au conseil des conseils sur le programme de relations avec les patients. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 85.	Rôle consultatif du conseil

## REPORTING OF HEALTH PROFESSIONALS

## DÉPÔT DE RAPPORTS AU SUJET DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Reporting by members	85.1 (1) A member shall file a report in accordance with section 85.3 if the member has reasonable grounds, obtained in the course of practising the profession, to believe that another member of the same or a different College has sexually abused a patient.	85.1 (1) Le membre dépose un rapport conformément à l'article 85.3 si, dans l'exercice de sa profession, il lui est donné des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre de son ordre ou d'un autre ordre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.	Dépôt de rapports par des membres
If name not known	(2) A member is not required to file a report if the member does not know the name of the member who would be the subject of the report.	(2) Le membre n'est pas tenu de déposer un rapport s'il ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport.	Identité non connue
If information from a patient	(3) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's patients, the member shall use his or her best efforts to advise the patient of the requirement to file the report before doing so. 1993, c. 37, s. 23.	(3) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses patients fait tout en son pouvoir pour informer le patient de cette exigence avant de déposer le rapport. 1993, chap. 37, art. 23.	Renseignements provenant d'un patient



Reporting by facilities	85.2 (1) A person who operates a facility where one or more members practise shall file a report in accordance with section 85.3 if the person has reasonable grounds to believe that a member who practises at the facility has sexually abused a patient.	85.2 (1) La personne qui exploite ou fait fonctionner un établissement dans lequel exercent un ou plusieurs membres dépose un rapport conformément à l'article 85.3 si elle a des motifs raisonnables de croire qu'un membre qui exerce dans l'établissement a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.	Dépôt de rapports par des établissements
When non-individuals have reasonable grounds	(2) For the purposes of subsection (1), a person who operates a facility but who is not an individual shall be deemed to have reasonable grounds if the individual who is responsible for the operation of the facility has reasonable grounds.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la personne qui exploite ou fait fonctionner un établissement, mais qui n'est pas une personne physique, est réputée avoir des motifs raisonnables si le particulier responsable de l'exploitation ou du fonctionnement de l'établissement a lui-même des motifs raisonnables.	Motifs raisonnables des personnes non physiques
If name not known	(3) A person who operates a facility is not required to file a report if the person does not know the name of the member who would be the subject of the report. 1993, c. 37, s. 23.	(3) La personne qui exploite ou fait fonctionner un établissement n'est pas tenue de déposer un rapport si elle ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport. 1993, chap. 37, art. 23.	Identité non connue
Requirements of required reports	85.3 (1) A report required under section 85.1 or 85.2 must be filed in writing with the Registrar of the College of the member who is the subject of the report.	85.3 (1) Le rapport exigé aux termes de l'article 85.1 ou 85.2 doit être déposé par écrit auprès du registraire de l'ordre du membre qui fait l'objet du rapport.	Exigences relatives aux rapports exigés
Timing of report, sexual abuse	(2) The report must be filed within thirty days after the obligation to report arises unless the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the patient or will sexually abuse other patients, in which case the report must be filed forthwith.	(2) Le rapport doit être déposé dans les trente jours qui suivent le jour où naît l'obligation de déposer un rapport, à moins que la personne qui est tenue de déposer le rapport n'ait des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel au patient ou en infligera à d'autres patients, auquel cas le rapport doit être déposé immédiatement.	Délai de dépôt, cas de mauvais traitements d'ordre sexuel
Contents of report	(3) The report must contain, (a) the name of the person filing the report; (b) the name of the member who is the subject of the report; (c) an explanation of the alleged sexual abuse; (d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular patient of the member who is the subject of the report, the name of that patient, subject to subsection (4).	(3) Le rapport doit contenir : a) le nom de la personne qui dépose le rapport; b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport; c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel faisant l'objet de l'allégation; d) sous réserve du paragraphe (4), le nom du patient du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce patient.	Contenu du rapport
Patients not named without consent	(4) The name of a patient who may have been sexually abused must not be included in a report unless the patient, or if the patient is incapable, the patient's representative, consents in writing to the inclusion of the patient's name.	(4) Le nom d'un patient qui peut avoir été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du patient ou, si le patient est incapable, de son représentant.	Interdiction d'identifier un patient sans son consentement
If reporter providing psychotherapy	(5) If a member who is required to file a report under section 85.1 is providing psychotherapy to the member who would be the subject of the report, the report must also contain the opinion of the member filing the report, if he or she is able to form one, as to whether or not the member who is the subject of the report is likely to sexually abuse patients in the future. 1993, c. 37, s. 23.	(5) Si le membre qui est tenu de déposer un rapport aux termes de l'article 85.1 donne des soins de psychothérapie au membre qui ferait l'objet du rapport, le rapport doit aussi comprendre l'opinion du membre qui dépose le rapport, s'il peut en former une, quant à la probabilité que le membre qui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir. 1993, chap. 37, art. 23.	Rapport, psychothérapie
Additional reports, psychotherapy	85.4 (1) A member who files a report in respect of which subsection 85.3 (5) applies, shall file an additional report to the same College if the member ceases to provide psychotherapy to the member who was the subject of the first report.	85.4 (1) Le membre qui dépose un rapport auquel s'applique le paragraphe 85.3 (5) dépose un rapport supplémentaire auprès du même ordre s'il cesse de donner des soins de psychothérapie au membre qui a fait l'objet du premier rapport.	Rapports supplémentaires, psychothérapie
Timing of additional report	(2) The additional report must be filed forthwith. 1993, c. 37, s. 23.	(2) Le rapport supplémentaire doit être déposé immédiatement. 1993, chap. 37, art. 23.	Délai de dépôt du rapport supplémentaire
Reporting by employers, etc.	85.5 (1) A person who terminates the employment or revokes, suspends or imposes restrictions on the privileges of a member or who dissolves a partnership or association with a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity shall file with the Registrar within thirty days after the termination, revocation, suspension, imposition or dissolution a written report setting out the reasons.	85.5 (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un membre, lui retire ses privilèges, les suspend ou les assortit de restrictions, ou dissout la société en nom collectif ou l'association qu'il forme avec le membre, pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, dépose auprès du registraire, dans les trente jours suivant l'accomplissement d'un de ces actes, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.	Dépôt de rapports par des employeurs, etc.



Same	(2) If a person intended to terminate the employment of a member or to revoke the member's privileges for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned or voluntarily relinquished his or her privileges, the person shall file with the Registrar within thirty days after the resignation or relinquishment a written report setting out the reasons upon which the person had intended to act.	(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à l'emploi d'un membre ou de lui retirer ses privilèges pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné ou a renoncé volontairement à ses privilèges, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant la démission ou la renonciation, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.	Idem
Application	(3) This section applies to every person, other than a patient, who employs or offers privileges to a member or associates in partnership or otherwise with a member for the purpose of offering health services. 1993, c. 37, s. 23.	(3) Le présent article s'applique à toute personne, à l'exception d'un patient, qui emploie un membre ou qui s'associe à un membre dans une société en nom collectif ou autrement, ou qui lui offre des privilèges aux fins de la prestation de services de santé. 1993, chap. 37, art. 23.	Demande
Immunity for reports	85.6 No action or other proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under section 85.1, 85.2, 85.4 or 85.5. 1993, c. 37, s. 23.	85.6 Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre les personnes qui déposent un rapport de bonne foi aux termes de l'article 85.1, 85.2, 85.4 ou 85.5. 1993, chap. 37, art. 23.	Immunité touchant les rapports
FUNDING FOR THERAPY AND COUNSELLING			
Funding provided by College	85.7 (1) There shall be a program, established by the College, to provide funding for therapy and counselling for persons who, while patients, were sexually abused by members.	85.7 (1) L'ordre crée un programme afin d'allouer des fonds pour la thérapie et les consultations destinées aux personnes qui, lorsqu'elles étaient des patients, ont été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part de membres.	Fonds alloués par l'ordre
Funding governed by regulations	(2) The funding shall be provided in accordance with the regulations made under the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> .	(2) Les fonds sont alloués conformément aux règlements pris en application de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> .	Fonds régis par les règlements
Administration	(3) The Patient Relations Committee shall administer the program.	(3) Le comité des relations avec les patients administre le programme.	Administration
Eligibility	(4) A person is eligible for funding only if,  (a) there is a finding by a panel of the Discipline Committee that the person, while a patient, was sexually abused by a member; or  (b) the alternative requirements prescribed in the regulations made by the Council are satisfied.	(4) Toute personne est admissible à des fonds, sous réserve de l'une ou l'autre des conditions suivantes :  a) un sous-comité du comité de discipline conclut que la personne, lorsqu'elle était un patient, a été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre;  b) il est satisfait aux autres exigences prescrites dans les règlements pris par le conseil.	Admissibilité
Effect of appeal	(5) A person's eligibility for funding under clause (4) (a) is not affected by an appeal from the panel's finding.	(5) L'appel de la conclusion du sous-comité n'a aucun effet sur l'admissibilité d'une personne à des fonds aux termes de l'alinéa (4) a).	Effet de l'appel
No assessment	(6) A person is not required to undergo a psychological or other assessment before receiving funding.	(6) Aucune personne n'est tenue de subir une évaluation d'ordre psychologique ou autre avant de recevoir des fonds.	Évaluation non nécessaire
Choice of therapist or counsellor	(7) A person who is eligible for funding is entitled to choose any therapist or counsellor, subject to the following restrictions:  1. The therapist or counsellor must not be a person to whom the eligible person has any family relationship.  2. The therapist or counsellor must not be a person who, to the College's knowledge, has at any time or in any jurisdiction been found guilty of professional misconduct of a sexual nature or been found civilly or criminally liable for an act of a similar nature.  3. If the therapist or counsellor is not a member of a regulated health profession, the College may require the person to sign a document indicating that he or she understands that the therapist or counsellor is not subject to professional discipline.	(7) La personne qui est admissible à des fonds a le droit de choisir un thérapeute ou un conseiller, sous réserve des restrictions suivantes :  1. Le thérapeute ou le conseiller ne doit pas être une personne avec laquelle la personne admissible a des liens de parenté.  2. Le thérapeute ou le conseiller ne doit pas être une personne qui, à la connaissance de l'ordre, a été déclarée, à quelque moment ou dans quelque ressort que ce soit, coupable d'une faute professionnelle d'ordre sexuel ou civilement ou criminellement responsable d'un acte de nature semblable.  3. Si le thérapeute ou le conseiller n'est pas membre d'une profession de la santé réglementée, l'ordre peut exiger de la personne qu'elle signe un document indiquant qu'elle comprend que le thérapeute ou le conseiller n'est pas soumis à la discipline d'une profession.	Choix d'un thérapeute ou d'un conseiller
Payment	(8) Funding shall be paid only to the therapist or counsellor chosen by the person.	(8) Les fonds ne sont versés qu'au thérapeute ou conseiller choisi par la personne.	Versement



Use of funding (9) Funding shall be used only to pay for therapy or counselling and shall not be applied directly or indirectly for any other purpose.

Same (10) Funding may be used to pay for therapy or counselling that was provided before the person became eligible under subsection (4) but after the panel began its hearing into the matter.

Other coverage (11) The funding that is provided to a person shall be reduced by the amount that the Ontario Health Insurance Plan or a private insurer is required to pay for therapy or counselling for the person during the period of time during which funding may be provided for him or her under the program.

Right of recovery (12) The College is entitled to recover from the member, in a proceeding brought in a court of competent jurisdiction, money paid in accordance with this section for therapy or counselling for an eligible person referred to in clause (4) (a).

Person not required to testify (13) The eligible person shall not be required to appear or testify in the proceeding. 1993, c. 37, s. 23.

#### MISCELLANEOUS

Right to use French 86. (1) A person has the right to use French in all dealings with the College.

Council to ensure right (2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.

Definition (3) In this section, "dealings" means any service or procedure available to the public or to members and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.

Limitation (4) A person's right under subsection (1) is subject to the limits that are reasonable in the circumstances. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 86.

Injunctions 87. The College may apply to the Ontario Court (General Division) for an order directing a person to comply with a provision of the health profession Act, this Code, the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the regulations under those Acts or the by-laws made under clause 94 (1) (1.2), (1.3), (s), (t), (v), (w) or (y). 1991, c. 18, Sched. 2, s. 87; 1998, c. 18, Sched. G, s. 20.

Evidence of Registrar 88. A statement purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College as a statement of information from the records kept by the Registrar in the course of his or her duties is admissible in court as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the information in it without proof of the Registrar's appointment or signature or of the seal of the College. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 88.

Limitation period 89. (1) No person who is or was a member is liable to any action arising out of negligence or malpractice in respect of professional services requested of or rendered by the person unless the action is commenced

(9) Les fonds ne doivent être utilisés que pour payer la thérapie ou les consultations et ne doivent pas servir directement ou indirectement à toute autre fin. Utilisation des fonds

(10) Les fonds peuvent être utilisés pour payer la thérapie ou les consultations qui ont été données avant que la personne ne devienne admissible aux termes du paragraphe (4) mais après que le sous-comité a commencé son audition de la question. Idem

(11) Les fonds alloués à une personne sont réduits du montant que le Régime d'assurance-santé de l'Ontario ou qu'un assureur privé doit payer pour la thérapie ou les consultations destinées à la personne au cours de la période durant laquelle des fonds peuvent lui être alloués dans le cadre du programme. Autre couverture

(12) L'ordre a le droit de recouvrer auprès du membre, dans le cadre d'une instance introduite devant un tribunal compétent, toute somme d'argent payée conformément au présent article pour la thérapie ou les consultations destinées à une personne admissible visée à l'alinéa (4) a. Droit de recouvrement

(13) La personne admissible n'est pas tenue de comparaître ni de témoigner dans l'instance. 1993, chap. 37, art. 23. Personne non tenue de témoigner

#### DISPOSITIONS DIVERSES

86. (1) Toute personne a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'ordre. Droit d'utilisation du français

(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que les personnes puissent utiliser le français dans tous leurs rapports avec l'ordre. Droit garanti par le conseil

(3) La définition qui suit s'applique au présent article. Définition

«rapports» S'entend de tout service offert au public ou aux membres ainsi que de toute formalité administrative, et s'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests, et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des réexamens.

(4) Le droit prévu au paragraphe (1) est assujéti à des limites qui soient raisonnables dans les circonstances. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 86. Droit restreint

87. L'ordre peut, par voie de requête, demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'elle rende une ordonnance enjoignant à quiconque de se conformer à une disposition de la loi sur une profession de la santé, du présent code, de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* ou des règlements pris en application de ces lois, ou encore des règlements administratifs adoptés en vertu de l'alinéa 94 (1) 1.2), 1.3), s), t), v), w) ou y). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 87; 1998, chap. 18, annexe G, art. 20. Injonctions

88. L'état qui donne des renseignements provenant des dossiers que le registrateur tient dans l'exercice de ses fonctions et qui se présente comme étant certifié par le registrateur sous le sceau de l'ordre est recevable devant le tribunal comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des renseignements qui y figurent sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registrateur, ni celle du sceau de l'ordre. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 88. Preuves émanant du registrateur

89. (1) Quiconque est ou a été membre ne peut être poursuivi pour négligence professionnelle ou autre à l'égard des services professionnels qui lui ont été demandés ou qu'il a fournis, à moins que l'action ne soit Délai de prescription



within one year after the date when the person commencing the action knew or ought to have known the fact or facts upon which the negligence or malpractice is alleged.

Transition

(2) During the first year this section is in force, it does not operate to shorten the time period, provided by statutory law as it was immediately before this section comes into force, during which an action could be brought. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 89.

Service by mail

90. REPEALED: 1993, c. 37, s. 24.

91. (1) A notice or a decision to be given under the health profession Act, this Code or the regulations to a person may be given by mail.

Idem

(2) If a notice or decision under the health profession Act, this Code or the regulations is sent by prepaid first class mail addressed to the person at the person's last known address, there is a rebuttable presumption that the notice was received by the person on the fifth day after the notice was mailed. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 91.

Making false representations to obtain certificates

92. (1) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate of registration issued is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Assisting the making of false representation

(2) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 92.

Protection for reporters from reprisals

92.1 No person shall do anything, or refrain from doing anything, relating to another person's employment or to a contract providing for the provision of services by that other person, in retaliation for that other person filing a report or making a complaint as long as the report was filed, or the complaint was made, in good faith. 1993, c. 37, s. 25.

Offence

93. (1) Every person who contravenes an order made under section 45 or 47 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 for a first offence and not more than \$20,000 for a subsequent offence.

Idem

(2) Every person who contravenes subsection 76 (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 93 (1, 2).

Idem

(3) Every person who contravenes subsection 82 (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 93 (3); 1993, c. 37, s. 26 (1).

Same

(4) Every person who contravenes subsection 85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) or 85.5 (1) or section 92.1 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000. 1993, c. 37, s. 26 (2).

Forms

93.1 The College may require that forms approved by the College be used for any purpose under the Act. 1998, c. 18, Sched. G, s. 21.

By-laws

94. (1) The Council may make by-laws relating to the administrative and internal affairs of the College

introduite dans un délai d'un an après la date à laquelle la personne qui l'introduit a appris ou aurait dû apprendre le fait ou les faits sur lesquels repose l'allégation de négligence professionnelle ou autre.

Transition

(2) Pendant la première année où il est en vigueur, le présent article n'a pas pour effet d'abréger le délai d'introduction d'une action prévu par le droit législatif tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 89.

90. ABROGÉ : 1993, chap. 37, art. 24.

91. (1) Les avis ou les décisions qui doivent être donnés à des personnes aux termes de la loi sur une profession de la santé, du présent code ou des règlements peuvent être envoyés par la poste.

Signification par la poste

(2) Si l'avis ou la décision visé par la loi sur une profession de la santé, le présent code ou les règlements est envoyé par courrier affranchi de première classe à la personne, à sa dernière adresse connue, il existe une présomption réfutable selon laquelle la personne a reçu l'avis ou la décision le cinquième jour suivant sa mise à la poste. 1991, chap. 18, annexe 2, art. 91.

Idem

92. (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de faire délivrer un certificat d'inscription.

Fausses déclarations faites pour obtenir un certificat

(2) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction visée au paragraphe (1). 1991, chap. 18, annexe 2, art. 92.

Aide dans la commission de l'infraction

92.1 Nul ne doit exercer de représailles, par action ou par omission, touchant à l'emploi d'une personne ou à un contrat prévoyant la prestation de services par cette personne et fondées sur le fait que la personne a déposé un rapport ou une plainte, dans la mesure où elle l'a fait de bonne foi. 1993, chap. 37, art. 25.

Protection des auteurs des rapports contre les représailles

93. (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende d'au plus 20 000 \$ pour une infraction subséquente, quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'article 45 ou 47.

Infraction

(2) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ quiconque contrevient au paragraphe 76 (3). 1991, chap. 18, annexe 2, par. 93 (1) et (2).

Idem

(3) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction, ou d'au plus 10 000 \$ pour une infraction subséquente, quiconque contrevient au paragraphe 82 (2) ou (3). 1991, chap. 18, annexe 2, par. 93 (3); 1993, chap. 37, par. 26 (1).

Idem

(4) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ quiconque contrevient au paragraphe 85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) ou 85.5 (1), ou à l'article 92.1. 1993, chap. 37, par. 26 (2).

Idem

93.1 L'ordre peut exiger que les formules qu'il a approuvées soient utilisées pour l'application de la Loi. 1998, chap. 18, annexe G, art. 21.

Formules

94. (1) Le conseil peut adopter des règlements administratifs concernant les affaires administratives et internes de l'ordre pour, notamment :

Règlements administratifs



and, without limiting the generality of the foregoing, the Council may make by-laws,

- (a) adopting a seal for the College;
- (b) providing for the execution of documents by the College;
- (c) respecting banking and finance;
- (d) fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;
- (d.1) respecting the election of Council members, including the requirements for members to be able to vote, electoral districts and election recounts;
- (d.2) respecting the qualification and terms of office of Council members who are elected;
- (d.3) prescribing conditions disqualifying elected members from sitting on the Council and governing the removal of disqualified Council members;
- (e) providing procedures for the election of the President and Vice-President of the College, the selection of the chairs of the committees, the filling of a vacancy in those offices, and setting out the duties and powers of the President, Vice-President and the chairs;
- (f) respecting the calling, holding and conducting of the Council meetings and respecting the duties of the Council's members;
- (g) respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members;
- (g.1) providing that a meeting of the Council or of members or a meeting of a committee or of a panel that is held for any purpose other than for the conducting of a hearing may be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously;
- (g.2) prescribing what constitutes a conflict of interest for members of the Council or a committee and regulating or prohibiting the carrying out of the duties of those members in cases in which there is a conflict of interest;
- (h) providing for the remuneration of the members of the Council and committees other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;
- (h.1) respecting the filling of vacancies on the Council or on committees;
- (h.2) providing for the composition of committees;
- (h.3) respecting the qualification, selection, appointment and terms of office of members of committees required by subsection 10 (1) who are not members of the Council;
- (h.4) prescribing conditions disqualifying committee members from sitting on committees required under subsection 10 (1) and governing the removal of disqualified committee members;
- (i) providing for the appointment, powers and duties of committees other than the committees required by subsection 10 (1);
- a) adopter le sceau de l'ordre;
- b) prévoir la passation des documents par l'ordre;
- c) traiter des affaires bancaires et financières;
- d) déterminer l'exercice financier de l'ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;
- d.1) traiter de l'élection de ses membres, notamment des exigences auxquelles ceux-ci doivent satisfaire pour pouvoir voter, des circonscriptions électorales et des nouveaux dépouillements;
- d.2) traiter des qualités requises et du mandat de ses membres élus;
- d.3) prescrire les conditions qui rendent les membres élus inhabiles à siéger au conseil et régir la destitution des membres du conseil rendus inhabiles;
- e) prévoir la marche à suivre en ce qui concerne l'élection du président et du vice-président de l'ordre, le choix des présidents des comités et la façon de combler les vacances de ces postes, et énoncer les fonctions et les pouvoirs des titulaires de ces postes;
- f) traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;
- g) traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions des membres;
- g.1) prévoir que les réunions du conseil ou des membres ou les réunions des comités ou des sous-comités servant à d'autres fins que la tenue d'une audience peuvent être tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément;
- g.2) prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts pour ses membres ou les membres d'un comité, et réglementer ou interdire l'exercice des fonctions de ces membres en cas de conflit d'intérêts;
- h) fixer la rémunération de ses membres et des membres des comités, à l'exception des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et prévoir le paiement de ses dépenses et de celles des comités dans l'exercice de leurs activités;
- h.1) traiter de la façon de combler les vacances au sein du conseil ou des comités;
- h.2) prévoir la composition des comités;
- h.3) traiter des qualités requises, du choix, de la nomination et du mandat des membres des comités prévus par le paragraphe 10 (1) qui ne sont pas membres du conseil;
- h.4) prescrire les conditions qui rendent les membres d'un comité prévu par le paragraphe 10 (1) inhabiles à y siéger et régir la destitution des membres d'un comité rendus inhabiles;
- i) prévoir la constitution ainsi que les pouvoirs et fonctions des comités autres que ceux prévus au paragraphe 10 (1);



- (j) delegating to the Executive Committee powers and duties of the Council, other than the power to make, amend or revoke regulations and by-laws;
- (k) providing for a code of ethics for the members;
- (l) providing for the appointment of inspectors for the purposes of regulations made under clause 95 (1) (h);
  - (l.1) respecting the maintenance of the register kept by the Registrar and providing for the issuing of certificates when information contained in the register is made available to the public under subsection 23 (3);
  - (l.2) prescribing information as information to be kept in the register for the purposes of clause 23 (2) (g) and designating information kept in the register as public for the purposes of paragraph 4 of subsection 23 (3);
  - (l.3) requiring members to give the College their home addresses and such other information as may be specified in the by-law about themselves and the places they practise the profession, the services they provide there, their participation in continuing education programs and the names, business addresses, telephone numbers and facsimile numbers of their associates, partners, employers and employees and prescribing the form and manner in which the information shall be given;
  - (l.4) respecting the duties and office of the Registrar;
- (m) providing procedures for the making, amending and revoking of by-laws;
- (n) prescribing forms and providing for their use;
- (o) respecting the management of the property of the College;
- (p) authorizing the College to make arrangements for the indemnity of members against professional liability and providing levies to be paid by members;
- (q) respecting membership of the College in a national organization of bodies with similar functions, the payment of annual assessments and representation at meetings;
- (r) authorizing the making of grants to advance scientific knowledge or the education of persons wishing to practise the profession, to maintain or improve the standards of practice of the profession or to provide public information about, and encourage interest in, the past and present role of the profession in society;
- (s) requiring members to pay annual fees, fees upon application for a certificate and upon registration and fees for examinations, appeals from examinations, election recounts and continuing education programs and for anything the Registrar or a committee of the College is required or authorized to do and requiring
  - j) déléguer au bureau ses pouvoirs et ses fonctions, à l'exception du pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger les règlements et les règlements administratifs;
  - k) prévoir un code de déontologie pour les membres;
  - l) prévoir la nomination d'inspecteurs aux fins des règlements pris en application de l'alinéa 95 (1) h);
    - l.1) traiter de la tenue du tableau que dresse le registrateur et prévoir la délivrance de certificats lorsque les renseignements consignés au tableau sont mis à la disposition du public en vertu du paragraphe 23 (3);
    - l.2) prescrire les renseignements devant être consignés au tableau pour l'application de l'alinéa 23 (2) g) et désigner certains renseignements consignés au tableau comme étant de nature publique pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 23 (3);
    - l.3) exiger des membres qu'ils fournissent à l'ordre leur adresse personnelle et les autres renseignements que précisent les règlements administratifs les concernant et concernant les lieux où ils exercent leur profession, les services qu'ils y dispensent, leur participation à des programmes d'éducation permanente, ainsi que les noms, adresses professionnelles, numéros de téléphone et numéros de télécopie de leurs associés, employeurs et employés, et prescrire la formule selon laquelle ces renseignements doivent être fournis et la façon dont ils doivent l'être;
  - l.4) traiter du poste de registrateur et des fonctions y afférentes;
  - m) prévoir une marche à suivre pour adopter, modifier et abroger les règlements administratifs;
  - n) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
  - o) traiter de la gestion des biens de l'ordre;
  - p) autoriser l'ordre à conclure des ententes aux fins de la protection des membres contre la responsabilité professionnelle et prévoir les contributions que doivent payer les membres;
  - q) traiter de l'affiliation de l'ordre à une association nationale regroupant des organismes chargés de fonctions analogues, du paiement des cotisations annuelles et de la représentation aux réunions;
  - r) autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer la connaissance scientifique ou de promouvoir l'éducation des personnes qui désirent exercer la profession, de maintenir ou de relever les normes d'exercice de la profession ou de renseigner le public sur le rôle passé et présent de la profession au sein de la société, et d'encourager le public à s'y intéresser.
  - s) exiger des membres qu'ils acquittent les cotisations annuelles, les droits relatifs aux demandes de certificat et à l'inscription ainsi que les droits relatifs aux examens, aux appels résultant des examens, aux nouveaux dépouillements et aux programmes d'éducation permanente, et les droits relatifs à tout ce que le registrateur ou un comité de l'ordre doit ou



members to pay penalties for the late payment of any fee;

- (t) specifying the amount of any fee or penalty required under clause (s);
- (u) requiring persons to pay fees, set by the Registrar or by by-law, for anything the Registrar is required or authorized to do;
- (v) requiring members to pay specified amounts to pay for the program required under section 85.7, including amounts that are different for different members or classes of members and including amounts,
  - (i) that are specified in the by-law,
  - (ii) that are calculated according to a method set out in the by-law, or
  - (iii) that are determined by a person specified in the by-law;
- (w) requiring members to participate in an arrangement set up by the College in which members pay a person such amounts as may be determined by the person for the members or for classes of members and the person pays amounts to the College to pay for the program required under section 85.7;
- (x) authorizing the Patient Relations Committee to require therapists and counsellors who are providing therapy or counselling that is funded through the program required under section 85.7 and persons who are receiving such therapy or counselling, to provide a written statement, signed in each case by the therapist or counsellor and by the person, containing details of the therapist's or counsellor's training and experience, and confirming that therapy or counselling is being provided and that the funds received are being devoted only to that purpose;
- (y) requiring members to have professional liability insurance that satisfies the requirements specified in the by-laws or to belong to a specified association that provides protection against professional liability and requiring members to give proof of the insurance or membership to the Registrar in the manner set out in the by-laws;
- (z) respecting the designation of life or honorary members of the College and prescribing their rights and privileges;
- (z.1) exempting any member or class of member from a by-law made under this section;
- (z.2) specifying or setting out anything that is required to be specified or set out under this subsection. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 94 (1); 1998, c. 18, Sched. G, s. 22 (1-4).

Circulation  
of certain  
by-laws

(2) A by-law shall not be made under clause (1) (1.2), (1.3), (s), (t), (v), (w) or (y) unless the proposed by-law is circulated to every member at least 60 days before it is approved by the Council.

peut faire, et exiger des membres qu'ils versent des amendes en cas d'acquiescement des droits ou cotisations en retard;

- t) fixer le montant des droits, cotisations ou amendes visés à l'alinéa s);
- u) exiger de personnes qu'elles acquittent les droits relatifs à tout ce que le registrateur doit ou peut faire, lesquels sont fixés par ce dernier ou par règlement administratif;
- v) exiger des membres qu'ils acquittent les montants précisés pour couvrir le coût du programme exigé aux termes de l'article 85.7, y compris des montants différents pour différents membres ou catégories de membres et des montants qui sont, selon le cas :
  - (i) précisés dans le règlement administratif,
  - (ii) calculés selon une méthode indiquée dans le règlement administratif,
  - (iii) fixés par une personne mentionnée dans le règlement administratif;
- w) exiger des membres qu'ils soient parties à un arrangement établi par l'ordre et selon lequel les membres versent à une personne les montants qu'elle fixe pour les membres ou les catégories de membres et cette personne verse des sommes à l'ordre pour couvrir le coût du programme exigé aux termes de l'article 85.7;
- x) autoriser le comité des relations avec les patients à exiger que les thérapeutes et les conseillers qui fournissent la thérapie ou donnent des consultations financées grâce au programme exigé aux termes de l'article 85.7 et que les personnes qui bénéficient de cette thérapie ou de ces consultations présentent une déclaration écrite, signée dans chaque cas par le thérapeute ou le conseiller et par la personne, qui donne le détail de la formation et de l'expérience du thérapeute ou du conseiller et qui confirme que la thérapie ou les consultations sont effectivement données et que les fonds reçus servent uniquement à cette fin;
- y) exiger des membres qu'ils aient une assurance-responsabilité professionnelle qui satisfasse aux exigences précisés dans les règlements administratifs ou qu'ils adhèrent à une association mentionnée qui offre la protection contre la responsabilité professionnelle, et exiger des membres qu'ils fournissent au registrateur la preuve de leur assurance ou de leur adhésion de la manière indiquée dans les règlements administratifs;
- z) traiter de la désignation des membres à vie ou des membres honoraires de l'ordre et prescrire leurs droits et privilèges;
- z.1) soustraire tout membre ou toute catégorie de membres à l'application des règlements administratifs adoptés en vertu du présent article;
- z.2) fixer, préciser ou énoncer tout ce qui doit être fixé, précisé ou énoncé aux termes du présent paragraphe. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 94 (1); 1998, chap. 18, annexe G, par. 22 (1) à (4).

(2) Un règlement administratif ne doit pas être adopté en vertu de l'alinéa (1) 1.2), 1.3), s), t), v), w) ou y) à moins que le projet de règlement administratif ne soit remis à chacun des membres au moins 60 jours avant son approbation par le conseil.

Diffusion de  
certains règlements  
administratifs



Exception	(2.1) Despite subsection (2), the Council may, with the approval of the Minister, exempt a by-law from the requirement that it be circulated or abridge the 60-day period referred to in subsection (2) to such lesser period as the Minister may determine. 1998, c. 18, Sched. G, s. 22 (5).	(2.1) Malgré le paragraphe (2), le conseil peut, avec l'approbation du ministre, exempter un règlement administratif de l'exigence de diffusion ou abréger la période de 60 jours visée au paragraphe (2) en la remplaçant par toute période plus courte que fixe le ministre. 1998, chap. 18, annexe G, par. 22 (5).	Exception
Copies of by-laws	(3) A copy of the by-laws made by the Council shall be given to the Minister and to each member and shall be available for public inspection in the office of the College.	(3) Une copie des règlements administratifs adoptés par le conseil est envoyée au ministre ainsi qu'à chaque membre, et est mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'ordre.	Copie des règlements administratifs
Unanimous by-laws, etc.	(4) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 94 (3, 4).	(4) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 94 (3) et (4).	Unanimité des règlements administratifs
Application	(5) Subsections (3) and (4) apply to by-laws made under this section or under a health profession Act. 1998, c. 18, Sched. G, s. 22 (6).	(5) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux règlements administratifs adoptés en vertu du présent article ou d'une loi sur une profession de la santé. 1998, chap. 18, annexe G, par. 22 (6).	Champ d'application
Regulations	<p>95. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review of the Minister, the Council may make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) prescribing classes of certificates of registration and imposing terms, conditions and limitations on the certificates of registration of a class;</li> <li>(b) respecting applications for certificates of registration or classes of them and the issuing, suspension, revocation and expiration of the certificates or classes of them;</li> <li>(c) prescribing standards and qualifications for the issue of certificates of registration;</li> <li>(d) prescribing certain registration requirements as non-exemptible requirements for the purposes of subsection 18 (3) and 22 (8);</li> <li>(e) defining specialties in the profession, providing for certificates relating to those specialties, the qualifications for and suspension and revocation of those certificates and governing the use of prescribed terms, titles or designations by members indicating a specialization in the profession;</li> <li>(f) requiring, for purposes associated with the registration of members, the successful completion of examinations as set, from time to time, by the College, other persons or associations of persons and providing for an appeal of the results of the examinations;</li> <li>(g) governing or prohibiting the delegation by or to members of controlled acts set out in subsection 27 (2) of the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i>;</li> <li>(h) requiring and providing for the inspection and examination of premises used in connection with the practice of the profession and of equipment, books, accounts, reports and records of members relating to their practices;</li> <li>(i) prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of the profession and regulating or prohibiting the practice of the profession in cases in which there is a conflict of interest;</li> <li>(j) defining professional misconduct for the purposes of clause 51 (1) (c);</li> </ul>	<p>95. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) prescrire les catégories de certificats d'inscription et fixer les conditions et les restrictions dont doivent être assortis les certificats d'inscription d'une catégorie donnée;</li> <li>b) traiter des demandes de certificats d'inscription ou de catégories de ceux-ci et de la délivrance, de la suspension, de la révocation et de l'expiration des certificats ou catégories de ceux-ci;</li> <li>c) prescrire les normes et les conditions de délivrance des certificats d'inscription;</li> <li>d) prescrire, pour l'application des paragraphes 18 (3) et 22 (8), certaines exigences d'inscription auxquelles il est impossible de se soustraire;</li> <li>e) définir les spécialités de la profession, prévoir les certificats relatifs à ces spécialités et les qualités nécessaires à leur obtention, prévoir la suspension et la révocation de ces certificats, et régir l'emploi par les membres des termes, titres ou désignations prescrits qui indiquent une spécialisation dans la profession;</li> <li>f) exiger, aux fins liées à l'inscription des membres, la réussite aux examens qu'établit, de temps à autre, l'ordre ou d'autres personnes ou associations de personnes et prévoir l'appel des résultats obtenus à ces examens;</li> <li>g) régir ou interdire la délégation, par des membres ou à des membres, de l'exécution des actes autorisés visés au paragraphe 27 (2) de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i>;</li> <li>h) exiger et prévoir l'inspection des locaux servant à l'exercice de la profession et l'examen de l'équipement et des livres, comptes, rapports et dossiers des membres relatifs à l'exercice de leur profession;</li> <li>i) prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession et réglementer ou interdire l'exercice de la profession en cas de conflit d'intérêts;</li> <li>j) définir l'expression «faute professionnelle» pour l'application de l'alinéa 51 (1) c);</li> </ul>	Règlements



- (k) designating acts of professional misconduct that must be reported;
- (l) respecting the promotion or advertising of the practice of the profession;
- (m) respecting the reporting and publication of decisions of panels;
- (n) prescribing the standards of practice of the profession and prohibiting members from acting beyond the scope of practice of the profession in the course of practising the profession;
- (o) requiring members to keep prescribed records in respect of their practice;
- (p) regulating or prohibiting the use of terms, titles and designations by members in respect of their practices;
- (q) prescribing alternative requirements for eligibility for funding under clause 85.7 (4) (b);
- (r) prescribing a quality assurance program;
- (s) respecting the giving of notice of meetings and hearings that are to be open to the public;
- (t) providing for the exemption of any member from the regulations made by the Council;
- (u) prescribing anything that is referred to in the health profession Act or this Code as being prescribed. 1998, c. 18, Sched. G, s. 23 (1).

**Note:** The following apply with respect to regulations made under paragraphs 1 to 7, 14, 22, 23, 27 to 31, 31.2 to 32, 34, 35 and 38 of subsection 95 (1) that are in force immediately before the Statutes of Ontario, 1998, chapter 18, Schedule G, subsection 23 (1) comes into force:

Despite the coming into force of the Statutes of Ontario, 1998, chapter 18, Schedule G, subsection 23 (1) (repealing the authority under which the regulations are made), the regulations shall be deemed to continue in force until they are revoked by the authority that made them.

A reference to by-laws in any Act listed in Schedule 1 shall be deemed to include a reference to regulations which are deemed to continue in force. See: 1998, c. 18, Sched. G, ss. 23 (2-4), 74.

#### Standards of practice

(1.1) A regulation under clause (1) (n) may adopt by reference, in whole or in part and with such changes as are considered necessary, any code, standard or guideline relating to standards of practice of the profession and require compliance with the code, standard or guideline as adopted.

#### Rolling incorporation

(1.2) If a regulation under subsection (1.1) so provides, a code, standard or guideline adopted by reference shall be a reference to it, as amended from time to time, and whether the amendment was made before or after the regulation was made.

#### Copies available for inspection

(1.3) A copy of a code, standard or guideline adopted by reference under subsection (1.1) shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College.

#### Circulation

(1.4) A regulation shall not be made under subsection (1) unless the proposed regulation is circulated to

- k) désigner les fautes professionnelles devant faire l'objet d'un rapport;
- l) traiter de la promotion de l'exercice de la profession, ou de la publicité à cet égard;
- m) traiter de la façon de rendre compte des décisions des sous-comités et de leur publication;
- n) prescrire les normes d'exercice de la profession et interdire aux membres d'outrepasser, dans l'exercice de leur profession, les limites du champ d'application de celle-ci;
- o) exiger des membres qu'ils tiennent les dossiers prescrits relativement à l'exercice de leur profession;
- p) réglementer ou interdire l'emploi par les membres de certains termes, titres et désignations relativement à l'exercice de leur profession;
- q) prescrire les autres exigences d'admissibilité à des fonds visées à l'alinéa 85.7 (4) b);
- r) prescrire un programme d'assurance de la qualité;
- s) traiter de la communication des avis de réunions et d'audiences publiques;
- t) prévoir l'exemption de tout membre de l'application des règlements pris par le conseil;
- u) prescrire tout ce qui est indiqué comme étant prescrit dans la loi sur une profession de la santé ou le présent code. 1998, chap. 18, annexe G, par. 23 (1).

**Remarque :** Les paragraphes suivants s'appliquent à l'égard des règlements pris en application des dispositions 1 à 7, 14, 22, 23, 27 à 31, 31.2 à 32, 34, 35 et 38 du paragraphe 95 (1) qui sont en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 23 (1) de l'annexe G du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998.

Malgré l'entrée en vigueur du paragraphe 23 (1) de l'annexe G du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1998 (abrogeant l'autorité en vertu de laquelle les règlements sont pris), les règlements sont réputés demeurer en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés par l'autorité qui les a pris.

La mention des règlements administratifs dans toute loi mentionnée à l'annexe 1 est réputée inclure la mention des règlements réputés demeurer en vigueur. Voir : 1998, chap. 18, annexe G, par. 23 (2) à (4) et art. 74.

(1.1) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) n) peut adopter par renvoi tout ou partie d'un code, d'une norme ou d'une ligne directrice touchant les normes d'exercice de la profession, avec les modifications jugées nécessaires, et exiger l'observation du code, de la norme ou de la ligne directrice adopté.

(1.2) Si un règlement visé au paragraphe (1.1) le prévoit, le code, la norme ou la ligne directrice adopté par renvoi désigne respectivement ce code, cette norme ou cette ligne directrice ainsi que ses modifications successives, que les modifications soient apportées avant ou après la prise du règlement.

(1.3) Une copie d'un code, d'une norme ou d'une ligne directrice adopté par renvoi en vertu du paragraphe (1.1) est mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'ordre pendant les heures d'ouverture.

(1.4) Un règlement ne doit pas être pris en application du paragraphe (1) à moins que le projet de règle-

Normes d'exercice

Incorporation continue

Copies mises à la disposition du public

Diffusion



every member at least 60 days before it is approved by the Council.

Same

(1.5) Subsection (1.4) does not apply to a regulation if the Minister required that the Council make the regulation under clause 5 (1) (c) of the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Exception

(1.6) Despite subsection (1.4), the Council may, with the approval of the Minister, exempt a regulation from the requirement that it be circulated or abridge the 60-day period referred to in subsection (1.4) to such lesser period as the Minister may determine. 1998, c. 18, Sched. G, s. 23 (1).

Idem

(2) Regulations made under paragraph 25 of subsection (1) may require members to participate in continuing education programs. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 95 (2).

Same

(2.1) Regulations made under paragraph 25 of subsection (1) may,

- (a) authorize the Quality Assurance Committee to require individual members whose knowledge, skills and judgment have been assessed under section 82 and found to be unsatisfactory to participate in specified continuing education programs;
- (b) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to impose terms, conditions or limitations, for a specified period not exceeding six months, on the certificate of registration of a member whose knowledge, skills and judgment have been assessed or reassessed under section 82 and found to be unsatisfactory, or who has failed to participate in specified continuing education programs as required by the Committee or has not completed those programs successfully;
- (c) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to remove terms, conditions or limitations imposed under a regulation made under clause (b) before the end of the specified period, if the Committee is satisfied that the member's knowledge, skills and judgment are now satisfactory;
- (d) authorize the Quality Assurance Committee to require a member to undergo a psychological or other assessment if a matter respecting the member is referred to the Committee under subsection 26 (3) or section 79.1;
- (e) authorize the Quality Assurance Committee, after receiving a report of an assessment required under a regulation made under clause (d), to require the member to undertake specified measures, such as receiving education, therapy or counselling;
- (f) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to impose terms, conditions or limitations on the member's certificate of registration, for a specified period not exceeding six months, if,
  - (i) the member refuses to undergo an assessment,

ment ne soit remis à chacun des membres au moins 60 jours avant son approbation par le conseil.

(1.5) Le paragraphe (1.4) ne s'applique pas au règlement dont le ministre a exigé qu'il soit pris par le conseil en application de l'alinéa 5 (1) c) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. Idem

(1.6) Malgré le paragraphe (1.4), le conseil peut, avec l'approbation du ministre, exempter un règlement de l'exigence de diffusion ou abréger la période de 60 jours visée au paragraphe (1.4) en la remplaçant par toute période plus courte que fixe le ministre. 1998, chap. 18, annexe G, par. 23 (1). Exception

(2) Les règlements pris en application de la disposition 25 du paragraphe (1) peuvent exiger des membres qu'ils participent à des programmes d'éducation permanente. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 95 (2). Idem

(2.1) Les règlements pris en application de la disposition 25 du paragraphe (1) peuvent : Idem

- a) autoriser le comité d'assurance de la qualité à exiger des membres dont les connaissances, les compétences et le jugement ont été évalués aux termes de l'article 82 et déclarés insatisfaisants qu'ils participent à des programmes d'éducation permanente précis;
- b) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, d'assortir de conditions ou de restrictions, pour une période précise ne dépassant pas six mois, le certificat d'inscription de tout membre dont les connaissances, les compétences et le jugement ont été évalués ou réévalués aux termes de l'article 82 et déclarés insatisfaisants, ou qui n'a pas participé à des programmes d'éducation permanente précis, contrairement à ce qu'exigeait le comité, ou ne les a pas terminés avec succès;
- c) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, de supprimer les conditions ou les restrictions imposées aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa b) avant la fin de la période précisée, si le comité est convaincu que les connaissances, les compétences et le jugement du membre sont à présent satisfaisants;
- d) autoriser le comité d'assurance de la qualité à exiger d'un membre qu'il subisse une évaluation d'ordre psychologique ou autre si une question concernant le membre est renvoyée au comité en vertu du paragraphe 26 (3) ou de l'article 79.1;
- e) autoriser le comité d'assurance de la qualité, après qu'il a reçu le rapport d'une évaluation exigée aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa d), à exiger du membre qu'il se soumette à des mesures précises, telles que suivre des cours, une thérapie ou des consultations;
- f) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, d'assortir le certificat d'inscription du membre de conditions ou de restrictions, pour une période précise ne dépassant pas six mois, si, selon le cas :
  - (i) le membre refuse de subir une évaluation,



- (ii) the Committee has required the member to undertake specified measures which have not yet been completed, or
- (iii) the member refuses to undertake the specified measures;
- (g) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to remove terms, conditions or limitations imposed under a regulation made under clause (f) before the end of the specified period, if the Committee is satisfied that the terms, conditions or limitations are no longer needed.

Same

(2.2) If the Council makes a regulation as described in clause (2.1) (b) or (f), it shall also make a regulation providing that no direction shall be given to the Registrar unless the member has been given notice of the Quality Assurance Committee's intention to give the direction and at least fourteen days to make written submissions to the Committee. 1993, c. 37, s. 27 (2).

Scope of regulations

(3) A regulation may be general or particular in its application. 1991, c. 18, Sched. 2, s. 95 (3).

- (ii) le comité a exigé du membre qu'il se soumette à des mesures précises, lesquelles n'ont toujours pas été réalisées,

- (iii) le membre refuse de se soumettre aux mesures précisées;

- g) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, de supprimer, avant la fin de la période précisée, les conditions ou les restrictions imposées aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa f), si le comité est convaincu que ces conditions ou restrictions ne sont plus nécessaires.

Idem

(2.2) Si le conseil prend un règlement décrit à l'alinéa (2.1) b) ou f), il prend également un règlement prévoyant qu'aucune directive ne doit être donnée au registrateur sans que le membre ait été avisé de l'intention du comité d'assurance de la qualité de donner la directive et qu'un délai d'au moins quatorze jours lui ait été accordé pour présenter des observations écrites au comité. 1993, chap. 37, par. 27 (2).

(3) Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1991, chap. 18, annexe 2, par. 95 (3).

Portée des règlements

**Regulated Health Professions Act, 1991**  
**Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées**

**ONTARIO REGULATION 107/96**

*No Amendments*

**CONTROLLED ACTS**

FORMS OF ENERGY

1. The following forms of energy are prescribed for the purpose of paragraph 7 of subsection 27 (2) of the Act:

1. Electricity for,
  - i. aversive conditioning,
  - ii. cardiac pacemaker therapy,
  - iii. cardioversion,
  - iv. defibrillation,
  - v. electrocoagulation,
  - vi. electroconvulsive shock therapy,
  - vii. electromyography,
  - viii. fulguration,
  - ix. nerve conduction studies, or
  - x. transcutaneous cardiac pacing.
2. Electromagnetism for magnetic resonance imaging.
3. Soundwaves for,
  - i. diagnostic ultrasound, or
  - ii. lithotripsy. O. Reg. 107/96, s. 1.

EXEMPTIONS

2. A member of the College of Chiropractors of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of applying electricity for electrocoagulation or fulguration. O. Reg. 107/96, s. 2.

3. (1) A member of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of applying electricity for defibrillation or electrocoagulation.

(2) A member of the Royal College of Dental Surgeons of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of applying electricity for electromyography or nerve conduction studies, in the course of conducting research. O. Reg. 107/96, s. 3.

4. A member of the College of Midwives of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of ordering the application of soundwaves for pregnancy diagnostic ultrasound or pelvic diagnostic ultrasound. O. Reg. 107/96, s. 4.

5. (1) A member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of applying, or ordering the application of, electricity for a procedure listed

in paragraph 1 of section 1 or soundwaves for a procedure listed in paragraph 3 of section 1.

(2) A member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of applying in a public hospital, or ordering the application in a public hospital of, electromagnetism for magnetic resonance imaging. O. Reg. 107/96, s. 5.

6. A member of the College of Psychologists of Ontario is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of applying, or ordering the application of, electricity for aversive conditioning. O. Reg. 107/96, s. 6.

7. A person is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of,

(a) applying soundwaves for diagnostic ultrasound if the application is ordered by a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario;

(b) applying soundwaves for pregnancy diagnostic ultrasound or pelvic diagnostic ultrasound if the application is ordered by a member of the College of Midwives of Ontario;

(c) applying electromagnetism for magnetic resonance imaging in a public hospital if the application is ordered by a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario; and

(d) applying electricity for aversive conditioning if the application is ordered and directed by a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario or by a member of the College of Psychologists of Ontario. O. Reg. 107/96, s. 7.

8. The following activities are exempt from subsection 27 (1) of the Act:

1. Acupuncture.

2. Ear or body piercing for the purpose of accommodating a piece of jewellery.

3. Electrolysis.

4. Tattooing for cosmetic purposes. O. Reg. 107/96, s. 8.

9. Male circumcision is an activity that is exempt from subsection 27 (1) of the Act if the circumcision is performed as part of a religious tradition or ceremony. O. Reg. 107/96, s. 9.

10. A naturopath is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of carrying on, in accordance with the *Drugless Practitioners Act* and the regulations under that Act, activities that are within the scope of the practice of naturopathy. O. Reg. 107/96, s. 10.

11. The taking of a blood sample from a vein or by skin pricking is an activity that is exempt from subsection 27 (1) of the Act if the person taking the blood sample is employed by a laboratory or specimen collection centre licensed under the *Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act*. O. Reg. 107/96, s. 11.

12. (1) A medical geneticist who holds a doctorate is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of communicating to an individual or his or her personal representative a diagnosis identifying a genetic disease or genetic disorder as the cause of the symptoms of the individual in circumstances in which it is reasonably foreseeable that the

individual or his or her personal representative will rely on the diagnosis, if,

- (a) the disease or disorder identified is within the geneticist's area of expertise; and
- (b) the geneticist is employed by a university or a health care facility and the communication of the diagnosis is performed in accordance with the university's or facility's guidelines or protocols.

(2) In this section,

"health care facility" means a facility governed by or funded under an Act set out in the Schedule. O. Reg. 107/96, s. 12.

13. A member of the College of Nurses of Ontario who holds a general certificate of registration as a registered nurse is exempt from subsection 27 (1) of the Act for the purpose of prescribing a solution of normal saline (0.9 per cent) for venipuncture performed to establish peripheral intravenous access and maintain patency. O. Reg. 107/96, s. 13.

#### Schedule

- 1. *Alcoholism and Drug Addiction Research Foundation Act.*
- 2. *Cancer Act.*
- 3. *Charitable Institutions Act.*
- 4. *Child and Family Services Act.*

- 5. *Community Psychiatric Hospitals Act.*
- 6. *Developmental Services Act.*
- 7. *General Welfare Assistance Act.*
- 8. *Homes for Retarded Persons Act.*
- 9. *Homes for Special Care Act.*
- 10. *Homes for the Aged and Rest Homes Act.*
- 11. *Independent Health Facilities Act.*
- 12. *Mental Health Act.*
- 13. *Mental Hospitals Act.*
- 14. *Ministry of Community and Social Services Act.*
- 15. *Ministry of Correctional Services Act.*
- 16. *Ministry of Health Act.*
- 17. *Nursing Homes Act.*
- 18. *Ontario Mental Health Foundation Act.*
- 19. *Private Hospitals Act.*
- 20. *Public Hospitals Act.*

O. Reg. 107/96, Sched.



**Regulated Health Professions Act, 1991**  
**Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées**

**ONTARIO REGULATION 59/94**

*No Amendments*

**FUNDING FOR THERAPY OR COUNSELLING  
FOR PATIENTS SEXUALLY ABUSED BY  
MEMBERS**

1. For the purposes of a program established under section 85.7 of the Code,
    - (a) the maximum amount of funding that may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse is the amount that the Ontario Health Insurance Plan would pay for 200 half-hour sessions of individual out-patient psychotherapy with a psychiatrist on the day the person becomes eligible under subsection 85.7 (4) of the Code; and
    - (b) the period of time within which funding may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse is five years from,
      - (i) the day on which the person first received therapy or counselling for which funding is provided under subsection 85.7 (10) of the Code, or
      - (ii) if funding is not provided under subsection 85.7 (10) of the Code, the day on which the person becomes eligible for funding under subsection 85.7 (4) of the Code.
- O. Reg. 59/94, s. 1.